

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARSEILLE PROVENCE

Date de Publication : 31/08/2017

N° : 2017/39

SOMMAIRE

↪ Conseil de Territoire du 6 juillet 2017

Finances et état spécial	page 4
Fonctionnement	page 10
Développement économique, emploi, numérique	page 19
Voirie	page 46
Urbanisme, PLUi	page 67
Habitat, politique de la ville	page 169
Mobilité	page 210
Développement durable, agriculture	page 234
Eau, assainissement	page 248
Propreté, gestion des déchets	page 259

↪ Conseil de Territoire du 13 juillet 2017

Fonctionnement	page 275
----------------	----------

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

6 JUILLET 2017

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Loïc BARAT - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Solange BIAGGI - Patrick BORE - Valérie BOYER - Marie-Christine CALATAYUD - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Catherine CHAZEAU - Alain CHOPIN - Laurent COMAS - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Monique DAUBET-GRUNDLER - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriat DJAMBAG - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Josette FURACE - Samia GHALI - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Marcel GRELY - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Louisa HAMMOUCHE - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Janine MARY - Florence MASSE - Martine MATTEI - Guy MATTEONI - Marcel MAUNIER - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Lisette NARDUCCI - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Nathalie PIGAMO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Martine RENAUD - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Sandra SALOUM-DALBIN - Eric SCOTTO - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Nathalie SUCCAMIELE - Guy TEISSIER - Jocelyne TRANI - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Josette VENTRE - Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Kheïra ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALOCCO représentée par Jérôme ORGEAS - Mireille BENEDETTI représentée par André GLINKA-HECQUET - Jacques BESNAÏNOU représenté par Gisèle LELOUIS - Jean-Louis BONAN représenté par Patrick BORE - Nicole BOUILLLOT représentée par Alain CHOPIN - Nadia BOULAINSEUR représentée par Josette FURACE - Laure-Agnès CARADEC représentée par Monique DAUBET-GRUNDLER - Gérard CHENOZ représenté par Michel AZOULAI - Anne CLAUDIUS-PETIT représentée par Richard FINDYKIAN - Monique CORDIER représentée par Solange BIAGGI - Christophe DE PIETRO représenté par Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Régine GOURDIN représentée par Andrée GROS - Daniel HERMANN représenté par Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Garo HOVSEPIAN représenté par Stéphane MARI - Nathalie LAINE représentée par Lionel VALERI - Bernard MARTY représenté par Florence MASSE - Christophe MASSE représenté par Eugène CASELLI - Virginie MONNET-CORTI représentée par Michèle EMERY - Yves MORAINÉ représenté par Martine RENAUD - Claude PICCIRILLO représenté par Bernard JACQUIER - Roland POVINELLI représenté par Paule JOUVE - Stéphane RAVIER représenté par Sandrine D'ANGIO - Roger RUZE représenté par Roland CAZZOLA - Isabelle SAVON représentée par Frédéric DOURNAYAN - Dominique TIAN représenté par Sabine BERNASCONI - Maxime TOMMASINI représenté par Bruno GILLES - Cédric URIOS représenté par Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI - Roland BLUM - Frédéric BOUSQUET - Michel CATANEO - Frédéric COLLART - Michel DARY - Anne DAURES - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Arlette FRUCTUS - Jean-Claude GAUDIN - Georges GOMEZ - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Xavier MERY - Marie MUSTACHIA - Patrick PADOVANI - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Stéphane PICHON - Gérard POLIZZI - Véronique PRADEL - Maryvonne RIBIERE - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Emmanuelle SINOPOLI - Jean-Louis TIXIER - Martine VASSAL - Patrick VILORIA - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Commission "Finances et Etat Spécial"

FES 001-664/17/CT

**■ Etat Spécial de Territoire Marseille Provence -
Adoption du Budget supplémentaire 2017
DBP 17/15603/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Etat Spécial de Territoire a été adopté le 24 Novembre 2016 par le Conseil de Territoire et le 15 décembre 2016 par l'adoption du budget primitif 2017 par le Conseil de la Métropole, il convient de procéder à des ajustements de crédits qui seront inscrits dans le cadre de la proposition au vote du budget supplémentaire du prochain Conseil de la Métropole.

Ces ajustements sont réalisés dans le cadre défini par l'équilibre budgétaire adopté lors du vote de la Décision Modificative n°1 en Mars 2017. Ainsi, la dotation de gestion reste stable au budget supplémentaire 2017.

Suivant l'instruction budgétaire M57, il est proposé d'approuver l'équilibre de l'Etat Spécial du Territoire Marseille Provence pour l'exercice 2017 en dépenses et en recettes.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DBP 16/14463/CT du 24/11/2016 approuvant le budget primitif 2017 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FES 001-450/17/CT du 29/03/2017 approuvant la Décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Approuve l'Etat Spécial de Territoire Marseille Provence arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale du budget supplémentaire 2017. Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Section de Fonctionnement 2 898 653,00 euros
Section d'Investissement 0,00 euros

Article 2 :

Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

FES 002-665/17/CT

■ Budgets annexes du Territoire Marseille Provence - Affectation des résultats de l'exercice 2016

**Avis du Conseil de Territoire
DBP 17/15602/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Selon les textes en vigueur, l'arrêté des comptes de l'établissement public de coopération intercommunale de la Métropole Aix Marseille Provence a été approuvé par le vote du compte administratif le 18 Mai 2017.

Il a permis d'une part, de dégager le résultat de la section de fonctionnement ainsi que le solde d'exécution de la section d'investissement déterminé après qu'aient été exécutées les dotations aux amortissements et aux provisions, et, d'autre part, de calculer les restes à réaliser en dépenses et/ou en recettes qui seront repris au budget supplémentaire de l'exercice suivant.

La procédure, mise en place par les instructions budgétaires et comptables M57, M4 et dérivées consiste à prévoir dans le budget le résultat de fonctionnement attendu de l'exercice, puis, à le constater lors de l'approbation du compte administratif et à l'affecter en priorité à couvrir le besoin de financement de l'investissement. Le surplus éventuel peut soit être affecté à l'investissement en dotation complémentaire soit être conservé au fonctionnement.

Les affectations de résultats sont détaillées dans le tableau suivant :

Budgets	Résultat 2016		Résultat de clôture de la section fonctionnement	Résultat de clôture de la section investissement	Reste à réaliser en recettes	Reste à réaliser en dépenses	Part affectée à l'investissement	Solde à reporter au fonctionnement
	Fonctionnement	Investissement						
CTD	0,00	-4 197 011,08	965 522,55	-924 288,77	0,00	0,00	924 288,77	41 233,78
A S S A I N I S S E M E N T	2 515 242,25	3 464 866,43	5 558 858,76	2 347 035,85	0,00	0,00	0,00	5 558 858,76
EAU	1 011 685,21	3 963 294,19	5 542 695,60	9 758 182,14	0,00	0,00	2 000 000,00	3 542 695,60
PORTS	147 266,25	-1 285 254,68	704 573,43	-514 469,37	0,00	0,00	514 469,37	190 104,06
MIN	-80 037,30	17 539,27	-613 125,79	319 229,55	0,00	0,00	0,00	-613 125,79
CREMATORIUM	346 740,95	149 669,74	2 191 245,80	1 209 532,77			0,00	2 191 245,80
OPERATIONS AMENAGEMENT	-264 995,57	632 808,24	-1 325 315,27	1 013 322,76	0,00	0,00	0,00	-1 325 315,27

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération FAG 041-2041/17/CM du 18 mai 2017 approuvant le Compte Administratif 2016.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable à l'affectation des résultats de l'exercice 2016 des budgets annexes délégués, tel que présentée ci-après.

Article 2 :

Il est proposé d'affecter l'excédent de fonctionnement des budgets annexes de la Collecte et traitement des déchets, de l'Eau et des ports de plaisance :

Collecte et traitement des déchets :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 965 522,55 euros, est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 924 288,77 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2017 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 924 288,77 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 «Autres Réserves ».

Le reliquat de 41 233,78 euros est reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017 en section de fonctionnement.

Eau

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 5 542 695,60 euros est affecté pour un montant de 2 000 000 euros à la constitution d'une dotation complémentaire en réserve.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2017 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 2 000 000 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 «Autres Réserves ».

Le reliquat de 3 542 695,60 euros sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017 en section de fonctionnement.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 9 758 182,14 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017.

Ports de plaisance :

Le résultat positif de clôture de fonctionnement de 704 573,43 euros, est destiné à couvrir le déficit de la section d'investissement d'un montant de 514 469,37 euros.

Cette affectation donnera lieu à l'issue du vote du Budget supplémentaire 2017 à l'émission d'un titre de recette d'un montant de 514 469,37 euros imputé en recette d'équipement sur la nature 1068 «Autres Réserves ».

Le reliquat de 190 104,06 euros est reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017 en section de fonctionnement.

Article 3 :

Sont approuvés, comme suit, les résultats de l'exercice 2016 pour les budgets annexes de l'assainissement, du Crématorium et des Opérations d'aménagement.

Assainissement :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 5 558 858,76 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 2 347 035,85 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017

Crématorium :

La section de fonctionnement présente un excédent de clôture de 2 191 245,80 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1 209 532,77 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017

Opérations d'aménagement :

La section de fonctionnement présente un déficit de clôture de 1 325 315,27 euros, qui sera reporté au compte 002 au budget supplémentaire 2017.

La section d'investissement présente un excédent de clôture de 1 013 322,76 euros, qui sera reporté au compte 001 au budget supplémentaire 2017

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José

GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

FES 003-666/17/CT

■ Budgets annexes du Territoire Marseille Provence - Budget supplémentaire de l'exercice 2017

Avis du Conseil de Territoire DBP 17/15604/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme le Budget Primitif, le Budget Supplémentaire est établi selon la nomenclature M57 pour le Budget Annexe Collecte et Traitement des Déchets et le Budget Annexe Opérations d'Aménagement, votés par nature avec présentation fonctionnelle, et selon la nomenclature M4 pour les Budgets Annexes des services de l'Eau et de l'Assainissement, du Crématorium, des Ports de Plaisance.

Le Budget Supplémentaire est un budget de reports et d'ajustements. Les résultats de ce projet de Budget Supplémentaire sont présentés successivement en balances générales distinctes pour les Budgets Annexes.

Ces Balances regroupent par nature le montant des dépenses et des recettes, séparant les mouvements réels des mouvements d'ordre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° FAG 035-1315/16/CM du 15/12/2016 approuvant le budget primitif 2017 des budgets annexes délégués ;
- La délibération n° FAG 011-1744/17/CM du 30/03/2017 approuvant la Décision Modificative N°1 2017 des budgets annexes délégués.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au budget supplémentaire 2017 des budgets annexes délégués, tel que présenté ci-après.

Article 2 :

Sont intégrés au budget supplémentaire les restes à réaliser, ainsi que les reprises de résultats de l'exercice précédent.

Article 3 :

Le Budget Supplémentaire 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence est voté et arrêté aux chiffres inscrits à la Balance Générale des Budgets Annexes de la Collecte et Traitement des déchets, de l'Assainissement, des Ports de Plaisance, et des Opérations d'Aménagement.
Il s'équilibre en Dépenses et en Recettes comme indiqué ci-après :

Concernant le Budget Collecte et Traitement des Déchets :

Section de Fonctionnement 1 854 353,00 euros
Section d'Investissement - 900 911,23 euros

Concernant le Budget Assainissement :

Section de Fonctionnement 5 199 561,76 euros
Section d'Investissement - 1 248 297,00 euros

Concernant le Budget Ports de Plaisance :

Section de Fonctionnement 140 254,06 euros
Section d'Investissement 529 469,37 euros

Concernant le Budget Opérations d'Aménagement :

Section de Fonctionnement 2 547 565,64 euros
Section d'Investissement 930 163,47 euros

Article 4 :

La balance générale du budget annexe Eau et du budget annexe Crématorium est votée en excédent pour la section de fonctionnement et la section d'investissement. Elle se présente comme suit :

Concernant le Budget Eau :

Dépenses de la Section de Fonctionnement 1 412 767,00 euros
Recettes de la Section de Fonctionnement 3 533 320,60 euros

Dépenses de la Section d'Investissement - 1 222 676,00 euros
Recettes de la Section d'investissement 8 719 904,30 euros

Concernant le Budget Crématorium :

Dépenses de la Section de Fonctionnement 20 176,00 euros

Recettes de la Section de Fonctionnement 2 191 245,80 euros

Dépenses de la Section d'Investissement 0,00 euros
Recettes de la Section d'investissement 1 209 708,77 euros

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

FES 004-667/17/CT

**■ Participation financière au festival de courts métrages de la Cote Bleue
DCOM 17/15594/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'association festival de courts métrages de la Cote Bleue organise tous les deux ans le festival du même nom qui se tient à Carry le Rouet et à Château Neuf les Martigues en octobre.

Ce festival a pour but de faire découvrir l'expression cinématographique du court métrage à un public averti mais aussi plus large car il accueille les collégiens et lycées de la région.

Cette année le festival aura lieu en octobre dans les Salles de cinéma de Carry et Château Neuf dont les entrées sont gratuites dans le cadre du festival. Le festival constitue un tremplin pour les jeunes réalisateurs car un concours est organisé qui récompense le meilleur court métrage plébiscité par le public.

A ce titre il est proposé d'attribuer une subvention de 2000 euros à l'association pour l'organisation du festival .

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt pour le conseil de territoire d'encourager les initiatives novatrices.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la participation financière du Conseil de Territoire au festival de courts métrages de la Côte Bleue pour un montant de 2 000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat Special de Territoire 2017 Nature 657 4.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

FES 005-668/17/CT

**■ Participation financière aux journées nationales MSA 2017
DCOM 17/15591/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La MSA , deuxième régime de protection sociale au service des exploitants , salariés employeurs agricoles se réunit en congrès les 26 et 27 octobre 2017 à Marseille. Plus de 500 participants sont attendus et 35 Caisses de MSA pour débattre autour d'une thématique d'actualité qui concerne directement les collectivités locales" la MSA face aux nouvelles dynamiques territoriales".

A ce titre le Conseil de Territoire souhaite soutenir financièrement l'organisation du congrès de la MSA par l'octroi d'une subvention de 5 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'impact économique et la promotion du territoire induit par un congrès d'une ampleur nationale

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement d'une participation financière au congrès 2017 de la MSA d'un montant de 5000 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'Etat special de Territoire 2017. Nature 6574.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

******* Commission "Fonctionnement" *******

FCT 001-669/17/CT

■ Indemnisation amiable des préjudices commerciaux subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DIFRA 17/15438/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission d'Indemnisation Amiable des Préjudices Economiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission d'Indemnisation Amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille Provence.

Lors de sa dernière séance, la Commission d'Indemnisation Amiable s'est prononcée, d'une part sur la recevabilité de nouvelles demandes, et d'autre part, sur les montants des indemnités accordées selon la délibération ci-jointe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la délibération portant sur l'indemnisation amiable des préjudices commerciaux subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

FCT 002-670/17/CT

■ Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole - Modification du mode opératoire de désignation des experts comptables de justice par le Tribunal Administratif de Marseille

Information du Conseil de Territoire DIFRA 17/15489/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément aux dispositions arrêtées dans le règlement budgétaire et financier et conscient que les gênes et perturbations engendrées par les travaux peuvent avoir une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces chantiers.

Ainsi, par délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, la Métropole a créé la Commission d'Indemnisation Amiable des Préjudices Economiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette Commission d'Indemnisation Amiable examine les réclamations des professionnels situés sur le tracé des chantiers éligibles à ladite Commission sur l'ensemble du territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors que ces derniers y sont recevables, dans les conditions fixées par le règlement budgétaire et financier.

Il s'agit pour la Métropole Aix-Marseille-Provence d'adopter les mesures permettant le maintien de la vie économique locale des secteurs concernés par les travaux, malgré les graves nuisances et perturbations provoquées durant plusieurs mois ou plusieurs années.

La commission Métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices commerciaux a ainsi pour double objet :

- Instruire les dossiers d'indemnisation des préjudices économiques susceptibles d'être causés aux commerçants, artisans et professionnels riverains des travaux sous

maîtrise d'ouvrage de la Métropole en s'entourant de l'avis d'experts techniques et financiers afin de déterminer d'une part, la réalité du préjudice, et d'autre part, son évaluation financière ;

- Emettre un avis de manière à éclairer la décision finale qui sera prise par le bureau de la Métropole, lequel qui décidera du caractère indemnisable ou non du préjudice et fixera le montant de l'indemnité grâce à un protocole transactionnel.

Six institutions locales sont conviées à participer au fonctionnement de cette instance : le Tribunal Administratif de Marseille, la Chambre de Commerce et d'Industrie Marseille Provence, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat PACA, la Préfecture des Bouches-du-Rhône, la Direction Régionale des Finances Publiques et l'Ordre Régional des experts-comptables Marseille PACA.

Dans le cadre de l'organisation de ladite commission, il est proposé de modifier le mode de désignation des experts comptables de justice par le Tribunal Administratif de Marseille.

Jusqu'à présent les experts comptables de Justice étaient désignés par ordonnance du Président du Tribunal Administratif de Marseille ou du Magistrat désigné par lui pour chaque dossier d'indemnisation soumis, en application de l'article R.532-1 du Code de Justice Administrative. Ce mode de nomination, générateur de délais supplémentaires pour la Métropole, semble en outre inadapté sur un strict plan juridictionnel dès lors que le juge des référés, selon les termes de l'article précité du Code de Justice Administrative, ne peut ordonner que des mesures utiles, cette utilité s'appréciant au regard d'une perspective contentieuse, alors que, par nature, la procédure d'indemnisation amiable mise en place par la Métropole ne s'inscrit pas dans une telle perspective.

Ainsi, en modifiant le mode de nomination, cela permettra de lever toute difficulté procédurale dans l'éventualité de l'introduction d'une requête au fond, dès lors qu'il s'agira de désigner la partie chargée de supporter les dépens de l'instance, c'est-à-dire les frais de l'expertise.

Par conséquent, il est proposé que le Président de la Métropole puisse demander à la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille une désignation par arrêté, d'une liste d'experts-comptables de Justice qui interviendront pour la Commission d'Indemnisation Amiable des Préjudices Economiques de la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du vote de la présente délibération et pour les chantiers à venir éligibles à la Commission.

Lorsque la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille aura fixé par arrêté, la liste des experts-comptables de justice, c'est la Métropole Aix-Marseille-Provence qui désignera, à tour de rôle, l'expert-comptable de justice pour chaque dossier à expertiser et qui en assurera elle-même la rémunération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de Justice Administrative ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient par souci d'efficience de modifier le mode de désignation des experts comptables de justice par le Tribunal Administratif de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte de la délibération.

FCT 003-671/17/CT

■ Assurances - Indemnisation de tiers victimes de dommages matériels

**Information du Conseil de Territoire
DAJASV 17/15610/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La responsabilité de la collectivité est susceptible d'être engagée à l'égard des usagers dans le cadre de l'exercice de ses compétences, notamment par suite de défaut d'entretien d'un ouvrage public ou d'un dysfonctionnement du service public, dès lors que le lien de causalité entre le dommage et l'activité de la collectivité est établi.

Le contrat d'assurance souscrit auprès de la compagnie ALLIANZ en matière de responsabilité civile sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence assure la prise en charge de la réparation des dommages matériels dont le coût est supérieur à 30 000 euros. En deçà de ce montant, l'indemnisation des préjudices relève de la collectivité.

Sept dossiers de réclamations dont le montant global s'établit à 3 791,02euros (trois mille sept cents quatre-vingt-onze euros et deux centimes) présentent les conditions requises pour une indemnisation des usagers. Ceux-ci acceptent l'indemnisation proposée et renoncent à tout recours contre l'administration. Il s'agit des affaires suivantes :

- M. MURRY Laurent – sinistre du 20 décembre 2016 – Montant : 1 167,83 euros,
- M^{me} DESJARDINS Marie-Josée – sinistre du 22 janvier 2017 – Montant : 324,69 euros,
- M^{me} OSINSKI Virginie – sinistre du 28 février 2017 – Montant : 394,25 euros,
- M^{me} BOURDEL Josiane – sinistre du 9 juin 2016 – Montant : 181,38 euros
- M. ASCIAK Philippe – sinistre du 3 avril 2017 – Montant : 736,94 euros
- M. KUCZKOWSKA Claude – sinistre du 25 février 2017 – Montant : 301,58 euros
- M. BONIFAY Jean-Pierre – sinistre du 18 décembre 2016 – Montant : 684,35 euros

L'indemnisation sera versée aux tiers victimes des dommages ou à leur assureur quand il y a subrogation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'indemnisation de tiers victimes de dommages matériels.

FCT 004-672/17/CT

■ **Approbation de l'assiette et du montant des redevances d'occupation du domaine privé par des équipements radioélectriques installés sur des biens immobiliers de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence**

Information du Conseil de Territoire DVD PAG 17/15400/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La Métropole Aix-Marseille-Provence accueille sur son patrimoine, qu'il dépende de son domaine privé ou de son domaine public, des opérateurs de téléphonie mobile pour les besoins en installations d'antennes relais.

En effet, la Métropole Aix-Marseille-Provence est propriétaire d'un ensemble d'immeubles susceptibles de servir d'accueil de sites radioélectriques.

En mars 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence et les opérateurs de réseaux : Bouygues Télécom, Free Mobile, Orange et SFR se sont concertés sur les infrastructures afin d'assurer le déploiement durable des réseaux de téléphonie sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les enjeux sont le bon fonctionnement de la téléphonie mobile, l'attractivité du territoire, la préservation des paysages ainsi que la prise en compte des besoins des concitoyens.

Conformément à l'article L 1321-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole Aix-Marseille-Provence fixe l'assiette et le montant de la redevance due pour l'occupation de son domaine privé.

Dans la mesure, où il n'y a pas lieu de distinguer les opérateurs entre eux, il est proposé d'harmoniser les conditions financières :

1/ Opérateurs Economiques :

Le montant annuel de la redevance est de 11 000 euros TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface de 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit :

- 200 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

2/ SPIC :

Le montant annuel de la redevance annuel est de 5 500 euros TTC forfaitaire par an.

Ce forfait comprend l'ensemble des équipements techniques suivants :

Une surface de 20 m² environ permettant d'installer :

- 1 à 3 mât(s) ;
- 1 à 3 antenne(s) par mât ;
- 1 faisceau Hertzien ;
- Equipements techniques associés : implantation d'armoires électriques, systèmes de balisage et d'éclairage, systèmes de sécurité conformément à la législation en vigueur (protections des intervenants et délimitation des zones de travail), système de climatisation / ventilation y compris leurs protections contre le vandalisme et l'intrusion, un cheminement de fibres optiques, un boîtier d'épissurage optique...

En cas d'ajout d'équipements supplémentaires, il sera appliqué le montant de redevances comme suit :

- 100 €/unité/an par technologie ajoutée, à savoir, antennes ou faisceaux hertziens.

3/ SPA / COMMUNES / COLLECTIVITES / ASSOCIATIONS :

En vertu de l'article L 2221-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, les personnes publiques gèrent librement leur domaine privé sous réserve de respecter le principe d'égalité, les

collectivités territoriales déterminent donc librement les conditions de mise à disposition des biens meubles de leur domaine privé.

A cet effet, l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine privé peut être délivrée gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la satisfaction d'un intérêt général

Il est donc proposé au Conseil de la Métropole d'approuver le nouveau montant des redevances d'occupation du domaine privé par des équipements radioélectriques installés sur des biens immobiliers de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code des Postes et des Communications Electroniques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2005-1676 du 27 décembre 2005 relatif aux redevances et droits de passage sur le domaine public ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation de la nouvelle assiette et du montant des redevances d'occupation du domaine privé par des équipements radioélectriques installés sur des biens immobiliers de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la nouvelle assiette et du montant des redevances d'occupation du domaine privé par des équipements radioélectriques installés sur des biens immobiliers de la Métropole Aix-Marseille-Provence situés sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence .

FCT 005-673/17/CT

■ Approbation des redevances pour l'occupation du domaine public métropolitain par des coffres relais et des boîtes Cidex sur le périmètre du Territoire Marseille Provence

Information du Conseil de Territoire DVDPAG 17/15569/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La présente délibération est prise en application de l'article L. 2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P) qui prévoit que toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Les occupations privatives du domaine public sont assujetties à un principe de non-gratuité. Des exonérations sont toutefois permises lorsque

l'occupation ou l'utilisation est la condition naturelle et forcée de l'exécution d'un service public qui bénéficie gratuitement à tous, ou lorsque celle-ci contribue directement à assurer la conservation du domaine public.

Hormis ces exceptions, un montant de redevance perceptible par la Métropole Aix-Marseille-Provence doit être fixé par le Conseil de Métropole selon les types d'occupation.

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées par la loi n°90-568 du 2 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de la Poste et des Télécommunications, la Poste doit distribuer, tous les jours ouvrables et sauf circonstances exceptionnelles, les envois postaux qui lui sont confiés. Dans ce cadre et plus particulièrement pour l'organisation des tournées des facteurs, la Poste doit implanter sur les parcours suivis, des « coffres relais » dans lesquels des envois sont entreposés et permettant aux facteurs de limiter les emports de charge au départ de la tournée.

La Poste peut par ailleurs proposer aux communes, un service postal de distribution du courrier dans des boîtes aux lettres individuelles regroupées sur un axe de communication (CIDEX) et qui concerne un quartier, un lotissement ou un ensemble d'habitations. L'implantation de ces boîtes CIDEX ne peut être imposée par la Poste mais doit être réalisée au cas par cas, en concertation avec les habitants concernés et les élus.

Ce système permet d'assurer la distribution postale dans de meilleures conditions compte tenu d'un environnement difficile – chemin non carrossable ou dangereux, impasse sans retournement, etc...

Pour répondre à ses besoins, la Poste souhaite installer des coffres relais et CIDEX sur le domaine public de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Par conséquent, les ouvrages mentionnés ne font pas partie des cas d'exonération précités, puisque le recours à ce type de mobilier résulte du choix fait par la Poste et autres opérateurs, d'un certain mode d'organisation de la distribution.

Il est donc proposé de créer des tarifs en cohérence avec les redevances pratiquées par d'autres collectivités territoriales, comme suit :

- Pour l'implantation de coffres relais :

• **Redevance annuelle : 23,50 euros TTC l'unité**

- Pour l'implantation de CIDEX:

• **Redevance annuelle : 23,50 euros TTC l'unité**

Les montants précités sont révisés au 1er janvier de chaque année, par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics (TP01).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation des redevances pour l'occupation du domaine public métropolitain par des coffres relais et des boîtes CIDEX sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation des redevances pour l'occupation du domaine public métropolitain par des coffres relais et des boîtes CIDEX sur le périmètre du Conseil de Territoire Marseille Provence..

FCT 006-674/17/CT

■ Approbation de l'avenant n°2 au contrat de délégation de service Public n°13/218 pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence

Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 17/15539/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par délibération n°EPPS 002-683/13/CC du 31 octobre 2013, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a délégué par contrat d'affermage la gestion et l'exploitation de la piscine Cap Provence à la Société S2G (Société d'Exploitation du stade nautique Cap Provence). Ce contrat a été conclu pour une durée de 6 ans à compter du 1^{er} janvier 2014.

La société CARILIS a été cédée en 2015 au groupe 3S. Si ce changement d'actionnaire n'a entraîné aucune modification juridique au contrat de DSP dans la mesure où la filiale gestionnaire de ce contrat, la société S2G, reste détenue à 100% par CARILIS, l'équipe de direction et de gérance a fait l'objet de changements.

Dans ce contexte, l'avenant vise à remplacer les annexes relatives au pouvoir de signature du délégataire (annexe 1 au contrat) et aux statuts de la société dédiée (annexe 2).

Par ailleurs, au terme de trois années d'exploitation, il est apparu nécessaire d'apporter des ajustements au contrat dans un souci de bonne exécution de ce dernier.

Ces modifications consistent notamment à compléter la liste des activités annexes figurant à l'article 4 en y

incluant la possibilité pour le délégataire d'une part d'étendre le périmètre de l'espace bien-être à des activités liées au domaine de la santé et d'autre part de gérer un espace dédié à la location de vélos. L'ajout de cette dernière activité entraîne pour le délégataire une recette supplémentaire estimée à environ 3000 euros par an soit 7 500 euros jusqu'à la fin du contrat de DSP représentant 0,0012% du montant total du contrat.

L'avenant vise également à remplacer les annexes relatives au Plan d'Organisation de la Surveillance et des Secours (annexe 10 au contrat) et au règlement intérieur (annexe 11 au contrat) dans un souci d'optimisation de la sécurité et de l'organisation des secours au sein de l'équipement.

Enfin, l'annexe relative à la liste du personnel (annexe 6) est complétée, et ce, afin de garantir un meilleur contrôle de l'exécution du contrat.

Par conséquent, il est proposé d'approuver l'avenant n°2 au contrat de délégation de service public n°13/218.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n°EPPS 002-683/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire et du contrat ;
- La délibération n°EPPS 007-834/15/CC du 19 février 2015 approuvant l'avenant n°1 au contrat ;
- L'information à la commission de délégation de Service public de juillet 2017.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération ayant pour objet d'approuver l'avenant n°2 au contrat de délégation de service Public n°13/218 pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération ayant pour objet de d'approuver l'avenant n°2 au contrat de délégation de service Public n°13/218 pour la gestion et l'exploitation de la piscine intercommunale Cap Provence.

FCT 007-675/17/CT

■ Paiement de la Cotisation annuelle 2017 à l'Union du Pôle Funéraire Public UPFP

Information du Conseil de Territoire DGEDPSV 17/15475/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP) a été créée en 2010 selon les statuts d'une Association Loi 1901.

Elle résulte de la fusion de l'Union des Professionnels du Pôle Funéraire Public (UPFP) et de la Fédération Nationale des Services Funéraires Publics (FNSFP).

L'Union du Pôle Funéraire Public qui regroupe la plupart des responsables de services funéraires publics occupe une position privilégiée pour veiller au respect déontologique dans l'exercice de la mission funéraire.

Ses objectifs sont les suivants :

- Mettre en commun l'expérience et le savoir-faire de ses adhérents pour une gestion optimisée des services,
- Faire valoir l'éthique du service funéraire public,
- Défendre les intérêts de ses adhérents auprès des pouvoirs publics et de la profession, tant au niveau national qu'europpéen,
- Organiser la promotion et la représentativité de ses adhérents,
- Assurer une veille juridique.

Reconnue comme interlocuteur essentiel auprès des pouvoirs publics et de la profession, l'Union du Pôle Funéraire Public s'affirme, depuis sa création, comme un partenaire fédérateur et dynamique basant ses actions sur le partage des savoir-faire et des expertises intégrées au réseau.

Le Territoire Marseille Provence a adhéré à l'Union du Pôle Funéraire Public en 2010.

Le montant de la cotisation au titre de l'année 2017 est de 504 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération ayant pour objet d'approuver le paiement de la cotisation annuelle 2017 à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP).

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération ayant pour objet de d'approuver le paiement de la cotisation annuelle à l'Union du Pôle Funéraire Public (UPFP).

Commission "Développement Economique, Emploi, Numérique"

DEEN 001-676/17/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement la Barasse à Marseille 11ème arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 17/15522/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7.I du Code Général des Collectivités Territoriales, le

Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération n°98/870 EUGE du 30 novembre 1998, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé la concession d'aménagement de « La Barasse » (n°98/432) confiée à la SPL Soleam (ex SEML Marseille Aménagement).

Par arrêté du 7 juillet 2000 Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prononcé la création de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, dont la commune de Marseille est membre.

En conséquence du transfert automatique des compétences, la Métropole Aix-Marseille Provence s'est substituée dans tous ses droits et obligations à la Communauté Urbaine Marseille Provence

En partie Est du terrain, le lotissement d'activités du Parc de la Barasse a été livré en 2007.

La partie Ouest, d'environ 5 hectares, doit accueillir le pôle d'échange de la Barasse et l'opération SNCF Réseau, consistant en la création d'une 3^{ème} voie ferroviaire Marseille-Aubagne. En outre, il était prévu également sur ce site des travaux d'infrastructure consistant à réaliser deux voies supplémentaires, un quai et un passage souterrain par RFF (travaux réalisés par RFF en 2014), la construction d'une halte ferroviaire (travaux réalisés par RFF en 2014).

Dans l'attente de la livraison par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole du parking définitif de 250 places attenant à la halte ferroviaire, le parking provisoire de 100 places de stationnement réalisé au second semestre 2014 par la Soleam avait été mis en service de manière concomitante avec l'ouverture à l'exploitation de la 3^{ème} voie de la ligne ferroviaire Marseille-Aubagne-Toulon et de la halte ferroviaire de la Barasse le 14 décembre 2014.

L'occupation anarchique par des caravanes au mois de novembre 2015 de ce parking et de celui réalisé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en 2015, a donné lieu à l'intervention des forces de l'ordre en vue de leur évacuation, et à la fermeture de ces deux équipements, fermeture demeurant à l'heure actuelle.

Par ailleurs, la commercialisation du solde des terrains appartenant à Soleam a été suspendue en attendant que le tracé de la 4^{ème} voie Marseille-Aubagne-Toulon soit précisé. Les emprises foncières devant faire l'objet d'une cession auprès de SNCF réseau (emprise voies et halte ferroviaires) et de MPM (pour le parking) devront être adaptées en fonction du tracé retenu. La décision ministérielle sur les propositions de tracé sur le secteur de la Barasse est attendue avant l'été 2017.

Aussi, la concession d'aménagement a été prorogée de deux ans, par délibération DEV 003-20/11/15 CC,

afin que la Soleam puisse accompagner le concédant dans cette réflexion, du 20 novembre 2015.

Par ailleurs, la SOLEAM étudiera en 2017 suite aux études hydrauliques en lien avec les services de la DDTM, la définition des travaux nécessaires au maintien de l'ouvrage de rétention et sa possible reconversion avec la mise en service du parking définitif de 250 places réalisé par MPM.

L'aménagement du solde des terrains est à l'étude et nécessite des décisions d'orientation sur l'aménagement futur de ce secteur.

L'objet du présent rapport est de proposer l'approbation du CRAC ci-joint, arrêté au 31 décembre 2016, dont les montants prévisionnels en dépenses et en recettes s'élèvent à 6 045 504 euros TTC, soit une augmentation de 0.29 % par rapport au CRAC précédent (6 027 710 euros TTC).

Ce bilan s'analyse de la manière suivante :

DEPENSES :

En hausse :

- Les études générales (+5 811 euros TTC), hausse liée à une mission de géomètre lancée sur plusieurs opérations
- Le poste Travaux et Honoraires est en hausse (+ 30 682 euros TTC), du fait de la constitution d'une provision pour imprévus
- Les charges de gestion (+ 27 euros TTC)

En baisse :

- La rémunération du concessionnaire (- 21 702 euros TTC), ce poste suivant l'évolution des dépenses et des recettes de l'opération

RECETTES :

En hausse :

- Le poste cessions réserve pour la gare SNCF (+ 14 896 euros TTC)

En baisse :

- Les produits de gestion (-80 euros TTC)

La participation du concédant à l'opération est de 1 749 632 euros, identique au CRAC précédent.

L'avance de 900 000 euros, versée en 2004, sera remboursée en fin de concession, en 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEVAEC 023-1608/15/CC du 21 décembre 2015 du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole portant sur l'approbation du CRAC arrêté au 31 décembre 2014 ;
- La délibération MET 16/1510/CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole portant sur l'approbation de l'avenant n°13 relatif à la participation au coût de l'opération ;
- La délibération DEEN 006-13/10/16 CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 octobre 2016 portant sur l'approbation de l'avenant n°13 relatif à la participation au coût de l'opération ;
- La délibération DPEAT SV 16/14881/CT du Conseil de Territoire Marseille Provence du 14 décembre 2016 portant sur l'approbation du CRAC arrêté au 31 décembre 2015 ;
- La délibération MET 16/1646/CM du Conseil de la Métropole portant sur l'approbation du CRAC arrêté au 31 décembre 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il appartient à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole d'approuver le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2016, relatif à la concession d'aménagement n°98/432 « la Barasse » confiée à la SOLEAM.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole « Concession d'aménagement la Barasse ». Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2016.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

DEEN 004-677/17/CT

■ **Approbation d'une convention avec le Grand Port Maritime de Marseille - Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 - Création, revalorisation et affectation des opérations d'investissement correspondantes**

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15555/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé lors de la séance de son Conseil du 17 octobre 2016, d'être un acteur essentiel du Contrat de Plan Etat-Région (CPER), signé entre l'Etat et la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur le 29 mai 2015. Instrument majeur de la planification des investissements structurants, le Contrat de Plan 2015-2020 fixe le cap de l'action de l'Etat et de la Région pour les six ans à venir en Provence-Alpes-Côte d'Azur, en synergie avec les partenaires locaux. L'engagement financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève globalement à 111,66 millions d'euros au titre d'une « convention spécifique » d'application du CPER.

Cette convention spécifique doit désormais être déclinée, en ce qui concerne le volet portuaire des engagements de la Métropole, par une contractualisation directe avec le Grand Port Maritime de Marseille Fos.

La convention spécifique avait identifié précisément l'ensemble des opérations sur lesquelles la Métropole est désormais engagée et les montants associés, aux côtés des autres partenaires du CPER.

Ces opérations touchent à la fois aux bassins Est du Port et aux bassins Ouest, respectivement pour 7,75 millions d'euros à l'Est et 7,8 millions d'euros à l'Ouest et concernent donc les Conseils de Territoire Marseille Provence et Istres Ouest Provence. L'effort de la Métropole porte donc au total sur un montant de 15,55 millions d'euros dans la convention spécifique.

Du côté des Bassins Est, deux opérations sont traitées à part. Il s'agit de l'élargissement de la Passe Nord et de la reconfiguration de la Porte 4.

L'élargissement de la Passe Nord est une opération traitée hors CPER. Une convention particulière a déjà été votée en 2016 avec une autorisation de programme correspondante (N°2016103000 – « Etudes et travaux de la passe Nord »). Cette AP est de 2 452 500 euros, avec des crédits de paiement entièrement positionnés sur 2017. La convention est signée, le GPMM appellera dans quelque temps les fonds, soldant l'opération cette année comme prévu.

S'agissant de la Porte 4, dans le cadre du nouveau terminal international du Cap Janet et qui fait partie du CPER pour un montant de 4 millions d'euros, une convention spécifique a été adoptée en 2016 par la Métropole et ses partenaires. En effet, la Métropole est directement maître d'ouvrage d'une partie de cet investissement, ce qui nécessitait un montage spécifique.

Premier Port français et 5ème port européen, le GPMM est un des grands éléments structurants de notre système métropolitain, de son attractivité, de son économie, de sa conformation particulière et même de son identité propre.

Avec la mise en place de la Métropole, celle-ci est désormais représentée par un siège au sein du Conseil de Surveillance du Port, même si cette représentation pourrait, devrait même, être plus importante, comme cela se pratique ailleurs en Europe. La Métropole a désormais vocation à prendre toute sa place dans la gouvernance portuaire et comme partenaire du Grand Port.

La Métropole a donc décidé, au travers du CPER, d'accompagner le Grand Port sur plusieurs grands dossiers d'investissements, correspondant aussi à ses propres préoccupations pour son territoire.

Il y a d'abord la compétitivité du Port de Marseille-Fos dans son hinterland, qui doit être résolument conforté et étendu, sujet sur lequel les ports français ont pris du retard par rapport à leurs concurrents et objet des efforts principaux à déployer. Ceci passe notamment par le renforcement des dessertes ferrées des terminaux portuaires. Les activités marchandises sont en effet le principal moteur du Port et l'effort est d'autant plus nécessaire avec l'érosion de la « rente pétrolière » du côté des Bassins Ouest.

La Métropole s'engage donc sur l'amélioration de la desserte portuaire des Bassins Ouest, et sur la modernisation de la Darse 2, spécialement au travers du projet dit « rotule ». La darse est actuellement coupée en deux, entre Seayard et PortSynergy, par un espace de 240m qui sera comblé et construit. La réalisation de cette jonction, avec un tel linéaire de quai de 2,6 km, fera de Fos 2XL un des plus importants terminaux conteneurs d'Europe. Différents investissements sont aussi prévus pour améliorer la desserte ferroviaire des Bassins Ouest.

Dans les Bassins Est, la Métropole s'engage sur le terminal conteneurs de Mourepiane. Il s'agit de moderniser et agrandir le faisceau ferroviaire pour développer dans un premier temps les trafics portuaires.

Dans un deuxième temps, les trafics maritimes et terrestres seront regroupés sur le même site, ce qui consolidera la fermeture du terminal terrestre obsolète du Canet, dont la disparition est programmée pour la réalisation de l'opération Euroméditerranée.

Toujours dans les Bassins Est, un autre grand dossier majeur pour l'avenir concerne le profond réaménagement des terminaux passagers à la Joliette et au Cap Janet, avec le regroupement des trafics internationaux au Cap Janet et de la Corse à la Joliette. Ce dossier, qui touche aussi directement à la relation « Ville-Port » à Marseille, comprend

l'amélioration des accès à la Porte 4 pour le nouveau terminal international du Cap Janet.

Enfin, s'agissant du développement économique, le projet de plateforme industrielle et d'innovation sur le site de Caban Tonkin «PIICTO», avec son incubateur d'entreprises « Innovex », dédié à la transition énergétique, positionne la ZIP de Fos et la Métropole en leader de la filière hydrogène, avec les retombées futures qu'on peut espérer.

Toutes ces opérations sont détaillées dans la convention soumise au vote du Conseil de la Métropole et ci-annexé, qui reprend les engagements contractés au travers de la convention spécifique d'application du CPER.

Parallèlement à l'adoption de cette convention, il est nécessaire de créer ou modifier plusieurs autorisations de programme. Ces opérations concernent à la fois les Bassins Ouest et Est du Grand Port et donc les territoires de Marseille Provence et d'Istres Ouest Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt majeur du Grand Port Maritime pour le Territoire de Marseille Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'approbation d'une convention avec le Grand Port Maritime de Marseille – Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020, approbation de création, revalorisations et affectation des opérations d'investissement correspondantes.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	104
Voix Contre	0
Abstentions	36

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Samia GHALI - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO - Nouriati DJAMBAE

DEEN 005-678/17/CT

■ Attribution d'une subvention relative à la participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'organisation de l'évènement I - Les 3 jours de l'intelligence collective par l'association MedInSoft

Information du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15459/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

L'association MedInSoft, créée en 2004, a pour objet la mise en œuvre d'actions collectives pour le soutien et l'accompagnement du développement des éditeurs de logiciels dont le siège est implanté préférentiellement sur le territoire de la région PACA. Elle est présidée par André Jeannerot, directeur des systèmes d'information chez Lefebvre-Software.

L'association Libertis, créée en 2004, rassemble les entreprises régionales spécialisées dans les logiciels libres. Elle est présidée par Jean-Marie Micallef, gérant de Theosys.

L'association le Club Informatique PACA (CIP), créée en 1973 par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Marseille Provence, a pour objectif de favoriser les rencontres entre professionnels de l'informatique pour échanger : des informations, des connaissances, des contacts utiles. Elle est présidée par Yvon Defour, Groupe Greenmodal.

Cette année encore, MedInSoft, Libertis et le CIP œuvrent ensemble pour poursuivre l'organisation d'un grand événement dans le domaine des TIC : « les 3 jours de l'intelligence collective ».

MedInSoft, est aussi un des animateurs de la première heure de la dynamique de la French Tech Aix- Marseille. A ce titre, en 2015, elle a proposé de coordonner l'animation et la gouvernance de la FrenchTech Aix-Marseille.

En 2015, la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix ont apporté leur soutien financier à l'association MedInSoft, afin qu'elle puisse coordonner la French Tech Aix-Marseille.

Le contexte

Comme l'année passée, 3 événements seront organisés durant 3 jours, en octobre 2017 sous la bannière unique intitulée « Les 3 jours de l'Intelligence Collective ».

Ces 3 événements sont

-le « Forum MedInJob » au Pôle média de la Belle de Mai qui a pour objectif notamment de promouvoir la filière du numérique auprès des femmes en collaboration avec SYNTEC Numérique,

-le salon TOP-TIC au Palais de la Bourse destiné à informer les entreprises sur l'usage et la maturité des

TIC en mettant l'accent sur les complémentarités entre les solutions logicielles

-le Financial IT DAY destiné à promouvoir la filière du numérique auprès des banques et des investisseurs au Pôle Média de la Belle-de-Mai.

Le bilan 2016

- Le Forum de l'emploi MedInJob (anciennement nommé Tic Emploi) s'est déroulé le 13 octobre 2016 au pôle Média de la Belle-de-Mai de Marseille. Le forum a également été organisé à Aix-en-Provence, au sein de la Bibliothèque Méjanes. Les 2 Forums ont permis de recueillir 420 postes et 60 stages proposés par plus de 40 recruteurs- exposants. 1500 visiteurs ont été au contact d'employeurs.
- Le salon TOP TIC : le salon a reçu plus de 1000 visiteurs sur la journée. 12 entreprises étaient présentes sur le showroom e-commerce de la performance numérique.
- Le Financial Innovation Day Méditerranée du 20 octobre 2016 : il avait pour objectif de démocratiser l'accès aux financements privés pour des entreprises innovantes, quel que soit leur degré de maturité, en y impliquant le maximum de structures privées et publiques pour les y aider. MedInSoft est membre du réseau des Clusters IT, réseau qui a mis en place le programme « Financial IT Days » visant à aider les entreprises en création ou en développement à financer leur croissance, innover, exporter et mettre en marché leurs solutions innovantes et technologiques. 60 entreprises ont postulé, 24 ont été retenues. Il y a eu 330 visiteurs, 8 conférences et 15 exposants.

Programme des actions 2017

Pour 2017, MedInSoft, Libertis et le CIP œuvrent ensemble pour poursuivre l'organisation d'un grand évènement dans les domaines des TIC : « les 3 jours de l'intelligence collective ».

1. Le Forum MedInJob a pour objectifs :

- o De clarifier la connaissance des métiers de l'économie numérique, du marché et des formations
- o De rapprocher les demandeurs d'emploi et les entreprises
- o D'enrichir le contenu profil/ parcours des personnes en recherche d'emploi et favoriser le succès dans leur recherche
- o Promouvoir la filière du numérique auprès des femmes en collaboration avec SYNTEC Numérique.

Pour la 4^{ème} fois, le forum MedInJob sera déployé sur deux journées, à Aix en Provence et au pôle Média de la Belle de mai à Marseille. De plus ce forum viendra prolonger la mise en service de la plate-forme medinjob.fr qui publie les offres de stage et les offres d'emplois de la région.

2. Le Salon « TOP-TIC » en octobre 2017 au Palais de la Bourse

L'objectif est d'informer auprès des utilisateurs, des chefs d'entreprises et DSI sur l'usage et la maturité des TIC dans le développement de leur société, en mettant l'accent sur les complémentarités entre les solutions logicielles, les technologies Web 2.0, le cloud computing et l'Open Source.

3. Financial Innovation Day Méditerranée» en Octobre 2017 au Pôle média de la Belle de Mai

Les objectifs de ce salon sont d'informer les entreprises sur les possibilités de financement et de développement, d'accompagner un certain nombre de startup pour leur permettre de rencontrer des financeurs, d'organiser des conférences de sensibilisation des chefs d'entreprises sur les modalités de financer leur fonds propre, d'utiliser les dispositifs de Crédit Impôts Recherche pour embaucher et se développer et promouvoir la filière du numérique auprès des banques et investisseurs.

Budget 2017

Le budget prévisionnel 2017 des 3 JIC s'élève à 134.000euros

Charges directes		Ressources directes	
Services extérieurs (locations)	44.500 €	Vente de produits finis, marchandises, prestations services	37.600 €
Autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires et honoraires)	59.500 €	Subventions d'exploitation	50.000 €
		Région	20.000 €
		Ville de Marseille	15.000 €
		Métropole Aix-Marseille-Provence	15.000 €
		Autres produits de gestion courante	16.400 €
TOTAL	104.000 €	Total	104.000 €
Contributions volontaires			
Emplois des contributeurs volontaires en nature	30.000 €	Contributions volontaires en nature	30.000 €
TOTAL DEPENSES	134.000 €	Total	134.000 €

La part financée par les entreprises et partenaires privés s'élève à 62,70 %. (84.000 euros).
La part des financements publics représente 37.3% du budget prévisionnel global (50 000 euros).
Les actions proposées des « 3 jours de l'intelligence collective » s'inscrivent dans les orientations de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire de Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt majeur de soutenir la filière des TIC, le rapprochement des entreprises et des demandeurs d'emplois, la valorisation des innovations réalisées sur le territoire de la métropole, la diffusion des usages des TIC et l'image d'un territoire qui entreprend ;
- Qu'il appartient au Conseil de Territoire Marseille Provence de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'approuver la participation à l'évènement « les 3 jours de l'intelligence collective » organisé par l'association MedInSoft..

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'attribution d'une subvention d'un montant de 15.000 euros pour 2017 à l'association MedInSoft. .

DEEN 006-679/17/CT

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Pôle Régional de l'Image et du Multimédia et de l'Internet PRIMI

Information au Conseil de Territoire DPEATSV 17/15512/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence et les autres acteurs économiques ont engagé une politique vigoureuse en faveur du développement de la filière du cinéma, de l'audiovisuel et du multimédia : investissement dans le Pôle Media Belle de Mai, participation à des salons de promotion, accueil d'investisseurs, études... et, face au constat d'une faible structuration de la filière, il est apparu nécessaire de soutenir la création et le fonctionnement d'associations d'entreprises de l'image et du son destinées à accompagner les professionnels sur les questions de l'information et de l'internationalisation.

L'association Pôle Régional de l'Image, du Multimédia et de l'Internet a été créé le 12 octobre 2010. Cette dynamique de rassemblement des acteurs de l'innovation dans le domaine du contenu numérique est guidée par la logique actuelle de convergence des médias, par l'émergence de nouveaux marchés avec des productions transmédia nécessitant la collaboration entre les différents métiers, et par le souci de construire un pôle de PME TPE en mesure de se positionner aux niveaux national et international pour faire la promotion des savoirs-faires et des excellences métropolitaines.

Le projet de l'association est labellisé Grappe d'entreprises par la DATAR (2011-2013) et PRIDES (Pôle régional d'innovation et de développement économique solidaire) par la Région PACA.

PRIMI est un cluster regroupant majoritairement des entreprises (TPE/PME), aux côtés de structures d'enseignement universitaire, de recherche, de formation et d'équipements culturels, tous soucieux

d'intégrer les nouvelles technologies dans la relation avec leurs marchés et leurs publics.

PRIMI, réseau d'entreprises de l'audiovisuel, du cinéma, de l'animation, du jeu vidéo, du multimédia et d'Internet, réunit ainsi l'ensemble des compétences mobilisables pour la réalisation de contenus et services innovants. Le Pôle offre à ses adhérents un ensemble de services privilégiés, de formations, de réflexions avec les décideurs nationaux, d'espaces de promotion afin d'accélérer leur développement, notamment à l'international et d'accroître leurs réseaux d'affaires.

Bilan au 31 décembre 2016

Au 31 décembre 2016, PRIMI rassemble 105 adhérents (89 adhérents (en 2015) dont :

- 80% de TPE- PME représentant 1800 emplois et 170 millions de chiffre d'affaires
- 1 grand groupe (ORANGE)
- 17 organismes de formation et recherche
- 73% des adhérents sont implantés dans les Bouches-du-Rhône

Les chiffres clés :

- L'association compte 22 administrateurs, 5 salariés en charge de l'opérationnel
- 175 rendez-vous ont été réalisés avec des adhérents et prospects
- 100 réunions avec des partenaires publics.

Les métiers :

- 31% dans la production audiovisuelle
- 16% formation et recherche
- 13% animation, jeux vidéos et autres productions de contenu
- 13% industries techniques et post-prod
- 10% solutions numériques, diffusion et distribution
- 10% communication et marketing digital
- 6% autres organismes et associations

Programme Prévisionnel des actions 2017

Les objectifs stratégiques de 2017 :

- Structurer l'écosystème (panorama économique de la filière, accroître les compétences, accompagné les projets régionaux structurants

- Réaliser un programme d'accélération destiné aux start-up et PME (accompagner les entreprises émergentes, développer les modules de veille et de formation, accompagner les entreprises régionales, notamment pour la mise sur le marché avec un accès privilégié aux salons, conférences)

Le budget prévisionnel 2017 de l'association s'élève à 694.524 euros.

Il est réparti, par grands postes, de la manière suivante :

Les dépenses :

Achats :	170.950 euros
Services extérieurs:	58.650 euros
Autres services extérieurs :	187.720 euros
Taxes:	4.040 euros
Charges de personnel :	263.164 euros
Charges financières	3.000 euros
Dotation aux amortissements	7.000 euros
Total des charges	694.524 euros
Emplois des contributions volontaires en nature	48 108 euros
TOTAL	742 632 euros

La masse salariale représente 35 % des dépenses totales.

<u>Les recettes</u>	
Subventions:	393.196 euros
Dont BPI	38.684
Dont la région :	268.512 euros
Dont le Département 13 :	10.000 euros
Dont le CT de Marseille Provence:	25.000 euros
Dont la Ville de Marseille :	25.000 euros
Dont la Ville de Cannes	15.000 euros
Dont Autres Etablissements publics	11.000 euros
Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	269.328 euros
Autres produits de gestion courante	32 000 euros
Total des produits	694.524 euros
Contributions volontaires en nature	48 108 euros
Total	742 632 euros

En 2016, PRIMI a bénéficié d'une subvention d'un montant de 25.000 euros.

Pour 2017, PRIMI a sollicité une subvention de 25 000 euros auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Il est proposé au Bureau de la Métropole de lui attribuer 15.000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur du Développement Economique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'attribution d'une subvention de 15.000 euros pour 2017 à l'association Pôle Régional de l'image et du Multimédia et de l'Internet (PRIMI).

DEEN 007-680/17/CT

■ Participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence au fonctionnement de l'association La Maison Méditerranéenne des Métiers et de la Mode et approbation d'une convention

Information du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15540/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode (MMMM) créée le 26 novembre 2010 résulte de l'absorption et de la fusion de la Cité Euroméditerranéenne de la Mode que Marseille Provence Métropole subventionnait et l'Institut Mode Méditerranée.

Elle regroupe dans un même lieu 3 Maisons indissociables : Maison de la Formation – Maison de la Création – Maison des Evénements Economiques et Culturels. Elles ont pour objectif de positionner Marseille et la filière Mode-Habilleme nt dans une stratégie Economique et Culturelle Méditerranéenne.

Cette association est présidée depuis 2014 par Matthieu GAMET, PDG de Kulte, marque incontournable dans l'univers du prêt à porter local et national.

MMMM a pour objet de promouvoir et de développer le secteur de la Mode, du Textile, de l'Habilleme nt et de l'ensemble de ses industries et services connexes avec une vocation internationale et plus particulièrement à Marseille et dans les pays localisés autour de la Méditerranée.

Présentation de la MMMM :

- La MMMM, seule structure référente reconnue sur le plan régional, national et euro-méditerranéen auprès d'une filière d'excellence internationale qui génère un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros et compte 19 000 emplois en région.
- Un Espace Mode Méditerranée de 1000m² en plein quartier d'affaire et de culture au coeur d'Euroméditerranée.
- Une *pépinière régionale* : 200 jeunes entreprises créatives de mode et d'accessoires avec un *programme annuel* : ateliers de formation, aide et accompagnement, coaching et conseil personnalisé, développement commercial sur le territoire et à l'international dans les salons professionnels...

Depuis sa création, la MMMM a révélé un panel de près de 1 300 jeunes entreprises de mode et d'accessoires et les a accompagnées dans leur développement pour en faire des success story à l'exemple de Sessùn, Jayko, Stéphanie Marin, Lsonge, Claverin...

- La MMMM aide et accompagne les entreprises de mode émergentes au travers du concours OPENMYMED PRIZE qui compte 71 lauréats depuis 2010. 44 jeunes créateurs méditerranéens catégorie Mediterranean Fashion Prize (MFP) et 27 jeunes créateurs de la Provence catégorie M Major.

La dimension internationale de ce prix tant par le Jury que par les partenaires, offre une visibilité euro-méditerranéenne à la Métropole et favorise la compétitivité du territoire. Il fait de Marseille le Hub de Mode en Méditerranée.

Il permet aux jeunes entrepreneurs de bénéficier d'un accompagnement ciblé et d'accélérer leur développement. La MMMM ouvre également un carnet d'adresses et des partenariats internationaux tels que Scoop Londres, Not Just a Label, Panorama Berlin, Who's Next Paris, Mad Bruxelles, The Webster (Miami et New York), Tajima (Japon)...

- Un Festival OPENMYMED qui a pour acteur principal Marseille, 2ème Ville de la Mode après Paris, positionne aussi *la Métropole comme Capitale de la Mode pour l'Europe du Sud*, face à Milan et Barcelone qui pourraient y prétendre également.
- La MMMM a également initié une formation mode élitiste et unique en France en partenariat avec Aix-Marseille Université avec la création en 1996 de la Licence Professionnelle de Gestion et Développement des Produits de la Mode et en 2010 du Master 1&2 de Management des Métiers de la Mode et du Textile.
- Un *espace événementiel* : la *M Galerie*, 350 m² mis à disposition des étudiants, des jeunes créateurs et d'associations.
- Elle assure la visibilité au travers d'un réseau : *Média web* : 30 000 visiteurs uniques par mois (m-mmm.fr / passcreamode.com), et *média print, radio, TV* : plus de 245 parutions par an.

Stratégie et Objectifs

La stratégie et la programmation de la MMMM visent les mêmes objectifs et viennent renforcer la politique de la Métropole Aix-Marseille Provence dans la filière des industries créatives.

Créer un espace euro-méditerranéen de la formation professionnelle afin de perfectionner les étudiants, *Déceler, former et transmettre* les compétences nécessaires aux jeunes entreprises de mode installées sur le territoire de Marseille, sa Région et plus largement en Méditerranée, *Accompagner* les jeunes entrepreneurs de mode dans leur développement à l'international, Installer durablement tous les savoir-faire professionnels afin de contribuer au rayonnement et l'attractivité du territoire et à son économie. *Faire de Marseille et de sa Région la Métropole de Mode de l'Europe du Sud.*

Bilan 2016

A. Action de valorisation de la filière régionale et de l'attractivité du territoire

1. M Lab :

Conseiller, orienter et accompagner des jeunes entrepreneurs de mode dans les phases de création et développement de leur marque dans le but de pérenniser leur activité.

Nous créons pour eux toutes les conditions favorables pour structurer leur création, plan marketing stratégique, la production, la communication et la distribution.

Cette méthodologie d'accompagnement a permis d'apporter en 2016 *un programme adapté à un panel de 36 jeunes marques* soit +24% par rapport à 2015.

2. Itinéraire Mode :

En 2016, Itinéraire Mode a fêté ses 10 ans, il a réuni 98 boutiques, 75 créateurs soit +70% de participants par rapport à 2015.

1 Journal diffusé à 10 000 exemplaires

1 plan média national et régional : Madame Figaro, Supplément Luxe de la Provence, ToutMa, Grazia, Chérie FM, BDRT...

350 retombées presse tout média confondu : France 3, Elle PACA, La Provence, Gens du Sud, Les Nouvelles Publications...

1 Communiqué de Presse diffusé à une cible de 500 journalistes supports et blogs mode nationaux et régionaux.

B. Action à dimension internationale, avec une visibilité euro-méditerranéenne favorisant la compétitivité du territoire

1. OpenMyMed Prize :

Lancé en 2010 et ouvert à 19 pays méditerranéens, OpenMyMed Prize décèle la nouvelle génération de créateurs qui rentrent en compétition chaque année. 20 lauréats sont sélectionnés : 10 jeunes entrepreneurs de Marseille et sa Région catégorie M

MAJOR et 10 de leurs homologues méditerranéens catégorie MFP (Mediterranean Fashion Prize).

2. Festival OpenMyMed :

Le rendez-vous annuel grand public et médias dans plusieurs lieux culturels ou atypiques, met en scène les coopérations internationales autour de ce foisonnement créatif mode/photo/art contemporain. Il invite cette jeune génération de talents ambassadeurs de leurs pays. Il positionne la Provence dans une dimension internationale favorisant le dialogue, les coopérations et les échanges.

De mai à août 2016, un dialogue culturel et économique dans des lieux prestigieux : le MuCEM, la Villa Méditerranée et le Musée des Arts Décoratifs et de la Mode.

Un Voyage Stylistique dans deux Ecrins Majestueux, invité d'honneur le couturier Yacine AOUADI.

Double exposition : au MuCEM 32 000 visiteurs, au Musée des Arts décoratifs et de la Mode Château Borély +25% de visitorat.

C. Action de formation avec la 1^{ère} université en France faisant du territoire un précurseur dans la formation universitaire

1. La Formation :

Un pôle Formation Universitaire premier du genre en France.

Niveau Licence et Master 1&2 Management des Métiers de la Mode et du Textile en partenariat avec la plus grande université de France Aix-Marseille Université (AMU).

150 candidatures internationales chaque année

50 étudiants internationaux par an

50 intervenants

1200 heures de cours

67% des étudiants diplômés sont recrutés avant la fin de leur stage.

Programme d'actions prévisionnel 2017

A. Action de valorisation de la filière régionale et de l'attractivité du territoire

La MMMM participe activement à la vitalité économique et au dynamisme créatif des marques contemporaines régionales générant 19 000 emplois, 1 milliard d'euros de chiffre d'affaires.

En 2017, la MMMM prépare plusieurs missions pour les talents de Marseille et sa Région et contribue ainsi à la valorisation de cette filière d'excellence internationale afin de faire de la Métropole, la Californie Française de la Mode.

M Lab

Un accompagnement en fonction des différents profils permet d'optimiser le développement de leur entreprise dans une approche territoriale et

internationale. Le pool de 50 créateurs bénéficiera en 2017 de RDV individuels avec des experts référents qui analyseront leur positionnement, leurs faiblesses et leur potentiel.

En 2017, la MMMM renouvellera ses partenariats avec les concepts Store MuCEM, Jardin Montgrand, Lifestore les Docks... la Foire Internationale de Marseille, Happy Market...

Elle initiera également de nouveaux partenariats avec des boutiques éphémères et des grands magasins, centres commerciaux et des salons internationaux : Who's Next Paris, Panorama Berlin, Show & Order Berlin, Scoop Londres, Tomorrow New York, WWWDMagic Las Vegas...

Cette ouverture permet d'apporter à notre Métropole une dimension internationale et confirme sa place comme Capitale euro-méditerranéenne de la Mode face à Milan et Barcelone qui pourraient y prétendre également.

B. Action à dimension internationale, avec une visibilité euro-méditerranéenne favorisant la compétitivité du territoire

1. OpenMyMed Prize :

Les entreprises de mode émergentes de la Région ou en Méditerranée ont très tôt besoin de se structurer. La MMMM détecte les jeunes créateurs, puis les aide au travers du concours OpenMyMed Prize ouvert à 19 pays de la Méditerranée :

- *M Major* pour épauler les jeunes entreprises du territoire
- *Mediterranean Fashion Prize (MFP)* pour les créateurs installés sur la rive sud de la Méditerranée

Cette année la dotation évolue pour mieux répondre aux attentes des jeunes designers.

La MMMM offre un outil vital à chacun des 20 lauréats leur permettant d'avoir une stratégie cohérente, une identité créative forte déclinée par une solide plateforme de marque, un mentoring pour la mise en place d'une stratégie de distribution permettant à la fois de conquérir les acheteurs et être en adéquation avec le marché et une communication ciblée.

2. Festival OpenMyMed :

Le Festival OPENMYMED positionne la Provence dans une dimension internationale favorisant le dialogue, les coopérations et les échanges.

C'est le rendez-vous annuel grand public et médias dans plusieurs lieux culturels.

Objectifs :

- Valoriser auprès du grand public la jeune création Made in Provence et Méditerranée dans des lieux culturels prestigieux
- Créer un rendez-vous annuel culturel et économique dans la période des Festivals qui font de la Provence, une destination internationale reconnue
- Un manifeste sur l'ouverture de la Méditerranée vers le monde
- Un dialogue interculturel et socio-économique, et une mosaïque de cultures réunies
- Positionner le Sud de la France en tant que leader dans la découverte, la valorisation de la mode et des disciplines artistiques, la présentation de jeunes talents aux professionnels et aux médias
- Rassembler la jeune génération de créateurs et artistes de tout univers
- Confirmer notre Métropole dans son rôle révélateur de talents, en signant par la présence des collectivités territoriales un acte fort d'une décentralisation réussie dans ce domaine face aux challengers comme Milan et Barcelone.

C. Action de formation avec la 1^{ère} université en France faisant du territoire un précurseur dans la formation universitaire

1. La Formation :

En 2017, la MMMM continue à contribuer au programme d'intervention des professionnels de l'industrie du Luxe, Prêt-à-Porter, Textile, Habillement et Distribution auprès des étudiants de la Licence et du Master. Elle proposera également des workshops, des projets tutorés, facilitera les stages et recrutement et le reversement de la taxe d'apprentissage au bénéfice de ce cursus.

Le budget prévisionnel 2017 s'élève à 998.900 euros (2016 : 1.060.000 euros).

Les dépenses prévisionnelles sont :

Achats et services extérieurs	:263.100 euros
Charges de personnel	: 219.867 euros
Autres services extérieurs	: 498.148 euros
Impôts et Taxes	: 851 euros
Dotations aux amortissements et aux provisions	16.934 euros
Total dépenses :	998.900 euros

Les recettes prévisionnelles sont :

Financement privé 338.900 euros
 Vente de produits finis, prestations de service :
 30.000 euros

— Financements publics

Conseil Régional Paca :210.000 euros
 Conseil Départemental : 150.000 euros
 Métropole Aix-Marseille Provence :

Subvention de fonctionnement

170.000 euros

Subvention action OPENMYMED

30.000 euros

Ville de Marseille : 15.000 euros

Ministère de la culture (DRAC) : 40.000 euros

CCIMP : 9.000 euros

CMA : 13 6.000 euros

Total recettes : 998.900 euros

La part des financements privés représente 37% du total des recettes.

La part des financements publics représente 63 % du total des recettes.

Les actions proposées par la Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode s'inscrivent dans les orientations de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de soutenir les actions en faveur du Développement Economique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif à l'attribution d'une subvention de 100.000 euros pour 2017 à l'association la Maison Méditerranéenne des Métiers de la Mode.

DEEN 009-681/17/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Via Marseille Fos pour l'exercice 2017 - Approbation d'une convention d'objectifs

Information du Conseil de Territoire DGDE 17/15563/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire du 27 juin 2017.

Via Marseille-Fos a succédé en 2011 à l'association Marseille Europort, créée en 1993 au lendemain de la réforme du statut des dockers pour coordonner la mise en œuvre de la promotion concertée de la place portuaire de Marseille Fos vers ses clients, en améliorant l'image du port pour relancer son activité après une longue période de conflits sociaux.

A la suite de la réforme des ports français en 2011, Marseille Europort a fait peau neuve en devenant Via Marseille-Fos pour marquer le renouveau de la communauté portuaire de Marseille Fos et faire connaître les progrès et les performances indéniables intervenus en terme d'organisation, de productivité ou de fiabilité.

L'association porte donc aujourd'hui une volonté de cohésion bien au-delà de l'ensemble des acteurs portuaires, ce qui n'a pas d'équivalent dans les autres ports français.

Objectifs généraux de l'association

L'association a défini des objectifs généraux comme :

- Faire émerger au sein de la communauté portuaire une dynamique commerciale s'appuyant sur une offre de services de qualité, fiable et compétitive, dans le but de conquérir de nouveaux marchés,
- Replacer le port de Marseille Fos dans la compétitivité internationale pour toutes catégories de marchandises,
- Fédérer les services et les compétences des professionnels de sa communauté portuaire pour apporter des solutions efficaces aux clients de Marseille Fos

Les objectifs 2017 de Via Marseille-Fos

- Poursuite de la reconquête de l'hinterland Rhône-Saône- Suisse,
- Démarche par filières (conventionnel, fruits & légumes, vracs solides, pétrochimie)
- Développement d'un maillage territorial
- Renforcement de notre positionnement de Hub Euro-méditerranéen

Organisation et financement de Via Marseille-Fos

L'Association est administrée par un Conseil d'Administration composé de 15 membres comme suit :

- Le Président de la CCIMP, le Président du Directoire du GPMM et le Président de l'UMF sont membres de droit,
- 3 représentants désignés par chacun des membres fondateurs,
- Un collège composé d'au plus de 3 représentants des membres adhérents, un membre adhérent ne pouvant disposer que d'un siège.

Son financement est assuré par les cotisations de ses membres et les subventions des partenaires.

Le budget de l'association en 2016 s'est élevé à 260.000 euros pour mettre en œuvre les actions de promotion et couvrir les frais de fonctionnement (maintenance informatique, comptabilité, frais d'actes....).

La répartition des recettes se fera en 2017 comme suit

PRODUITS	€
Cotisations	22 500
UMF	5 000
CCIMP	5 000
GPMM	5 000
MGI	2 500
Ville de Marseille	2 500
AMP Métropole	2 500
Contributions partenaires	225 000
CCIMP	35 000
GPMM	87 500
MGI	17 500
AMP Métropole	37 500
PROVENCE PROMOTION	10 000
CONSEIL REGIONAL	37 500
Participation VIA MARSEILLE FOS	
Fond associatif	13 500
TOTAL Produits	261 000

Les intérêts croisés Métropole / Via Marseille Fos

Les actions de Via Marseille Fos s'intègrent tout à fait dans la stratégie économique métropolitaine à plusieurs niveaux :

- D'une part, le développement du port et de toutes les activités connexes (logistique, smartport, etc...) constituent une des 6 filières clés du développement économique de la métropole
- De plus, les actions de VMF viennent conforter les démarches d'attractivité et de promotion à l'international développées par la Métropole en lien notamment avec Provence Promotion et Euromed, dans l'objectif de renforcer le 1^{er} pôle économique du sud de la France
- Enfin, VMF développe de nombreuses actions tournées vers les marchés de la Méditerranée qui concourent à renforcer le positionnement de la Métropole comme capitale euro-méditerranéenne.

- On peut d'ailleurs noter que Via Marseille Fos a proposé à l'équipe de promotion de la Métropole de participer à ses côtés à certaines présentations à l'étranger et que par ailleurs Via Marseille Fos devrait participer à la mission économique sur Miami en novembre 2018.

Par conséquent, il est donc proposé à la Métropole Aix-Marseille Provence de soutenir l'association Via Marseille Fos dans son programme de travail 2017 à hauteur de 37 500 euros.

Cette subvention s'appuiera sur une convention soumise à l'approbation du Bureau de Métropole définissant les modalités de cette participation (programme de travail, objectifs).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'action engagée par l'association Via Marseille Fos permet de contribuer à rendre attractive la Métropole Aix-Marseille-Provence en termes de prestations, d'opérations engagées et d'opportunités d'implantations logistiques et industrielles.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du rapport relatif à l'attribution d'une subvention de 37 500 euros à l'association Via Marseille Fos et de l'approbation de la convention d'objectifs entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Via Marseille Fos.

DEEN 010-682/17/CT

■ Approbation des conventions relatives à l'octroi de subventions aux entreprises dans le cadre du Fonds d'Innovation Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15561/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération du 26 mars 2012, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé une convention entre l'Etat et les collectivités territoriales partenaires relative à la participation au Plan Local de Redynamisation (PLR) initié par l'Etat.

Ce Plan Local de Redynamisation, accompagné de moyens financiers, a pour objet de recréer un nombre d'emplois au moins égal à celui supprimé par les restructurations des sites de la défense.

L'axe 1 du Plan Local de Redynamisation « Favoriser le développement d'entreprises innovantes créatrices d'emplois sur l'agglomération marseillaise » a donné naissance au Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP).

Ce fonds vise à :

- favoriser la création de l'emploi direct sur le territoire,
- disposer d'un outil financier attractif déployé sur des périmètres d'activités économiques stratégiques à l'échelle du bassin,
- soutenir l'implantation et l'ancrage d'activités d'excellence au profit d'entreprises innovantes en phase de développement,
- construire un dispositif partagé et impliquant l'ensemble des partenaires et acteurs publics du développement du territoire.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015, a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'agglomération du pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'agglomération du Pays de Martigues et de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence prend le relai dans la gestion de ce fonds.

Le Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP) est destiné à aider les entreprises innovantes à créer de l'emploi et se présente sous la forme d'une subvention de maximum 8000€/personne embauchée en CDI ; Le montant alloué à une entreprise sur trois ans est plafonné à 96 000 euros. Les entreprises innovantes doivent être créatrices d'un minimum de trois emplois pérennes. Il doit s'agir d'emploi à durée indéterminée, créés sous trois ans et maintenus, sous peine de remboursement, au moins deux ans au-delà de l'échéance de la convention d'aide. Elles doivent être installées ou s'implanter sur l'un des quatre périmètres géographiques du territoire Marseille Provence identifiés «territoires innovants» : Technopôle de Château-Gombert, Pôle Média de la Belle de Mai, le Technopôle de Luminy et le Parc des Florides.

Quatre partenaires institutionnels abondent au Fonds d'Innovation Marseille Provence (FIMP) : Préfecture de Région/ SGAR via le FRED, Conseil Départemental 13, Métropole Aix-Marseille-Provence, Ville de Marseille.

Les dossiers de candidature sont analysés en Comité d'Engagement. L'entreprise ou le porteur de projet est convoqué pour présenter son dossier devant un jury, composé des membres financeurs ainsi que des experts techniques et financiers. Le principe du financement des dossiers est défini sur la base 50/50 entre l'État et une collectivité.

Le neuvième et dernier comité d'engagement de ce fonds s'est tenu le 25 avril 2017. Cinq projets d'entreprises ont été présentés : Exolis, Led's Chat, Meetobiz, Moben&Rooster et Multiwave Innovation. Trois projets sont soutenus par la Métropole Aix-Marseille-Provence et les deux autres par le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône. Il s'agit de :

LED's CHAT

Basée sur une technologie brevetée, LED'S CHAT développe des dalles lumineuses connectées pour créer des surfaces décoratives et communicantes modulaires dans leurs formes, interactives vis à vis de l'environnement, comprenant une intelligence embarquée avec des algorithmes autonomes. L'entreprise développe également des logiciels pour simplifier l'utilisation de ses produits par ses clients : des fabricants ou intégrateurs des solutions LED's CHAT.

LED's CHAT est la première entreprise à exploiter les algorithmes distribués dans des applications industrielles. Cette technologie permet de s'affranchir d'un calculateur central (PC) pour permettre à chaque objet intelligent de partager le calcul et leur

fonctionnement. Les avantages de cette approche sont :

- une plus grande robustesse aux pannes de communications,
- une modularité intrinsèque qui permet de modifier très simplement le réseau d'objets connectés,
- une maintenance qui ne nécessite aucune expertise puisque chaque objet introduit dans le réseau se configure tout seul automatiquement.

L'utilisation de la technologie LED's CHAT permet de réduire très significativement les coûts de production, installation et maintenance de systèmes intelligents en réseau.

LED's CHAT, hébergée chez Marseille Innovation au Pôle Média de la Belle de Mai, va créer 8 emplois dans le cadre du Fonds Innovation Marseille Provence.

Il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence cofinance l'entreprise LED's CHAT avec l'Etat, pour un montant de 45 500 euros, soit 22 750 euros à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

MOBEN&ROOSTER

Cette société va mettre au point un moteur de recherche métier par interrogation sémantique en vue d'offrir une place de marché pour identifier des fournisseurs dans les domaines de l'énergie. L'offre s'appuie sur une plateforme d'intelligence artificielle (PaaS) pour produire des services en ingénierie. L'objectif est de simplifier l'expérience digitale pour optimiser le pouvoir décisionnel client et lui permettre d'accélérer son business (coût, qualité, délai).

L'offre portera sur un ensemble de services en ingénierie pour ses clients autour de leur cœur de process/métier essentiellement optimiser l'avant-vente, la qualification RH digitale par l'analyse des CV, le « quoi faire » à chaque moment d'un projet. Son innovation porte essentiellement sur les « services et fonctionnalités » : une application = un service pour répondre à un besoin. La priorité est de pouvoir répondre à des enjeux métiers, les usages et l'humain : « l'entreprise augmentée ».

MOBEN&ROOSTER, hébergée chez Marseille Innovation sur le Technopôle de Château Gombert, va créer 8 emplois dans le cadre du Fonds Innovation Marseille Provence.

Il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence cofinance l'entreprise MOBEN&ROOSTER avec l'Etat, pour un montant de 42 500 euros, soit 21 250 euros à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

MULTIWAVE INNOVATION

Le cœur de métier de la société Multiwave Innovation est de développer, fabriquer et commercialiser des technologies utilisant les métamatériaux en se basant sur des logiciels d'algorithmes mathématiques. Les métamatériaux sont des matériaux conventionnels tels que le plastique, le métal, le silicium etc., qui obtiennent de nouvelles propriétés en les structurant. La combinaison matériau et structuration géométrique permet de changer et de contrôler les propriétés physiques (électromagnétiques et élastiques) d'un matériau en leur donnant de nouvelles fonctionnalités. L'objectif de la société, dans un premier temps, réside dans la conception, le développement et la fabrication d'antennes passives (fabriquées avec des métamatériaux) qui s'intégreront dans les futures machines IRM ultra hauts champs (UHF) destinées aux marchés de l'imagerie médicale. Multiwave Innovation a acquis une licence exclusive du brevet déposé par les chercheurs de l'AMU (Institut Fresnel) et du CEA et a signé un accord pour co-développer et commercialiser des antennes IRM ultra hauts champs pour l'utilisation clinique.

L'objectif du projet est de faire franchir un cap à l'IRM (Imagerie par résonance magnétique) clinique en améliorant radicalement les résolutions spatiales et temporelles des images IRM. La nouvelle approche proposée ouvrira la voie à un diagnostic in vivo plus précis et permettra de détecter précocement des pathologies comme la maladie de Parkinson et à faire de l'imagerie fonctionnelle pour étudier les organes en mouvement tel que le cœur par exemple.

MULTIWAVE INNOVATION, hébergée chez Marseille Innovation sur le Technopôle de Château Gombert, va créer 12 emplois dans le cadre du Fonds Innovation Marseille Provence.

Il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence cofinance l'entreprise MULTIWAVE INNOVATION avec l'Etat, pour un montant de 72000 euros, soit 36 000 euros à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de cofinancer les projets de développement des sociétés Led'sChat, Moben&Rooster et Multiwave Innovation.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant les conventions relatives à l'octroi des subventions d'un montant de 22 750 euros à l'entreprise Led's Chat, de 21 250 euros à l'entreprise Moben&Rooster et de 36 000 euros à l'entreprise Multiwave Innovation.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

DEEN 011-683/17/CT

■ **Approbation d'un avenant à la convention conclue avec l'entreprise Catalyse relative au financement du projet du Fonds Unique Interministériel : Peter Pan**

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 17/15564/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

1. Rappel du cadre juridique de la subvention

Créé en 2005 par le gouvernement, le Fonds Unique Interministériel (FUI) finance des projets de recherche et de développement collaboratifs labellisés par les pôles de compétitivité.

Par délibération du 22 décembre 2005, la Communauté urbaine a décidé de participer au co-financement de projets R&D collaboratifs dans le cadre du Fonds Unique Interministériel (FUI).

Par délibération du 8 février 2008 créant les autorisations de programme dans le cadre du budget principal 2008, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a affecté 1,5 millions d'euros sur la période 2008/2010 pour le co-financement des projets de recherche & développement collaboratifs retenus dans le cadre du FUI.

Par délibération du 8 mars 2011, l'autorisation de programme pour le FUI a été revalorisée d'un montant d'un 1,5 millions euros, soit 3 millions d'euros, prolongeant la durée d'application jusqu'en 2018.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015, a créé la Métropole Aix-Marseille Provence par fusion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération Nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

Le FUI, dispositif d'aide d'Etat, logé au sein du fonds de compétitivité des entreprises (FCE), vise à soutenir l'innovation par la coopération entre différents acteurs, PME, grands groupes industriels, organismes de recherche et établissements de formation.

Les projets retenus portent sur le développement de produits, procédés ou services susceptibles d'être mis sur le marché à court ou moyen terme, généralement 5 ans. Ils permettent aux entreprises d'acquérir des savoir-faire et de capter de nouveaux marchés.

Les montants alloués par la Métropole sont déterminés en fonction de l'intérêt stratégique du projet pour l'entreprise et pour le territoire et en fonction des co-financements des autres partenaires institutionnels.

L'attribution du FUI s'appuie sur l'expertise des pôles de compétitivité qui labellisent les projets candidats en amont, ainsi que sur l'expertise de l'Etat (DGCIS et

BPI) pour évaluer la cohérence scientifique et financière des projets.

Pour le co-financement des projets de R&D du Fonds Unique Interministériel (FUI) : l'Etat, les collectivités territoriales et le FEDER peuvent être sollicités. De 2007 à 2009, la gestion du FUI a été suivie par chaque ministère compétent selon la thématique du projet. A partir de 2009, la gestion du FUI a été attribuée à BPI France.

2. Le projet PETER PAN, qui associe l'entreprise CATALYSE à un consortium de R&D collaborative

Catalyse, créée en 1990 par Alain Périchaud, Professeur de Chimie à l'Université de Provence, a d'abord eu comme activité principale la R&D de peintures antisalissures marines non polluantes pour l'environnement. Catalyse a ensuite progressivement développé une activité de R&D externe et propose aussi, depuis quelques années, des formations relevant de ses domaines de compétences. L'entreprise est installée dans le 9^{ème} arrondissement à Marseille et a un effectif de 15 salariés.

Dans le cadre de son soutien aux projets R&D des pôles de compétitivité, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a accordé à l'entreprise Catalyse une subvention de 60 000 euros en juillet 2011 pour le projet Peter Pan.

Le projet Peter Pan a pour objectif de mettre au point une cellule robotisée de mise en peinture de pièces aéronautiques (préparation de surface et application de la peinture). Cette cellule utilise des procédés d'application innovants (préparation de surface par plasma et application de peinture par pistolet thermique) et de nouveaux matériaux (peinture poudre fonctionnelle). Ces procédés et ces matériaux, spécifiquement mis au point dans le cadre de ce projet, sont respectueux de l'environnement. Dans le cadre du projet, Catalyse a apporté son expertise en chimie des polymères pour aider au choix des résines utilisables et son expertise analytique pour contribuer à la compréhension des phénomènes.

La convention prévoit un premier versement au démarrage du projet de 70% et le versement du solde à la fin du projet.

Le projet PETERPAN a été finalisé en mai 2016.

Un premier avenant a été délibéré le 26 mars 2012 avec l'entreprise Catalyse car les services de l'Etat avaient alors proposé un nouveau modèle de convention type avec de nouvelles pièces à fournir pour le versement du solde de l'aide.

Parmi les documents nécessaires pour solder la subvention à la clôture du projet figuraient le Certificat d'Exécution Final (CREF) et une fiche annuelle récapitulant l'évolution de l'entreprise suite au projet.

Le CREF est directement remis par BPI aux collectivités qui cofinancent le projet. Or, la BPI n'est habilitée à remettre ce document que lorsque l'Etat cofinance le projet FUI.

Dans certains cas dont celui de l'entreprise Catalyse, le projet PETER PAN n'ayant pas obtenu de financement de l'Etat, la BPI n'est pas habilitée à remettre le CREF conformément à l'article 6 de l'avenant n°1 à la convention n° 11/1348 et la Métropole ne peut verser le solde sans cette pièce justificative.

Afin de pouvoir payer le solde de 30%, soit 18 000 euros à la société Catalyse, il est proposé d'approuver un deuxième avenant à la convention n°11/1348.

Cet avenant modifiera l'article 6 de l'avenant n°1 de la convention n°11/1348 et annulera l'envoi par le titulaire d'un certificat d'exécution final (CREF) émis par les services de l'Etat ou structures ayant conventionné avec l'Etat, sachant que l'ensemble des documents exigés par ailleurs satisfont à l'assurance de finalisation du dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 003-382/11/BC du 8 juillet 2011 portant approbation de la

convention d'attribution de la subvention à la société Catalyse ;

- La délibération DDIP 004-204/12/BC du 26 mars 2012 portant approbation de l'avenant à la convention n°11/1348 passée avec l'entreprise Catalyse ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de réaliser un avenant à la convention afin de solder l'aide financière à la société Catalyse dans le cadre du projet Peter Pan aujourd'hui abouti.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'approbation de l'avenant n°2 conclu avec l'entreprise Catalyse.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

DEEN 012-684/17/CT

■ Approbation d'un avenant à la convention conclue avec l'entreprise Mermec relative au financement du projet Fonds Unique Interministériel ANISA

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15568/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

1. Rappel du cadre juridique de la subvention

Créé en 2005 par le gouvernement, le Fonds Unique Interministériel (FUI) finance des projets de recherche

et de développement (R&D) collaboratifs labellisés par les pôles de compétitivité.

Par délibération du 22 décembre 2005, la Communauté urbaine a décidé de participer au co-financement de projets R&D collaboratifs dans le cadre du Fonds Unique Interministériel (FUI).

Par délibération du 8 février 2008 créant les autorisations de programme dans le cadre du budget principal 2008, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a affecté 1,5 millions d'euros sur la période 2008/2010 pour le co-financement des projets de recherche & développement collaboratifs retenus dans le cadre du FUI.

Par délibération du 8 mars 2011, l'autorisation de programme pour le FUI a été revalorisée d'un montant d'un 1,5 millions euros, soit 3 millions d'euros, prolongeant la durée d'application jusqu'en 2018.

La loi MAPTAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015, a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération Nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues et de la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix.

Le FUI, dispositif d'aide d'Etat, logé au sein du fonds de compétitivité des entreprises (FCE), vise à soutenir l'innovation par la coopération entre différents acteurs, PME, grands groupes industriels, organismes de recherche et établissements de formation.

Les projets retenus portent sur le développement de produits, procédés ou services susceptibles d'être mis sur le marché à court ou moyen terme, généralement 5 ans. Ils permettent aux entreprises d'acquérir des savoir-faire et de capter de nouveaux marchés.

Les montants alloués par la Métropole sont déterminés en fonction de l'intérêt stratégique du projet pour l'entreprise et pour le territoire et en fonction des co-financements des autres partenaires institutionnels.

L'attribution du FUI s'appuie sur l'expertise des pôles de compétitivité qui labellent les projets candidats en amont, ainsi que sur l'expertise de l'Etat (DGCIS et BPI) pour évaluer la cohérence scientifique et financière des projets.

Pour le co-financement des projets de R&D du Fonds Unique Interministériel (FUI) : l'Etat, les collectivités territoriales et le FEDER peuvent être sollicités. De 2007 à 2009, la gestion du FUI a été suivie par chaque ministère compétent selon la thématique du projet. A partir de 2009, la gestion du FUI a été attribuée à BPI France.

2. Le projet ANISA, qui associe l'entreprise MERMEC à un consortium de R&D collaborative

Mermec France, filiale française du groupe Mermec, développe des systèmes de diagnostic sans contact pour l'industrie ferroviaire. L'entreprise est installée sur le Technopôle de Château Gombert à Marseille et a un effectif de 11 salariés.

Dans le cadre de son soutien aux projets R&D des pôles de compétitivité, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a accordé à l'entreprise Mermec une subvention de 100 000 euros en décembre 2010 pour le projet ANISA.

Le projet ANISA vise à développer un système complet d'instrumentation de mesure (systèmes et capteurs) fondé sur une nouvelle génération innovante de capteurs à fibre optique. Ce système a pour but d'améliorer la maintenance continue des vecteurs aériens afin d'augmenter leur cycle de vie, de réduire les coûts de maintenance, tout en fiabilisant les moyens de transport aériens.

Dans le cadre du projet, Mermec a assuré l'intégration technique du système de mesure, la conception et la réalisation des composantes du capteur.

La convention prévoit un premier versement au démarrage du projet de 70% et le versement du solde à la fin du projet.

Le projet ANISA a été finalisé en août 2016.

Un premier avenant a été délibéré le 26 mars 2012 avec l'entreprise Mermec car les services de l'Etat avaient alors proposé un nouveau modèle de convention type avec de nouvelles pièces à fournir pour le versement du solde de l'aide.

Parmi les documents nécessaires pour solder la subvention à la clôture du projet figuraient le Certificat d'Exécution Final (CREF) et une fiche annuelle récapitulant l'évolution de l'entreprise suite au projet. Le CREF est remis directement par BPI aux collectivités qui cofinancent le projet. Or, la BPI n'est habilitée à remettre ce document que lorsque l'Etat cofinance le projet FUI.

Dans certains cas dont celui de l'entreprise Mermec, le projet ANISA n'ayant pas obtenu de financement de l'Etat, la BPI n'est pas habilitée à remettre le CREF conformément à l'article 6 de l'avenant n°1 à la convention n° 11/1043 et la Métropole ne peut verser le solde sans cette pièce justificative.

Afin de pouvoir payer le solde de 30%, soit 30 000 euros à la société Mermec, il est proposé d'approuver un deuxième avenant à la convention n°11/1043.

Cet avenant modifiera l'article 6 de l'avenant n°1 de la convention n°11/1043 et annulera l'envoi par le titulaire d'un certificat d'exécution final (CREF) émis par les services de l'Etat ou structures ayant conventionné avec l'Etat, sachant que l'ensemble des documents exigés par ailleurs satisfont à l'assurance de finalisation du dossier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 001-2400/10/BC du 10 décembre 2010 portant approbation de la convention d'attribution de subvention à la société Mermec ;
- La délibération DDIP 004-204/12/BC du 26 mars 2012 portant approbation de l'avenant à la convention n°11/1043 passée avec l'entreprise Mermec ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de réaliser un deuxième avenant à la convention n° 11/1043 afin de solder l'aide financière à la société Mermec dans le cadre du projet FUI ANISA aujourd'hui abouti.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'approbation de l'avenant n°2 conclu avec l'entreprise Mermec.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

DEEN 013-686/17/CT

■ Paiement de la cotisation 2017 à la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial

Information du Conseil de Territoire

DGDE 17/15385/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Fondée par des collectivités territoriales françaises et portée par l'Institut de Management Public et Gouvernance Territoriale, la chaire «Attractivité & Nouveau Marketing Territorial» est la première «chaire de territoire» dédiée à l'attractivité et aux nouvelles pratiques du marketing territorial dans le monde. Orientée vers l'innovation, elle s'inscrit dans une démarche opérationnelle du marketing territorial et s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour développer la capacité d'un territoire à rayonner et à promouvoir son offre ou que ce soit pour attirer sur place des personnes ou des capitaux.

La Chaire a été créée avec quatre objectifs principaux :

- faire de l'appartenance au territoire une source de création de valeur pour tous les acteurs du territoire ;
- assurer une veille sur la recherche et les meilleures pratiques du marketing territorial dans le monde ;
- améliorer la formation et le partage d'information sur le marketing territorial le plus innovant et performant ;

- favoriser la mise au point de nouveaux modèles et outils opérationnels de marketing territorial.

Elle se caractérise par trois points :

- elle s'intéresse à l'ensemble des problématiques d'attractivité, que ce soit pour promouvoir l'offre des pays ou des territoires, pour faire venir des personnes (économie résidentielle, tourisme de loisirs, tourisme d'affaire, grands événements culturels, sportifs ou business) ou des capitaux (recherche d'investisseurs et de créateurs d'entreprises) et pour les maintenir sur le territoire ;
- elle est orientée vers l'innovation et les nouvelles pratiques du marketing territorial dans la mesure où celles-ci semblent performantes ;
- elle s'inscrit dans une approche « opérationnelle » de l'attractivité et du marketing territorial tant dans son enseignement (assuré essentiellement par des professionnels et basé sur des cas concrets et des retours d'expérience), dans sa recherche universitaire (accès à des synthèses portant sur une recherche opérationnelle, sur l'actualité et les meilleures pratiques internationales du marketing territorial) que dans le colloque annuel (échange et partage d'expériences concrètes entre professionnels).

Reconnaissant l'expertise de la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial (IMPGT/AMU) dans le domaine du marketing territorial, en particulier sa bonne connaissance des pratiques innovantes, Aix-Marseille-Provence Métropole est devenue en 2016 partenaire et membre fondateur de la Chaire par délibération n° ECO 037-358/16/BM du 30 juin 2016.

Dans le cadre de ce partenariat, la Métropole Aix-Marseille-Provence mobilise la Chaire d'attractivité dans le cadre d'une mission d'accompagnement dans la mise en œuvre d'une démarche globale d'attractivité dont la métropole assure le portage de l'initiative conformément à ses compétences.

En tant que membre co-fondateur de la Chaire d'Attractivité et Nouveau Marketing Territorial (IMPGT/AMU), la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite poursuivre ce partenariat et renouveler sa cotisation pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le partenariat qui lie la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial (IMPGT/AMU) pour permettre à la Métropole de s'appuyer sur une expertise afin d'accompagner la mise en œuvre de la démarche d'attractivité du territoire.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport relatif au paiement de la cotisation 2017 à la Chaire Attractivité et Nouveau Marketing Territorial d'un montant de 10 000 euros, conformément à la convention n°16/0782 du 30 juin 2016.

DEEN 014-685/17/CT

■ Soutien aux projets de recherche et développement collaboratifs retenus par le Fonds Unique Interministériel - Attribution de subventions

**Avis du Conseil de Territoire
DPEATSV 17/15588/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

1. Rappel du cadre juridique de la subvention

Le Fonds Unique Interministériel (FUI) est un dispositif d'aide d'État dédié au financement de projets de Recherche et Développement collaboratifs, ayant pour objet de soutenir l'effort d'innovation et la coopération entre les différents acteurs (PME, grands groupes industriels, organismes de recherche et établissements de formation).

Labellisés par les Pôles de Compétitivité, les projets retenus à chacun des appels à projets visent la création de produits ou de services innovants qui puissent être commercialisés à moyen terme. Ils permettent aux entreprises d'acquérir des savoir-faire et de capter de nouveaux marchés. Dans de nombreux cas, les projets collaboratifs sont l'opportunité pour les PME et TPE de devenir des acteurs reconnus auprès des grands groupes.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a délibéré sur le principe d'attribution d'aides aux entreprises de son territoire qui participent à ces projets collaboratifs. A ce jour sont concernés notamment les territoires d'Aix et de Marseille. Les montants sont déterminés au vu de l'assiette du projet, de son intérêt stratégique pour l'entreprise et le territoire et des aides apportées par les autres partenaires institutionnels.

Le cofinancement de ces projets par l'EPCI s'inscrit désormais dans une convention cadre avec la Région, chef de file pour ce type d'interventions économiques.

Les projets présentés pour financement au FUI font l'objet d'une expertise technique et financière par les services spécialisés des ministères concernés, en tenant compte des priorités de politique industrielle fixées au niveau national. Les avis techniques donnés par les différents experts sont accessibles aux collectivités, à travers un réseau extranet ouvert aux partenaires institutionnels.

Les projets proposés relèvent du 23^{ème} appel à projets qui ont abouti, à l'échelle nationale, sur 105 projets présentés, au financement de 55 nouveaux projets (sur 121 projets présentés), pour un financement par l'État de 38 millions d'euros. Des cofinancements équivalents devraient être apportés par les collectivités territoriales et le FEDER.

2. Un projet de R&D sur le Territoire du Pays d'Aix et sur le Territoire de Marseille Provence :

Le projet GREENEXPLORER labellisé par le Pôle Mer Méditerranée

Le projet GREENEXPLORER consiste à développer un nouveau véhicule sous-marin ainsi qu'une offre de services associés, permettant de surveiller, photographier, et modéliser des organismes naturels et des installations humaines sous-marines.

Ce projet est conduit par le consortium formé d'une ETI (ALSEAMAR), d'une PME (COMEX) et de 3 laboratoires de recherche (LSIS, I3S et MAPIEM), tous situés en Région Provence Alpes Côte d'Azur.

GREENEXPLORER répond à un triple enjeu :

- la croissance forte des activités en mer et en zone côtière génère une obligation de suivi des organismes vivants et de surveillance des équipements installés par l'homme (récifs artificiels, câbles sous-marins, pipe, fouilles archéologiques, etc.),
- la réduction de l'empreinte sur l'environnement pour mener à bien de telles opérations : zéro bruit et zéro déchet,
- la maîtrise des coûts et un délai court de mise sur le marché.

Ce nouvel engin sous-marin sera télé-opéré depuis la terre ou d'un navire léger. Son système de propulsion et de détection sera très optimisé énergiquement. Une liaison de télécommunication par fibre optique bio-hydrolysable ou biodégradable assurera la transmission en temps réel vers une base à terre des informations détectées sous la mer.

GREENEXPLORER adressera un large marché pour surveiller l'impact de l'activité humaine sur la biodiversité marine et côtière. Le plan prévoit une mise sur le marché en 2019, et une montée en cadence de la production en 2021.

60% des engins produits devraient faire l'objet de l'offre de service, pour être mis en œuvre au profit des opérateurs d'aires marines protégées et archéologiques, des énergies marines renouvelables, de l'offshore Oil & Gas et télécom, et des bureaux d'expertise marine.

D'autres engins pourront aussi être vendus à des clients qui préféreront l'opérer eux-mêmes, instituts scientifiques ou marines militaires notamment.

Le développement initial créera 8 emplois directs, puis jusqu'à 15 emplois pour produire, tester, et surtout opérer les engins en mer.

A plus long terme, les travaux réalisés sur la fibre optique biodégradable ou bio-hydrolysable permettront aussi de créer une nouvelle filière industrielle en région PACA.

Le chiffre d'affaires attendu à l'horizon 2021 est de plus de 9 millions d'euros pour ALSEAMAR et de 2,5 millions pour COMEX. Les retombées sont également attendues pour les laboratoires grâce aux investissements, aux brevets et aux publications.

La société ALSEAMAR développe des produits innovants destinés aux marchés de la défense navale, de l'océanographie et du pétrole offshore. Installée jusqu'à présent à Meyreuil et à Six-Fours, elle construit actuellement sa nouvelle usine à Rousset. 50 % des travaux du projet seront réalisés en Pays d'Aix (conception et essais préliminaires des sous-ensembles) et 50 % dans son établissement situé dans le Var. Les dépenses sont détaillées par site.

Sur 87 salariés au total, une cinquantaine est basée en Pays d'Aix. Le Projet de recherche et développement doit générer 5 emplois directs sur le territoire.

Il est proposé d'accorder à la société ALSEAMAR une subvention de 80.000 euros, soit 4,42 % d'une assiette financière de 1.806.839 euros (dépenses Rousset).

L'entreprise COMEX SA, pionnière dans la plongée profonde parapétrolière, poursuit le développement de systèmes hyperbares et des opérations sous-marines. Forts de 50 ans d'expérience dans ces domaines, ses spécialistes œuvrent pour concevoir et opérer navires, sous-marins, robots filoguidés, outils de prélèvement et d'acquisition, chambres d'oxygénothérapie hyperbare, caissons de recompression, machines spéciales hyperbares automatisées. Aujourd'hui la société est articulée autour des activités d'ingénierie, de conception et de services liés à l'expérience et au savoir-faire acquis pendant 5 décennies dans le domaine de l'hyperbarie et de l'exploration du milieu sous-marin.

L'entreprise a été soutenue dans le cadre du projet ROV 3D en 2011 à hauteur de 60 000 euros par le Territoire de Marseille Provence. Le projet a permis de développer des outils novateurs associant la photogrammétrie sous-marine et les mesures acoustiques issues d'un capteur sous-marin actif.

Dans le cadre du projet, Comex a en charge la réalisation de la charge-utilité optique (imagerie 2D/3D) et sa supervision, ainsi que les essais en mer. Pour la réalisation de sa tâche, elle embauchera 3 personnes. À la fin du projet, l'entreprise envisage d'accroître son CA à l'export et de diversifier l'activité vers l'imagerie 3D

Il est proposé d'accorder à la société COMEX une subvention de 80 000 euros, soit 8,47% d'une assiette financière de 943 735 euros.

3. Deux projets de recherche et développement au service des filières d'excellence du Pays d'Aix

3.1. Le projet PACLIDO 2 labellisé par le Pôle SCS

Le projet PACLIDO (Protocoles et Algorithmes Cryptographiques Légers pour l'Internet Des Objets) a pour objectif de sécuriser l'Internet des Objets par l'intégration dans des objets connectés d'algorithmes et de protocoles cryptographiques légers garantissant la confidentialité, l'intégrité et l'authentification des données échangées. Ces innovations apporteront des garanties de sécurité et de performance très attendues par les acteurs du domaine. Il s'agit là d'un sujet devenu hautement sensible depuis les attaques de sécurité de grande ampleur perpétrées en fin d'année dernière.

Les marchés visés sont nombreux et diversifiés, leur point commun étant le besoin d'intégrer des fonctionnalités de sécurité dans des objets limités en ressources sans compromettre leurs performances. Plus précisément, le projet porte sur quatre cas d'usages, à savoir maison connectée, ville intelligente, aéronautique et systèmes industriels.

Ce projet de recherche et développement sera conduit par un consortium composé de quatre PME, d'un grand groupe (Cassidian Sécurité lié au groupe EADS), d'un établissement public (CEA Grenoble) et de deux laboratoires.

Les objectifs économiques pour les partenaires se déclinent selon trois sources de revenus pour un CA total attendu de 26 millions d'euros sur 5 ans :

- l'augmentation des ventes de produits existants chez les partenaires, estimée à 15,5 millions d'euros. En effet, une démarche de standardisation des algorithmes et protocoles développés permettra d'apporter un avantage compétitif aux partenaires du projet, ce qui permettra une augmentation des ventes des produits existants.

- Vente de licences pour un total de 5,5 millions d'euros, soit environ 10 licences de 30 mille euros vendues par an et par partenaire, sur la base de brevets déposés sur les implémentations optimisées de ces algorithmes et protocoles.

- De nouvelles opportunités de missions de conseil et d'audit dans le domaine de la sécurité de l'IoT pour un total estimé à 5 millions d'euros.

Le projet présente des enjeux importants pour la société aixoise TRUSTED OBJECTS qui conçoit des solutions de sécurité pour les objets connectés. Dès sa

création en 2014, par des ingénieurs issus du monde du semi-conducteur, cette société a inscrit les algorithmes de cryptographie légère dans son programme de recherche et développement, en anticipation des besoins sécurité du monde connecté. Le projet PACLIDO va lui permettre d'accélérer ses travaux de recherche dans ce domaine, de tester ses solutions dans des cas d'usages identifiés, et de caractériser une technologie particulièrement résistante aux attaques sécurité.

L'augmentation des ventes de produits et de licences générées par le projet est estimé à 2.5 millions d'euros, ce qui en fait une étape importante dans le développement de l'entreprise. TRUSTED OBJECTS prévoit de mobiliser plusieurs ingénieurs spécialistes en cryptographie pour ce projet, qui sera générateur d'emplois sur le site de recherche et développement basé à Pôle d'activités d'Aix-en-Provence. La jeune société compte aujourd'hui 10 personnes.

Il est proposé d'accorder à Trusted Objects une subvention de 80.000 euros au titre de sa participation au projet collaboratif PACLIDO, soit 16 % d'une assiette éligible de 499.834 euros.

3.2. Le projet SPINEFLEX labellisé par le Pôle Eurobiomed

Le projet SPINEFLEX a pour objet le développement d'un ciment composite et élastique pour le traitement des fractures par compression vertébrale, dues aux traumatismes accidentels ou aux ruptures liées à l'âge. Le projet est porté par la société aixoise GRAFTYS, créée en 2005 et spécialisée dans l'ingénierie tissulaire osseuse et le développement de dispositifs médicaux implantables de type céramiques et ciments osseux.

En chirurgie de reconstruction osseuse, les efforts de recherche portent, depuis plusieurs années, sur le développement de composés synthétiques résorbables en alternative à l'autogreffe osseuse qui génèrent très souvent des complications.

Dans ce contexte, les ciments phosphocalciques (CPCs) représentent aujourd'hui une alternative thérapeutique très intéressante pour des indications qui restent cependant limitées aux comblements des cavités osseuses non porteuses. Le projet SPINEFLEX vise à développer une nouvelle génération de composites injectables, basés sur la chimie des CPCs, dont le domaine d'application serait élargi à la chirurgie du rachis et plus particulièrement au traitement des vertèbres fragilisées ou fracturées par l'ostéoporose. En mimant les propriétés mécaniques de l'os, cette association devrait durablement améliorer le couple élasticité/rigidité, permettant ainsi le traitement des fractures par compression vertébrale.

Dans le domaine de l'orthopédie au sens large, ce type d'intervention représente un marché en forte

croissance (15% par an). Il est estimé que seule une fracture sur trois est actuellement traitée, ce qui représente un vrai problème de santé publique. Les différentes techniques de traitement chirurgical actuellement utilisées sont basées sur l'utilisation d'une résine plastique non résorbable (PMMA) pour stabiliser la fracture et/ou maintenir la réduction effectuée. Le PMMA assure certes une bonne tenue mécanique mais présente d'autres types d'inconvénients importants (trop grande rigidité, non-résorbabilité, nécroses thermiques). SPINEFLEX est positionné sur l'utilisation de CPC composite dont les deux principales caractéristiques seront ses propriétés mécaniques biomimétiques de l'os et sa capacité à être résorbé au rythme du remodelage osseux.

Le projet est conduit par un consortium de deux PME et de trois laboratoires de recherche affiliés au CNRS. Pour GRAFTYS, qui compte aujourd'hui 33 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 3,5 millions d'euros, le projet permet de pérenniser trois emplois et d'en créer deux. En 2025, à la mise sur du le marché du produit, en cas de succès, 20 à 40 emplois pourront être créés en matière de production, de contrôle qualité et de suivi clinique.

Il convient de noter que ce projet fait suite aux résultats du projet SPINEINJECT (FUI13) qui visait le développement de substituts osseux résorbables à injecter à titre préventif entre deux vertèbres. Ce projet va déboucher sur la commercialisation d'un produit d'ici deux ans, après la phase d'industrialisation. Le projet SPINEFLEX quant à lui est orienté vers le traitement d'une fracture.

Il est proposé d'accorder à la société GRAFTYS une subvention de 70.000 euros soit 5,40 % d'une assiette éligible de 1.294.339 euros.

4. Un projet de recherche et développement sur le Territoire de Marseille Provence

Labellisé par le Pôle Capenergies, le projet FALCON a pour ambition de développer un convoi poids lourd complet significativement économe en carburant, destiné aux usages de transport de marchandises sur de longues distances et jusqu'en zones péri-urbaines.

Les développements technologiques, qui sont proposés d'être intégrés dans ce camion démonstrateur (à l'exception du système de récupération de chaleur) avant d'être testés en conditions réelles, ont tous vocation à participer à l'objectif de réduction de la consommation.

Ces développements technologiques porteront plus spécifiquement sur :

- l'optimisation de l'aérodynamique du véhicule complet ;
- le développement de pneumatiques à faible résistance au roulement et connectés ;

- le développement de fonctionnalités prédictives d'aide à la conduite économe et de gestion de l'énergie ;
- l'amélioration de la chaîne cinématique via le développement de lubrifiants innovants et d'un système de récupération de chaleur.

L'objectif principal du projet est la réduction significative des émissions de CO2 jusque dans les zones péri-urbaines et les retombées attendues pour les partenaires sont diverses : sécurisation des stratégies d'investissement en recherche et développement, renforcement de la compétitivité et de l'attractivité des produits développés grâce aux innovations proposées, augmentation des connaissances scientifiques au travers de l'implication de plusieurs partenaires académiques : Ecole Centrale de Lyon, IFSTTAR et IFPEN, extension des innovations à d'autres secteurs d'activités notamment pour WEZZOO et ENOGIA.

La société ENOGIA conçoit et fabrique un système permettant de convertir de la chaleur en électricité basé sur une technologie innovante et brevetée de micro-turbine à Cycle Organique de Rankine. De nombreuses sources de chaleur peuvent ainsi être utilisées : la géothermie, le solaire thermodynamique, la biomasse, la récupération de chaleur sur les processus industriels ou moteurs à combustion interne... ENOGIA a notamment développé une expertise unique dans la conversion de très faibles températures de chaleur résiduelle en électricité.

Les développements qui seront réalisés dans le cadre du projet FALCON s'intègrent dans la stratégie de développement produit d'ENOGIA qui a identifié le marché des transports comme un relai de croissance à moyen terme. L'aide publique au projet FALCON permettra à ENOGIA d'accélérer la réalisation de ses travaux de recherche et développement et de démontrer le potentiel de ses produits pour réduire la consommation des Poids Lourds. Dans le cadre du projet, la société embauchera 1 chef de projet, 1 ingénieur et un technicien.

Le projet FALCON permettra d'accélérer les travaux de recherche et développement engagés par ENOGIA-IFPEN sur une turbogénératrice adaptée à la récupération de la chaleur résiduelle des moteurs de poids lourds. ENOGIA envisage de démarrer son industrialisation en 2021 pour une première commercialisation auprès des constructeurs et équipementiers en 2023.

Il est proposé d'accorder à la société ENOGIA une subvention de 76 549 euros, soit 23,3% d'une assiette éligible de 328 658 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La délibération du 8 février 2008 n°002-181/08/CC créant l'Autorisation de programme ;
- La délibération du 28 juin 2008 précisant et proposant les modalités opérationnelles d'intervention et le système d'évaluation technique de l'octroi de subvention aux entreprises impliquées dans les pôles ;
- La délibération du 28 mars 2011 n°001-216/11/CC augmentant l'autorisation de programme ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de cofinancer les projets de recherche et développement des pôles de compétitivité.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuvant le soutien aux projets de recherche et développement collaboratifs retenus par le Fonds Unique Interministériel et l'attribution de subventions à cinq entreprises, trois entreprises du Territoire du Pays d'Aix et deux entreprises du Territoire de Marseille Provence

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

Commission "Voirie"

VOI 001-687/17/CT

■ Lancement de la concertation préalable pour la requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 17/15497/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après .

Dans la continuité des aménagements réalisés sur l'avenue du président Wilson et le boulevard Anatole France, la ville de La Ciotat souhaite poursuivre la mise en valeur de sa façade maritime, en engageant la requalification de la promenade du Port-Vieux.

Ce projet permettra de mettre en valeur le Port-Vieux par l'aménagement d'un espace public propice à la promenade, et de retrouver des espaces de qualité comme lieux de vie autour du port, en cohérence avec le programme de restructuration urbaine déjà engagé dans le centre ancien.

Le projet étant situé dans l'emprise du domaine public maritime relevant du Département des Bouches-du-Rhône, une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage a autorisé la Métropole Aix-Marseille-Provence à réaliser les travaux de requalification de la promenade.

Par délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé la création de l'opération de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ainsi que la création et l'affectation de l'opération d'investissement.

A ce jour, les études de maîtrise d'œuvre sont en cours.

Au regard de l'avancement de l'opération, et conformément à l'article L300-2 du Code de l'urbanisme, il convient désormais de lancer la concertation préalable associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, pour recueillir leurs remarques et suggestions avant l'achèvement des études.

L'objet du présent rapport est l'approbation du lancement de la concertation préalable relative à la requalification du Port-Vieux de La Ciotat selon les modalités suivantes :

- La tenue d'une réunion publique de lancement de la concertation ;
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines dans les locaux de l'Hôtel de Ville de La Ciotat. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support des panneaux de présentation.
- Un registre sera laissé sur le lieu d'exposition afin de recueillir l'avis du public.

A l'issue de cette concertation préalable, Monsieur le Président de la Métropole soumettra le bilan de celle-ci à l'approbation du Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.300-2 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 030-645/16/CM du 30 juin 2016 approuvant la création de l'opération de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'une concertation préalable est nécessaire pour la réalisation du projet de requalification de la promenade du Port-Vieux de La Ciotat ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 002-688/17/CT

■ **Approbation d'une convention relative à la réalisation des travaux d'extension du réseau d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de la réalisation de l'aménagement de la rue Albert Ritt à La Ciotat**

**Avis du Conseil de Territoire
DAEP 17/15437/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

L'opération d'aménagement de l'avenue RITT s'intègre dans le Projet de Rénovation Urbaine (PRU) du quartier de l'Abeille, sur la Ville de La Ciotat. Le programme prévoit des interventions sur le logement (démolition / reconstruction, réhabilitation), le commerce, les équipements publics et de proximité, ainsi que les espaces publics, complétées par des mesures d'accompagnement social (MOUS, actions CUCS) et un dispositif de concertation. Il fait appel à de nombreux maîtres d'ouvrages.

Le projet sur les espaces publics s'appuie sur un plan masse qui nécessite divers travaux d'aménagement des espaces extérieurs : voies, déviements de réseaux, aménagements de parvis, aménagements paysagers, cheminement piétons, création des réseaux publics d'eau et d'assainissement.

A cette fin, les travaux comprennent notamment le renouvellement de toutes les canalisations existantes actuellement privées. La réalisation de ces travaux nécessite un raccordement sur les réseaux publics existants.

En matière d'adduction d'eau potable, deux maillages sur les réseaux publics sont nécessaires et imposent la réalisation de travaux par le délégataire du contrat de Délégation de Service Public de l'Eau Potable. Pour réaliser ces derniers, l'article 62 du contrat de DSP prévoit qu'une convention soit signée lorsque le maître d'ouvrage de l'opération n'est pas la Direction de l'Eau et de l'Assainissement et du Pluvial. Elle a deux objectifs:

- garantir que la Direction opérationnelle effectuera les travaux conformément aux prescriptions du Délégataire
- préciser la nature des travaux à réaliser par le Délégataire dont le coût s'élève à 43 900,03 € TTC

Il convient par conséquent d'approuver la convention annexée avec la Société des Eaux de Marseille Métropole afin de fixer les modalités de réalisation des travaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° VOI 016-1647/09/CC du 9 novembre 2009 portant sur l'affectation d'une autorisation de programme pour le PRU de La Ciotat ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole n° RNOV005-1710/09/CC du 18 décembre 2009 portant sur l'approbation de la convention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine d'une autorisation de programme à l'opération ANRU de La Ciotat .

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de mettre en œuvre le Projet de Rénovation Urbaine du quartier de l'Abeille/Maurelle/Matagots à La Ciotat ;
- Qu'il convient d'approuver la convention correspondant aux travaux d'adduction d'eau potable avec la SEMM.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport « Approbation d'une convention relative à la

réalisation des travaux d'extension du réseau d'eau potable et d'assainissement dans le cadre de la réalisation de l'aménagement de la rue Albert Ritt à La Ciotat ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 003-690/17/CT

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'emprises issues du chemin des Mattes et de l'avenue du Mistral à la Ciotat

Avis du Conseil de Territoire DAEP 17/15509/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du code général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis de rapport présenté ci-après :

Par délibération en date du 1^{er} octobre 2010, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté d'intérêt communautaire à vocation d'activité économique Athélia V.

Cette opération s'inscrit dans la démarche que Marseille Provence Métropole a engagé en 2002 dans le cadre de l'exercice de ses compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire et de développement économique, visant à identifier des secteurs permettant la programmation d'opérations d'aménagement destinées au développement de l'action économique.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a ainsi défini à l'Est de son territoire, sur la commune de La Ciotat, un secteur stratégique pour la réalisation d'un nouveau pôle d'activités.

La zone d'aménagement concerté Athélia V s'étend sur un territoire d'environ 63 hectares au nord de la commune de la Ciotat. Elle s'inscrit en continuité des zones existantes Athélia I, II, III et IV.

La communauté Urbaine a acquis tous les terrains inclus dans le périmètre de la ZAC.

Aujourd'hui, la Métropole Aix-Marseille-Provence, se substituant à la Communauté Urbaine, a réalisé les travaux d'aménagements de la ZAC, réseaux, réalisations de voies nouvelles ..., et a défini le découpage des lots destinés à la commercialisation auprès des entreprises.

Dans le cadre de ces travaux, la Métropole a aménagé deux voies nouvelles aux normes et repris une partie du tracé du chemin des Mattes. Ce faisant, elle a désaffecté une emprise de ce chemin ainsi que deux emprises de l'avenue du Mistral.

Ces emprises désaffectées seront versées dans le domaine privé de la Métropole puis incorporées aux lots à commercialiser.

Conformément au Code de la Voirie Routière, le déclassement d'une voie est dispensé d'enquête publique préalable lorsque l'opération envisagée ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées par la voie.

En conséquence, il convient de déclasser du domaine public routier métropolitain les voies désaffectées décrites ci-dessus qui ne sont plus accessibles à la circulation.

La superficie totale à déclasser est de 1573 mètres carrés environ, portées sur le plan de déclassement joint.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La ZAC Athélia 5 et le principe d'aménagement retenu ;
- La possibilité de remembrer les emprises issues du déclassement aux lots à commercialiser ;
- L'absence d'intérêt de ces emprises pour l'usage général et particulier dans leur nouvelle configuration.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport « Déclassement du domaine public routier métropolitain d'emprises issues du chemin des Mattes et de l'avenue du Mistral à La Ciotat ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 004-689/17/CT

■ Transfert en pleine propriété de voies de la commune de La Ciotat à la Métropole Aix-Marseille-Provence - Approbation de l'avenant n° 3 au procès-verbal de transfert initial n° 02-1139

Avis du Conseil de Territoire DAEP 17/15491/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du code général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis de rapport présenté ci-après :

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et notamment à ses articles L 5218-1 et suivants, modifiés par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, toutes les compétences acquises par la communauté Urbaine Marseille Provence Métropole antérieurement à sa transformation sont transférées de plein droit à la Métropole.

Les biens meubles et immeubles du Domaine Public des communes membres de l'ancienne Communauté Urbaine sont affectés de plein droit dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole.

Pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, le transfert de propriété du Domaine Public Routier sur le territoire des 18 communes membres a été opéré avant le 31 décembre 2001.

Un procès-verbal constatant la liste des voies transférées en pleine propriété à la Communauté Urbaine a été signé pour chaque commune par le Maire de la Commune et le Président de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Depuis le 1^{er} Janvier 2016, la Métropole exerce donc, notamment, la compétence en matière de création, aménagement et entretien de l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique sur le territoire des 18 communes membres du Conseil de Territoire Marseille Provence..

Or, dans le cadre de la ZAC Athélia 5, la Métropole Aix-Marseille-Provence a réaménagé une portion du chemin des Mattes, mis à disposition par la commune. Il convient donc d'officialiser le transfert de cette portion de voie.

Constatant que le transfert des voies sur la commune de La Ciotat doit être amendé par suite de la modification de la voirie, il est donc nécessaire que le Conseil de Métropole habilite Monsieur le Président à signer l'avenant n° 3 au procès-verbal des voies transférées en pleine propriété n° 02-1139 portant :

- sur la voie réaménagée, à ajouter au procès-verbal pour une longueur de 270 mètres : chemin des Mattes

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de constater par un avenant au procès-verbal n° 02-1139, la modification de consistance du Domaine Public Routier transféré à la Métropole par la commune de La Ciotat.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport « Transfert en pleine propriété de voies de la Commune de La Ciotat à la Métropole Aix-Marseille-Provence. Approbation de l'avenant n°3 au procès-verbal de transfert initial n°02-1139 ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 005-691/17/CT

■ Lancement de la concertation préalable relative à la requalification de la rocade du Jarret à Marseille 4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15445/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La réalisation de la rocade L2, dont une première section a été mise en service le 29 novembre 2016, permettra d'assurer les reports de trafic satisfaisants,

afin de soulager les grands axes routiers actuels de la ville.

L'allègement de trafic attendu, notamment sur la rocade du Jarret, offre ainsi l'opportunité d'une requalification complète de cet axe suivant un parti d'aménagement plus urbain, sous la forme d'un boulevard urbain multimodal.

Par délibération VOI-001-1035/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de requalification de la rocade du Jarret ainsi que le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre restreint pour cette opération.

Suite à l'avis d'appel public envoyé à la publication le 26 novembre 2015, le jury de concours, réuni le 7 juillet 2016, a tout d'abord sélectionné quatre équipes, auxquelles un dossier de consultation a été adressé.

Le jury de concours s'est une nouvelle fois réuni le 23 mars 2017. Après examen détaillé des prestations remises par les quatre équipes sélectionnées dans le respect de l'anonymat du concours, il a émis un avis motivé et a proposé un classement des équipes selon les critères de jugement pondérés des offres qui figuraient dans le dossier de consultation.

Suivant la proposition du jury, par décision n°17/099/D en date du 13 avril 2017, le Président représentant du pouvoir adjudicateur a décidé de retenir le projet du groupement «DEVILLERS et Associés/TANGRAM Architectes/Réussir l'Espace public/ 8'18''/INGEROP Conseil et Ingénierie».

L'équipe de maîtrise d'œuvre sélectionnée va ainsi approfondir les études de l'opération. A partir des propositions d'aménagement qui en découleront. Il conviendra ensuite d'arrêter les choix techniques.

Conformément à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme, il convient de lancer la concertation préalable associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées, pour recueillir leurs remarques et suggestions avant l'achèvement des études.

L'objet du présent rapport est l'approbation du lancement de la concertation préalable relative à la requalification de la rocade du Jarret à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements), selon les modalités suivantes :

- La tenue d'une réunion publique de lancement de concertation ;
- une exposition publique d'une durée de 4 semaines, notamment dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de la mairie des 4^{ème} et 5^{ème} arrondissements et de la mairie des 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements de Marseille. Elle sera annoncée par voie de

presse et utilisera comme support des panneaux de présentation ;

- un registre sera laissé sur les lieux d'exposition afin de recueillir les avis du public.

A l'issue de cette concertation préalable, Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence présentera le bilan de celle-ci devant le Conseil de la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment l'article L.300-2 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI-001-1035/15/CC du 22 mai 2015, de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La décision du Président de la Métropole n°17/099/D approuvant la désignation du groupement DEVILLERS et Associés/TANGRAM Architectes/Réussir l'Espace public/8'18''/ NGEROP Conseil et Ingénierie, lauréat du concours de maîtrise d'œuvre en vue de la requalification de la rocade du Jarret à Marseille ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'une concertation préalable est nécessaire pour la réalisation du projet de requalification de la rocade du Jarret, à Marseille (4^{ème}, 5^{ème} et 10^{ème} arrondissements) ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité,
des membres présents et représentés

VOI 006-692/17/CT

■ **Lancement de la concertation préalable relative aux aménagements de surface en parachèvement de la Rocade L2 entre l'avenue Arnavon et l'échangeur Saint Jérôme, sur la commune de Marseille 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15598/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Les aménagements de surface de la rocade L2 sont réalisés dans le cadre du contrat de Partenariat Public Privé (PPP) signé entre la Société de la Rocade L2 (SRL2) et l'Etat, à l'exception de certaines opérations en accompagnement des voiries rétablies sur la section Nord de la rocade L2. Par délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016, le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé la convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la L2 entre l'Etat, la Région Provence Alpes Côte-d'Azur, le Département des Bouches-du-Rhône, la Ville de Marseille, et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Cette convention n°17-0228 précise les modalités de participation et d'intervention des différents partenaires pour la réalisation et le financement des opérations en accompagnement.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a été désignée Maître d'Ouvrage des aménagements suivants, pour un montant total de 23 millions d'euros HT :

- L'insertion du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) B4, sur le périmètre compris entre le boulevard Arnavon et l'échangeur Saint Jérôme, avec la réalisation de tous les travaux nécessaires au parachèvement des infrastructures du BHNS (couche de roulement, multitubulaire, éclairage, stations, Signalisation Lumineuse de Trafic, et équipements de détection du BHNS) ;
- La requalification du boulevard Arnavon, complémentaire à l'insertion du BHNS B4, intégrant la plateforme routière, les cheminements piétons et les aménagements pour les cycles ;
- La réalisation de certaines voiries secondaires se raccordant aux voiries réalisées dans le cadre du contrat de PPP : la rue de la Busserine en cohérence avec le projet de rénovation urbaine Picon-Saint-Barthélémy ; et la rue du Péras, en cohérence avec le projet de résidentialisation de HMP ;
- La réalisation du mail piéton Picon sur la dalle de l'avenue Allende, et la requalification de la place Font-Vert, au-dessus du bassin d'eaux pluviales Font Vert ;
- Tous les aménagements cyclables situés dans le périmètre du projet de rocade L2 Nord, du boulevard Arnavon à l'échangeur Saint Jérôme. Les voiries concernées sont : le boulevard Arnavon, l'avenue Queillau, l'avenue Allende, l'avenue Raimu, l'avenue Mérimée, l'avenue Mérimée prolongée, ainsi qu'entre la rue Raymonde Martin et la passerelle des Lauriers ;
- La réalisation des ouvrages de rétention des eaux pluviales liés aux aménagements de surface réalisés par la Métropole AMP (bassin Saint Jérôme et bassin Fontvert).

Conformément à l'article L300-2 du Code de l'Urbanisme, il convient de lancer la concertation préalable associant les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées pour recueillir leurs remarques et suggestions avant l'achèvement des études.

L'objet du présent rapport est l'approbation du lancement de la concertation préalable relative aux aménagements de surface en parachèvement de la rocade L2 , entre l'avenue Arnavon et l'échangeur Saint-Jérôme, sur la commune de Marseille

(13ème et 14ème arrondissements), selon les modalités suivantes :

- La tenue d'une réunion publique de concertation ;
- Une exposition publique d'une durée de 4 semaines dans les locaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence et de la Mairie des 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements. Elle sera annoncée par voie de presse et utilisera comme support plusieurs panneaux de présentation ;
- Un registre sera laissé sur les lieux d'exposition afin de recueillir les avis du public.

A l'issue de cette concertation préalable, Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence Métropole présentera le bilan devant le Conseil Métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'une concertation préalable est nécessaire à la réalisation des aménagements de

surface en parachèvement de la rocade L2 entre l'avenue Arnavon et l'échangeur Saint-Jérôme, sur la commune de Marseille (13ème et 14ème arrondissements) ;

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 007-693/17/CT

■ Rocade L2 à Marseille - Approbation d'un avenant n°1 à la convention pluriannuelle relative aux études de requalification du Boulevard Arnavon et du réaménagement de l'avenue Allende

**Avis du Conseil de Territoire
DIFRA 17/15503/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Le projet de la rocade L2 consiste à réaliser une voie rapide urbaine sur le territoire de la Ville de Marseille entre les autoroutes A7 et A50. De nombreux protocoles successifs ont été signés entre l'Etat, la Région PACA, le Département des Bouches du Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour financer les opérations d'accompagnement de la rocade L2.

Par délibération VOI 017-462/11/CC du 8 juillet 2011, le Conseil de Communauté avait approuvé une convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la rocade L2 entre l'Etat, la Région PACA, le Département, et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, pour un montant de 75,792 M€HT. Cette convention a été signée le 25 octobre 2011 et prévoit un montant de

16,89 M€ HT pour les aménagements urbains de la L2 Nord sur le périmètre du boulevard Arnavon et de l'avenue Allende,

Par délibération VOI 001-512/14/BC du 19 décembre 2014, le Bureau de Communauté a approuvé une convention pluriannuelle entre l'Etat et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, relative aux études de requalification du boulevard Arnavon et d'aménagement de l'avenue Allende dans le cadre de la réalisation de la Rcade L2 à Marseille. Cette convention n°15/1283 a été signée le 18 mars 2015 pour un montant de 1,2 M€HT. Une avance de 0,24 M€HT a d'ores et déjà été versée à la collectivité par l'Etat.

Par délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016, le Bureau Métropolitain a approuvé une nouvelle convention financière pluriannuelle relative aux opérations d'accompagnement de la L2 intégrant la Ville de Marseille. Cette convention n°17/0228, signée le 27 février 2017 modifie notamment le périmètre pour les aménagements urbains de la L2 Nord, comprenant désormais la requalification du boulevard Arnavon et l'aménagement du secteur allant du giratoire de Sainte Marthe jusqu'au giratoire du Père Wresinski. Elle porte le montant des travaux relevant d'une maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence, de 16,89 M€HT à 23 M€HT (non révisables).

La convention n°15/1283 relative aux études de requalification du boulevard Arnavon et de l'Avenue Allende, entre l'Etat et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, prévoit dans son article 6.4 une modification pour intégrer les travaux, lorsque les études seront suffisamment avancées. C'est le cas à ce jour, puisque l'Avant-Projet a été réalisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dès lors, toutes les conditions sont réunies afin de modifier par avenant cette convention de financement, en intégrant le nouveau programme de travaux, afin d'être en cohérence avec la convention financière pluriannuelle du 27 février 2017. L'Etat centralisera les participations financières correspondantes et versera à la Métropole les fonds nécessaires sous forme de subventions à l'avancement des prestations.

Le montant de 23M d'euros HT financé par l'Etat fait l'objet d'un échéancier prévisionnel. La Métropole à ce titre appellera les fonds auprès de l'Etat à l'appui des justificatifs de dépenses certifiées par le Receveur des Finances.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 relative au délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération VOI 017-462/11/CC du 8 juillet 2011 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 001-512/14/BC du 19 décembre 2014 du Bureau de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération VOI 008-1276/16/BM du 15 décembre 2016 du Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle n°15/1283 avec l'Etat relative aux études de requalification du boulevard Arnavon et du réaménagement de l'avenue Allende dans le cadre de la réalisation de la Rcade L2 à Marseille ;
- Qu'il convient d'intégrer les travaux et tenir compte de l'évolution du périmètre de l'opération ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 009-694/17/CT

■ **Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée et de financement relative aux travaux de déplacement et de protection des réseaux de communications électroniques d'Orange - Réalisation des travaux du Secteur 4 de la ligne de Bus à Haut Niveau de Service Castellane/Luminy à Marseille 9^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15441/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole ci-après :

Par délibération DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence (MPM) a approuvé la déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération de réalisation d'une ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) entre la place Castellane et le pôle universitaire de Luminy à Marseille (6^{ème}, 8^{ème} et 9^{ème} arrondissements).

L'objectif de cette opération est de garantir un service performant de transports en commun entre la place Castellane et le campus de Luminy, qui réponde à l'attente des usagers : fréquence élevée, régularité, plages horaires étendues, temps de parcours optimisés.

Cette ligne de BHNS s'inscrit également dans le cadre du Plan Campus engagé par l'Etat pour lequel la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole s'était associée à la réponse des universités Aix-Marseille.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, désormais maître d'ouvrage de l'opération de BHNS Castellane / Luminy, apporte ainsi une contribution déterminante sur le volet « transports en commun » du Plan Campus en améliorant la desserte du pôle universitaire de

Luminy et en le reliant plus rapidement au réseau métro-tramway du centre-ville.

Les travaux du BHNS Castellane/Luminy consistent à réaménager les carrefours pour donner la priorité au BHNS et à créer des couloirs de bus en site propre, indépendants de la circulation générale, sur environ 70% de l'itinéraire. Les stations seront également réaménagées pour permettre l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite ; en outre, le service à l'utilisateur sera amélioré (information sur la ligne, affichage des temps d'attente, matériel roulant spécifique...).

Cette opération s'accompagne également d'une requalification des espaces publics et de leurs équipements, et d'une mise aux normes du stationnement (livraisons et PMR). Des aménagements cyclables sécurisés, dont une partie en voie verte, seront également aménagés le long de l'itinéraire du BHNS.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération, représenté par le groupement conjoint ARTELIA/Corinne Vezzoni & Associés, a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du Bus à Haut Niveau de Service.

Les concessionnaires, et notamment Orange, ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements de réseaux nécessaires à la réalisation du BHNS Castellane/Luminy.

Les études menées sur le secteur 4 du BHNS Castellane/Luminy (section Rond-point Pierrien/Faculté de Luminy) ont révélé la nécessité de déplacer ou de protéger plusieurs des installations des ouvrages de communications électroniques d'Orange, pour pouvoir réaliser le projet de BHNS Castellane/Luminy.

Compte tenu de l'étroite imbrication entre les travaux de génie civil du BHNS Castellane/Luminy, et de ceux du génie civil lié au déplacement et à la protection des ouvrages de communications électroniques, Orange souhaite déléguer à la collectivité la maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil portant sur ses installations.

En revanche, Orange demeure maître d'ouvrage de la modification des câblages nécessaires à la réalimentation de l'ensemble de ses équipements et de ses clients.

Ainsi, il est proposé que la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise pour le compte d'Orange les travaux de déplacement et de protection de génie civil portant sur ses installations sur le secteur 4 du BHNS Castellane/Luminy (section Rond-point

Pierrien/Faculté de Luminy) et pour lesquels une délégation de maîtrise d'ouvrage est pertinente.

Les travaux concernés sont décrits dans la convention annexée à la présente délibération.

La participation financière prévisionnelle correspondante d'Orange a été estimée à 191 625 euros HT, pour l'ensemble des travaux de dévoiement et de protection réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence sur le secteur 4 du BHNS Castellane/Luminy.

Il convient par conséquent de conclure une convention pour une maîtrise d'ouvrage déléguée et de financement entre Orange et la Métropole Aix-Marseille-Provence afin de fixer les modalités techniques, temporelles et financières des travaux à apporter aux réseaux d'Orange nécessités par la réalisation du projet de BHNS Castellane/Luminy, sur sa section comprise entre le rond-point Pierrien et la faculté de Luminy (secteur 4).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération DTUP 002-843/13/CC du 13 décembre 2013 ;
- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la réalisation des travaux du BHNS Castellane/Luminy sur sa section comprise entre le rond-point Pierrien et le pôle universitaire de Luminy (secteur 4) nécessite que plusieurs ouvrages de communications électroniques d'Orange soient déplacés ou protégés ;
- Qu'il convient, pour des raisons d'efficacité technique, temporelle et financière, qu'Orange délègue à la Métropole Aix-Marseille Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de déplacement et de protection de génie civil portant sur ses installations sur le secteur 4 du BHNS Castellane/Luminy ;
- Qu'il convient qu'Orange rembourse financièrement la Métropole Aix-Marseille Provence pour les travaux délégués ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 010-695/17/CT

■ Approbation d'une convention cadre relative aux études de déviation et de protection de réseaux avec Enedis dans le cadre du Boulevard Urbain Sud - Section Echangeur Florian/Chemin du Vallon de Toulouse à Marseille 9ème et 10ème arrondissements

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15443/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille

Provence Métropole a approuvé le principe de l'aménagement du Boulevard Urbain Sud.

D'une longueur totale de 8,5 km, le projet du Boulevard Urbain Sud (BUS) constitue une opération essentielle pour l'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise. En reliant le secteur de la Pointe-Rouge à l'autoroute A50 et à la rocade L2 au niveau de l'échangeur Florian, il vise à compléter la trame viaire en raccordant les quartiers Sud de la ville aux réseaux structurants de l'agglomération marseillaise.

D'une logique de contournement du centre-ville sous forme de voie rapide urbaine, le projet a évolué progressivement vers un boulevard urbain, plus conforme aux préoccupations d'insertion environnementale, de desserte en transports en commun et de développement des modes doux.

Par ailleurs, par délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016, la Métropole Aix-Marseille Provence, désormais maître d'ouvrage de l'opération, a déclaré d'intérêt général la réalisation du Boulevard Urbain Sud entre la Traverse Paragon et l'échangeur Florian, à Marseille (8^{ème}, 9^{ème} et 10^{ème} arrondissements) et le projet du Boulevard Urbain Sud a été déclaré d'Utilité Publique, par Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016.

Lors des études de conception, le maître d'œuvre de l'opération a réalisé les enquêtes réseaux sur la totalité de l'itinéraire du BUS.

Les concessionnaires, et notamment ENEDIS, dont les infrastructures sont situées dans l'emprise du projet du BUS ont été contactés et plusieurs réunions de travail ont été organisées afin de définir les conditions techniques et financières des dévoiements et protections de réseaux.

ENEDIS a notamment fourni ses plans réseaux dans le périmètre de l'opération et, après analyse de ces derniers, il a été confirmé qu'une partie du réseau électrique d'ENEDIS situé dans l'emprise du projet était impactée par les travaux de réalisation du BUS.

La réalisation du BUS nécessite donc qu'il soit procédé au déplacement ou à la protection d'une partie des installations et réseaux enterrés ou aériens d'ENEDIS afin de les rendre compatibles avec les aménagements projetés.

Pour ce faire, ENEDIS doit réaliser les études relatives à la déviation et à la protection de ses installations et réseaux enterrés et aériens.

La présente convention cadre précise les modalités de réalisation de ces études et de leur prise en charge financière. Leur finalité consiste en l'élaboration d'un projet de dévoiement et de protection des installations

et du réseau d'ENEDIS afin de les rendre compatibles avec la réalisation du Boulevard Urbain Sud.

Les travaux correspondants seront réalisés par le concessionnaire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence envisageant le démarrage des travaux du Boulevard Urbain Sud par sa section comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, la présente convention cadre ne porte que sur cette section du projet. Les autres sections seront traitées ultérieurement, par des conventions d'études spécifiques.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° VOI 4/155/CC du 15 février 2002 du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération n° VOI 004-457/16/BM du 30 juin 2016 du Bureau de la Métropole ;
- L'Arrêté Préfectoral n° 2016-41 du 08 septembre 2016 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'en préalable aux travaux de la section du Boulevard Urbain Sud comprise entre l'échangeur Florian et le Chemin du Vallon de Toulouse, il est nécessaire qu'ENEDIS approfondisse les études de déviation ou de

protection de ses installations et réseaux aériens et enterrés ;

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 011-696/17/CT

■ **Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Marseille pour l'aménagement de la place du Marché des Capucins 13001, Quartier Noailles**

Avis du Conseil de Territoire

DAEP 17/15436/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Ville de Marseille et la Métropole ont engagé un projet visant à aménager la place du Marché des Capucins à Marseille 13001, quartier Noailles

Le projet, sur une surface de 1 800 m², intéresse le réaménagement de la place du marché des Capucins, actuellement habillé d'un revêtement de dalles de porphyre partiellement dégradées et remplacées sur les zones circulées par de l'enrobé.

Le terre-plein central est occupé par un marché forain maraîcher, équipé de vélums double pentes et de bornes de branchements, vétustes.

Il s'agit de réaliser une réhabilitation des lieux en utilisant des matériaux adaptés aux usages du site. L'ensemble de l'espace en plateau- unique sera structuré à l'aide de dalles de calcaires et délimité par du mobilier urbain.

Le revêtement des trottoirs périphériques, du parvis de la gare de Noailles et de la zone du marché – terre-

plein central- sera composé de dalles de porphyre brun-rouge.

Le revêtement des voies en contre-allées, sera constitué de mortier bitumineux de couleur rouge, avec caniveau central en pierre calcaire.

Le marché forain sera équipé de vélums – portiques avec 2 stores indépendants et appareillage électrique.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole, et de la Commune de Marseille, visant à aménager la place du Marché des Capucins, la Métropole et la Commune ont adopté des règles de cofinancement des travaux.

La présente convention, a donc pour objet de confier à la Métropole Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale, en l'occurrence pour le réseau de vidéo protection.

Elle a également pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Commune qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sera alors seule compétente pour la passation, l'attribution et l'exécution des marchés, la réalisation des études et des travaux.

La prise en charge par la Commune des travaux relevant de ses compétences, sera mobilisée par voie de remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la place du Marché des Capucins à Marseille 13001, quartier Noailles ;
- Qu'il y a un avantage financier et technique à ce que les travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport « Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune de Marseille pour l'aménagement de la place du Marché des Capucins à Marseille 13001, quartier Noailles, ci-annexée ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 012-697/17/CT

■ Approbation d'une convention de raccordement avec Enedis dans le cadre du Plan d'Aménagement d'Ensemble Les Parantes-La Claire à Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15507/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales , le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé le

Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) sur le secteur des Parantes/La Claire.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) dans le secteur des Parantes/La Claire à Marseille 13ème arrondissement, a pour objectif de contribuer au développement d'une offre d'habitat actuellement réduite, malgré la forte demande liée à l'attractivité de Château-Gombert. Au regard de l'estimation des équipements du PAE, la convention porte le taux de participation des promoteurs à 79,14% du coût total des équipements publics de desserte des nouveaux programmes de logements pour lesquels la Métropole Aix-Marseille-Provence est maître d'ouvrage.

Le programme de l'opération de desserte du PAE « Les Parantes-La Claire » a été décomposé en deux phases de travaux. La première phase consiste à réaliser de la voie U372, du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Dalbret et le chemin de la Grave. La seconde phase concerne le réaménagement du chemin de la Grave et la création de la U378 sur environ 180m, entre le chemin de La Grave et le boulevard Bara.

Dans le cadre de la première phase de travaux qui sera réalisée entre le 4^{ème} Trimestre 2017 et fin 2019, le programme du PAE comprend la réalisation complète de la voirie ainsi que l'amenée des réseaux secs et humides qui desserviront les nouveaux logements.

ENEDIS réalisera sous la chaussée réalisée par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la pose et le raccordement extérieur au PAE d'un réseau haute tension (HTA) en 20kV. Les postes de distribution en limite du PAE sont laissés à la charge des promoteurs.

Le montant des travaux de raccordement est estimé par ENEDIS à 144 770,59 euros TTC. La participation de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera de 60 % conformément à la loi SRU/UH. Le montant de ce projet de raccordement est pris en charge par ailleurs à 79,14 % par les promoteurs COGEDIM et BNP PARIBAS.

Il est ainsi proposé d'approuver la convention de raccordement avec ENEDIS dans le cadre du Le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) « Les Parantes-La Claire ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient d’approuver la convention de raccordement avec ENEDIS dans le cadre du Le Programme d’Aménagement d’Ensemble (PAE) « Les Parantes-La Claire », à Marseille 13^{ème} ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

VOI 013-698/17/CT

■ Approbation d'une convention de raccordement avec GRDF dans le cadre du plan d'aménagement d'Ensemble Les Parantes-La Claire à Marseille - 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DIFRA 17/15514/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218.7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport au Conseil de la Métropole présenté ci-après :

Par délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé le Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) sur le secteur des Parantes-La Claire à Marseille (13ème arrondissement).

Le programme de l'opération de desserte du PAE a été découpé en deux phases de travaux. La première phase consiste à réaliser de la voie U372, du boulevard Bara et ses prolongements sur l'avenue Dalbret et le chemin de la Grave. La seconde phase concerne le réaménagement du chemin de la Grave et la création de la U378 sur environ 180m, entre le chemin de La Grave et le boulevard Bara.

Dans le cadre de la première phase de travaux qui sera réalisée entre le 4ème Trimestre 2017 et fin 2019, le programme du PAE comprend la réalisation complète de la voirie, ainsi que l'amenée des réseaux secs et humides qui desserviront les nouveaux logements.

Pour l'alimentation en gaz du PAE, la Métropole Aix-Marseille-Provence prend en charge dans le cadre des travaux de voirie, les terrassements préalable à la pose de la conduite de gaz. Par cette convention, GRDF s'engage à prendre intégralement à sa charge, la pose du réseau d'alimentation du gaz sur le fond de fouille ainsi réalisé par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il est ainsi proposé d'approuver la convention de raccordement avec GRDF dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) «Les Parantes-La Claire».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération URB 010-1163/07/CC du 17 décembre 2007 ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'approuver la convention de raccordement avec GRDF dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) «Les Parankes-La Claire», à Marseille (13^{ème} arrondissement) ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

VOI 014-699/17/CT

■ Déclassement du domaine public routier métropolitain d'emprises issues de l'avenue de la Savine - Marseille 15^{ème} arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DAEP 17/15508/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du code général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis de rapport présenté ci-après :

Le secteur de la Savine, situé dans le quartier des Borels dans le 15^{ème} arrondissement fait l'objet d'un vaste programme de rénovation urbaine pour améliorer l'habitat, la voirie et les équipements publics.

C'est un territoire prioritaire de la politique de la ville qui comporte environ 780 logements pour 2500 habitants.

La rénovation urbaine prévoit la requalification profonde des voiries existantes et l'enfouissement des réseaux pour en faire des espaces publics de qualité mêlant qualité et fonctionnalité.

Cette opération d'aménagement a été concédée à la Soleam par la Ville de Marseille. Cette concession a fait l'objet d'un avenant du 3 juin 2016 substituant la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille.

Dans le secteur Savine Tuves, le projet prévoit l'installation, au sud du boulevard de la Savine, d'un nouvel équipement rassemblant centre social et crèche.

Le réaménagement du boulevard de la Savine s'inscrit dans ce programme global d'aménagement de réhabilitation et de constructions neuves.

Aujourd'hui, le boulevard de La Savine, à son embranchement avec le chemin du Vallon des Tuves, est une voie surdimensionnée, divisée en deux parties. Une voie montante avec une chaussée d'environ 8 mètres, une sur largeur de 3 mètres réservée à l'arrêt du bus numéro 30 et un trottoir d'environ 3 mètres 50

mètres puis une voie descendante d'une chaussée large de 7 mètres avec la même configuration que celle montante : deux surlargeurs de 11 mètres réservées aux arrêts du bus 30 et un trottoir de 3 mètres 50. Il s'élargit, après le chemin de La Pagode, pour passer à douze mètres.

Le projet d'aménagement prévoit une voie de 6,50 m de largeur avec du stationnement en long (des deux côtés quand cela sera possible). Ces stationnements sont accompagnés d'espaces verts. L'emprise de la voie a été modifiée ainsi que son fonctionnement. La voie a été redressée.

La circulation des voitures ne fera plus le tour de l'îlot central au profit de la création d'un véritable pôle bus qui comprend le nouveau terminus de la ligne BHNS N°2 finissant actuellement sur le boulevard du Bosphore. Il est composé d'un îlot qui fait le lien entre les différents arrêts et de la voie de retournement du bus BHNS (terminus dans le pôle bus). L'arrêt existant de la ligne 30 est avancé de quelques mètres. Le projet prévoit la création de trois abris bus. L'îlot végétalisé sera modifié dans sa géométrie mais sera aussi replanté d'arbres.

Au droit des nouvelles limites du boulevard de la Savine, la construction par la Soleam du nouvel équipement rassemblant centre social et crèche, nécessite de déclasser du domaine public routier communautaire une superficie de 134 mètres carrés (correspondant aux lots J,O sur le plan parcellaire joint) afin de les céder à la Soleam. Sa suppression ne générera aucune gêne pour l'usager. Elle est incluse dans un périmètre clôturé qui n'est pas accessible à la circulation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de la Voirie Routière ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le programme de rénovation urbaine sur le secteur Savine Tuves ;
- Les bénéfices attendus du réaménagement du boulevard de la Savine au droit du projet de crèche et de centre social.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport « Déclassement du domaine public routier d'emprises issues de l'avenue de la Savine – 13015 Marseille.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	119
Voix Contre	21
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Samia GHALI - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO - Nouriati DJAMBAE

VOI 015-700/17/CT

■ Approbation de l'affectation d'une opération d'investissement relative à la réalisation de l'aménagement du boulevard Paul Peytral à Marseille 13006

Information du Conseil de Territoire DRM 17/15596/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent procéder à l'aménagement du boulevard Paul Peytral sis dans le sixième arrondissement de la Ville de Marseille.

Ce boulevard se situe entre la rue de Rome et la rue Paradis. Il jouxte la place de la Préfecture, et présente une forte densité de circulation.

Les travaux consistent en la rénovation du revêtement de la chaussée au droit de la place Félix Barret constitué de dalles en granit, qui se déstabilisent sous les circulations des véhicules lourds (Bus RTM), ce qui rend le site dangereux pour les usagers.

Des réparations partielles en pièces d'enrobés ont déjà été effectuées, mais l'ensemble rend un aspect patchwork inesthétique. La solution est donc de déposer les dalles restantes en respectant les alignements de trottoirs et de mettre en place des produits bitumineux gris de qualité qui se marient avec le granit environnant et présentent toutes les caractéristiques techniques nécessaire à la circulation.

La surface à prendre en compte est de 1 500 m².

Des co-financements seront notamment recherchés auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la réalisation de cette opération.

Pour permettre cet aménagement, il est nécessaire de prévoir l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 300 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence va être saisi de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement décrite ci-dessus.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour l'aménagement du boulevard Paul Peytral à Marseille.

VOI 016-701/17/CT

■ **Approbation d'une convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune d'Ensuès-la-Redonne pour l'aménagement de la voie de liaison salle des fêtes-école**

Avis du Conseil de Territoire DPEPVC 17/15396/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

La Commune d'Ensuès-la-Redonne et la Métropole ont engagé un projet visant à aménager la voie de liaison salle des fêtes-école.

Cette opération s'inscrit à proximité du programme de logements des Coullins réalisé sous forme de Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) pour lequel la Métropole aménage, en deux tranches, les voies de desserte. La première tranche du PAE a été finalisée en 2014, la seconde tranche est en cours d'études.

Dans la continuité de l'aménagement de ce secteur, la voie de liaison salle des fêtes-école sera requalifiée. Un parking sera réalisé en bordure du boulodrome. Afin de sécuriser les différents usagers du secteur, des trottoirs aux normes PMR ainsi que des pistes cyclables seront aménagés.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la Métropole, et de la Commune d'Ensuès-la-Redonne, visant à requalifier la voie de liaison salle des fêtes école, la Métropole et la Commune ont adopté des règles de cofinancement des travaux.

La présente convention, prise dans le cadre de l'aménagement de la voie de liaison salle des fêtes-école, a donc pour objet de confier à la Métropole Aix-Marseille-Provence la maîtrise d'ouvrage des travaux de compétence communale :

- réalisation de l'éclairage public,
- réalisation du génie civil pour l'arrosage,
- réalisation du génie civil pour la fibre optique et la vidéosurveillance.

Elle a également pour objet de définir les conditions de reprise en gestion des parties d'ouvrages par la Commune qui devra en assurer l'entretien et l'exploitation à l'issue des travaux.

La Métropole Aix-Marseille-Provence sera alors seule compétente pour la passation, l'attribution et

l'exécution des marchés, la réalisation des études et des travaux.

La prise en charge par la Commune sera mobilisée par voie de remboursement.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole N° VOI 001-154/13/CC du 22 mars 2013 portant approbation de la création et de l'affectation des autorisations de programme destinées aux opérations de voirie sur les voies communautaires et leurs dépendances ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole N° FCT 014-104/14/CC du 23 mai 2014 portant approbation de la revalorisation et de l'affectation des autorisations de programme de l'Espace Public Voirie - Circulation dans le cadre du Budget Primitif 2014 ;
- La délibération du Conseil de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole N° VOI

001-769/15/CC du
19 février 2015 portant approbation de la
revalorisation et de l'affectation des
autorisations de programme de l'Espace
Public Voirie - Circulation dans le cadre
du Budget Primitif 2015.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient de procéder à l'aménagement de la voie de liaison salle des fêtes-école, sur la commune d'Ensuès-la-Redonne ;
- Qu'il apparaît opportun pour des raisons financières et techniques que les travaux soient réalisés sous une maîtrise d'ouvrage unique.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable au rapport « Approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de remboursement des travaux avec la commune d'Ensuès-la-Redonne pour l'aménagement de la voie de liaison salle des fêtes-école ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

VOI 017-702/17/CT

■ Approbation de l'affectation d'une opération d'investissement relative à l'aménagement du boulevard Urbain Multimodal/RD368 à Gignac-La-Nerthe

Information du Conseil de Territoire DRM 17/15595/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La commune de Gignac-La-Nerthe ainsi que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent requalifier une partie de la RD 368 traversant d'Est en Ouest son territoire. La partie visée s'étend de la passerelle jusqu'au rond-point des Granettes.

En effet, cette voie, caractérisée par des accotements non aménagés et un important trafic routier lié bien souvent à une vitesse excessive des véhicules, est extrêmement routière. Elle privilégie largement le véhicule en accueillant sur son axe de nombreux convois exceptionnels.

La commune souhaite en outre répondre à la forte demande de logement en projetant des opérations immobilières, notamment à l'Est de son territoire, ce qui implique la mise en lien de ces nouvelles zones d'habitation avec le cœur de ville. Les espaces fonciers à proximité de la gare et de la RD 368, pourraient donc devenir des sites de développement de l'habitat dans une opération d'organisation globale et de densification à étudier dans un projet urbain.

Pour atteindre ces objectifs, la municipalité a sollicité la Métropole pour transformer la RD 368 en boulevard urbain multimodal (BUM). Avec cet aménagement, il s'agit de retrouver une circulation routière apaisée et ralentie, d'offrir des espaces sécurisés pour les piétons, deux roues, avec des aménagements paysagers et un mobilier urbain de qualité afin d'embellir l'entrée de ville.

L'opération consiste à requalifier la route en boulevard en modifiant les profils et en réduisant la vitesse, tout en sécurisant les intersections par des carrefours à feux et facilitant ainsi les traversées piétonnes. Les transports collectifs seront favorisés, avec un partage de l'espace et une diversification des usages pour donner de la place aux modes actifs piétons et vélos.

Les travaux correspondants consistent en l'aménagement d'une voie à double sens de circulation d'une largeur de 5,30 mètres comportant des trottoirs de largeur variable de part et d'autre de la voie. L'enfouissement des réseaux, la mise en conformité des places de stationnement et l'aménagement paysager est à envisager en complément. Le linéaire total du projet est de 1 500 m, pour une surface totale de 47 550 m².

Des co-financements seront recherchés notamment auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la réalisation de cette opération.

Pour permettre cet aménagement, il est nécessaire de prévoir l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 9,5 millions d'euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence va être saisi de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement décrite ci-dessus.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour l'aménagement du boulevard Urbain Multimodal/RD368 à Gignac-la Nerthe.

VOI 018-703/17/CT

■ Approbation de l'affectation d'une opération d'investissement relative à la réalisation de l'aménagement de la rue des Chantons à Plan-de-Cuques

**Information du Conseil de Territoire
DRM 17/15597/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La commune de Plan-de-Cuques et la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaitent procéder à l'aménagement de la rue des Chantons.

Cette opération doit permettre la desserte des futures opérations immobilières « Le Grand Hilaire » et « Le Moulin du Mail », de 80 logements, en bordure du Mail du Général de Gaulle à Plan de Cuques.

Ces projets immobiliers sont desservis par la rue des Chantons dont le profil correspond à un plateau unique de largeur variable entre 4,5 et 7,5 m. En limite Est, une voie sans nom non ouverte à la circulation publique sépare les futurs bâtiments de la Caisse Primaire d'Assurance .

Il s'agit d'élargir la rue des Chantons afin de créer une chaussée de 6 m à double sens et deux trottoirs de 1,5 m; une aire de retournement en fond d'impasse est également prévue.

Il est envisagé pour la voie sans nom un aménagement d'un sens unique sortant avec reprise du raccordement sur le mail Charles De Gaulle dans le but de créer une chaussée de 4,5 m et un trottoir côté projet immobilier de 1,50 m.

Des co-financements seront notamment recherchés auprès de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône pour la réalisation de cette opération.

Pour permettre cet aménagement, il est nécessaire de prévoir l'affectation d'une opération d'investissement d'un montant de 500 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence va être saisi de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement décrite ci-dessus.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'approbation de la création et l'affectation d'une opération d'investissement pour l'aménagement de la rue des Chantons sur la commune de Plan-de-Cuques

Commission "Urbanisme, PLUI"

URB 001-704/17/CT

■ **Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille. Approbation de la procédure de modification n° 3 d'ordre général**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 17/15471/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

La délibération d'approbation de la modification n°3 du PLU de la commune de Marseille, par le Conseil de la Métropole, satisfait aux conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités. Le Conseil de Territoire est donc saisi pour avis sur le projet de cette délibération.

Présentation du rapport :

Le Conseil Municipal de la Ville de Marseille, considérant que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) nécessitait des adaptations liées au contexte évolutif et aux objectifs de développement de la ville en cohérence avec les objectifs de la « Charte Qualité Marseille », et afin de permettre la réalisation des projets mettant en œuvre la politique d'habitat et de développement économique de la ville, a demandé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, par délibération du 16 décembre 2015, d'engager une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme pour permettre la prise en compte de réflexions en matière d'urbanisme et d'aménagement.

Par délibération en date du 21 décembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a donc approuvé l'engagement de la procédure de modification n°3 d'ordre général du Plan Local d'Urbanisme.

Depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU ». Au regard du nouveau contexte métropolitain et législatif, la Métropole par délibération du 28 avril 2016, a décidé de poursuivre la procédure de modification n°3 du PLU de Marseille engagée par l'ancienne Communauté Urbaine dans le respect des délibérations cadres relatives à la répartition des prérogatives entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Cette modification qui ne change pas les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU de Marseille, a été soumise à une enquête publique qui s'est déroulée du 09 janvier au 08 février 2017. Elle porte notamment sur :

Les opérations visées ci-dessus concernant :

- La Zone d'Aménagement Concerté St-Louis et ses abords (15ème)
- La Zone d'Aménagement Concerté des Hauts de Sainte-Marthe (13ème et 14ème)
- La Zone d'Aménagement Concerté Capelette (10ème)
- L'opération St Marcel (11ème)
- L'Opération d'Intérêt National Euroméditerranée (ZAC Cimed et ZAC Littorale)
- Le Projet Rénovation Urbaine Notre Dame Limite - Solidarité (15ème)
- Le Projet Rénovation Urbaine la Savine – Vallon des Tuves (15ème)
- Le Projet Rénovation Urbaine Picon – Busserine (14ème)
- Le Projet Rénovation Urbaine Malpassé (14ème)
- Le Projet Rénovation Urbaine Saint Mauront – Auphan Charpentier (3ème)
- Le projet de l'Estaque maritime (16ème)

Outre la nécessité de modifier le PLU afin de prendre en compte les grandes opérations, cette modification porte également notamment sur :

- L'adaptation intégrant des évolutions en matière de zonage et/ou de règlement pour permettre la réalisation de projets ou de dossiers validés, la préservation des caractéristiques de certains noyaux villageois ou quartiers pavillonnaires ;

- L'inscription de nouveaux espaces boisés classés ou protections d'éléments végétaux participants à la trame verte, aux continuités écologiques et à la préservation de la biodiversité locale ;
- L'inscription d'un périmètre d'attente pour un projet d'aménagement global (Michelet Sud) et d'un périmètre de prescription de hauteurs particulières (vélum sur le noyau villageois des Camoins) ;
- L'ajustement ou la création d'emplacements réservés, d'alignements, de servitudes, de prescriptions suite à l'aboutissement des études techniques correspondantes ;
- La réduction ou la suppression d'emplacements réservés suite à des mises en demeure d'acquiescer sans suite, ou déclarées inutiles ;
- Des dispositions précisées pour certaines séquences architecturales remarquables (Avenue du Prado et Michelet Sud) ;
- La correction mineure ou l'ajout de nouvelles fiches patrimoniales relatives à des éléments, édifices, bâtiments... à protéger (tome 3 du règlement) ;
- La création de deux nouvelles Orientations d'Aménagement (O.A) : la Savine/Vallon des Tuves, Font-Vert/Picon-Busserine et la modification de trois autres O.A. : Euroméditerranée II, Saint-Louis, la Nerthe/l'Estaque.
- La rectification d'erreurs matérielles...

Conformément au code de l'urbanisme, le dossier d'enquête publique a été notifié à l'ensemble des personnes publiques associées. Ainsi les avis du Parc National des Calanques, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, de Monsieur Le Préfet des Bouches-du-Rhône, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et de l'Architecte des Bâtiments de France ont été joints au dossier d'enquête publique.

La Ville de Marseille et la Métropole ont répondu tout au long du déroulement de l'enquête publique, à toutes les requêtes sur lesquelles la commission avait sollicité l'avis des deux collectivités, à l'exception de celles qui n'appelaient aucune réponse.

La Commission d'enquête dans son rapport remis au Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence le 23 mars 2017, a émis en conclusion un avis favorable à la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille assortie d'une recommandation.

- La recommandation de la commission est la suivante :

« Concernant l'observation F8 (page 48 du rapport d'enquête) relative à la demande de la Ville de Marseille d'inscrire un vélum de 17m dans le cadre d'un projet de développement de Marseille Immunopole sur le secteur de Luminy, la commission

invite le maître d'ouvrage à réétudier la présente modification après avoir consulté à nouveau les services incendies ».

Les droits à construire existants basés sur des hauteurs maximales de 28m autorisées par la zone UGE (grands équipements) ne sont pas adaptés au projet et à ses objectifs d'insertion architecturale, paysagère et de commercialisation.

En conséquence, il est décidé de maintenir l'inscription d'un vélum de 17m qui permettra de limiter sur le site concerné, les hauteurs des futurs bâtiments, implantations qui préserveront la structure paysagère existante (talweg, forte pente), à proximité des voies d'accès, et qui privilégieront les parties pas ou peu boisées en prenant en compte les obligations en matière de défense incendie qui seront préconisées par les services concernés.

• D'autres requêtes issues de l'enquête publique ont reçu un avis favorable de la Commission d'enquête :

- Concernant le secteur de Bois Luzy, qui a concentré un nombre relativement important d'observations (dont le CIQ Bois Luzy), la Commission d'enquête s'est prononcée favorablement à la demande d'extension de la zone UR1 (au lieu de UR3) sur tout le secteur pavillonnaire de Bois Luzy, tout en soulignant que l'application des dispositions retenues gèle tout développement urbanistique du secteur. Il est décidé de suivre l'avis de la Commission d'enquête sur l'extension de la zone UR1.
- Concernant la suppression de l'emplacement réservé pour équipements divers ER70Z12, il est décidé de suivre l'avis de la Commission d'enquête exprimé dans son rapport suite à la requête de la fédération des CIQ du 7ème arrondissement, en maintenant dans le PLU le dit emplacement réservé.
- Suite à l'enquête publique et à la demande de la Mairie des 15ème et 16ème arrondissements et des Associations, il est également décidé de ne pas reclasser en zone UEa (dédiée à l'économie productive essentiellement) les terrains situés 480 Chemin du Littoral, et donc de les maintenir en zone UEt (zone économique de transition) et UR1 (tissu pavillonnaire).

• Enfin, plusieurs requêtes formulées à l'occasion de cette enquête publique et qui concernent des modifications qui ne figuraient pas au dossier d'enquête publique ont obtenu un avis favorable de la Commission d'enquête. Il s'agit des observations suivantes (voir rapport d'enquête) :

- SCI Docks de Saumaty (16ème) : zone UEa à

modifier en UP1a,

- Société Henry BLANC (10ème) : zone UAe1 à modifier en UEt,
- SOLEAM et Mme CARADEC : O.A. de St Louis (15ème) : suppression de l'indication lieu de culte,
- EUROMEDITERRANEE : modifications de zonages, de règlement, d'emplacements réservés, de l' Orientation d' Aménagement, ainsi que la rectification d'erreurs matérielles,
- MM BRESSON, SCHINDLBECK, FOUQUE, Sté VILLENova, Mme FOUQUE DES CRESSONNIERES : modification de l'article 10-3 de la zone UA (hauteur des rez-de-chaussés le long des rues en pente).

Par ailleurs la Société ATAC du groupe AUCHAN a sollicité lors de cette enquête publique une évolution du règlement de la zone UT pour permettre une extension/réhabilitation des surfaces commerciales.

En effet l'article 13.2 de la zone UT dispose que 60% au moins de la surface du terrain d'assiette d'une opération de construction doivent être affectés à des espaces végétalisés, cette disposition ne s'appliquant pas, en cas d'impossibilité d'y satisfaire, à l'occasion d'opérations de réhabilitation, d'extension et de changement de destination (article 13.2.1).

Hors selon l'annexe terminologique du PLU, les extensions limitent à 250m2 toute augmentation de surface de plancher existante, sans distinction de la vocation des constructions, seuil suffisant pour l'agrandissement de constructions d'habitation, mais par contre incompatible au développement des polarités commerciales existantes en zone UT.

Pour faire suite à cette demande d'évolution des commerces existants, également souhaitée par d'autres enseignes commerciales, il est décidé après examen, la Commission d'enquête n'y étant pas opposée, d'adapter la règle en conséquence.

Aussi sur la base des observations consignées lors de l'enquête publique, la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence proposent que soient prises en compte dès à présent dans la modification n°3, les demandes susmentionnées qui contribuent à une amélioration du PLU de Marseille en cohérence avec les orientations du PADD.

Conformément à la délibération Cadre, approuvée par la Métropole, relative à la répartition des prérogatives entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence pour les procédures de modification des PLU existants, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a émis un avis sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme avant son approbation par le Conseil de la Métropole.

Le présent dossier qui nous est présenté concerne les pièces du Plan Local d'Urbanisme modifié : rapport de présentation (Tome 0), règlement (tomes 1, 2, 3, 4 et 5), planches graphiques (A et C), Orientations d'Aménagement, telles que soumises à l'enquête publique et mises au point selon les modalités précédemment exposées suite aux conclusions formulées par la Commission d'enquête.

Conformément à l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire de Marseille Provence a été saisi, par courrier du Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour avis sur le présent projet de délibération.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de Communauté du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 dite délibération Cadre – Répartition des prérogatives relative à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) entre le conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire – Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille du 16 décembre 2015, demandant à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole d'engager la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole du 21 décembre 2015, approuvant l'engagement de la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;
- L'arrêté du Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole,

n°15/481/CC

du 22 décembre 2015, engageant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Marseille ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 de poursuite de la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille ;
- L'arrêté du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, n°16/006/CT du 17 novembre 2016, prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative au projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme ;
- L'avis de la commission d'enquête en date du 23 mars 2017, sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil Municipal de Marseille, donnant un avis favorable sur la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La lettre de saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence par le Président de la Métropole pour avis sur la présente délibération.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que depuis le 1^{er} janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exercice de la compétence « PLU », et a décidé de poursuivre la procédure de modification n°3 du PLU de la commune de Marseille engagée par la Communauté urbaine ;
- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve la modification n° 3 du PLU de Marseille suite à l'enquête publique et à l'avis favorable de la commission d'enquête ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donner un avis sur le projet de délibération du Conseil de la Métropole d'approbation de la modification n° 3 du PLU de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l'approbation du projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Marseille tel qu'annexé à la présente.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	95
Voix Contre	21
Abstentions	24

Adoptée

Ont voté contre :

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Samia GHALI - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO - Nouriati DJAMBAE

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 002-705/17/CT

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove - Approbation de la procédure de modification n°5

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15472/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération «Plan Local d'Urbanisme du Rove - Approbation de la modification n°5» satisfait aux conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités.

Le Conseil de Territoire est donc saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le Territoire de Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et des documents en tenant lieu.

Par délibération du 9 juin 2016, la commune du Rove a saisi le Conseil de Territoire Marseille- Provence pour qu'il demande au Conseil de la Métropole l'engagement d'une procédure de modification afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Douard, classé en zone d'urbanisation future non réglementée à vocation mixte « AU3 » au Plan Local d'Urbanisme en vue d'accueillir de nouvelles activités économiques.

L'ouverture à l'urbanisation de cette zone est justifiée par plusieurs éléments.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs de développement de la commune en termes d'accueil de nouvelles activités économiques et de création d'emplois, conformément au Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU.

La commune ayant récemment permis la création de plus de 200 logements dont 119 logements sociaux situés au chemin Saint-Roch, elle souhaite désormais favoriser le développement des entreprises créatrices d'emplois. Situé en entrée de ville sur la D568, ce projet sera réalisé sous la forme d'une opération d'ensemble répondant à des critères de qualité urbaine, architecturale et paysagère.

Par ailleurs, il convient de mettre à jour les servitudes d'utilité publique annexées au PLU du Rove.

Le Conseil de Territoire a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove par délibération n° HN 016-060/16/CT en date du 24 juin 2016.

Par délibération n° URB 007-622/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove.

Par arrêté n° 16/531/CM du 13 décembre 2016, Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure, par arrêté n°17/003/CT du 1^{er} février 2017.

L'enquête publique s'est déroulée au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie du Rove du lundi 6 février 2017 au mardi 7 mars 2017 inclus.

Un courrier de la Société Marseillaise de Transports Routiers et de Transit (SMTRT) représentée par Monsieur Thomas Pellegrin daté du 7 mars 2017 est annexé au registre. Cette entreprise implantée au Douard depuis plusieurs décennies souhaite rester sur place et poursuivre son activité de transport routier et de transit à la condition de pouvoir faire évoluer ses installations. Cette demande ayant recueilli l'avis favorable de la commune, il est décidé d'apporter des modifications mineures au dossier afin de permettre à l'entreprise de se développer. Ces modifications portent sur :

- La suppression de l'emplacement réservé n°86 (espace-vert au profit de la commune) ; cet espace-vert sera aménagé à l'intérieur de la propriété de la SMTRT, conformément à l'orientation d'aménagement ;
- L'ajustement de l'emprise de l'emplacement réservé de voirie n°8 (élargissement du chemin Saint-Roch) au droit de la Société Marseillaise de Transports Routiers et de Transit afin de permettre la mise à quai des camions et autres remorques nécessitant un dégagement important ;
- La modification de l'accès principal de la zone AUE qui se fera à l'entrée du chemin Saint-Roch en lieu et place de l'accès actuel pour éviter le passage des camions sur cette voie

desservant par ailleurs de nombreux logements.

- La modification de l'article 13 de la zone AUE qui réduit la bande dédiée aux espaces verts le long du chemin Saint-Roch pour faciliter les manœuvres des poids-lourds.

Une erreur matérielle à l'article 12 de la zone AUE est corrigée pour le stationnement des deux roues qui ne concerne que les activités artisanales; les commerces et l'industrie n'étant pas autorisés.

L'orientation d'aménagement prend en compte ces nouvelles modifications tout en conservant ses exigences en matière de qualités urbaines, architecturales et paysagères.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Simon Bernard, a émis un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove portant sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur du Douard.

Le Conseil Municipal de la commune du Rove a, par délibération, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°5 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 dite délibération Cadre - Répartition des compétences relative à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal du Rove du 9 juin 2016 saisissant le Conseil de Territoire Marseille Provence pour qu'il demande au Conseil de la Métropole l'engagement d'une procédure de modification de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n° HN 016-060/16/CT du 24 juin 2016 du Conseil de Territoire Marseille-Provence demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove ;
- La délibération n° URB 007-622/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole sollicitant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove ;
- L'arrêté n°16/531/CM de Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant la procédure de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove ;
- L'arrêté n°17/003/CT du 1^{er} février 2017, Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure ;
- L'avis favorable de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat par courrier du 24 janvier 2017 ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur en date du 28 mars 2017 sur le projet de modification n°5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove ;
- La délibération du Conseil Municipal du Rove donnant un avis favorable à l'approbation de la modification n°5 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Plan Local d'Urbanisme du Rove - Approbation de la modification n°5 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative l'approbation de la modification n° 5 du Plan Local d'Urbanisme du Rove ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donner un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Plan Local d'Urbanisme de la commune du Rove - Approbation de la modification n°5 ».

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

URB 003-706/17/CT

■ Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Allauch. Approbation de la procédure de modification n°2

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15473/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération «Plan Local d'Urbanisme d'Allauch - Approbation de la modification n°2» satisfait aux

conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités.

Le Conseil de Territoire est donc saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le Territoire de Marseille-Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et des documents en tenant lieu.

Par délibération du 30 mai 2016, la commune d'Allauch a saisi le Conseil de Territoire Marseille-Provence pour qu'il demande au Conseil de la Métropole l'engagement d'une procédure de modification afin de créer des emplacements réservés pour servitude de mixité sociale sur des secteurs à enjeux en zone urbaine et en zone à urbaniser à vocation d'habitat (AU1) afin de favoriser la production de logements locatifs sociaux.

Il s'agit également de permettre l'ouverture à l'urbanisation de secteurs classés en zone d'urbanisation future non réglementée à vocation d'habitat (AU1) au PLU formant des dents creuses insérées dans un tissu d'habitat individuel ou collectif et desservies par les transports collectifs.

Ces projets s'inscrivent dans les objectifs de développement de la commune en termes d'accueil de populations et de constructions nouvelles. Ils permettront de répondre également et plus rapidement aux objectifs de production de logements sociaux définis dans le Contrat de Mixité Sociale signé avec l'Etat. Des Orientations d'Aménagement annexées au PLU précisent les modalités d'ouverture à leur urbanisation.

Enfin, il convient de modifier des emplacements réservés et certaines dispositions du règlement, de corriger des erreurs matérielles et d'adapter les documents graphiques à ces modifications.

Le Conseil de Territoire a demandé au Conseil de la Métropole de solliciter du Président Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch par délibération n° HN 016-061/16/CT en date du 24 juin 2016.

Par délibération n° URB 008-623/16/CM du 30 juin 2016, le Conseil de la Métropole a sollicité du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch.

Par arrêté n° 16/544/CM du 7 décembre 2016, Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a engagé la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure, par arrêté n°17/004/CT du 14 février 2017.

L'enquête publique s'est déroulée au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie d'Allauch du mercredi 8 mars 2017 au vendredi 7 avril inclus.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Jacques BONNABEL, a émis un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Allauch sous réserve de prendre en compte les erreurs matérielles et les diverses modifications détaillées ci-après :

Il convient de corriger les erreurs matérielles suivantes:

- sur la planche graphique n°4 au lieu-dit la Pounche : l'étiquette UD1 est remplacée par UD ;
- prise en compte du rattachement de la parcelle BV 286 à la zone mitoyenne UD tel que dessiné sur la planche graphique n°5 ;
- suppression de l'emplacement réservé de voirie n°12 – chemin des Grands Louis – sur la planche graphique n°2 -tel que présenté dans le rapport de présentation.
- mise en compatibilité du règlement avec le projet LINEA tel que présenté dans le rapport de présentation;
- préciser dans le règlement qu'en zone agricole les extensions concernent également les bâtiments d'habitation existants, conformément à la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014

Certaines requêtes notées dans les registres ont reçu un avis favorable du commissaire enquêteur ; il convient de les prendre en compte :

- rétablissement de deux protections paysagères situées boulevard Enco de Pont et aux Gaspiates ;
- retour à la règle initiale de l'article 13 relative aux espaces-verts; ses dispositions n'excluent plus les équipements publics ou les places de stationnement ;
- suppression de l'emplacement réservé de voirie n°119 au droit de la parcelle BV 150, sise route des Quatre Saisons, suite à la renonciation d'acquérir du Département ;
- suppression de la servitude de mixité sociale sur la partie classée en zone UD impactée par l'orientation d'aménagement La Pounche. Toutefois l'article 7 des dispositions générales prévoit, hors zone de servitude de mixité sociale, un logement social de cinq à neuf logements inclus et 30% de logements sociaux à partir de dix logements inclus.
- classement des parcelles cadastrées BY 34, 229, 363 et 364 lieu-dit Fontvieille en zone AUE pour étendre la zone d'activités et répondre à la demande d'implantation de nouvelles entreprises ;
- modification de l'emprise de l'aire de retournement de l'emplacement réservé de voirie n°92 - chemin des

Gaspiates pour un tracé plus équitable et opérationnel ;

-suppression de l'emplacement réservé n°7 destiné à un équipement sportif sur la zone N2 des Gours ;
- réduction de l'emprise de l'emplacement réservé de voirie n°75 à 5 mètres (au lieu de 6 mètres) – Traverse A Quo de Pont.

Par ailleurs à la demande de la commune, il convient de modifier une erreur matérielle concernant le report de la zone à risque « mouvements de terrain – carrières de gypse » sur les documents graphiques, conformément à la cartographie du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles « mouvement de terrain – carrières de gypse » annexée au PLU.

Le Conseil Municipal de la commune d'Allauch a, par délibération, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°2 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy TEISSIER en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 dite délibération Cadre - Répartition des compétences relative à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille-Provence ;

- La délibération du Conseil Municipal d'Allauch du 30 mai 2016 saisissant le Conseil de Territoire Marseille Provence pour qu'il demande au Conseil de la Métropole l'engagement d'une procédure de modification de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération n° HN 017-061/16/CT du 24 juin 2016 du Conseil de Territoire Marseille-Provence demandant au Conseil de la Métropole de solliciter du Président Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch ;
- La délibération n° URB 008-623/16/CM du 30 juin 2016 du Conseil de la Métropole sollicitant du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence l'engagement de la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch ;
- L'arrêté n°16/544/CM du 7 décembre 2016 de Monsieur le président de la Métropole Aix-Marseille-Provence engageant la procédure de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch ;
- L'arrêté n°17/004/CT du 14 février 2017 de Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure ;
- Le courrier du Département du 6 avril 2017 ;
- L'avis du commissaire enquêteur en date du 17 mai 2017 sur le projet de modification n°2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch ;
- La délibération du Conseil Municipal d'Allauch donnant un avis favorable à l'approbation de la modification n°2 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Plan Local d'Urbanisme d'Allauch - Approbation de la modification n°2 » ;

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation de la modification n° 2 du Plan Local d'Urbanisme d'Allauch ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donner un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Allauch - Approbation de la modification n°2 ».

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

URB 004-707/17/CT

■ **Plan Local d'Urbanisme de la commune de Plan-de-Cuques. Approbation de la procédure de modification n°3**

Avis du Conseil de territoire DUFVS 17/15474/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération «Plan Local d'Urbanisme de Plan-de-Cuques Approbation de la modification n°3» satisfait aux conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités.

Le Conseil de Territoire est donc saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) exerce, sur le Territoire de Marseille-Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) et des documents en tenant lieu.

La commune de Plan-de-Cuques a saisi la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, par délibération du 1^{er} décembre 2015, afin de procéder à la modification de son Plan Local d'Urbanisme pour permettre l'ouverture à l'urbanisation du secteur des Plaines Ouest classé en zone d'urbanisation future non réglementée à vocation mixte «AU3» au PLU, la modification des emplacements réservés et la correction d'erreurs matérielles.

Par délibération du 21 décembre 2015, le Président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a approuvé l'engagement de la modification n°3 du PLU de Plan-de-Cuques.

Par arrêté du 22 décembre 2015, le président de la Communauté urbaine MPM a engagé la procédure de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Plan-de-Cuques.

Par délibération du 28 avril 2016, le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence a poursuivi la procédure de modification n°3 du PLU de Plan-de-Cuques.

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence a par arrêté prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure.

L'enquête publique s'est déroulée au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et en mairie de Plan-de-Cuques du mardi 7 mars 2017 au jeudi 6 avril 2017 inclus.

De nombreuses observations des administrés ont été inscrites sur les registres. Elles portent essentiellement sur les emplacements réservés de voirie. Par courrier du 6 avril 2017 joint au registre, la commune fait part de sa position sur certains emplacements réservés de voirie. En concertation avec la commune, il est décidé d'apporter les modifications suivantes au dossier de modification n°3 du PLU:

- Emplacement réservé n°41 – rue des Mourgues : l'élargissement de voirie est ramené à 8 mètres au lieu de 10 mètres comme prévu dans les documents d'urbanisme antérieurs.
- Emplacement réservé n°28 – avenue du Général Leclerc : l'élargissement à 6 mètres de cette voie s'arrête par erreur à la rue des

Boileaux. Il convient de rétablir l'élargissement de la portion manquante sur le plan jusqu'à l'avenue Frédéric Cheillon qui s'arrête au niveau de la rue des Boileaux.

- Emplacement réservé n°79 – rue des Chantons : afin d'assurer la desserte et la sécurité des piétons, l'emplacement réservé est élargi à 9 mètres au droit des parcelles BC n°83, 84 et 85.
- Emplacement réservé n°68 – création d'une voie nouvelle au quartier des Mourgues : l'emprise de cet emplacement réservé est ramené à 7 mètres dans sa partie haute (parcelle AA 289) et 4 mètres dans sa partie basse (parcelle AA 36).
- Rectification d'une erreur matérielle sur la planche graphique n°2 : rajout de l'extension de l'emplacement réservé n°111 pour l'aménagement d'un bassin de rétention paysager au vallon des Rascous tel que dessiné dans le rapport de présentation de la présente modification.

Le commissaire enquêteur, Monsieur Jacques Vernaz, a émis un avis favorable au projet de modification du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Plan-de-Cuques portant sur l'ouverture à l'urbanisation du secteur des Plaines Ouest classé en zone d'urbanisation future non réglementée à vocation mixte «AU3» au PLU, la modification des emplacements réservés et la correction d'erreurs matérielles.

Le Conseil Municipal de la commune de Plan-de-Cuques a, par délibération, donné un avis favorable à l'approbation de la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 de délégation de compétences du Conseil Métropolitain aux Conseils de Territoire ;
- La délibération du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy TEISSIER en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole du 28 avril 2016 dite délibération Cadre - Répartition des compétences relative à la modification des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local de l'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole et le Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil Municipal de Plan de Cuques du 1^{er} décembre 2015 demandant à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) l'engagement d'une procédure de modification de son Plan Local d'Urbanisme ;
- La délibération du Conseil de la Communauté urbaine MPM du 21 décembre 2015 approuvant l'engagement de la modification n°3 du PLU de Plan-de-Cuques ;
- L'arrêté n°15/479/CC du 22 décembre 2015 du Président de la Communauté urbaine MPM engageant la modification n°3 du PLU de Plan-de-Cuques ;
- La délibération n° HN 068-198/16/CM du 28 avril 2016 de la Métropole Aix-Marseille-Provence poursuivant la procédure de modification n°3 du PLU de Plan-de-Cuques ;
- L'arrêté de Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence prescrivant l'ouverture de l'enquête publique relative à cette procédure ;
- L'avis favorable du commissaire enquêteur sur le projet de modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de Plan-de-Cuques ;
- La délibération du Conseil Municipal de Plan-de-Cuques donnant un avis favorable à l'approbation de la modification n°3 de son Plan Local d'Urbanisme par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Plan Local d'Urbanisme de Plan-de-Cuques - Approbation de la modification n° 3 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative l'approbation de la modification n° 3 du Plan Local d'Urbanisme de Plan-de-Cuques ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille-Provence doit donner un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Plan Local d'Urbanisme de la commune de Plan-de-Cuques-Approbation de la modification n°3 ».

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

URB 005-708/17/CT

■ Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Saisine du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité Aménagement du Centre de Transfert Sud de la Capelette
DUFSV 17/15495/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Marseille a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire, le 28 juin 2013, puis modifié par délibérations du 3 juillet 2015 et du 21 décembre 2015.

Toutefois, des réflexions et des analyses en matière d'urbanisme et d'aménagement se poursuivent en vue

de continuer à adapter le document d'urbanisme aux objectifs de développement de Marseille.

Ainsi, il convient d'engager une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour l'aménagement du Centre de Transfert Sud de la Capelette.

En effet, plusieurs installations de traitement des déchets sont implantées dans le quartier de la Zone d'Aménagement Concerté de la Capelette, boulevard Bonnefoy :

- Un centre de transfert, permettant le déchargement des déchets, leur chargement en caissons et transport ferroviaire jusqu'au Centre de Traitement Multifilières de Fos sur Mer ;
- Une déchèterie destinée aux particuliers, la plus utilisée de Marseille avec 17 000 tonnes apportées annuellement ;
- Des services de la collecte sélective et de la propreté sont également présents sur ce périmètre.

La vétusté des équipements et la nécessité d'organiser le traitement des déchets à l'échelle métropolitaine conduisent à engager une réflexion sur l'aménagement du site.

De plus, le quartier de la Capelette est en voie de reconversion. Les friches industrielles sont progressivement remplacées par des logements, bureaux et autres activités commerciales. Les équipements techniques doivent prendre en compte cette nouvelle vocation et leur impact sur l'environnement doit être mesuré.

Des études ont été engagées avec pour objectifs :

- D'optimiser l'emprise foncière, en tenant compte de la création future de voies et de la proximité d'un tissu résidentiel,
- D'insérer les équipements dans l'environnement en minimisant les nuisances, qu'elles soient visuelles, olfactives ou auditives,
- De moderniser les installations techniques, pour améliorer des process ou faciliter l'accueil des usagers, s'agissant de la déchetterie,
- De rationaliser l'implantation des services.

Ces études ont permis d'élaborer un projet global et cohérent avec le développement du quartier. Sa mise en œuvre suppose des adaptations du zonage du PLU actuellement en vigueur.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le Territoire Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération en date du 30 juin 2016 le conseil de la Métropole, dans le cadre des textes en vigueur, a défini la répartition des compétences concernant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs.

L'objet du présent rapport est de saisir le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour permettre l'aménagement du Centre de Transfert Sud de la Capelette.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Conseil de l'Environnement ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération cadre n°URB 001-616/16/CM du 30 juin 2016 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des

Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme entre le conseil de la Métropole, le conseil de territoire et leurs présidents respectifs.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient d'engager une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille pour permettre l'aménagement du Centre de Transfert Sud de la Capelette ;
- Que depuis le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de PLU et de documents en tenant lieu, notamment pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité desdits documents ;
- Que conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil de Territoire Marseille Provence, il convient que le Conseil Territoire Marseille Provence saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence décide de saisir le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille afin de permettre l'aménagement du Centre de Transfert Sud de la Capelette.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

URB 006-709/17/CT

■ **Saisine du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence - Plan Local d'Urbanisme de Marseille - Engagement d'une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité - Opération de mise en valeur d'un bien dénommé Pavillon du Lac Parc Borely**
DUFVS 17/15527/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Marseille a saisi la Métropole, afin qu'elle engage une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour permettre l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac – Parc Borély dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille.

En effet, un projet de réhabilitation du bâtiment est envisagé par la ville de Marseille, ce dernier étant inoccupé et dégradé depuis plusieurs années. Ce projet permettra de donner à cet édifice caractéristique du Parc Borély un aspect architectural harmonieux et historique. Par ailleurs, une extension d'environ 150m² de surface de plancher sera réalisée sur l'emprise de la terrasse existante maçonnée surélevée. L'accès au bâtiment sera repensé aux normes pour les personnes à mobilité réduite (rampe...).

Dans le même temps, une réhabilitation lourde sera effectuée à l'intérieur du bâtiment ; les abords feront l'objet d'un traitement paysager (nouvelles plantations, requalification et revégétalisation des berges, restauration des milieux naturels...).

Ce projet de mise en valeur, tout en permettant de préserver un bâtiment emblématique, permettra d'offrir aux usagers mais aussi aux touristes un lieu de convivialité, d'animation et de loisir, vecteur de rayonnement culturel et récréatif pour la Ville.

Cependant, la réalisation de ce programme, nécessite que les règles fixées par le Plan Local d'Urbanisme en vigueur soient adaptées.

La loi a institué un régime de mise en compatibilité du PLU, qui permet notamment d'adapter les dispositions du document d'urbanisme, à un projet qui fait l'objet d'une déclaration d'intérêt général.

Aussi, la réalisation du projet, ainsi que les modifications à apporter au PLU, nécessitent d'engager la procédure susmentionnée.

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce sur le Territoire Marseille Provence, la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme.

Par délibération en date du 30 juin 2016 le conseil de la Métropole, dans le cadre des textes en vigueur, a défini la répartition des compétences concernant la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme (Plan d'Occupation des Sols et Plan Local d'Urbanisme) entre le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs présidents respectifs.

L'objet du présent rapport est de saisir le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'engager la procédure de déclaration de projet emportant la mise

en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour permettre l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac - Parc Borély

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Conseil de l'Environnement ;
- La demande de la Ville de Marseille sollicitant l'engagement d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille afin de permettre la réhabilitation du Pavillon du Lac – Parc Borély ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant l'élection de Monsieur Guy Teissier qualifié de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération cadre n° URB 001-616/16/CM du 30 juin 2016 de répartition des compétences relatives à la déclaration de projet emportant mise en compatibilité des Plans d'Occupation des Sols et Plans Locaux d'Urbanisme entre le conseil de la Métropole, le conseil de territoire et leurs présidents respectifs.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

- Que la commune de Marseille a saisi la Métropole Aix-Marseille-Provence afin d'engager une déclaration de projet

emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille pour permettre l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac – Parc Borély dans le 8^{ème} arrondissement de Marseille ;

- Que depuis le 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence est compétente en matière de PLU et de documents en tenant lieu, notamment pour les procédures de déclaration de projet emportant mise en compatibilité desdits documents ;
- Que conformément à la délibération cadre du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 relative à la répartition des compétences entre le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Conseil de Territoire Marseille Provence, il convient que le Conseil Territoire Marseille Provence saisisse le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence décide de saisir le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour l'engagement de la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Marseille afin de permettre l'opération de mise en valeur du Pavillon du Lac – Parc Borély.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

URB 007-710/17/CT

■ Règlement Local de Publicité intercommunal - Arrêt des modalités de collaboration avec les communes du Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15470/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et

culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération arrêtant dans le cadre du RLPI les modalités de collaboration avec les communes du Territoire Marseille-Provence satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Présentation du rapport :

L'article L. 581-14 du Code de l'environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de règlement local de publicité.

Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'environnement).

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) était la seule intercommunalité à exercer, depuis le 31 décembre 2000, les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plan d'Occupation des Sols (POS), Plan Local d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Ainsi, jusqu'au 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, et donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité, sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence (ancien

établissement public de coopération intercommunale MPM) (article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L. 581-14-3 du Code de l'environnement). Ce délai expirera le 13 juillet 2020.

Les RLP en vigueur sur le Territoire Marseille Provence ont été adoptés avant la loi Grenelle II et ne sont pas conformes à ses dispositions. Il convient donc désormais d'engager l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal à l'échelle du Territoire Marseille Provence.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L. 581-14-1 du Code de l'environnement, tout en prévoyant des étapes procédurales supplémentaires.

Conformément à l'article L. 153-8 du Code de l'urbanisme, le Règlement Local de Publicité intercommunal doit être élaboré « en collaboration avec les communes membres ». Il appartient au Conseil de la Métropole d'« arrêter les modalités de cette collaboration après avoir réuni une conférence intercommunale rassemblant, à l'initiative de son président, l'ensemble des maires des communes membres ».

Par courrier du 3 février 2017, les maires des communes du Territoire Marseille-Provence ont été conviés à la première conférence intercommunale qui s'est tenue le 28 février 2017, au cours de laquelle les modalités de collaboration suivantes ont été examinées et débattues :

- **La conférence intercommunale des maires**

Conformément au Code de l'urbanisme, la conférence intercommunale des maires des communes concernées doit être convoquée préalablement à l'arrêt des modalités de collaboration avec les communes membres et après l'enquête publique, afin que les avis joints au dossier d'enquête publique, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête y soient présentés.

Outre ces deux réunions obligatoires, il est proposé de réunir la conférence intercommunale :

- préalablement à l'arrêt du projet de RLPi par le Conseil de la Métropole ;
- préalablement à l'approbation du RLPi par le Conseil de la Métropole.

- **La saisine pour avis des conseils municipaux des communes concernées**

Conformément au Code de l'urbanisme, l'avis des conseils municipaux sur le projet arrêté doit être recueilli.

Outre cette saisine obligatoire, il est proposé de solliciter l'avis « simple » des conseils municipaux aux étapes clefs de la procédure d'élaboration du RLPi :

- Préalablement à l'adoption par la métropole de la délibération prescrivant le RLPi, et définissant les objectifs et les modalités de la concertation ;
- Préalablement à l'arrêt du projet de RLPi par le Conseil de la Métropole ;
- Préalablement à l'approbation du RLPi par le Conseil de la Métropole.

- **Le « groupe de travail RLPi »**

Afin de permettre aux communes et à leur Maire de participer aux travaux d'élaboration du RLPi il est prévu de réunir, tout au long de la procédure et autant que de besoin, « un groupe de travail RLPi ».

Il regroupera les Maires des 18 communes membres- ou leurs représentants-, accompagnés, en tout état de cause, de leurs techniciens.

En outre, ce groupe de travail sera présidé par Monsieur le Maire de Gignac la Nerthe, conseiller métropolitain et territorial (ou son représentant), qui le réunira en adressant à chacun des Maires des 18 communes une invitation écrite et ce, par tous moyens.

Le groupe de travail RLPi assurera notamment, le pilotage général de l'élaboration du RLPi et de la procédure.

Il appartient désormais au Conseil de la Métropole d'arrêter ces modalités de collaboration avec les communes membres.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant l'élection de Monsieur Guy Teissier qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2017 arrêtant dans le cadre du RLPI les modalités de collaboration avec les communes du Territoire Marseille-Provence ;
- Les avis des Communes sur la définition des modalités de collaboration avec les communes membres.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence envisage d'adopter une délibération arrêtant dans le cadre du Règlement Local de Publicité intercommunal les modalités de collaboration avec les communes du Territoire Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération au Conseil de la Métropole arrêtant dans le cadre du Règlement Local de Publicité intercommunal les modalités de collaboration avec les communes du Territoire Marseille Provence.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 008-711/17/CT

■ Règlement Local de Publicité intercommunal - Prescription - Définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation - Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15458/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération de répartition des compétences relatives au RLPI satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Présentation du rapport :

Afin de protéger le cadre de vie, le Code de l'environnement fixe les règles applicables à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique (article L. 581-2 du Code de l'environnement).

En principe, la publicité extérieure est interdite hors agglomération (art. L. 581-7 Code de l'environnement) et autorisée en agglomération (art. L. 581-9 Code de l'environnement). Les dispositions réglementaires du Code de l'environnement fixent les règles applicables aux emplacements, à la densité, à la surface, à la hauteur, à l'entretien et, pour la publicité lumineuse, aux économies d'énergie et à la prévention des nuisances lumineuses (art. L. 581-9 Code de l'environnement). Elles constituent le règlement national de publicité.

Les règles nationales concernant la publicité extérieure peuvent être adaptées aux circonstances locales dans un règlement local de publicité (art. L. 581-14 du Code de l'environnement).

L'article L. 581-14 du Code de l'environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de Règlement Local de Publicité (RLP).

Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'environnement).

Depuis le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Aggloprovence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) était la seule intercommunalité à exercer, depuis le 31 décembre 2000, les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plan d'Occupation des Sols (POS), Plan Local d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Ainsi, jusqu'au 1er janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, et donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité, sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence (ancien établissement public de coopération intercommunale MPM) (article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a modifié le régime des RLP, ce qui implique désormais d'élaborer un RLPi sur le périmètre du Territoire Marseille Provence :

- avant la loi Grenelle II du 12 juillet 2010, hors agglomération, le règlement local de publicité pouvait instituer des zones de publicité autorisée, où la publicité était admise par exception. En agglomération, le RLP pouvait instituer des zones de publicité restreinte, où les règles locales étaient plus restrictives que le règlement national de publicité, et des zones de publicité élargie, où les règles locales étaient plus souples que le règlement national de publicité ;
- depuis la loi Grenelle II, en agglomération, le règlement local de publicité ne peut désormais plus définir qu'une ou plusieurs zones où une réglementation plus restrictive que les prescriptions du règlement national s'applique (art. L. 581-14 Code de l'environnement). Hors agglomération, le RLP peut seulement autoriser la publicité « à proximité immédiate des centres commerciaux exclusifs de toute habitation et situés hors agglomération » (art. L. 581-7 du Code de l'environnement).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L. 581-14-3 du Code de l'environnement). Ce délai expirera le 13 juillet 2020.

Les règlements locaux de publicité en vigueur sur le Territoire Marseille Provence ont été adoptés avant l'entrée en vigueur de la loi Grenelle II et ne sont pas conformes à ses dispositions. Il convient donc désormais d'envisager l'élaboration d'un nouveau Règlement Local de Publicité intercommunal à l'échelle du Territoire Marseille Provence.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L. 581-14-1 du Code de l'environnement et en prévoyant des étapes procédurales supplémentaires.

Conformément aux articles L. 153-11 et L. 103-4 du Code de l'urbanisme, le Conseil de la Métropole doit prescrire l'élaboration du RLPi et préciser les objectifs poursuivis, ainsi que les modalités de la concertation avec le public :

Les objectifs poursuivis :

Au vu du contexte rappelé ci-avant, les objectifs poursuivis par l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal sont les suivants :

- assurer un traitement cohérent de la question de la publicité extérieure à l'échelle du Territoire Marseille Provence ;
- identifier les espaces à protéger pour des raisons paysagères, patrimoniales, etc ; et les protéger ;
- revoir le contenu des zones réglementées en fonction de la réglementation nationale à la suite de la réforme introduite par la loi Grenelle II et ses évolutions ultérieures ;
- réinterroger les zones de publicité autorisée instituées par certains RLP communaux au regard de l'évolution des communes concernées et des nouvelles orientations.

Les modalités de la concertation :

La concertation avec le public se déroulera de la prescription du RLPi jusqu'à la phase « bilan de la concertation et arrêt du projet de RLPi ».

Les modalités de la concertation avec le public seront les suivantes :

- un dossier de présentation du projet de RLPi, complété au fur et à mesure de l'avancement de la procédure, sera mis en ligne sur le site de la Métropole Aix-Marseille-Provence et sera mis à disposition du public au siège du Territoire Marseille Provence, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- le public pourra exprimer et faire connaître ses observations tout au long de la concertation selon les modalités suivantes :
 - o en les consignait dans les registres mis à disposition au siège du Territoire Marseille Provence, dans chacune des mairies des communes concernées, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
 - o et/ou en les adressant par écrit à l'adresse suivante :
Monsieur le Président du Territoire Marseille Provence
Concertation sur le règlement local de la publicité intercommunal
Les Docks- Atrium 10.7 BP 48014 – 13567 Marseille Cedex 02
 - o et/ou en les adressant par courrier électronique à l'adresse suivante :
rlpi-concertation.marseilleprovence@ampmetropole.fr
- Des réunions publiques seront organisées préalablement à l'arrêt du projet, afin que l'avant-projet de RLPi y soit présenté :
 - o Une générale à l'échelle du Territoire Marseille Provence ;

- o Une à l'échelle de chaque bassin de vie (ouest/est/centre) et une sur la commune de Marseille.

Les réunions publiques seront préalablement annoncées par voie de presse et par voie d'affichage.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant l'élection de Monsieur Guy Teissier qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Conseil de la Métropole du 28 juin 2017 prescrivant le RLPi, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation - Territoire Marseille Provence ;
- Les avis des Communes sur la prescription du RLPi, la définition des objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération prescrivant le RLPi, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation - Territoire Marseille Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération prescrivant le Règlement Local de Publicité intercommunal, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 009-712/17/CT

■ Délibération cadre - Répartition des compétences relatives à l'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs - Territoire Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15469/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du

Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'un avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur le projet de délibération.

La délibération de répartition des compétences relatives au RLPI satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis sur le projet de délibération précité.

Présentation du rapport :

L'article L. 581-14 du Code de l'environnement prévoit depuis la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 que l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) compétent en matière de plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu est compétent en matière de règlement local de publicité.

Le RLP doit alors être élaboré à l'échelle intercommunale (article L. 581-14 du Code de l'environnement).

Depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence est créée par fusion des six intercommunalités des Bouches-du-Rhône : Communautés d'Agglomération du Pays d'Aix, de l'Agglopolo Provence, du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Pays de Martigues, Syndicat d'agglomération nouvelle Ouest Provence et Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM).

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) était la seule intercommunalité à exercer, depuis le 31 décembre 2000, les compétences relatives à l'élaboration et à l'évolution des documents d'urbanisme : Plan d'Occupation des Sols (POS), Plan Local d'Urbanisme (PLU) des 18 communes qui la composaient.

Ainsi, jusqu'au 1^{er} janvier 2018, la Métropole exerce la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme et de documents en tenant lieu, et donc la compétence en matière de Règlement Local de Publicité, sur le seul périmètre du Territoire Marseille Provence (ancien établissement public de coopération intercommunale MPM) (article L. 5218-2, I du Code général des collectivités territoriales).

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a fixé un délai de dix ans à compter de sa publication pour mettre en conformité les RLP existants avec ses dispositions (article L. 581-14-3 du Code de l'environnement). Ce délai expirera le 13 juillet 2020.

Les RLP en vigueur sur le Territoire Marseille Provence ont été adoptés avant la loi Grenelle II et ne sont pas conformes à ses dispositions. Il convient donc désormais d'engager l'élaboration d'un Règlement Local de Publicité intercommunal à l'échelle du Territoire Marseille Provence.

La loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a simplifié la procédure d'élaboration des règlements locaux de publicité, en la « calquant » sur la procédure d'élaboration des plans locaux d'urbanisme, à laquelle renvoie l'article L. 581-14-1 du Code de l'environnement.

Le Code de l'environnement prévoit des étapes de procédure supplémentaires :

- le Président du Conseil de la Métropole pourra recueillir l'avis de toute personne, de tout organisme ou association compétents en matière de paysage, de publicité, d'enseignes et préenseignes, d'environnement, d'architecture, d'urbanisme, d'aménagement du territoire, d'habitat et de déplacements, y compris, le cas échéant, des collectivités territoriales des Etats limitrophes (art. L. 581-14-1 al. 2 du Code de l'environnement) ;
- le projet de RLPi arrêté sera soumis pour avis, avant l'enquête publique, à la commission départementale en matière de nature, de paysages et de sites, qui aura trois mois pour se prononcer (art. L. 581-14-1 al. 2 du Code de l'environnement) ;
- le RLPi fera l'objet d'une mesure de publicité particulière, puisqu'il devra être mis à disposition sur le site internet de la Métropole (art. R. 581-79 du Code de l'environnement).

Au niveau institutionnel, la Métropole se compose d'un Conseil de la Métropole présidé par le Président du Conseil de la Métropole. Toutefois la loi a créé spécifiquement pour la Métropole d'Aix-Marseille-Provence six Conseils de Territoire présidés par un Président du Conseil de Territoire. Leur périmètre se fonde sur les périmètres des six intercommunalités fusionnées.

L'article L. 5218-7, II du Code général des collectivités territoriales attribue des compétences exclusives au Conseil de la Métropole, notamment pour l'approbation du Plan Local d'Urbanisme. Les mêmes dispositions imposent au Conseil de la Métropole, à titre transitoire jusqu'au 31 décembre 2019, de déléguer aux Conseils de Territoire ses compétences non exclusives.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence sera donc chargé de la « fabrication » du projet de Règlement Local de Publicité intercommunal du Territoire Marseille Provence.

Enfin, concernant les délégations au Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, il est rappelé que :

- d'une part, en application de l'article L. 5218-7 du Code général des collectivités territoriales, le président du Conseil de Territoire exécute les délibérations du Conseil de Territoire ;
- d'autre part, par arrêté n° 17/044CM le Président du Conseil de la Métropole a délégué au Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit de la Métropole, l'exercice de certaines de ses attributions.

Ainsi en matière d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal, il relève :

- des attributions du Conseil de la Métropole : arrêter les modalités de collaboration avec les communes du Territoire Marseille Provence ; prescrire l'élaboration du RLPi ; définir les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation avec le public ; tirer le bilan de la concertation ; arrêter le projet de RLPi ; approuver le RLPi ;
- des attributions du Conseil de Territoire : fabriquer le projet de RLPi ; émettre un avis sur les projets de délibération du Conseil de la Métropole fixant les modalités de collaboration avec les communes, engageant le RLPi, arrêtant le projet de RLPi et approuvant le RLPi ;
- des attributions du Président du Conseil de Métropole, qu'il peut éventuellement déléguer au vice-président : conduire la procédure d'élaboration du règlement local de publicité intercommunal ; réunir la conférence intercommunale des maires des communes concernées ; accomplir les formalités de publicité requises pour la délibération prescrivant l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal, définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation avec le public, et notifier cette délibération aux personnes publiques associées ; notifier le projet arrêté aux personnes publiques associées, aux communes concernées, à la commission de la nature, des paysages et des sites, et, à leur demande, aux communes limitrophes, aux EPCI directement intéressés et à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ; saisir pour avis les communes concernées ; saisir pour avis le conseil de développement du projet de règlement local de publicité intercommunal arrêté ; soumettre à enquête publique le projet de règlement local de publicité intercommunal arrêté ; saisir pour avis le Conseil de Territoire Marseille Provence ; accomplir les formalités de publicité requises pour la délibération

approuvant le règlement local de publicité intercommunal.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 5218-1 et suivants ;
- La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La loi n° 2015-991 du 7 Août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code de l'Environnement, notamment ses articles L. 581-14 et suivants ;
- Le Code de l'Urbanisme notamment les articles L. 153-1 et suivants et R. 153-1 et suivants ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant l'élection de Monsieur Guy Teissier qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'arrêté du Président du Conseil de la Métropole portant délégations de fonctions au Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, Vice-Président de droit ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération au Conseil de Métropole du 28 juin 2017 relative à la répartition des compétences pour ce qui est du RLPi entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs – Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille Provence envisage d'adopter une délibération relative à la répartition des compétences pour

ce qui est du RLPi entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs – Territoire Marseille Provence ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE :

Article unique

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération au Conseil de la Métropole portant sur la répartition des compétences pour ce qui est du Règlement Local de Publicité intercommunal entre le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire Marseille Provence et leurs Présidents respectifs.

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 010-713/17/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 20 à la convention de concession passée avec la SOLEAM

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15545/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant n°20 à la convention de concession » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994 par délibération n°94/253/U. L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude. La Ville de Marseille avait préalablement confié à Marseille Aménagement la conduite de cette opération dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par le Conseil Municipal du 24 février 1992.

Le dossier de réalisation comportant le plan d'aménagement de la zone, le Programme des Equipements Publics (PEP) et les modalités prévisionnelles de financement a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

Le Conseil Municipal du 27 octobre 1997 a ensuite approuvé par délibération n°97/724/EUGE un nouveau Plan d'Aménagement de la Zone (PAZ) qui atténue la prépondérance des terrains destinés à l'activité au bénéfice de l'habitat.

Par délibération n°03/0180/TUGE du 24 mars 2003, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de création modificatif de la ZAC établi sur la base de ces nouveaux objectifs de développement.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) sur un projet global le 10 octobre 2011.

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc urbain d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le périmètre de

l'opération du Nord au Sud et dénommée l'Allée des Calanques.

Ce programme a été traduit dans les documents d'urbanisme. La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour permettre la réalisation de l'Allée des Calanques, ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

En cohérence avec les orientations définies dans le PLU, un nouveau programme des équipements publics a été approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015.

Une convention tripartite pour le versement d'une participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics de voiries, Allée des Calanques, portion de voie entre V6 et V7, parachèvement d'une partie de l'avenue de la Jarre, a été approuvée par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération du 23 octobre 2015.

Par délibération n°15/0843/UAGP du 26 octobre 2015, le conseil municipal a approuvé la modification du dossier de réalisation, le programme des équipements publics, la convention de financement tripartite ci-dessus mentionnée.

Dans ce contexte, une nouvelle étude d'impact a été réalisée en 2014 et sera jointe au futur dossier de déclaration d'utilité publique.

Par ailleurs, la Ville de Marseille s'est vue décerner en décembre 2015 le diplôme « engagé dans le labellisation » par le Ministère du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité pour l'Écoquartier du Parc des Calanques qui regroupe les quartiers en rénovation urbaine du « Secteur Hauts de Mazargues » dont la ZAC de la Jarre. Ce diplôme constitue une première étape pour créer des leviers vers la ville durable à l'échelle de ce territoire.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 18 à la concession d'aménagement en

date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole d'Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n°T1600903CO.

Au regard de cette substitution, la convention tripartite n°15/1885 concernant la participation de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole au coût de certains équipements publics, ci-dessus mentionnée, n'a plus lieu d'être. Elle est donc abrogée.

Par ailleurs, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence a approuvé le 18 mai 2017 le projet de maîtriser plusieurs emprises foncières afin de terminer la réalisation des équipements publics de la ZAC de la Jarre. Il a également habilité le Président de la Métropole à demander à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et de l'enquête parcellaire conjointe au profit de SOLEAM.

Avancement global de l'opération :

L'aménagement de ce secteur est à ce jour très largement avancé.

La ZAC prévoit dans son programme global des constructions la création de 500 logements individuels et collectifs dont environ 400 ont déjà été réalisés.

Une part de cette production s'inscrit sur des terrains privés maîtrisés par les promoteurs.

De son côté, l'aménageur a commercialisé 19 520 m² de surface de plancher pour la réalisation de logements ce qui représente 94 % de la surface de plancher de logements à céder. Il a également commercialisé environ 8 000 m² de la surface de plancher pour la réalisation d'activités ce qui représente 100 % de la surface de plancher d'activité à céder.

Au 31 décembre 2016, la plupart des équipements inscrits au programme des équipements publics de 1995 ont été réalisés. Les derniers aménagements achevés correspondent aux voies U545 (rue Irène Calmettes) et U590 (rue Yann de l'Ecotais). La voie U590, non prévue au PEP de 1995 a été inscrite en 2007 au document d'urbanisme pour améliorer le maillage viaire.

Approbation des récents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) :

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), établi au 31 décembre 2011, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°12/0719/DEVD du 9 juillet 2012. Le montant de la participation de la Ville s'élevait à 4 336 000 Euros en diminution de 533 000 Euros par rapport à l'année précédente.

Le CRAC établi au 31 décembre 2012, a été approuvé par délibération de la Ville de Marseille n°13/0475/DEVD du 17 juin 2013. Le montant de la participation de la Ville restant inchangé par rapport au CRAC précédent. L'avenant n°15 à la convention de concession, notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°14/0582/UAGP du 10 octobre 2014. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération était en augmentation de 503 372 Euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à des dépenses à engager pour assurer la desserte d'opérations immobilières en cours de réalisation ainsi que pour compenser l'augmentation du poste «mise en état des sols».

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par délibération du Conseil Municipal n°15/0472/UAGP du 29 juin 2015. La participation de la Ville à l'équilibre de l'opération d'un montant de 4 839 739 Euros était inchangée par rapport au CRAC précédent.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par la délibération du Conseil de Métropole n°16/1647/CM du 17 octobre 2016. La participation à l'équilibre du bilan était en augmentation de 211 208 euros par rapport au dernier CRAC approuvé due principalement à l'actualisation du montant de certains travaux.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 et l'avenant n°20 à la convention de concession d'aménagement passée avec la SOLEAM.

Activité de la concession sur l'année 2016 :

En 2016, l'aménageur a finalisé l'acquisition d'une emprise de 1 633 m² formant partie de l'îlot UzjC6 qui fera prochainement l'objet d'un appel à candidatures pour la réalisation d'une opération de logements.

En ce qui concerne les travaux, la SOLEAM a finalisé la voie U590 (rue Irène Calmettes) sur une portion de 150 m ainsi que le carrefour Avenue de la Jarre/rue Yann de l'Ecotais avec mise en sens unique de l'Avenue.

L'aménageur a engagé des travaux de démolition d'une bâtisse située au n°77 avenue de la Jarre.

Par ailleurs la 2^{ème} tranche du programme immobilier « La Madrague » a été livrée en novembre 2016 pour 30 logements.

En ce qui concerne les études, la SOLEAM a missionné un bureau d'études pour envisager la mise hors d'eau et hors d'air de la Serre et des bâtiments situés au 40B Av de la Jarre. Les travaux sur ces bâtiments ont été effectués en 2017.

Par ailleurs, un bureau d'étude a été missionné pour concevoir un parking sur l'îlot UzjE4 pour répondre notamment aux besoins en stationnement du futur Parc de la Jarre.

Enfin au cours de l'année 2016, SOLEAM a désigné le Groupement Guillermin/A&TU pour concevoir l'aménagement de la portion de l'Allée des Calanques traversant la ZAC, le traitement du débouché de l'impasse Karabadjakian sur le Chemin du Roy d'Espagne, le retournement de l'accès à la copropriété « Castel l'Arenas », le parachèvement d'une partie de l'Avenue de la Jarre au droit des nouveaux programmes immobiliers « La Madrague » et le « Parc de Manon » ainsi que des missions complémentaires liées au montage du dossier de DUP.

Perspectives pour les années à venir :

Les acquisitions foncières liées aux travaux des voies U590 et U545 seront finalisées en 2017.

Un dossier d'enquête préalable à la DUP sera déposé en Préfecture en juin 2017 permettant de mettre en œuvre plusieurs acquisitions foncières liées à la réalisation du Parc de la Jarre, du bouclage de l'impasse Karabadjakian sur le chemin du Roy d'Espagne et à la réalisation de l'Allée des Calanques.

Par ailleurs, il est envisagé de lancer à l'automne 2017 un appel à projet en vue de la commercialisation de l'îlot UzjC6 pour environ 40 logements.

Les études liées à la conception de l'Allée des Calanques, le traitement du débouché de l'impasse Karabadjakian sur le Chemin du Roy d'Espagne, le retournement de l'accès à la copropriété « Castel l'Arenas » et le parachèvement d'une partie de l'Avenue de la Jarre se poursuivront en 2017 avant la mise en œuvre des travaux à partir de 2018.

Le Compte-Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2016, les dépenses s'élèvent à 1 376 592 euros TTC, en augmentation de 635 649 euros par rapport aux prévisions, ce qui est dû principalement aux dépenses de maîtrise foncière en

hausse de 765 056 Euros du fait de l'acquisition par l'aménageur d'une emprise foncière sur l'îlot UzjC6 initialement programmée en 2017.

Par ailleurs, le budget travaux n'a été engagé que partiellement par rapport aux prévisions. Le poste Imprévus et Aléas d'un montant de 100 000 euros, budgétisé en 2016 n'a pas été consommé. L'écart entre le prévisionnel et le réalisé est en baisse de 101 221 euros.

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 19 500 784 euros soit 75 % du budget prévisionnel à terme. Il se répartit selon les postes suivants :

- dépenses foncières : 8 609 134 euros soit 73 % du budget prévisionnel à terme,

- dépenses Etudes : 713 446 euros soit 93% du budget prévisionnel à terme,

- dépenses travaux : 5 657 823 euros soit 64% du budget prévisionnel à terme,

- dépenses démolitions : 687 838 euros soit 97 % du budget prévisionnel à terme,

- dépenses annexes (y compris TVA résiduelle): 1 525 363 euros soit 148% du budget prévisionnel à terme,

- dépenses rémunération : 1 632 624 euros soit 76 % du budget prévisionnel à terme,

- frais financiers : 674 556 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,

Le montant total des dépenses envisagées au terme de l'opération s'élève à 25 400 043 euros TTC (soit 23 497 437 euros HT). Il se répartit entre :

- budget foncier : 11 718 798 euros soit 46% du coût de l'opération ;

- budget Etudes : 763 804 euros soit 3% du coût de l'opération ;

- budget travaux : 8 864 194 euros soit 35 % du coût de l'opération ;

- budget démolitions : 706 045 euros soit 3% du coût de l'opération ;

- dépenses annexes : 520 198 euros représentant 2% du coût de l'opération ;

- rémunération : 2 152 447 euros représentant 8% du coût de l'opération ;

- frais financiers : 674 557 euros soit 3 % du coût de l'opération.

Le montant des dépenses à terme est en augmentation de 1 129 096 euros HT par rapport au

dernier bilan approuvé. Cet écart, lié à une sous estimation initiale de certains postes par l'aménageur, se justifie notamment par :

- une augmentation de 334 704 euros HT du budget foncier lié au fait que les études de maîtrise d'œuvre lancées en 2016 ont permis de préciser les emprises à élargir pour certaines voies notamment pour la création de l'Allée des Calanques.

- une augmentation de 139 252 euros HT du budget Etudes qui résulte notamment des missions de géomètre en lien avec le montage de la DUP.

- une augmentation de 735 986 euros HT du poste travaux qui tient compte des nouvelles estimations issues des études de maîtrise d'œuvre concernant les travaux à réaliser sur la V3, l'Allée des Calanques ainsi que le retournement de l'accès à la Copropriété Castel Arénas . Ce poste intègre également une augmentation de 200 217 euros du poste Imprévus et Aléas ainsi qu'un budget de 84 030 euros lié à la mise hors d'eau et hors d'air de la Serre de la Jarre.

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 2 969 euros TTC avec un écart de 1 504 575 euros par rapport aux prévisions, essentiellement dû à la cession d'un tènement foncier pour le Parc de la Jarre budgétisé en 2016 pour 1 200 000 euros TTC mais qui sera comptabilisé seulement en 2017.

État d'avancement cumulé : le montant des recettes cumulées hors participation de la Ville ou de la Métropole au 31 décembre 2016 s'élève à 15 418 467 euros TTC et laisse apparaître un taux d'avancement de 84% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- cession de terrains aux constructeurs : 9 113 672 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,

- cession à la Ville de l'emprise du parc : 1 760 000 euros soit 55 % du budget prévisionnel à terme,

- les participations des constructeurs aux équipements publics et produits divers : 4 544 795 euros soit 100% du budget prévisionnel à terme,

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 18 381 779 euros TTC (16 640 826 euros HT) hors participation du concédant, en augmentation de 70 003 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé. Cette augmentation

résulte d'une nouvelle estimation de la recette attendue sur l'ilot UzjC6.

Il se décompose de la manière suivante :

- les cessions de terrains aux constructeurs : 10 663 773 euros (58% des recettes de l'opération)

- la cession à la Ville de l'emprise du parc de la Jarre : 3 165 002 euros (17% des recettes de l'opération)

- les participations des constructeurs aux équipements publics, produits financiers et divers : 4 553 004 euros (25% des recettes de l'opération)

Participations constructeurs :

Le montant cumulé au 31 décembre 2015 s'élève à 4 347 821 euros dont 33 642 euros reversés à l'opération par la Ville et 4 314 179 euros perçus directement par l'aménageur auprès des constructeurs. Il n'est pas attendu de recettes supplémentaires jusqu'au terme de l'opération.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

Cette participation s'élève à 5 597 960 euros TTC en hausse de 547 013 euros TTC au regard du précédent bilan dont 1 744 000 euros sous forme d'apport en foncier versés par la Ville de Marseille en 2015, 1 553 366 euros de participation numéraire déjà versés par la Ville de Marseille, 2 300 594 euros restant à verser par la Métropole Aix-Marseille-Provence en hausse de 547 013 euros du fait de l'ajustement du coût des travaux, de la modification du programme d'intervention sur la voie V3 et d'une augmentation du poste imprévus et aléas.

L'échéancier de versement du solde de la participation numéraire de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'équilibre du bilan s'établit comme suit :

Exercice 2018 : 1 542 372 euros

Exercice 2019 : 547 013 euros

Exercice 2020 : 211 209 euros

Participation du concédant au coût de certains équipements publics de voiries :

Cette participation s'élève à 1 928 518 euros TTC en augmentation de 698 496 euros TTC par rapport au dernier bilan correspondant à un ajustement du coût des travaux estimés par le maître d'œuvre concernant les ouvrages Allée des Calanques et parachèvement de l'Avenue de la Jarre ainsi que l'intégration du coût des acquisitions nécessaires pour la réalisation de ces ouvrages.

L'échéancier de versement de la Métropole Aix-Marseille-Provence au coût de ces équipements publics s'établit comme suit :

Exercice 2018 : 700 000 euros

Exercice 2020 : 1 228 518 euros

Solde de Trésorerie :

Le solde est négatif au 31 décembre 2016 pour un montant de 463 823 euros soit un écart de 2 140 228 euros par rapport aux prévisions envisagées pour 2016 dans le dernier bilan approuvé. Il devient positif sur 2017 et 2018 sans versement de participation d'équilibre.

Les emprunts déjà contractés au 31 décembre 2016 s'élèvent à 1 981 837 euros et sont remboursés. Il n'est pas prévu de recourir à l'emprunt jusqu'à l'échéance de l'opération en 2020.

Un avenant n°20, pour acter les augmentations des participations du concédant à l'équilibre du bilan et au coût de certains équipements publics de voirie, ainsi que leurs calendriers de versement, est soumis à notre approbation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant n°20 à la convention de concession ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement, à la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan et à l'approbation de l'avenant n°20 à la convention de concession ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté de la Jarre à Marseille 9ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant n°20 à la convention de concession ».

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	24

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU -

Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 011-714/17/CT

■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - ZAC de la Jarre Marseille

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15456/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Située dans le 9^{ème} arrondissement de Marseille, aux portes du Parc National des Calanques, la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre s'étend sur un territoire de 22 hectares.

Le dossier de création de cette opération d'aménagement a été approuvé par le Conseil Municipal de Marseille le 29 avril 1994, par délibération n°94/253/U.

L'objectif initial de cette ZAC était d'accueillir des activités économiques dans le Sud de la Ville en lien avec la dynamique des ZAC de Bonneveine et de la Soude.

Le dossier de réalisation a été approuvé par le Conseil Municipal en date du 27 janvier 1995 par délibération n°95/40/U.

La ZAC de la Jarre se situe également dans le secteur Soude Hauts de Mazargues sur lequel un programme de rénovation urbaine (PRU) a été contractualisé avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU).

Ce programme prévoit dans le périmètre de la ZAC de la Jarre la réalisation d'un parc urbain d'environ 3 hectares ainsi que la réalisation d'une liaison favorisant les modes doux traversant le périmètre de l'opération du Nord au Sud et dénommée l'allée des Calanques.

Plusieurs modifications du Plan Local d'Urbanisme ont intégré, entre 2007 et 2013, les évolutions réglementaires nécessaires à la mise en œuvre du

projet global de renouvellement urbain dans le périmètre de la ZAC.

La modification n°2 du PLU approuvée le 21 décembre 2015 par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a permis d'inscrire un emplacement réservé sur une portion de l'avenue de la Jarre pour permettre la réalisation de l'Allée des Calanques, ainsi qu'un emplacement réservé visant à élargir la traverse Valette.

En cohérence avec ces diverses modifications et en prenant en compte les orientations définies dans le PLU approuvé, un nouveau programme des équipements publics a été approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole le 3 juillet 2015.

Dans ce cadre, une convention tripartite pour le versement d'une participation de MPM au coût de certains équipements publics de voiries : Allée des Calanques, portion de voie entre V6 et V7, parachèvement d'une partie de l'avenue de la Jarre, a été approuvée par MPM par délibération du 23 octobre 2015.

L'opération a été ensuite transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n° 18 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n°T1600903CO.

Au regard de cette substitution, la convention tripartite précitée concernant la participation de MPM au coût de certains équipements publics, n'a plus lieu d'être.

La Métropole Aix-Marseille-Provence reprend à sa charge le coût de ces équipements qui s'élève à 1 928 518 euros.

Le CRAC au 31 décembre 2015 approuvé par délibération n°URB 018-1098/16/CM de la Métropole en date du 17 octobre 2016 prévoyait une participation à l'équilibre de l'opération d'un montant de 5 050 947 euros dont 1 753 581 euros restaient à verser par la Métropole compte-tenu des versements déjà effectués par la Ville de Marseille.

Le coût de la prise en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence des équipements réalisés par la Soleam s'élève à 1 928 518 euros.

Par ailleurs, la participation d'équilibre de la Métropole doit être portée de 1753 581 euros à

2 300 594 euros pour intégrer une hausse du coût des travaux consécutive à des demandes des services techniques de la Métropole et une augmentation des provisions pour aléas.

Afin de tenir compte de ces éléments, l'opération d'investissement n°2015119700 inscrite au budget pour un montant initial de 1 600 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 4 300 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 5 900 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015119700 "ZAC de la Jarre - Marseille" dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015119700 "ZAC de la Jarre - Marseille" dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06 ».

URB 012-715/17/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement ZAC du Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation du coût des équipements publics pris en charge par la Métropole - Approbation de l'avenant 11 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 4 à la convention d'avance de trésorerie

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15571/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7,I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement - Approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 11 à la convention de concession - Approbation de l'avenant 4 à la convention d'avance de trésorerie » satisfait les

conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Située dans le 9ème arrondissement en limite avec le 10ème et entre les trois grands équipements que constituent le Parc de Maison Blanche, l'hôpital Salvator et le collège Gyptis, la ZAC du Vallon Régny couvre un territoire d'environ 34 hectares.

Le projet urbain porté par la ZAC est centré sur quatre objectifs principaux :

- créer un nouveau quartier d'habitat mixte en y intégrant une fonction économique,
- constituer un cœur de quartier regroupant l'ensemble des fonctions propres à une centralité de proximité (commerces, équipements scolaires, maison de quartier),
- s'appuyer sur les axes structurants que constituent le boulevard Urbain Sud et la traverse Régny pour organiser une trame viaire classique (rues, places, mails),
- laisser une place importante au végétal dans un site très fortement marqué par la présence de grands espaces paysagers : le parc de Maison Blanche et le parc de l'hôpital Salvator.

Ce projet d'une constructibilité globale de 96 600 m² de plancher permettra notamment de développer environ un millier de logements.

Par délibération 05/0564/TUGE du 20 juin 2005, le Conseil Municipal a approuvé le bilan de la concertation et la création de la Zone d'Aménagement Concertée dite «du Vallon Régny».

Par délibération 05/0840/TUGE du 18 juillet 2005, le Conseil Municipal a décidé de sélectionner un aménageur, après consultation, en vue de concéder l'aménagement de la ZAC.

A l'issue de cette consultation, l'offre de Marseille Aménagement a été retenue et le Conseil Municipal a approuvé la convention de concession par délibération 06/0205/TUGE du 27 mars 2006, avec un budget d'aménagement de 40 113 292 euros.

Le dossier de réalisation de la ZAC du Vallon Régny a été approuvé par délibération 07/0243/TUGE du Conseil Municipal du 19 mars 2007.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole par délibération VOI/3/079/CC du 12 février 2007 a approuvé le Programme des

Équipements Publics relevant de sa compétence dont le Boulevard Urbain Sud (BUS).

Avancement global de l'opération :

Depuis sa création, le développement de la ZAC du Vallon Régny a été largement freiné par différents recours de la part des riverains envers les documents d'urbanisme, le dossier de réalisation ou certains permis de construire.

Par ailleurs, l'absence d'une planification des travaux relatifs à la réalisation du Boulevard Urbain Sud permettant d'ouvrir ce futur quartier sur le reste de l'agglomération a également contribué à retarder la commercialisation et la mise en œuvre opérationnelle de la ZAC.

Seuls quelques aménagements de voiries et espaces publics ont été réalisés par l'aménageur comme l'élargissement de l'avenue Grand Pré et d'une partie de l'ancien chemin de Cassis ainsi que les espaces publics situés à proximité du nouveau Collège Gyptis (place Didier Garnier). Des aménagements visant à mieux relier la nouvelle entrée du Collège aux portions des contre-allées du boulevard Urbain Sud existantes ont été récemment engagés. De même, une nouvelle voie entre l'Avenue de la Grande Bastide et la Traverse Régny a été mise en service en 2016 pour permettre la desserte du nouveau centre de gérontologie.

Afin de fluidifier la circulation du secteur, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole a décidé de réaliser de manière anticipée les prolongements des contre-allées entre le chemin du Vallon de Toulouse et le boulevard Paul Claudel. La réalisation de ces voiries et la maîtrise foncière ont été confiées à la Soleam par une convention de mandat lors du Conseil Communautaire du 28 juin 2013.

Enfin, une refonte du projet initial, qui ne correspond plus aux ambitions de la collectivité, est aujourd'hui souhaitée par la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans ce contexte, la Soleam a lancé fin 2015 une consultation visant à désigner un urbaniste-conseil qui devra réinterroger tout le projet initial, en intégrant les projets en cours de développement.

C'est le groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Inddigo qui a été retenu en 2016.

Au regard de ce contexte il a été acté lors de l'approbation du CRAC établi au 31 décembre 2014 de proroger de cinq années la durée de cette concession d'aménagement et de fixer son échéance au 22 mai 2023.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de mettre à jour le Programme des Équipements Publics de la ZAC afin de tenir compte :

- du transfert de la concession d'aménagement à la Métropole,

- de l'ajustement du chiffrage des équipements en fonction des études de maîtrise d'œuvre et des travaux menés à ce jour,

- de la modification de la répartition de la prise en charge du coût des différents équipements entre la Ville de Marseille, la Soleam et la Métropole,

- des besoins en équipements publics suscités par l'évolution prévisible de l'urbanisation du quartier aux franges de la ZAC.

Ce Programme des Équipements Publics modifié a été approuvé par le Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

D'autre part, en regard de la nouvelle dynamique immobilière constatée aux abords de la ZAC, le Conseil de la Métropole a approuvé lors de la même séance, un Projet Urbain Partenarial et une première convention à signer avec les sociétés VINCI Immobilier et COFFIM Méditerranée.

Approbation des Comptes Rendus Annuels à la Collectivité (CRAC) successifs par la Ville de Marseille alors concédant de l'opération :

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2006, a été approuvé par délibération 07/0720/TUGE du 16 juillet 2007 avec un prix de revient total de 45 058 883 euros.

Les CRAC arrêtés au 31 décembre 2007 et au 31 décembre 2008 n'ont pas enregistré de variations budgétaires notables.

Le CRAC, établi au 31 décembre 2009, a été approuvé par délibération 10/1062/DEVDD du 25 octobre 2010, avec une prorogation de cinq ans de la durée de la concession.

Le CRAC, arrêté au 31 décembre 2010, a été approuvé par délibération 11/0868/DEVDD du 17 octobre 2011, avec un prix de revient total de 45 849 821 euros en baisse de 256 574 euros par rapport à l'année précédente, et un montant prévisionnel des recettes à 45 024 597 euros. Cette baisse de recettes due à la diminution du prix de cession des logements sociaux a déterminé une participation de la Ville à l'équilibre du bilan de 825 224 euros. Par ailleurs, une avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été consentie à l'opération avec un premier versement prévue en 2014.

Le CRAC établi au 31 décembre 2011 a été approuvé par délibération 12/0547/DEVDD du 25 juin 2012. Des surcoûts ont été enregistrés par l'opération, liés aux frais de portage des dépenses en l'absence de recettes de cession. La participation de la Ville a été portée à 1 512 647 euros. Par ailleurs le

versement de l'avance financière de la Ville à l'opération d'un montant de 4,5 millions d'euros a été avancé à 2012 et son remboursement a été planifié en fin de concession.

Le CRAC arrêté au 31 décembre 2012 a été approuvé par délibération 13/0474/DEVDD du 17 juin 2013. La participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan est restée inchangée au regard du bilan précédent. L'échéancier du versement de la participation a été modifié.

L'avenant 6 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL Soleam suite à la fusion-absorption de Marseille Aménagement en date du 28 novembre 2013.

Le CRAC établi au 31 décembre 2013 a été approuvé par délibération 14/803/UAGP du 10 octobre 2014 avec un prix de revient total de 46 174 282 euros, en hausse de 859 116 euros par rapport au CRAC précédent et une participation financière de la Ville à l'équilibre du bilan d'un montant de 1 512 647 euros inchangée au regard du bilan précédent. Un échéancier de versement de la rémunération sur dépenses de l'aménageur, prise en partie par anticipation, a fait l'objet d'un avenant 7.

Le CRAC établi au 31 décembre 2014 a été approuvé par la délibération 15/0471/UAGP avec un prix de revient total de 53 606 857 euros. Il a été approuvé la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire prévu au Programme des Équipements Publics et la participation de la Ville à cet équipement d'un montant de 6 300 000 euros. Ont été approuvés également :

- l'avenant 8 à la convention de concession portant sur la prorogation de cinq ans de la durée de la concession, la réalisation par l'aménageur du groupe scolaire et la participation de la Ville au coût de cet équipement

- l'avenant 1 à la convention d'avance de trésorerie portant sur le report de la date du remboursement en 2020 au lieu de 2018.

Par délibération 15/1016/UAGP du 26 Octobre 2015, l'avenant 2 à la convention d'avance de trésorerie portant l'avance consentie de 4 500 000 euros à 9 500 000 euros a été approuvé.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se

substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 9 à la concession d'aménagement en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant. Cette concession d'aménagement porte le n° T1600916C0.

Egalement, un avenant 3 à la convention d'avance de trésorerie signé le 17 juin 2016 a substitué la Métropole à la Ville. Cette convention porte le n°T1600915C0.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 a été approuvé par délibération n°URB 019-1423/16/CM du 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence. Le prix de revient total était de 68 991 851 euros en augmentation de 15 384 995 euros. La participation d'équilibre était de 1 512 647 euros, inchangée et déjà versée en 2015 par la Ville de Marseille. La participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur a été approuvée pour un montant de 4 124 906 euros.

L'objet du présent rapport est de soumettre au Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité concernant la ZAC du Vallon Regny établi au 31 décembre 2016, l'avenant n°11 à la convention de concession d'aménagement passée avec SOLEAM, l'avenant n°4 à la convention d'avance de Trésorerie

Activité de la concession sur l'année 2016 :

En 2016, l'aménageur a poursuivi des négociations amiables afin de maîtriser la dernière parcelle à acquérir pour la réalisation de la U522 tronçon sud. Cette négociation n'a pas aboutie et se poursuivra en 2017.

L'année 2016 a été principalement consacrée à la mise à plat du projet urbain dans le cadre des études confiées au groupement formé par l'Agence Nicolas Michelin et Associés, Florence Mercier et Inddigo.

En ce qui concerne les travaux :

Les travaux de viabilisation du centre de gérontologie réalisés sur l'îlot I engagés en 2015, ont été finalisés au 1er trimestre 2016. La voie a été ouverte à la circulation publique et a été dénommée rue Martha HARTMANN.

Une clôture permettant de sécuriser l'usage du terrain de sport depuis le parvis du Collège Gyptis a été installé au 1^{er} trimestre 2016

Des travaux d'entretien des terrains, notamment d'élagage des arbres et de gestion des dépôts sauvages déversés ont été entrepris. Afin de limiter ces dépôts, les terrains appartenant à l'aménageur ont

été clôturés et des ruches installées en partenariat avec un apiculteur local.

Perspectives pour l'année 2017 :

En ce qui concerne les acquisitions foncières :

L'aménageur devra poursuivre les négociations pour l'acquisition des parcelles d'assiette de la U522 tronçon Sud ainsi que sur le tronçon Nord.

En ce qui concerne les études, l'année 2017 sera consacrée à la poursuite des études urbaines et paysagères en vue de l'approbation d'un nouveau plan d'aménagement de la ZAC.

Les études préalables à la réalisation d'équipements scolaires seront engagées.

En ce qui concerne les travaux, ils consisteront à l'aménagement des espaces verts sur espaces publics au droit du centre de gérontologie Val de Régný.

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2016 s'établit comme suit :

Dépenses:

Sur l'exercice écoulé, les dépenses engagées s'élèvent à 579 652,35 euros en baisse de 519 915,65 euros par rapport aux prévisions liée principalement au report d'une partie des études sur 2017 décalées en attente de la réinterrogation du projet, au report de l'acquisition d'une emprise foncière pour les besoins de la U522 en 2017.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Le montant des dépenses réalisées s'élève à 20 767 255 euros soit 38% du budget prévisionnel à terme. Il se répartit sur les postes suivants :

- budget études : 240 069 euros soit 30% de réalisation par rapport au budget prévisionnel
- budget acquisition (dont U522) : 12 516 827 euros soit 81% de réalisation par rapport au budget prévisionnel
- budget travaux : 5 100 792 euros soit 18% de réalisation par rapport au budget prévisionnel
- budget dépenses annexes (y compris TVA résiduelle) : 904 904 euros soit 17% de réalisation par rapport au budget prévisionnel
- budget frais financiers : 823 894 euros soit 50% de réalisation par rapport au budget prévisionnel

- Rémunération de l'aménageur : 1 180 769 euros soit 37 % de réalisation par rapport au budget prévisionnel

Le montant total des dépenses envisagées, au terme de l'opération s'élève à 70 176 133 euros TTC.

Il se répartit selon les postes suivants :

- Études : 797 148 euros soit 1% du coût de l'opération

- Acquisitions (dont U522) : 15 485 163 euros soit 22% du coût de l'opération

- Travaux : 28 223 312 euros soit 40% du coût de l'opération

- Dépenses annexes : 1 068 409 euros soit 2% du coût de l'opération

- Frais financiers : 1 638 152 euros soit 2% du coût de l'opération

- rémunération aménageur 3 735 507 euros soit 5% du coût de l'opération

- Groupe scolaire

15 316 912 euros soit 22% du coût de l'opération

- TVA résiduelle 3 911 530 euros soit 6% du coût de l'opération

Le montant total des dépenses à terme est en hausse de 1 184 282 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cet écart se justifie essentiellement par :

- une augmentation de 59 979 euros du budget études du fait des études urbaines liées à la refonte du projet de la ZAC et à la décision d'intégrer dans ces études les opérations immobilières situées hors ZAC.

- une augmentation de 1 086 967 euros du budget acquisitions du fait de la nécessité d'acquérir une nouvelle parcelle privée située au Nord de la ZAC (parcelle 847 A 199) pour la mise en œuvre du nouveau projet d'aménagement ainsi que l'acquisition de la Bastide des Trembles dont la sauvegarde et la mise en valeur est souhaitable dans le cadre du projet de ZAC.

- une baisse de 56 177 euros du budget travaux d'aménagement essentiellement liée à un ajustement des montants avec les coûts réels constatés, un réajustement des montants des travaux restant à réaliser et une réévaluation à la baisse des honoraires techniques.

- une baisse 243 709 euros concernant le budget des équipements scolaires pour rectifier une erreur présente dans le dernier bilan approuvé.

- une augmentation de 1 939 euros du poste Dépenses annexes lié au besoin croissant de gestion des terrains du fait de leur accessibilité nouvelle.

- une augmentation de 79 675 euros du poste Rémunérations lié à l'évolution des dépenses et recettes de l'opération.

- une augmentation de 13 577 euros du poste TVA résiduelle

- une augmentation de 242 030 euros du poste Frais Financier qui suit l'évolution du niveau de trésorerie de l'opération.

Recettes :

Sur l'exercice écoulé, le montant des recettes perçues s'élève à 5 030 636 euros globalement conforme aux prévisions.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Au 31 décembre 2016, le montant des recettes cumulées hors participations des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, s'élève à 4 640 799 euros soit un taux d'avancement de 9% au regard des recettes prévisionnelles envisagées au terme de l'opération.

Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- Cession de charges foncières 4 517 205 euros soit 9,30% du budget prévisionnel à terme

- Produits divers : 123 594 euros soit 9,2% du budget prévisionnel à terme

Le montant total des recettes envisagées au terme de l'opération s'élève à 49 753 487 euros TTC hors participation des collectivités à l'équilibre du bilan et aux équipements, en hausse de 1 311 908 euros TTC par rapport au dernier bilan approuvé.

Cette hausse des recettes s'explique essentiellement par l'intégration d'une recette de participation constructeur de 1 200 000 euros TTC liée à un projet immobilier de 6 000 m² de surface de plancher à développer prochainement suite à un appel à projet lancé par l'APHM sur une partie de son terrain situé Avenue Grand Pré/Bd de Ste Marguerite.

La hausse de ce poste est atténuée par une diminution de recettes de 630 721 euros HT. Dans le bilan précédent, la cession du foncier d'assiette des équipements scolaires à la Ville de Marseille a été comptée deux fois : en recettes de cession foncière et dans le prix de cession des équipements scolaires. Cette erreur a été rectifiée.

Ce montant se décompose de la manière suivante :

- les cessions de charges foncières :
48 415 323 euros (97,31% des recettes de l'opération)

- produits divers et locatifs et produits financiers :
138 164 euros (0,27% des recettes de l'opération)

- les participations constructeurs : 1 200 000 euros
(2.41% des recettes de l'opération)

Compte tenu des études en cours, la partie prévisionnelle du bilan sera amenée à évoluer après que le nouveau parti d'aménagement sera arrêté.

Participation du concédant à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération s'élève à 1 512 647 euros, inchangée par rapport au dernier CRAC approuvé au 31 décembre 2015. Le paiement de cette participation a fait l'objet d'un versement par la Ville de Marseille, précédent concédant, en février 2015.

Le bilan dégage un boni de 18 185 euros qui sera à affecter ou à restituer au concédant en fonction des orientations d'aménagement qui seront validées à l'issue des études urbaines en cours menées par le nouvel urbaniste-conseil.

Participations des collectivités affectées aux équipements publics :

- Participation de la Ville de Marseille aux équipements scolaires :

Le groupe scolaire nécessaire aux besoins du futur quartier devait initialement être réalisé par la Ville de Marseille. Lors de l'approbation par le Conseil Municipal du 29 juin 2015 du CRAC , arrêté au 31 décembre 2014, il a été acté de faire réaliser cet équipement par l'aménageur dans le cadre de la concession.

La prise en compte des besoins générés par les opérations de logements aux abords de la ZAC a nécessité de renforcer les équipements scolaires ce qui a porté la participation globale de la Ville de Marseille à 15 560 621 euros correspondant au coût de réalisation, à l'acquisition du foncier , aux études, honoraires et à la rémunération du concessionnaire.

Le versement de cette participation a fait l'objet d'une convention financière entre la Ville de Marseille, la SOLEAM et la Métropole approuvée au Conseil de Métropole du 17 octobre 2016 et au Conseil Municipal du 3 octobre 2016.

- Participation de la Métropole à certains équipements publics dont le coût n'est pas mis en totalité à la charge de l'aménageur :

Elle s'élève à 4 124 906 euros du fait de la répartition de la prise en charge des coûts de réalisation des équipements publics de la ZAC telle que prévue au

programme des équipements publics modifié approuvé au Conseil de Métropole du 17 octobre 2016.

Son montant est inchangé au regard du précédent bilan mais son échéancier de versement est modifié de la manière suivante :

2018 : 325 979 euros

2019 : 1 220 568 euros

2020 : 1 220 568 euros

2021 : 1 220 568 euros

2022 : 137 243 euros

Avance :

Afin de financer un déficit de trésorerie provisoire, une avance d'un montant de 4 500 000 euros a été versée par la Ville de Marseille en 2012. Par ailleurs une augmentation de cette avance d'un montant de 5 000 000 euros actée par délibération de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a été versée par la Ville en 2016. Son remboursement par l'aménageur en un seul versement prévu en 2021 dans le dernier bilan approuvé est modifié et sera reporté en 2023, à l'échéance de la concession. Un avenant n°4 à la convention d'avance de trésorerie n°T1600915CO pour acter cette modification est soumis à la présente assemblée.

Rémunération sur dépenses, prise par anticipation :

La ZAC Régny a été freinée dans sa réalisation. Ceci entraîne un retard de rémunération pour l'aménageur. Ainsi, il a été acté lors de l'approbation du CRAC au 31 décembre 2013 de payer par anticipation une part de la rémunération sur dépenses.

La rémunération sur dépenses représente 1 432 513 euros selon le montant des dépenses actuelles. Au 31 décembre 2016, l'aménageur a déjà perçu 276 050 euros de rémunération et 375 767 euros d'avance sur rémunération.

Avenant n°11 à la convention de concession d'aménagement :

Il a pour objet d'approuver le nouvel échéancier de versement de la participation de la Métropole au coût des équipements public ainsi que le nouvel échéancier de versement des rémunérations sur dépenses prises par anticipation.

Solde de Trésorerie :

Il est négatif au 31 décembre 2016 pour un montant de - 4 654 276 euros.

Emprunts :

Les emprunts contractés au 31 décembre 2016 s'élèvent à 12 000 000 euros et ont été remboursés. Un emprunt de 6 000 000 euros sera contracté en 2017 par l'aménageur pour pallier la trésorerie négative de l'opération. Deux emprunts de 10 millions chacun seront contractés en 2019 et 2020 pour permettre le lancement des travaux de viabilisation concomitamment sur les secteurs Est et Ouest de l'opération. Les remboursements de ces emprunts s'étaleront entre 2019 et 2023.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement, l'approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan, l'approbation de l'avenant 11 à la convention de concession et l'approbation de l'avenant 4 à la convention d'avance de trésorerie ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement, à l'approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan, à l'approbation de l'avenant n°11 à la convention de concession et à l'approbation de l'avenant 4 à la convention d'avance de trésorerie ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté du Vallon de Régný à Marseille 9ème arrondissement, l'approbation de la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan, l'approbation de l'avenant 11 à la convention de concession et l'approbation de l'avenant 4 à la convention d'avance de trésorerie.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	24

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 013-716/17/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la Capelette à Marseille 9ème et 10ème arrondissements passée avec la SOLEAM - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 17 à la convention de concession - Approbation de l'avenant de transfert de la convention d'avance de trésorerie

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15577/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi par avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Convention de concession d'aménagement de la Capelette T 1600911 CO passée avec la SOLEAM – 9ème et 10ème arrondissements – Approbation du CRAC au 31 décembre 2016 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 17 à la convention de concession d'aménagement et Approbation de l'avenant 1 de transfert de la convention d'avance » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Ville de Marseille a conduit un ensemble d'opérations de requalification urbaine autour du projet « Marseille Grand Est » qui s'étend de la ZAC du Rouet jusqu'à la ZAC de Vallon Régny.

Une des opérations concerne la requalification des friches industrielles de la Capelette.

Par délibération n°96/450/EUGE du 22 juillet 1996, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille a approuvé la convention de concession de la Capelette consentie à Marseille Aménagement sur un secteur de 5,7 ha.

Par délibération n°97/719/EUGE du 27 octobre 1997, la Ville de Marseille a créé la ZAC Ferrié Capelette sur une partie de cette concession d'aménagement en vue de l'implantation d'activités tournées vers le secteur automobile. Le dossier de réalisation de cette ZAC a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°98/1006/EUGE du 21 décembre 1998 et un « village de l'automobile » est aujourd'hui en activité.

Le périmètre de la concession d'aménagement de la Capelette a été étendu une première fois en mars 1999 à 7,7 hectares (avenant n° 2 à la convention de concession approuvé par la délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°99/244/EUGE du 29 mars 1999) pour permettre des acquisitions d'opportunité, puis a été porté à 28,6 hectares en décembre 2000 par avenant n°3 pour tenir compte de l'implantation du parc du 26ème Centenaire et de l'impact de ce dernier sur les quartiers situés en bordure de cet équipement majeur.

Afin de se doter d'un outil adapté aux objectifs d'aménagement du secteur, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille par délibération n°02/1224/TUGE du 16 décembre 2002 a approuvé les objectifs et les principes d'aménagement d'une ZAC dite de la Capelette, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à sa création.

Le dossier de création de la ZAC de la Capelette, d'une superficie de 75 ha a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°04/1029/TUGE du 15 novembre 2004. Le programme des équipements publics a été validé au Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 20 octobre 2006 et au Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 9 octobre 2006.

Par ailleurs, le site de la Capelette a été retenu pour accueillir :

- Le lotissement CAP-EST, aujourd'hui terminé, portant sur un programme de 14 lots de logements, bureaux et commerces avec la création d'un groupe scolaire réalisé dans le cadre de la concession et d'une crèche.

- Le Palais Omnisports Marseille Grand Est (POMGE) a été ouvert au public le 11 décembre 2009.

- Un pôle de loisirs, qui sera réalisé sur la parcelle voisine du POMGE et dont le programme est en cours d'évolution.

Historique des précédents Compte Rendus Annuels à la Collectivité :

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2003 par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°04/1028/TUGE du 15 novembre 2004 a permis d'étendre le périmètre de la Concession d'Aménagement compte tenu de la création de la ZAC de la Capelette, de proroger la durée de la concession jusqu'en 2011 et de préciser la participation financière de la Ville et son échéancier de versement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2006, approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°07/1237/TUGE du 10 décembre 2007, a permis de proroger la concession jusqu'en 2016 et de faire acter la participation de la Ville pour un montant prévisionnel de 56,829 millions d' Euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010, approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°11/0867/DEVD du 17 Octobre 2011, a constaté la réduction de la participation de la Ville de Marseille à 51,971 millions d'euros, a modifié son échéancier, a validé le remboursement de l'avance versée en 2005 de 12,5 millions d' euros en 2016 et a complété la convention de concession en ce qui concerne la rémunération du concessionnaire pour les missions de commercialisation en conformité avec les principes relatifs à la rémunération pour l'ensemble des concessions d'aménagement.

La délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°12/0538/DEVD du 25 juin 2012 a approuvé le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ; elle a validé un nouvel échéancier de la participation dont le montant reste inchangé à hauteur de 51 971 939 euros et instauré un sursis à statuer sur le périmètre de la concession.

Cette délibération a acté les nouvelles réflexions lancées sur l'entrée Est de Marseille, notamment en terme de développement des transports en commun et de création de voiries structurantes et le fait que le secteur de la Capelette nécessite d'être intégré dans cette dynamique.

Il est également apparu nécessaire de prendre en compte le maintien sur site du centre de transfert des ordures ménagères et des services associés de la Métropole, localisés sur le Boulevard Bonnefoy. Cette décision nécessite d'importants travaux d'intégration urbaine.

Ainsi, l'actuel projet urbain doit être recomposé en intégrant ces différentes contraintes, tout en améliorant son fonctionnement et son accroche au reste du territoire communal.

Le sursis à statuer précité a donc été institué sur le périmètre de la concession afin que les opérations sur le foncier non maîtrisé ne viennent pas compromettre l'évolution du projet urbain.

L'avenant n°12 notifié le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

L'arrêté préfectoral n° 2014-36 du 1er juillet 2014 a modifié l'arrêté préfectoral n°2009-22 du 29 octobre 2009 déclarant d'utilité publique les travaux nécessaires à la réalisation de la ZAC de la Capelette, en ce qui concerne le bénéficiaire de la DUP (SOLEAM en lieu et place de Marseille Aménagement).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2014 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille n°15/1120/UAGP du 16 décembre 2015 a fait état des études et réflexions à mener pour améliorer l'urbanisation du secteur. Il présente en l'attente d'une définition plus précise des nouveaux objectifs du projet, des hypothèses d'investissements et de recettes clairement identifiées jusqu'en 2021. La Ville de Marseille a maintenu son engagement financier à hauteur de 51,972 millions d'Euros dont l'échéancier de versement a fait l'objet d'un avenant n°14, la ZAC Ferrié Capelette a été clôturée financièrement et n'apparaît plus dans les CRAC.

Cette délibération évoque également les conclusions d'une étude conduite par la Ville de Marseille en 2014-2015 : la finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits conduit à absorber l'intégralité de la participation prévisionnelle de la Ville.

L'étude prescrit de mener l'opération sur le secteur de la Capelette en deux temps :

- une première phase de finalisation des aménagements autour des îlots déjà construits afin d'améliorer le cadre de vie en respectant l'engagement financier de la Ville de Marseille à savoir 51,97 millions d'euros.

- une deuxième phase de reprise des études de la concession et de mise en œuvre du parti d'aménagement qui sera alors acté.

Cette reprise du parti d'aménagement est également rendue nécessaire par les répercussions du futur Plan de Prévention du Risque Inondation sur l'opération de

la Capelette présentées par le Porté à Connaissance du Préfet en date du 28 novembre 2014.

La Ville de Marseille a donc pris la décision de concentrer les missions de l'aménageur sur le secteur déjà construit pour les cinq années à venir à engagement financier constant, et de lancer les études en intégrant la donnée inondabilité afin d'améliorer l'urbanité du secteur.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre, un avenant n° 15 à la concession d'aménagement en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix Marseille Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2015 approuvé par délibération du Conseil métropolitain du 15 décembre 2016 n'a pas modifié la participation de la collectivité. L'avenant n°16 approuvé par délibération du Conseil métropolitain a modifié l'échéancier de versement de la participation des collectivités.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2016

Le présent rapport a pour objet de présenter, en vue de son approbation, le Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2016 présenté sous une forme consolidée comprenant :

- un sous bilan du lotissement Cap Est, et du Pôle d'équipements de loisirs et sportif

- un sous-bilan de la ZAC de la Capelette.

En préambule, la note de conjoncture se réfère à la nécessité de reprendre le parti d'aménagement de l'opération, comme évoqué précédemment, et évoque les études et marchés qui vont être lancés par le concédant et le concessionnaire :

- une étude lancée par le concédant mi 2017, de définition de programmation urbaine reposant sur un diagnostic partagé et la coproduction du programme avec les habitants et usagers du secteur.

- un marché négocié ou un dialogue compétitif lancé par le concessionnaire pour la définition du projet

La note de conjoncture dresse également l'état d'avancement des opérations en précisant les acquisitions et cessions de terrains à bâtir, les études et les travaux réalisés en 2016 et les orientations prises pour les années à venir, à savoir :

- Le lotissement Cap Est, le Pôle de loisirs et sportif :

Les acquisitions et cessions dans le lotissement et pour le pôle de loisirs sont terminées.

En 2016, il n'y a pas eu de travaux engagés. Les dépenses ont concerné des charges de gestion.

Pour 2017, le règlement de solde de travaux réalisés lié entre autre à la levée des réserves sur le groupe scolaire Cap Est, ainsi que des dépenses correspondants aux charges de gestion sont prévus.

- La ZAC de la Capelette :

☐ L'avancement des acquisitions foncières :

En 2016, SOLEAM a poursuivi la maîtrise du foncier nécessaires :

- à la réalisation de VRD : requalification de la traverse Saint Jean, débouché de l'impasse Arnodin sur le boulevard Rabatau et places Bonnefoy / Rabatau / Argile.

- à la réalisation de l'îlot n°8 de la ZAC Capelette.

- à la réalisation du bassin de rétention (éviction commerciale de 2 sociétés rue Curtel).

Pour 2017, SOLEAM poursuivra les opérations de maîtrise foncière nécessaire :

- à la réalisation de VRD : élargissement de la rue Curtel, redressement du boulevard des Aciéries et requalification traverse Saint Jean

- à la réalisation du bassin de rétention rue Curtel.

- à la constitution de l'îlot 15.

- à l'éviction commerciale de 3 sociétés impactées par le plan d'aménagement de la ZAC.

☐ Les dossiers en phase étude sur 2016 portent sur :

- les études foncières de géomètre liées aux acquisitions

- les études pour les dé-raccordements et déposes des différents réseaux concédés avant démolition.

- les études et diagnostic pollution

- la faisabilité et les esquisses pour la réalisation d'un parc éphémère.

Pour 2017, il est prévu de réaliser les études liées au projet Cap Est – Fonderie, à l'aménagement du parc éphémère, aux aménagements de voirie aux abords des îlots 8 et 16, de la finalisation de la place Rabatau – Argile.

□ Les travaux réalisés en 2016 concernent :

- la finalisation des travaux de VRD aux abords de l'îlot 18.

- la réalisation d'un giratoire à l'intersection des rues Alexander et Paillas

- les travaux d'aménagement pour la sécurisation des abords de l'école provisoire livrée pour la rentrée 2016 et du collège rue Curtel

- la réalisation d'une place boulevard Rabatau à l'angle du boulevard Bonnefoy.

- les démolitions nécessaires à la réalisation du bassin de rétention, à la réalisation des îlots 8 et 16 (solde) et la réalisation de la place Rabatau – Argile.

- évacuation de terres polluées

Pour 2017, les travaux concerneront au-delà des travaux précités dans le cadre de la maîtrise foncière:

- l'aménagement d'un espace vert provisoire et reprise de ses abords

- les démolitions et la réalisation du débouché de la voie Tousard d'Olbec sur le boulevard Lazer aux abords de l'îlot 18

- les démolitions nécessaires et l'aménagement de la place Rabatau -Argile

- les démolitions pour la réalisation de l'îlot 8 et ses abords

- l'évacuation de terres polluées pour permettre notamment la réalisation de l'aménagement de la voie Massilia par la Ville de Marseille le long de l'Huveaune

- Le bilan consolidé :

□ Les dépenses :

- Sur l'exercice 2016 :

Le montant total des dépenses s'élève à 7 922 562 euros, soit en baisse de 837 093 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent, composé notamment :

- des dépenses foncières qui s'élèvent à 3 254 140 euros, soit en baisse de 462 522 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent. Cette baisse s'explique essentiellement par une acquisition directe par la Ville de Marseille des terrains de l'armée destinée à la voie Massilia (berges de l'Huveaune).

- des dépenses de travaux qui s'élèvent à 3 422 358 euros, soit en baisse de 277 697 euros au regard des prévisions du CRAC précédent. Cette baisse s'explique notamment par le report de certains marchés de travaux à 2017 et de surévaluation de certains postes.

- des dépenses annexes et rémunérations qui s'élèvent à 613 317 euros, soit en baisse de 52 217 euros par rapport aux prévisions du CRAC précédent. Cette augmentation suit l'évolution des dépenses et recettes de l'opération.

- Le cumul des dépenses au 31 décembre 2016 :

Pour les dépenses totales : 114 856 199 euros ce qui correspond à un taux d'avancement de 75 % du coût prévisionnel de l'opération.

Pour le foncier : 41 078 794 euros, soit un taux d'avancement de 72% du coût prévisionnel des dépenses relatives au foncier.

Pour les travaux y compris les travaux relatifs au groupe scolaire Cap Est (individualisé dans le bilan aménageur) : 54 857 876 euros, soit un taux d'avancement de 75% du coût prévisionnel des dépenses relatives aux travaux.

Pour les dépenses annexes y compris les dépenses annexes relatives au groupe scolaire Cap Est (individualisé dans le bilan de l'aménageur) : 13 909 472 euros, soit un taux d'avancement de 76% du coût prévisionnel des dépenses annexes.

- Le prix de revient total à terme est estimé à 152 760 593 euros, soit une diminution de 3 588 924 euros par rapport au Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2015.

Le budget foncier à terme est estimé à 57 042 926 euros, soit une hausse de 47 497 euros par rapport au dernier bilan. Cette hausse est la

conséquence du réajustement des estimations des acquisitions et évictions commerciales.

Le budget des travaux à terme est estimé à 73 083 553 euros, soit une baisse de 3 995 251 euros. Cette diminution significative s'explique par la réduction du budget dépollution du pôle de loisirs, SOLEAM estimant le coût des travaux de dépollution restant à réaliser à un montant de 1 114 464 euros au lieu de 4 033 615 euros prévus au CRAC précédent.

☐ Les recettes :

Sur l'exercice 2016, les recettes hors participations s'élèvent à 3 142 494 euros, soit en baisse de 607 003 euros par rapport aux prévisions. Cette diminution s'explique notamment par le décalage en 2017 de la perception d'une partie des recettes liées à la commercialisation de l'îlot 8.

Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2016 s'élève à 78 112 821 euros (hors participations), soit un taux d'avancement de 75 % des recettes prévisionnelles de l'opération.

Le chiffre d'affaire total à terme, hors participations, est estimé à 103 915 527 euros, en baisse de 4 803 122 euros par rapport au bilan précédent. Cette diminution significative s'explique d'une part par une diminution des recettes liées à la commercialisation de l'îlot 15 du fait d'une modification du programme (baisse de la surface constructible et part plus importante de bureaux moins bien rémunéré que le logement), et d'autre part par la baisse des recettes attendues en remboursement des frais de dépollution sur Cap Est (suite au jugement rendu en appel sur le dossier RFF ramenant les recettes attendues à 9 139 209 euros au lieu de 11 851 750 euros, soit une diminution des recettes de 2 712 541 euros).

☐ Les participations constructeurs :

Le montant des participations constructeurs attendu est de 19 997 850 euros, il a été encaissé dans sa totalité.

☐ Les participations des collectivités à l'équilibre de l'opération :

Le montant global de la participation des collectivités à l'équilibre de l'opération est estimé à 48 845 067 euros en hausse de 1 214 198 euros au regard des estimations du précédent CRAC :

- 25 376 842 euros de participation à la charge de la Ville de Marseille, en hausse de 4 656 euros au regard des prévisions précédentes.

- 23 468 224 euros de participation à la charge de la Métropole, en hausse de 1 209 541 euros au regard des prévisions précédentes.

Au 31 décembre 2016, la participation Ville de Marseille versée s'élève à 25 334 625 euros, la part restant à verser correspond au solde de l'acquisition du groupe scolaire.

La part de la Métropole reste à verser dans son intégralité.

L'échelonnement du versement du solde des participations est prévu ainsi :

Pour la Ville de Marseille :

- 2017 : 42 217 euros

Pour la Métropole :

- 2017 : 5 000 000 euros

- 2018 : 6 000 000 euros

- 2019 : 6 000 000 euros

- 2020 : 2 400 000 euros

- 2021 : 4 068 224 euros

☐ Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2016, la trésorerie de l'opération se situe à + 871 508 euros. Le solde de trésorerie prévisionnel pour 2016 dans le CRAC 2015 était estimé à + 672 959 euros.

☐ Avenant n° 17 à la convention de concession d'aménagement :

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la participation à la hausse et l'échéancier de son versement comme suit :

- 2017 : 5 000 000 euros

- 2018 : 6 000 000 euros

- 2019 : 6 000 000 euros

- 2020 : 2 400 000 euros

- 2021 : 4 068 224 euros

☐ Avenant n°1 à la convention d'avance n° 05 – 517 :

La convention d'avance passée entre la Ville de Marseille et la SOLEAM est transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le remboursement de l'avance de 12 500 000 euros par la SOLEAM à la Métropole est prévu en 2021.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Convention de concession d'aménagement de la Capelette T 1600911 CO passée avec la SOLEAM – 9ème et 10ème arrondissements – Approbation du CRAC au 31 décembre 2016 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 17 à la convention de concession d'aménagement et Approbation de l'avenant 1 de transfert de la convention d'avance ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à la

convention de concession d'aménagement de la Capelette T 1600911 CO passée avec la SOLEAM – 9ème et 10ème arrondissements – Approbation du CRAC au 31 décembre 2016 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 16 à la convention de concession d'aménagement et approbation de l'avenant n°1 de transfert à la convention d'avance de trésorerie ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « la convention de concession d'aménagement de la Capelette T 1600911 CO passée avec la SOLEAM – 9ème et 10ème arrondissements – Approbation du CRAC au 31 décembre 2016 – Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan – Approbation de l'avenant 16 à la convention de concession d'aménagement et approbation de l'avenant n°1 de transfert à la convention d'avance de trésorerie ».

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	24

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 014-717/17/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement de la ZAC du Rouet à Marseille 10ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession et de l'avenant 2 à la convention d'avance

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 17/15549/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

La délibération « ZAC du Rouet - 8ème arrondissement de Marseille - Convention de concession d'aménagement n° T 1600904 CO passée avec la SOLEAM - Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan - Approbation de l'avenant n°19 à la convention de concession d'aménagement – Approbation de l'avenant n°2 à la convention d'avance » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Depuis la création du parc du 26^{ème} Centenaire en 2001, la Ville de Marseille a poursuivi la requalification urbaine et la revitalisation du territoire Est marseillais et a souhaité afficher son ambition en créant le projet "Marseille Grand Est".

Le projet de ZAC du Rouet est basé sur la préservation du noyau villageois et sur la création à proximité du parc, principalement d'environ 1 100 logements, soit une quinzaine de programmes immobiliers.

Cette opération constitue un des projets de mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement approuvé en 2006 par le Conseil Municipal de Marseille.

La ZAC du Rouet, qui couvre une superficie d'environ 9,5 hectares, a pour vocation principale la construction de logements dont 20% à coût maîtrisé, avec la possibilité d'implanter des activités commerciales ou de services au rez-de-chaussée de certains immeubles.

Par délibération du 20 juillet 1998, la ville de Marseille a approuvé les objectifs d'aménagement de la ZAC du Rouet, et a défini les modalités d'organisation de la concertation préalable à la création de cette ZAC.

Le bilan de la concertation préalable a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 1^{er} mars 1999.

La convention de concession à Marseille Aménagement (SOLEAM aujourd'hui) ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil Municipal de la Ville de Marseille le 19 juillet 1999.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 17 juillet 2000.

Conformément à l'article 19 du cahier des charges de la concession n°99/410, le concessionnaire adresse chaque année un compte rendu financier au concédant (CRAC) pour approbation.

- Historique des principaux Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité initial, établi au 31 décembre 1999, a été approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 27 octobre 2000, avec un montant prévisionnel des dépenses à terme de 39,25 millions d'Euros et des recettes s'élevant à 30,10 millions d'Euros déterminant ainsi une participation de la Ville de Marseille d'un montant de 9,15 millions d'Euros.

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité arrêté au 31 décembre 2000 a permis d'étendre la mission de l'aménageur en matière de relogement aux propriétaires occupants, d'explicitier sa mission de relogement des locataires de porter la participation d'équilibre du bilan à hauteur de 10,74 millions d'Euros, de décider d'une rémunération forfaitaire de l'aménageur pour la mission de relogement d'un montant de 297 256 Euros actée par avenant n°1 à la convention de concession.

Un avenant n°4 à la convention d'aménagement a permis d'étendre aux habitants de la rue Louis Rège le dispositif particulier du relogement déjà en place pour les locataires du reste de la ZAC et d'acter l'augmentation consécutive de la participation de la Ville de Marseille à l'équilibre de l'opération

(+ 718 000 Euros) portant ainsi cette participation à 11,458 millions d'Euros.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2004 a augmenté la participation de la Ville de Marseille de 2,849 millions d'Euros la portant à hauteur de 14,307 millions d'Euros tenant compte de la hausse de l'immobilier.

Les Comptes Rendus Annuels à la Collectivité établis au 31 décembre 2005 et 31 décembre 2006 ainsi que l'avenant n°7 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 16 juillet 2007, avec un montant prévisionnel des dépenses porté à 70,363 millions d'Euros, soit + 14,891 millions d'Euros en raison notamment de l'actualisation du poste foncier. Les recettes, qui s'élèvent à 49,664 millions d'Euros (+ 8,5 millions d'Euros) déterminent une participation d'équilibre de la Ville de Marseille de 20,699 millions d'Euros, soit + 6,392 millions d'Euros par rapport au bilan précédent.

L'avenant n°8 à la convention d'aménagement a permis notamment de proroger jusqu'au 13 août 2012 la convention d'aménagement.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2008 ainsi que l'avenant n°9 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 5 octobre 2009 portant la participation de la Ville de Marseille à un montant de 21,55 millions d'Euros en raison notamment de la hausse du poste foncier et des dépenses annexes (charges de gestion).

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2011 ainsi que l'avenant n°12 à la convention d'aménagement ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 25 juin 2012 prorogeant d'une année supplémentaire la concession et maintenant la participation de la Ville de Marseille à 21,55 millions d'Euros.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2013 ainsi que l'avenant n°15 ont été approuvés par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille le 10 octobre 2014 augmentant la participation de la Ville de 328 894 Euros en raison d'une augmentation du montant prévisionnel des travaux et des engagements pris par SOLEAM dans la promesse de vente d'un terrain à dépolluer.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2014 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille en date du 29 juin 2015 n'a pas modifié la participation de la Ville. L'avenant n°16 approuvé par délibération du Conseil municipal de la Ville de Marseille du 26 octobre 2015 a

prorogé d'une année supplémentaire la durée de la concession portant son terme au 13 août 2017.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n°17 à la concession d'aménagement n° T1600904 CO (ex n°99/410) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le Compte Rendu Annuel à la collectivité au 31 décembre 2015 approuvé par délibération du Conseil Métropolitain en date du 17 octobre 2016 a augmenté la participation d'équilibre de 271 637 Euros, soit un montant de 22,15 millions d'Euros en raison de la modification du programme de l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5. Dans ce cadre un avenant n°18 à la concession d'aménagement a eu pour objet de modifier l'échéancier de la participation et de proroger d'une année la concession et un avenant de transfert à la Métropole de la convention d'avance a été conclu pour un remboursement de l'avance en 2017.

Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 :

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016.

Cette opération est proche de son terme avec une activité réduite du concessionnaire.

L'année 2016 a permis de retravailler sur le projet de la SCI le Régent portant sur les îlots 3.1, 3.4 et 3.5 sis rue Rège (projet EGIDE INTERFONCIA) avec une mission d'urbaniste conseil et un projet de concertation.

Des travaux de gestion urbaine ont également été réalisés (remplacement des potelets, protection des espaces verts...).

La cession du bien localisé 10-12 boulevard Jacquand a été réalisée pour un montant de 30 000 Euros.

Pour les deux années à venir, il est prévu de modifier le PLU en vue de la réalisation du nouveau projet sur l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5. Une réunion publique avec les riverains du secteur sera organisée en vue de présenter le nouveau projet. Par la suite, une fois le

nouveau permis de construire déposé et purgé, la cession du foncier à la SCI le Régent qui constitue la dernière cession de l'opération, pourra être actée (second semestre 2017).

La rétrocession de certaines voies à la Métropole est également prévue, de manière à ce qu'elles soient incorporées dans le domaine public.

La cession du bien situé 9 rue Blanche sera engagée.

Des travaux de raccordement aux divers réseaux du futur projet des îlots 3.1, 3.4 et 3.5, ainsi que des travaux d'élargissement de la voie Charles Allé au droit du groupe scolaire restent à réaliser. Les travaux de construction du groupe scolaire sont en cours et l'ouverture est prévue en septembre 2017.

D'autres voies feront l'objet de travaux de gestion urbaine dans l'attente de leur rétrocession.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2016, se présente de la façon suivante :

Dépenses :

Sur l'exercice 2016 :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

- Le montant total des dépenses sur l'exercice 2016 s'élève à 26 261 Euros, en diminution de 18 787 euros en raison d'un décalage pour l'essentiel des dépenses sur 2017.

- Les dépenses foncières s'élèvent à 2 376 Euros, en diminution de 4 245 Euros principalement en raison du décalage de la mission de l'urbaniste conseil sur 2017.

- Les dépenses de travaux s'élèvent à 4 920 Euros, en diminution de 15 576 Euros. Cette diminution correspond notamment à un décalage de travaux sur 2017.

- Les dépenses annexes s'élèvent à 18 965 Euros, en augmentation de 2 146 Euros en raison d'une sous-estimation du poste taxe foncière.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Le montant total des dépenses réalisées cumulées au 31 décembre 2016 s'élève à 67 490 616 Euros ce qui correspond à un taux d'avancement de 91,3% du coût prévisionnel de l'opération.

Les dépenses pour le foncier au 31 décembre 2016 s'élèvent à 45 022 789 Euros, ce qui correspond à un taux d'avancement de 100% du coût prévisionnel des dépenses relatives au foncier.

Les dépenses de travaux réalisées au 31 décembre 2016 s'élèvent à 10 908 110 Euros, soit un taux d'avancement proche de 100% du coût prévisionnel des dépenses de travaux.

Les dépenses relatives aux dépenses annexes au 31 décembre 2016 s'élèvent à 11 559 717 Euros, soit un taux d'avancement d'environ 95% du coût prévisionnel des dépenses annexes.

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est évalué à 73 945 673 Euros. Il se répartit selon les postes suivants :

- Foncier : 45 026 473 Euros, soit 60,9 % du coût de l'opération

- Travaux : 10 959 054 Euros, soit 14,8 % du coût de l'opération

- Dépenses annexes : 15 443 493 Euros, soit 20,9 % du coût de l'opération

- Frais Financiers : 2 516 653 Euros, soit 3,4 % du coût de l'opération

Le montant prévisionnel total des dépenses à terme est en hausse de 138 455 Euros en regard du dernier bilan approuvé. Cet écart se justifie par la création d'une nouvelle dépense d'assistance à maîtrise d'ouvrage destinée à faciliter la rétrocession des ouvrages aux collectivités destinataires et de la rémunération du concessionnaire relative à la cession du bien situé au 9 rue Blanche (non prévue dans le CRAC précédent).

Recettes :

Sur l'exercice 2016 :

Au regard des prévisions du dernier bilan approuvé :

- Les recettes totales (hors participation) s'élèvent à 37 588 Euros conformes aux prévisions.

- Les recettes relatives aux cessions, aux participations constructeurs et aux produits financiers sont de 30 000 Euros conformément aux prévisions.

Les recettes relatives aux produits de gestion et produits financiers s'élèvent à 7 588 Euros.

État d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Le montant total des recettes cumulées au 31 décembre 2016 s'élève à 47 937 530 Euros (hors participation d'équilibre), soit un taux d'avancement de 92,7% des recettes prévisionnelles de l'opération.

Les recettes relatives aux cessions au 31 décembre 2016 s'élèvent à 45 174 485 Euros, soit 92,3% des recettes totales prévisionnelles.

Les recettes relatives aux participations constructeurs au 31 décembre 2016 s'élèvent à 740 960 Euros, soit 100% des recettes prévisionnelles.

Les recettes en matière de produits de gestion et financiers au 31 décembre 2016 s'élèvent à 2 763 045 Euros, soit 99,3% des recettes prévisionnelles.

Le montant prévisionnel total des recettes à terme, hors participation d'équilibre, s'élève à 51 685 736 Euros, en hausse de 29 029 Euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2015.

Les recettes à terme relatives aux cessions, s'élèvent à 48 902 935 Euros, soit 94,6% des recettes totales, hors participation. Ce montant augmente de 20 400 Euros par rapport au CRAC arrêté au 31 décembre 2015 en raison de la baisse du montant de remboursement des frais de dépollution pour l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5.

Le montant prévisionnel des recettes à terme relatif aux produits de gestion, s'élève à 1 407 368 Euros, soit 2,7% des recettes totales, hors participation. Ce montant diminue de 9 370 Euros par rapport au CRAC précédent en raison de la résiliation du bail du bien situé 9 rue Blanche.

Le solde des recettes, déjà réalisées, correspond au remboursement par le promoteur de la concertation pour le projet de l'îlot 3.1, 3.4 et 3.5 pour un montant de 18 000 Euros, les produits divers pour un montant de 616 473 Euros et aux participations constructeurs pour un montant de 740 960 Euros.

Participation des collectivités à l'équilibre du bilan :

La participation des collectivités à l'équilibre de l'opération correspond à l'écart entre dépenses et recettes à terme ; elle s'élève à 22 259 935 Euros, en hausse de 109 426 Euros.

La participation déjà versée par la Ville de Marseille est de 21 549 981 Euros.

Le solde de la participation à la charge de la Métropole, désormais concédant, est porté de 600 531 Euros à 709 955 Euros, dont 328 894 Euros ont été versés en 2016.

Solde de trésorerie :

Au 31 décembre 2016, la trésorerie de l'opération se situe à 80 536 Euros.

Le solde de trésorerie prévisionnel au 31 décembre 2017 est fixé à 48 798 Euros.

Emprunts:

Le montant des emprunts contractés est de 18 897 961 Euros. Ces emprunts ont à ce jour été remboursés.

Avenant n°19 :

Le présent rapport a également pour objet de soumettre à l'approbation du Conseil métropolitain un avenant au traité de concession en vue de modifier le montant de la participation à la hausse et l'échéancier de son versement comme suit :

- 2017 : 171 938 Euros

- 2018 : 209 123 Euros

Avenant n°2 à la convention d'avance :

La convention d'avance passée initialement entre la Ville de Marseille et la SOLEAM a été transférée à la Métropole Aix Marseille Provence par délibération du 17 octobre 2016 (avenant n°1) avec un remboursement de l'avance de 3 000 000 d'Euros par la SOLEAM à la Métropole en 2017.

Ce remboursement s'effectuera en fin d'opération en 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté du Rouet à Marseille 10ème arrondissement - Approbation de l'avenant n°19 à la convention de concession d'aménagement n°T1600904 CO et de l'avenant n°2 à la convention d'avance ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la convention de concession d'aménagement n°T1600904 CO de la ZAC du Rouet, de l'avenant n°19 à la convention de concession d'aménagement et de l'avenant n°2 à la convention d'avance ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté du Rouet et l'approbation de l'avenant n°19 à la convention de concession d'aménagement n°T1600904 CO et de l'avenant n°2 à la convention d'avance.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	24

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 015-718/17/CT

■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - ZAC du Rouet - Marseille

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15462/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Depuis la création du parc du 26^{ème} Centenaire en 2001, la Ville de Marseille a poursuivi la requalification urbaine et la revitalisation du territoire Est marseillais et a souhaité afficher son ambition en créant le projet "Marseille Grand Est".

Le projet de ZAC du Rouet est basé sur la préservation du noyau villageois et sur la création à proximité du parc, principalement d'environ 1 100 logements, soit une quinzaine de programmes immobiliers.

Cette opération constitue un des projets de mise en œuvre de l'Engagement Municipal pour le Logement approuvé en 2006 par le Conseil Municipal.

La ZAC du Rouet, qui couvre une superficie d'environ 9,5 hectares, a pour vocation principale la construction de logements dont 20% à coût maîtrisé, avec la possibilité d'implanter des activités commerciales ou de services au rez-de-chaussée de certains immeubles.

La convention de concession à Marseille Aménagement (SOLEAM aujourd'hui) ainsi que le dossier de création de la ZAC ont été approuvés en séance du Conseil Municipal le 19 juillet 1999.

Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du 17 juillet 2000.

Cette opération est finissante, ne subsiste qu'un terrain (îlot 3) à commercialiser et quelques travaux de voiries et réseaux à réaliser.

L'opération a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM ; elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Dans ce cadre, un avenant n°17 à la convention de concession d'aménagement n° T1600904 CO (99/410) en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Les îlots 3.1, 3.4 et 3.5 sont destinés à être cédés à EGIDE INTERFONCIA :

Le PC initialement obtenu par ce constructeur a été attaqué par des riverains. Un nouveau projet « acceptable » par le voisinage est en cours de mise au point et comprend notamment une diminution de densité.

La participation de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération est ainsi affectée par la perte de recette sur la cession correspondante.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 approuvé par délibération n° URB 022-17/10/16 CM en date du 17 octobre 2016, prévoyait une participation d'équilibre d'un montant de 22 150 511 euros dont 600 531 euros restaient à la charge de la Métropole compte-tenu des montants déjà versés par la Ville.

Il est nécessaire de porter cette participation à 22 259 935 euros dont 709 955 euros à la charge de la Métropole.

Afin d'absorber la perte de recette, l'opération d'investissement n°2015119800 inscrite au budget pour un montant initial de 800 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 750 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 550 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015119800 "ZAC du Rouet - Marseille" dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015119800 "ZAC du Rouet - Marseille" dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06 ».

URB 016-719/17/CT

■ Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement de Concertation Saint Louis à Marseille 15ème arrondissement et approbation de l'avenant 20 au contrat de concession

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 17/15559/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

Le projet de délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement et approbation de l'avenant n°20 au contrat de concession » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de Saint-Louis qui a été créée par délibération n°97/391/EUGE du 30 juin 1997 est une opération d'aménagement d'une superficie de 14ha située sur le vaste territoire de renouvellement urbain représentant 1 000 hectares environ dénommé Façade Maritime Nord.

La Ville de Marseille, par délibération n°97/935/EUGE du 19 décembre 1997, a approuvé une convention de concession d'aménagement à Marseille Aménagement avec entre autres missions de conduire les études relatives au dossier de réalisation.

Cette convention a été notifiée sous le n°98/055 le 3 février 1998 et le dossier de réalisation a été approuvé par délibération n°99/298/EUGE du 29 avril 1999.

Par délibération n°06/0643/EUGE du 19 juin 2006, le Conseil Municipal a approuvé le principe d'une modification du Plan d'Aménagement de Zone (PAZ) afin de lancer une première opération de logements de 12 500 m² de SHON, s'inscrivant dans les objectifs du Programme Local de l'Habitat, et de permettre la réalisation d'un équipement culturel.

Cette modification a été approuvée par délibération du Conseil Communautaire le 29 juin 2007 puis la ZAC a été intégrée au PLU révisé approuvé par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en juin 2013.

La convention de concession a fait l'objet de 19 avenants portant sur notamment la prise en compte de nouvelles dispositions législatives, le transfert de la concession à la SPL SOLEAM en 2014, suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement, la modification de la participation de la Ville au coût de l'opération et la prorogation de la durée de la convention de concession dont le terme est actuellement fixé au 3 Février 2018.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n°18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600902CO (n° Ville 98/055) notifié le 3 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saint Louis a pour objectif initial de réaliser une opération de réhabilitation du site des anciens abattoirs de Marseille à vocation de logements, d'activités, d'implanter l'école de la deuxième chance et une Mosquée pour une constructibilité globale de 40 000m² SDP.

L'enjeu fort de cette opération est d'ouvrir ce territoire à la population des quartiers environnants en le réintégrant dans le tissu urbain et en améliorant les conditions d'accessibilité viaire et piétonne du site.

Par ailleurs la Ville de Marseille ayant résilié le bail consenti à l'association culturelle de la mosquée de Marseille par décision du Conseil municipal du 3 octobre 2016, il est envisagé d'orienter l'affectation de ce terrain pour des bureaux et pour de l'activité économique. L'indication d'un lieu de culte prévue dans l'OA Saint-Louis va être supprimée à l'issue de la procédure de la 3ème modification du PLU.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le compte rendu annuel de la concession établi au 31 décembre 2016 et l'avenant 20 à la concession d'aménagement.

L'avancement de l'opération :

Dans le périmètre de la ZAC un ensemble immobilier de 148 logements sociaux et 19 logements en accession, un village d'entreprises et l'école de la deuxième chance ont été réalisés, plusieurs autres écoles se sont implantées modifiant ainsi les objectifs initiaux du programme : le conservatoire national des arts et métiers (CNAM), établissement d'enseignement supérieur de formation pour adultes, et une école privée catholique maternelle et élémentaire.

L'activité sur l'exercice écoulé (2016) :

Le terrain réservé pour un parking public lié au lieu de culte et à un futur tramway sera mis à la disposition temporaire du service de l'éclairage public de la ville de Marseille pour du stockage de matériel.

Le permis de construire par l'association formation et métier en vue de la réalisation d'une plateforme d'insertion innovante professionnelle a été déposé fin 2016 et celui déposé par l'association catholique pour la réalisation d'une cuisine centrale a été accordé le 19 Janvier 2017.

La Soléam a mené les études de confortement du mur de soutènement en limite du Boulevard Ledru Rollin et a réalisé l'évacuation des dépôts sauvages sur l'ensemble du site et les travaux de démolition de la halle aux cochons.

Les travaux de voiries et de réseaux divers qui se sont poursuivis et terminés en 2016 ont permis une mise en service en avril 2017 de la voie centrale du Nord de la ZAC reliant le boulevard Ledru Rollin à la place des abattoirs.

L'activité sur les années suivantes :

Il est prévu courant 2017 la signature des actes authentiques de vente en vue de la réalisation, de la plateforme d'insertion innovante professionnelle, de nouveaux locaux d'activités par la SOGIMA et d'une cuisine centrale pour les écoles catholiques.

La SOLEAM va également signer un compromis de vente pour la cession d'un terrain de 5000m² à la société ENEDIS qui souhaite y implanter un poste de distribution d'énergie électrique dans les années à venir lié au développement des quartiers Nord et à l'extension de l'opération d'Euroméditerranée.

Les travaux de confortement du mur de soutènement du boulevard Ledru Rollin ont démarré en janvier 2017 pour une durée de trois mois.

Les travaux de voiries et réseaux divers se poursuivront durant l'année 2018 afin d'achever la réalisation des voiries de la ZAC et permettre

l'ouverture totale de ce site sur le quartier, les études de maîtrise d'œuvre étant engagées en avril 2017.

Le CRAC au 31 décembre 2016

Les dépenses :

Sur l'exercice écoulé, les dépenses qui s'élèvent à 411 976 Euros TTC, en baisse par rapport au prévisionnel (- 996 694), se répartissent ainsi :

- 20 344 Euros TTC pour des études en diminution de 9 096 Euros TTC, le prévisionnel sur l'année ayant été surestimé de 30%,
- 323 733 Euros TTC pour des travaux de démolitions et de voirie. En diminution de 896 718 Euros TTC par rapport aux prévisions, en raison principalement du report de paiement en début 2017 des travaux terminés fin 2016.
- 70 430 Euros pour les honoraires techniques, montant en diminution de 2 768 Euros en raison du paiement du solde du marché en 2017,
- 51 013 Euros pour les dépenses annexes en augmentation de 20 129 Euros en raison de l'augmentation des frais de gestion et de dépenses non prévues au CRAC précédent (taxes foncières et assurances).
- 30 449 Euros TTC de rémunération sur dépenses et sur recettes en diminution de 59 918 Euros en lien avec la diminution des postes cessions et travaux,
- 32 Euros TTC de frais financiers court terme en diminution en raison d'une trésorerie plus favorable que prévue,
- et enfin un crédit de TVA de -84 024 Euros en augmentation de 43 978 Euros suivant l'évolution des dépenses et recettes.

L'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 : les dépenses réalisées qui s'élèvent à 6 609 930 Euros TTC soit 71 % du montant total des dépenses prévisionnelles se répartissent ainsi :

- 2 239 229 Euros TTC pour le foncier soit 100 % du budget total de ce poste,
- 3 268 847 Euros TTC pour les études, les démolitions, les travaux VRD et honoraires techniques soit 58% du budget total de ce poste,
- 495 669 Euros TTC pour les dépenses annexes soit 90 % du budget total de ce poste,
- 594 757 Euros TTC de rémunération soit 73 % du budget total de ce poste,

- 11 428 Euros TTC pour les frais financiers soit 69 % du budget total de ce poste.

Au terme de la concession, les dépenses qui s'élèvent à 9 238 275 Euros TTC, hors TVA reversée, sont en augmentation de 139 242 Euros (+ 1,5%) par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2015 et se répartissent ainsi :

- 2 239 230 Euros TTC pour le budget foncier qui est inchangé, l'ensemble des opérations d'acquisitions étant terminées,
- 5 622 130 Euros TTC pour le budget études et travaux qui présente une augmentation de 122 681 Euros TTC (+2,3%) par rapport au prévisionnel, suivant l'ajustement des études et des travaux réalisés et restant à mener,
- 550 134 Euros TTC pour le budget des dépenses annexes, en augmentation de 14 593 Euros TTC (+2,7%) par rapport au prévisionnel,
- 810 206 Euros TTC pour le budget des rémunérations en augmentation de 12 680 Euros TTC (+1,6%) suivant l'évolution des dépenses et recettes,
- et 16 576 Euros TTC pour le budget des frais financiers soit une diminution de 10 713 Euros TTC.

La part de chacun des budgets ci-dessus représente respectivement 24,3%, 60,8%, 6%, 8,7%, et 0,2% du montant total des dépenses de l'opération.

Les recettes :

Sur l'exercice écoulé, les recettes perçues d'un montant de 2 534 Euros TTC correspondent à des produits financiers qui sont en hausse de 1686 Euros par rapport au prévisionnel.

Les recettes de cessions qui avaient été estimés à 124 512 Euros TTC au précédent CRAC sont reportées d'une année en raison du décalage à 2017 des signatures d'actes de vente ou compromis avec les constructeurs.

L'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 : les recettes hors la participation d'équilibre s'élèvent à 4 014 211 Euros TTC qui se répartissent ainsi :

- 3 927 978 Euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 67%,
- 86 233 Euros TTC de produits de gestion locative et de produits financiers, soit 99% du poste.

Au terme de la concession les recettes globales de l'opération hors la participation d'équilibre qui s'élèvent à 6 116 655 Euros TTC sont en hausse de

145 145 Euros et se répartissent de la manière suivante :

- 6 029 914 Euros TTC de cessions soit 98,6% des recettes globales, en augmentation de 124 947 (+2,4 % Euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec le calcul de la TVA et l'actualisation de la charge foncière,
- 86 741 Euros TTC de produits de gestion locative et de produits financiers soit 1,4 % des recettes globales, en augmentation de 2 198 Euros TTC par rapport au précédent CRAC en lien avec le niveau de trésorerie de l'opération.

La participation du concédant :

Elle s'élève à 3 146 211 Euros dont 2 209 829 Euros d'apport foncier (inchangé par rapport au CRAC précédent) et 936 382 Euros en numéraire (inchangé par rapport au CRAC précédent).

Le foncier a été en totalité apporté par la Ville entre 2007 et 2013 et la participation numéraire a été versée en totalité par la Ville en qualité d'autorité concédante de l'opération d'aménagement jusqu'au 31/12/2015.

En conséquence la Métropole n'a pas de participation à verser à l'opération.

L'avance, la TVA et la trésorerie :

L'avance d'un montant de 170 000 Euros qui avait été consentie par la Ville en 2003, a été remboursée en 2013.

A fin 2016, le crédit de TVA est de 282 071 Euros, et la TVA reversée est de 542 219 Euros, soit un déficit de 260 148 Euros.

Au terme de l'opération la TVA reversée prévisionnelle s'élève à 24 082 Euros.

Le solde cumulé de la trésorerie de cette opération qui s'élève à 290 344 Euros au 31 décembre 2016 est plus favorable que prévue.

L'avenant 20 à la convention de concession,

Le présent avenant soumis à notre approbation prévoit de proroger la durée de la concession de deux ans portant l'échéance de cette convention au 02 février 2020 en raison des travaux d'aménagement décalés dans le temps de plus d'un an en lien avec les délais de cessions des terrains et des opérations de constructions.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'« Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement et approbation de l'avenant n°20 au contrat de concession ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement et approbation de l'avenant n°20 au contrat de concession ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2016 de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Saint Louis à Marseille 15^{ème} arrondissement et approbation de l'avenant n°20 au contrat de concession .

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	24

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 017-720/17/CT

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2016 de la ZAC Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements - Approbation de l'avenant 22 à la convention de concession**

Avis du Conseil de Territoire

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives :

leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements et approbation de l'avenant 22 à la convention de la concession » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Par délibération n°91/481/U du 22 juillet 1991, le Conseil Municipal a approuvé l'extension du périmètre de l'opération d'aménagement, notamment sur les terrains propriétés de la Ville anciennement occupés par le Bataillon de Marins-Pompiers.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque» sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Le PLU révisé par la délibération de MPM du 28 Juin 2013 a intégré la ZAC de Saint Just.

Les évolutions de la programmation initiale ont conduit à modifier le programme des équipements publics de la ZAC qui a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2013 puis par délibération du conseil municipal du 28 avril 2014.

La convention d'aménagement a fait l'objet de plusieurs avenants en vue d'adapter la concession sur les dispositions législatives, sur la participation de la Ville au coût de l'opération, sur la durée de la convention et sur le transfert de la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération.

Dans ce cadre un avenant n° 20 à la convention de concession d'aménagement N° T1600913CO (ex n°90/108) notifié à la Ville le 3 Juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Par avenant n°21 approuvé par le conseil de la Métropole lors de la séance du 17 Octobre 2016 la durée de la concession a été prorogé de deux années portant son échéance au 12 Mars 2019.

Cette opération a pour objectif de réaliser les aménagements aux abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et permettre une couture urbaine avec le quartier des Chartreux.

Les projets de construction totaliseront à terme 50 000 m² de surface de plancher dont 43 000 m² en logement et le solde en bureaux, activités, commerces.

La délibération du conseil de la Métropole du 17 octobre 2016 a approuvé le dernier Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la concession d'aménagement établi au 31 décembre 2015 prévoyant la participation d'équilibre de l'opération à la charge de la Métropole d'un montant de 498 888 Euros et la participation aux équipements publics de 1 224 000 Euros TTC, cette dernière prévue par convention tripartite entre MPM, la Ville de Marseille et la Soléam.

L'objet du présent rapport est de présenter au Conseil de la Métropole le CRAC établi au 31 décembre 2016

et l'avenant n°22 à la concession portant sur l'augmentation de la participation de la Métropole à l'équilibre de l'opération et au coût des équipements.

Le CRAC présente un bilan consolidé des opérations de la concession situées dans la ZAC de Saint Just et en dehors de celle-ci (îlot Meyer).

Avancement de l'opération :

L'aménagement de la ZAC a démarré par la réalisation du parvis de la salle de spectacle du Dôme et de l'hôtel du Département, de la gare d'échanges BUS/métro qui sont achevés depuis plusieurs années.

Les travaux de voiries et de réseaux divers sont menés actuellement sur les îlots Sainte Adélaïde et Meyer avec la requalification des voies existantes et la connexion de ce secteur à la voie nouvelle reliant le boulevard Fleming et le boulevard du Maréchal Juin.

L'activité sur l'exercice 2016

Les travaux ont porté sur la réalisation des nouvelles voies d'accès à cette zone depuis le boulevard Fleming et de sortie vers le boulevard du Maréchal Juin, sur la requalification du boulevard Meyer, sur la démolition d'un bâtiment industriel désaffecté à l'angle de l'avenue de Saint-Just et de la rue Ste Adélaïde et sur le réaménagement du jeux de boules du centre d'animation municipal Meyer.

La Soléam a finalisé les études de réaménagement de la plateforme logistique du Dôme et a mené les négociations avec Post Immo sur l'acquisition du parking du tri postal qui sera affecté au stationnement des poids lourds de la salle de spectacles. Par ailleurs la Poste achètera à la Soléam le foncier à l'angle de l'avenue de St Just et de la rue Ste Adélaïde, au 42 avenue de St Just, pour assurer le fonctionnement du centre de tri.

La société AMETIS et sa filiale IDEOM ont acquis en novembre 2016 le terrain pour la réalisation d'un programme de 28 682 m² en vue de réaliser «la Calanque» à dominante de logements suivant le permis de construire modificatif délivré le 30 août 2016.

La société PROGEREAL a démarré fin 2016 le chantier de constructions du programme de logements le Patio des Chartreux et de l'Hôtel le Décisium.

Les perspectives 2017 et suivantes

La Soléam passera les actes de ventes du terrain sis 42 avenue de St Just avec la Poste et prendra en charge les aménagements du terrain et les travaux de reconfiguration du centre de tri nécessaires au fonctionnement (retournement des quais).

Les études de maîtrise d'œuvre pour les travaux de VRD de la rue Sainte Adélaïde et les études de la liaison piétonne du Bd St Bruno vers le métro sont à engager.

L'ensemble de ces travaux ainsi que les travaux de la plateforme logistique du Dôme seront à mener en coordination avec les opérations de constructions entre 2017 et 2019.

Le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2016

Les dépenses :

- sur l'exercice écoulé les dépenses qui s'élèvent à 3 342 852 Euros TTC contre 4 022 809 Euros TTC prévus au CRAC précédent, se répartissent ainsi :
- 57 241 Euros TTC pour les études générales, en augmentation (422 Euros) par rapport au prévisionnel sur le poste études, par ajustement des études techniques,
- 2 285 930 Euros TTC pour les travaux en diminution (- 744 126 Euros) par rapport au prévisionnel en raison du report de travaux de VRD et du report de paiement de travaux terminés fin 2016 en attente de la procédure de réception début 2017.
- 44 409 Euros TTC pour les dépenses annexes en augmentation (+18 254 Euros) due à des frais de gestion non prévus tels que des constats d'huissier,
- 306 108 euro TTC de rémunérations en diminution (-26 009 Euros) en lien avec la diminution du poste travaux,
- et 15 482 Euros pour les frais financiers à court terme en augmentation suivant l'évolution de la trésorerie.
- état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016, les dépenses réalisées (compris la TVA sur marge de 3 396 Euros) qui s'élèvent à 19 068 743 Euros TTC, soit 81 % du montant total des dépenses prévisionnelles, se répartissent ainsi :
- 8 441 363 Euros TTC pour le foncier soit 85% du budget foncier total prévisionnel,
- 1 204 409 Euros TTC pour les études soit 93% du budget études total prévisionnel,
- 7 060 941 Euros TTC pour les travaux soit 70% du budget travaux total prévisionnel,

- 859 408 Euros TTC pour les dépenses annexes soit 98 % du budget dépenses annexes total prévisionnel,
- 1 380 020 Euros TTC de rémunérations soit 85,5 % du budget rémunération total prévisionnel,
- 119 206 Euros TTC pour les frais financiers soit 100% du montant total prévisionnel des frais financiers.
- Au terme de la concession, les dépenses qui s'élèvent à 23 939 412 Euros TTC sont en augmentation de 739 256 Euros TTC par rapport au bilan arrêté au 31 décembre 2015 ; elles se répartissent ainsi :
- 9 953 428 Euros TTC pour le budget foncier (41% du total des dépenses) en diminution de 267 841 Euros en lien avec le montage prévu avec la Poste,
- 1 293 933 Euros TTC pour le budget études générales (5,4 % du total des dépenses) en augmentation de 69 446 Euros TTC en lien avec des travaux d'aménagement restant à mener (liaison piétonne, travaux de parachèvement),
- 10 053 979 Euros TTC pour le budget travaux et honoraires techniques (53 % du total des dépenses) en augmentation de 897 168€TTC, cette hausse est due principalement aux travaux de réaménagement de la zone logistique du DÔME, de reconfiguration du centre du tri Postal, de réseaux sous les voies nouvelles, et d'honoraires techniques liés aux études sur le Bâtiment du Dôme,
- 1 629 745 Euros TTC de rémunérations (6,8% du total des dépenses) en augmentation de 5763 Euros liée à l'évolution des dépenses,
- 879 931 Euros TTC pour le budget des dépenses annexes (3,6 % du total des dépenses) qui est en augmentation de 2 %,
- et 125 000 Euros pour les frais financiers à court terme (0,5% du total des dépenses) en augmentation (+15 441) liés à l'évolution de la trésorerie de l'opération.

Les recettes :

- Sur l'exercice écoulé, les recettes d'un montant 7 159 531 Euros TTC correspondent au versement de la vente de l'îlot Ste Adélaïde d'un montant de 6 547 531 Euros TTC en diminution de 277 313 Euros en lien avec l'actualisation du prix de vente et au versement par la Métropole de la participation aux voies nouvelles d'un montant de 612 000 Euros TTC.

- Sur l'état d'avancement cumulé au 31 décembre 2016, les recettes s'élèvent à 21 548 763 Euros TTC dont :
- 18 871 241 Euros TTC pour les cessions, soit un taux d'avancement des cessions de 99 %,
- 675 134 Euros TTC pour les produits divers et financiers, soit près de 100% de ces postes,
- et 2 002 388 Euros TTC de participations des Collectivités soit 41% des participations totales.
- Au terme de la concession, les recettes globales prévisionnelles s'élèvent à 24 590 737 Euros TTC (en augmentation de 487 838 Euros TTC par rapport au CRAC précédent) et comprennent :

- les produits divers et financiers d'un montant de 676 258 Euros TTC (2,8% des recettes totales) qui sont en augmentation de 1 692 Euros TTC en lien avec la trésorerie de l'opération,

- les recettes de cessions et de participation constructeurs d'un montant de 19 062 041 Euros TTC (84% des recettes totales) qui sont en diminution 1 249 636 de Euros TTC liée principalement au montage avec la Poste qui remembre à destination de parking un terrain précédemment destiné à une opération immobilière

-les participations, d'un montant de 4 852 438 Euros TTC (19.7% des recettes totales), elles comprennent:

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération qui passe de 1 889 276 Euros à 3 170 118 Euros, soit une augmentation de 1 280 842 Euros.

1 390 388 Euros ont déjà été versés par la Ville de Marseille avant le transfert de l'opération à la Métropole, le solde :

1 779 730 Euros sera versé par la Métropole selon l'échéancier suivant :

2018 : 1 100 000 Euros

2019 : 679 730 Euros

la Métropole participe à la réalisation des voies nouvelles d'insertion entre le boulevard Fleming et le boulevard du Maréchal Juin pour un montant qui passe de 1 224 000 Euros TTC à 1 682 320 Euros TTC (6,8 % des recettes totales) soit une augmentation de 458 320 Euros TTC en raison de l'augmentation du budget des travaux et honoraires techniques de ces ouvrages.

La trésorerie et la TVA

Le solde cumulé de trésorerie de l'opération est positif (+ 1 526 396 Euros) au 31 décembre 2016 en lien avec l'évolution des dépenses et des recettes.

La TVA reversée au terme de la concession s'élèvera à 651 325 Euros.

Avenant à la concession

L'avenant 22 à la concession d'aménagement T1600913CO (ex 90/108) soumis à notre assemblée a pour objet :

- d'approuver l'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre d'opération qui passe d'un montant 1 889 276 Euros TTC à 3 170 118 euros ainsi que l'échéancier de versement du solde suivant :

2018 : 1 100 000 Euros

2019 : 679 730 Euros

- d'approuver la participation de la Métropole à la réalisation des voies nouvelles qui passe d'un montant de 1 224 000 euros à 1 682 320 Euros TTC ainsi que l'échéancier de versement :

2016 : 612 000 Euros déjà versés,

2017 : 1 070 320 Euros

La convention tripartite n°15/1755 entre MPM/Ville/Soléam qui a mis en place cette participation aux équipements publics alors que Ville était l'autorité concédante n'a pas lieu d'être maintenue, aussi il est proposé à notre assemblée d'approuver sa résiliation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements et l'approbation de l'avenant 22 à la convention de la concession.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements et l'approbation de l'avenant 22 à la convention de la concession;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité de la concession d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté Saint Just à Marseille 4ème et 13ème arrondissements et l'approbation de l'avenant 22 à la convention de la concession.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	24

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 018/721/17/CT

■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Concession Saint Just - ZAC Saint Just Marseille

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15460/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Par délibération n°90/62/U du 2 février 1990, le Conseil Municipal de Marseille a approuvé le schéma d'organisation du site de Saint Just, un programme immobilier prévisionnel, ainsi que la convention de concession d'aménagement n° 90/108 au profit de la Somica, devenue Marseille Aménagement puis Soleam.

Le Conseil Municipal, par délibération n°94/366/U du 30 mai 1994 a créé la Zone d'Aménagement Concerté de Saint Just, dont le Plan d'Aménagement de Zone a été approuvé par délibération n°95/55/U du 19 mai 1995.

Par délibération n°98/0575/EUGE du 20 juillet 1998, le Conseil Municipal a approuvé la modification du PAZ ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC sur la base d'un nouveau programme global de constructions de 50 000m² de planchers à usage de logements, bureaux et commerces.

Par délibération du Conseil Communautaire du 14 décembre 2012 le Plan d'Aménagement de la ZAC a été modifié afin de relancer la mutation des terrains au sud du boulevard Fleming et permettre la construction de l'ensemble de logements «la Calanque» sur l'îlot Sainte Adélaïde conçu par les Ateliers Jean Nouvel.

Les évolutions de la programmation initiale ont conduit à modifier le programme des équipements publics de la ZAC qui a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 13 décembre 2013 puis par délibération du conseil municipal du 28 avril 2014.

L'opération a été transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM, elle se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées.

Dans ce cadre, un avenant n°20 à la concession d'aménagement de Saint Just T1600913CO (ex n°90/108) notifié à la Ville le 3 Juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Cette opération a pour objectif de réaliser les aménagements aux abords des grands équipements que sont le Dôme et l'Hôtel du Département, et permettre une couture urbaine avec le quartier des Chartreux. Les projets de construction totaliseront à terme 50 000 m² de surface de plancher dont 43 000 m² en logement et le solde en bureaux, activités, commerces.

En 2015, les négociations de SOLEAM avec Poste Immo ont permis d'aboutir à un accord quant à l'utilisation du parking actuel du centre de tri par le DÔME pour le stationnement des poids lourds, compensé par la cession à la Poste d'un autre terrain (ex SCI Ensallém) pour répondre aux besoins de son activité.

Le Programme des équipements publics prévoit des aménagements destinés au DÔME qui sont financés par l'opération de ZAC, réalisés par la SOLEAM aménageur puis remis gratuitement à la Ville.

Il s'agit de l'aménagement des espaces dévolus aux stationnements VL et PL, la réalisation de bâtiments à usage de stockage et de restauration destinés à la salle de spectacle du DOME.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 approuvé par délibération n° URB 025-17/10/16 CM du Conseil de la Métropole en date du 17 octobre 2016, prévoyait une participation financière de la Métropole à la réalisation d'une voie d'insertion entre le Boulevard Fléming et le Boulevard Maréchal Juin pour un montant de 1 224 000 euros, et une participation à l'équilibre du

bilan de 1 889 236 euros dont 1 390 388 euros ont déjà été versés par la Ville de Marseille et 498 888 euros restaient à la charge de la Métropole.

Il convient de porter le montant de la participation d'équilibre de la Métropole à hauteur de 1 779 730 euros pour absorber le montage avec Poste Immo qui dégrade le bilan (perte de recettes sur le terrain échangé et prise en charge d'adaptation sur les locaux du centre de tri pour retourner le fonctionnement).

Par ailleurs, le coût des voies prises en charge par la Métropole subit une augmentation en passant de 1 224 000 euros à 1 682 320 euros.

Afin de permettre la réalisation de ces travaux, l'opération d'investissement n°2015121100 inscrite au budget pour un montant initial de 900 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 3 500 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 4 400 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015121100 "Concession Saint Just - ZAC Saint Just Marseille" dans

l'autorisation de programme 151064BP du programme 06 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015121100 "Concession Saint Just - ZAC Saint Just Marseille" dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06 ».

URB 019-722/17/CT

■ Approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15552/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la

concession d'aménagement Saumaty Séon à Marseille 16ème arrondissement - Participation de la Métropole à l'équilibre du bilan » satisfait les conditions de l'article L5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La ZAC de Saumaty Séon a été créée par délibération du Conseil Municipal de Marseille n°87/398/UCV du 10 juillet 1987 et son dossier de réalisation approuvé le 11 mars 1988 par délibération n°88/114/UCV.

La réalisation de l'opération a été confiée par la Ville de Marseille en concession à Marseille Aménagement (anciennement SOMICA), devenue depuis SOLEAM, par délibération n°88/598/UCV du 8 novembre 1988 approuvant la convention (traité et cahier des cession) n°89/017 notifiée le 13 janvier 1989.

L'avenant n°15 à cette convention notifiée le 14 mars 2014 a permis de transférer la concession à la SPL SOLEAM suite à la fusion absorption de Marseille Aménagement en date du 28 Novembre 2013.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 déc. 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétence de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600905CO en date du 28 avril 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

La ZAC de Saumaty -Séon, qui s'étend sur 60 ha dans les quartiers Nord de Marseille (16ème arrdt) a pour objectif de promouvoir le développement d'activités industrielles, artisanales et tertiaires sur les friches des tuileries de Marseille localisées aux abords des noyaux villageois de St André, St Henri et l'Estaque, tout en permettant la production limitée de logements en frange immédiate de ces noyaux villageois.

Le Plan d'Aménagement de Zone a été modifié à trois reprises par délibérations n°91/519/U du 30 septembre 1991 et n°98/272/DUC du 20 juillet 1998 et par délibération du Conseil de Communauté Marseille Provence Métropole n°AEC 003-482/11/CC du 8 juillet 2011.

La dernière modification du PAZ a principalement permis d'adapter ou supprimer des emplacements

réservés pour espaces publics (voiries, places et cheminements piétonniers) et pour équipements publics (école, jardin, etc...) dont la réalisation n'était plus nécessaire et de modifier les zonages de plusieurs terrains pour adapter leur constructibilité à leur environnement urbain.

La ZAC de Saumaty-Séon a été intégrée au PLU dont la révision a été approuvée par délibération n°AEC001-377/13/CC du Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole en date du 28 juin 2013. Les zonages spécifiques de la ZAC ont été remplacés par des zonages de droit commun du PLU en maintenant la répartition entre secteurs dédiés à l'activité et au logement.

Les objectifs en terme de production de surface de plancher sont de 140 000 m2 SDP de locaux d'activité et 60 000 m2 SDP de logement

La convention de concession a fait l'objet de plusieurs prorogations de durée. L'avenant n°19 approuvé par délibération du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 a prorogé la durée de la concession de deux années, jusqu'au 13 janvier 2019.

AVANCEMENT DE L'OPERATION :

Les objectifs de la ZAC sont quasiment atteints. La commercialisation des terrains est en cours d'achèvement et les équipements publics sont réalisés à plus de 95%.

- Maîtrise foncière :

La SOLEAM doit encore acquérir à titre gratuit environ 2000 m² de foncier auprès de la Métropole (dont 500 m² au n°1 impasse Guichard, 1 130 m² en bordure Nord-Ouest du "mail des écoles de Saint Henri" et 86 m² à la traverse de la Vente). Ces emprises foncières doivent être transférées, en 2017, par la Ville à la Métropole.

La SOLEAM doit également mener à son terme la procédure de résolution judiciaire de la vente à la SCI AWAL de l'immeuble des n°63 et 65 rue Condorcet, suite au non respect des engagements pris par l'acquéreur en termes de réhabilitation du bâti existant. Un jugement du TGI du 14 mars 2017 a prononcé la résiliation de la vente.

Les emprises foncières appartenant encore à la SOLEAM correspondent essentiellement aux terrains d'assiette des voies publiques aménagées dans le cadre du programme des équipements publics de la ZAC qui n'ont pas encore été rétrocédées à la Métropole, aux emprises des derniers ouvrages de voirie à aménager et à 4 terrains à bâtir restant à commercialiser.

- Commercialisation des terrains porteurs de droits à construire :

Le cumul des commercialisations engagées a permis la construction d'environ 167 700 m² de surface de plancher (soit 84% de l'objectif de 200 000 m² sdp) dont 112 900 m² pour de l'activité (soit 80% de l'objectif de 140 000 m² sdp) et 54 800 m² pour du logement (soit 91% de l'objectif de 60 000 m² sdp).

Depuis 2013, Il ne reste plus qu'environ 5 600 m² de terrains commercialisables répartis entre plusieurs tènements fonciers de petite taille. La constructibilité de ces terrains est estimée à 4 800 m² sdp.

- Aménagement des équipements publics :

La quasi totalité des équipements publics de la ZAC a été réalisée avec notamment les voies de desserte de la zone, un stade, un parc, une Maison pour Tous, des parkings et places publics ainsi que l'ensemble des réseaux publics nécessaires à l'opération.

Il reste à réaliser quelques travaux de parachèvement de voies (essentiellement la reprise ou le traitement définitif des revêtements de chaussées et de trottoirs) et quelques aménagements destinés à améliorer la trame circulatoire du secteur.

Le dernier CRAC (Compte Rendu Annuel à la Collectivité), approuvé par le Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, est celui arrêté au 31 décembre 2015.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil de la Métropole le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016.

ACTIVITE DE LA CONCESSION SUR L'EXERCICE ECOULE:

- Maîtrise foncière :

En 2016 la SOLEAM a acquis la parcelle 910 I 205 auprès de la copropriété du 120 rue Condorcet (cette parcelle constituant une partie de l'emprise de la voie de bouclage à aménager par la SOLEAM entre la rue Maurras et la contre-allée de l'Av André Roussin).

Les acquisitions, à titre gratuit, auprès de la Métropole des terrains à bâtir du n°1 impasse Guichard et du Mail des écoles de St Henri (ainsi que de la parcelle 908 I 142 entrant dans l'assiette du PC délivré à Mme Célik) n'ont pu aboutir en 2016. Elles auront lieu en 2017 après le transfert du foncier concerné par la Ville à la Métropole.

- Commercialisation de terrains :

En 2016 la SOLEAM a cédé un terrain non constructible de 500 m² aux consorts Rouvière.

La cession à l'association Corail (maîtrise d'ouvrage déléguée à la LOGIREM) de la partie du terrain "Rouvière" devant accueillir un projet d'habitat participatif n'a pu déboucher sur la signature d'un compromis de vente en 2016. Ce compromis de vente a cependant été signé en Mars 2017 suite au règlement du contentieux qui existait entre la SOLEAM et les consorts Rouvière.

- Etudes :

Les études de maîtrise d'œuvre AVP et PRO relatives aux travaux de parachèvement des voies publiques et aux derniers travaux de VRD ont été poursuivies en 2016 sans pouvoir être achevées,

- Aménagement des équipements publics :

Seuls les travaux de parachèvement de la traverse de la Poste (réfection du revêtement des trottoirs) ont été réalisés en 2016.

Aucun autre chantier de travaux n'a été engagé par la SOLEAM en 2016, les études relatives aux travaux de parachèvement des voies et aux derniers travaux de VRD de la ZAC n'ayant pu aboutir et être validées en 2016

- Permis de Construire :

PC délivrés en 2016 :

Trois PC ont été délivrés en 2016 :

PC n°15 0892 - Jaguar Network – Av André Roussin - 5 176 m² sdp de bureaux

PC n°16 0119 – SCI SGP (Pages) – 30 av Fernand Sardou – extension de 1540 m² sdp de locaux d'activité

PC n°16 0328 – ARI – rue des frères Maurras – extension de 35 m² sdp par reconfiguration d'un bâtiment existant

Programmes immobiliers livrés en 2016 :

2 programmes de constructions ont été livrés en 2016 :

PC n°11 1024 – SCI de la Traverse – Traverse de la Vente - 8 logements en bande en accession – 775 m² sdp

PC n°11 1405 – SCI Cap Sud (Lazard Group) - rue Xavier Coste – 3 731 m² sdp de bureaux

Programmes immobiliers en cours de construction en 2016 :

PC n°12 0218 – Villa Flor 4 – rue du Dr Zamenhof – 2587 m2 sdp de bureaux – livraison prévue en 2017

PC n°14 0425 – SCI Rabelais (Lazard Group) – 10 rue Rabelais – 2004 m2 sdp de bureaux – livraison prévue en 2017

ACTIVITE DE LA CONCESSION PREVUE SUR LES DEUX PROCHAINES ANNEES (2017 et 2018) :

- Maîtrise foncière :

La SOLEAM prévoit d'acquérir auprès de la Métropole les terrains à bâtir suivants :

- en 2017 TAB du Mail des Ecoles de St Henri (1 130 m2), TAB du n°1 impasse Guichard (500 m2) et une bande de terrain de 86 m2 à céder à Madame Celik pour compléter l'assiette foncière de son PC délivré en 2012

Ces acquisitions sont conditionnées par le transfert des biens concernés de la Ville à la Métropole.

- en 2017 résolution de la vente du 63/65 rue Condorcet à la SCI AWAL

- Commercialisation de terrains :

En 2017 La SOLEAM projette de commercialiser les derniers terrains à bâtir de la ZAC :

- TAB "Rouvière" (cession prévue à l'association Corail / Logirem pour la construction de logements participatifs) - compromis de vente signé en mars 2017 (2 166 m2 de terrain)

- TAB du Mail des écoles de St Henri (1 130 m2 de terrain)

- TAB du n°1 impasse Guichard (440 m2 de terrain)

- TAB de la rue des frères Maurras (907 m2 de terrain)

- TAB du n°42 traverse Razzoli (932 m2 de terrain)

Ces 5 terrains à bâtir représentent une emprise globale d'environ 5 600 m2 pour une surface de plancher estimée à 4 800 m2.

- Aménagement des équipements publics :

La SOLEAM projette de mettre en œuvre les derniers travaux de VRD et de parachèvement des voies de la ZAC :

- en 2017 dans le secteur Saumaty: élargissement et requalification de la traverse Va à la Mer, aménagement d'un cheminement piétonnier dans le prolongement de la traverse Saumaty, réfection des revêtements de chaussée et trottoirs de la voie sans nom entre la traverse du Cerisier et la rue J.J. Vernazza - Dans le secteur de Séon: réfection du revêtement des trottoirs de la rue des frères Maurras et maillage de cette rue avec la contre-allée André Roussin, remise en état de l'aire de jeux centrale vandalisée du Mail des écoles de St Henti

- en 2018 dans le secteur de Séon: élargissement des trottoirs du carrefour Rabelais / Pelas au niveau du n°1 impasse Guichard,.

- Permis de Construire :

Il est envisagé que soient déposés 5 permis de construire représentant une surface de plancher globale estimée à 4 800 m2 majoritairement affectés à de l'activité.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 s'établit comme suit :

DEPENSES:

* Sur l'exercice écoulé :

Sur l'exercice 2016, les dépenses s'élèvent à 334 158 euros, soit une baisse de 290 747 Euros (- 47%) par rapport aux prévisions du bilan précédent (624 905 euros).

Cet écart résulte principalement :

- d'une baisse des dépenses de travaux et honoraires techniques (- 169 120 euros) consécutive :

à la suspension des études de maîtrise d'œuvre relatives aux derniers travaux de VRD et à la non utilisation de la provision pour honoraires techniques relatifs aux travaux de parachèvement avant rétrocession des ouvrages à la Métropole AMP (-60 990 euros)

à la non réalisation en 2016 des travaux de remise en état de l'aire de jeux centrale du Mail des écoles de St Henri (-19 856 euros) et la non consommation de la provision pour travaux de parachèvement des VRD avant remise des ouvrages à la Métropole (-102 000 euros)

- d'une baisse du budget foncier (- 188 029 euros) qui découle principalement du report en 2017 de l'acquisition auprès du Concédant (apport foncier) du terrain à bâtir du Mail des écoles de St Henti

(- 180 000 euros), suite au retard pris par la procédure de transfert des biens communaux à la Métropole

- d'une baisse des dépenses annexes (-7 040 euros) résultant la non utilisation de la provision pour frais de commercialisation (-10 000 euros) partiellement compensée par une légère hausse des frais de gestion (+2 960 euros)

- d'une baisse des rémunérations de la SOLEAM (-7 040 euros) résultant de la baisse des dépenses et des recettes par rapport aux prévisions

- de l'encaissement d'un crédit de TVA remboursé de 19 521 euros permis par une gestion globale des opérations de concession

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Au 31 décembre 2016 le montant cumulé des dépenses, TVA résiduelle comprise, s'élève à 39 833 242 euros, soit 97% du montant des dépenses figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (41 161 880 euros). Ce montant se répartit entre les postes suivants :

- dépenses foncières : 9 979 062 euros, soit 96% du budget foncier à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (10 369 343 euros),

- dépenses travaux (Honoraires techniques + Mise en état des sols + Travaux): 17 828 217 euros, soit 91% du budget travaux figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (19 508 299 euros),

- dépenses annexes (Charges de gestion + Impôts fonciers + Dépenses non rémunérables + Frais de commercialisation) : 2 588 987 euros, soit 98% du budget des dépenses annexes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (2 653 543 euros),

- rémunérations de la SOLEAM : 2 488 018 euros, soit 90% du budget des rémunérations figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (2 750 606 euros)

- frais financiers : 4 263 110 euros, soit 100 % du budget des frais financiers figurant au bilan prévisionnel de la ZAC , l'intégralité des emprunts étant à ce jour remboursée

- TVA Perdue: 29 864 euros, soit 100% du budget TVA figurant au bilan prévisionnel de la ZAC

- TVA Résiduelle: 2 655 982 euros, soit 166% de la TVA Résiduelle à terme figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (1 587 114 euros). La SOLEAM prévoit l'encaissement du trop versé en 2017 (570 064 euros) et en 2018 (498 804 euros).

Au terme de l'opération :

Le montant prévisionnel total des dépenses, TVA Résiduelle comprise, s'élève à 41 161 880 euros. Il se répartit principalement entre budget "foncier" (25%), budget "travaux" (47%), budget "dépenses annexes" comprenant les charges de gestion, les impôts fonciers, les dépenses non rémunérables et les frais de commercialisation (6,5%), budget "rémunérations de l'aménageur" (6,5%), budget "Frais financiers" (10,5%) et TVA résiduelle (4%). Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédemment approuvé.

Le montant prévisionnel total des dépenses augmente de 63 499 euros, soit + 0,1 %, par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2015 (41 098 381 euros). Cette faible augmentation s'explique principalement par:

- une hausse du budget foncier (+32 253 euros) consécutive à la prise en compte des frais d'acquisition relatifs aux apports fonciers de la Métropole et à des études supplémentaires (faisabilité / pollution / géotechniques, etc.) à engager au titre des études générales,

une hausse du budget travaux (+154 130 euros) consécutive à la nécessité de passer un nouveau marché à bon de commande pour évacuer des matériaux pollués, à une anticipation de la présence d'amiante dans la maison à démolir du n°1 impasse Guichard, à des ajustements des montants des travaux d'aménagement par rapports aux estimations des maîtres d'œuvre ou dépenses effectives

Il est à noter que le montant des postes "parachèvement des ouvrages avant rétrocession" a été maintenu au niveau de celui du bilan prévisionnel du CRAC au 31 décembre 2015 (305 584 euros) pour ne pas réduire le montant de la participation d'équilibre qui sera définitivement arrêté à la clôture de la concession d'aménagement prévue le 13 janvier 2019.

La hausse des budgets foncier et travaux est partiellement compensée par une baisse de la TVA Résiduelle (-112 011 euros).

RECETTES :

Sur l'exercice écoulé

Sur l'exercice 2016 le chiffre d'affaire, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 334 158 euros, en baisse de 290 747 euros (- 46,5%) par rapport aux prévisions.

Cet écart s'explique principalement par :

- le décalage en 2017 de l'encaissement du complément de prix SCI SJP pour attribution de sdp supplémentaire (-39 000 euros)

- le décalage en 2017 des signatures des compromis de vente relatifs au terrain non constructible "Rouvière" et aux terrains à bâtir "Rouvière" et du Mail des écoles de St Henri (-74 729 euros)

- le report en 2017 de l'apport foncier par la Métropole du terrain à bâtir du Mail des écoles de St Henri (suite au retard pris par le transfert du foncier correspondant de la Ville à la Métropole)

Etat d'avancement cumulé au 31 décembre 2016 :

Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 39 805 166 euros, soit 97 % du montant total des recettes figurant au bilan prévisionnel de la ZAC (41 161 880 euros). Ce montant se répartit essentiellement entre les postes suivants :

- cessions de terrains pour construire de logements : 5 080 032 euros, soit 89,5% de ce poste à terme,

- cessions de terrains pour créer de l'activité : 17 563 259 euros, soit 97,5 % de ce poste à terme,

- subventions FEDER: 121 319 euros, soit 100% de ce poste à terme,

- participations constructeurs aux équipements: 169 016 euros, soit 100% de ce poste à terme,

- produits de gestion : 1 404 513 euros, soit 100 % de ce poste à terme.

- produits financiers: 301 738 euros, soit 99,5% de ce poste à terme,

- participations du Concédant (initialement la Ville puis la Métropole) à l'équilibre du bilan, en apport foncier et en numéraire: 14 518 544 euros, soit 98% de ce poste à terme

Au terme de l'opération:

Le montant prévisionnel total des recettes, y compris les participations du Concédant à l'équilibre du bilan (en numéraire et en apport foncier), s'élève à 41 161 880 euros. Il se répartit principalement entre cessions pour activités (44%), cessions pour logements (14%), recettes diverses comprenant participations constructeurs (0,5%), participations autres et autres taxables (0,5%), produits de gestion (3,5%) et produits financiers (0,5%), et les participations de la Ville et de la Métropole à l'équilibre du bilan de l'opération (36%). Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

Le montant prévisionnel total des recettes augmente de 63 499 euros, soit + 0,1%, par rapport au bilan

prévisionnel au 31 décembre 2015 (41 098 381 euros). Cette faible augmentation s'explique principalement par un ajustement des recettes de cessions (+60 211 euros) sur la base des sommes effectivement perçues et des montants figurant dans les compromis de vente signés.

PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS :

Il est prévu de laisser aux propriétaires en place, qui n'auraient pas acquis leurs terrains de l'aménageur, la possibilité de réaliser une opération immobilière.

Les constructeurs concernés, non redevables de la part communautaire de la taxe d'aménagement, participent au coût d'équipement de la zone par la signature d'une convention de participation passée avec le Concédant ayant pour objet, conformément aux dispositions de l'article L.311.4 du Code de l'Urbanisme, de mettre à leur charge une part du coût des équipements à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier dans la zone.

Au 31 décembre 2016, l'aménageur a perçu auprès des constructeurs un montant cumulé de participations de 169 016 euros.

Le montant prévisionnel total des participations attendues au terme de l'opération s'élève donc à 169 016 euros, soit 0,5% des recettes figurant au bilan prévisionnel au 31 décembre 2016.

L'aménageur n'attend plus de versement de participations constructeurs.

PARTICIPATION DE LA METROPOLE A L'EQUILIBRE DU BILAN :

La participation en numéraire du Concédant à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre dépenses et recettes s'élève à 11 251 000 euros. Elle est inchangée par rapport au dernier CRAC en vigueur.

Au 31 décembre 2016 la Ville, alors autorité concédante, a versé à la SOLEAM 11 251 000 euros de participations, soit 100% des participations en numéraire dues.

Le CRAC au 31 décembre 2016 ne prévoit plus aucun versement de participations en numéraire.

L'opération étant déficitaire, la Ville a apporté gratuitement son foncier. La participation en apport foncier de la Ville à l'équilibre de l'opération s'élève au 31 décembre 2016 à 3 267 544 euros.

Le CRAC au 31 décembre 2016 prévoit en 2017 un apport foncier par la Métropole estimé à

260 000 euros, inchangé par rapport au CRAC précédent, correspondant aux terrains à bâtir du Mail des écoles de Saint Henri et du n°1 impasse Guichard ainsi qu'à la parcelle 908 I 152 (entant dans le terrain d'assiette de Mme CELIK) , au titre de sa participation en nature à l'équilibre du bilan de la concession après que la Ville lui ait transféré ces terrains à titre gratuit.

CONVENTION D'AVANCE :

Il n'est pas prévu d'avance financière sur cette opération.

SOLDE DE TRESORERIE :

Au 31 décembre 2016, le solde cumulé de trésorerie est positif et s'élève à 888 682 euros. Ce niveau de trésorerie est légèrement plus élevé que celui prévu au CRAC au 31 décembre 2015 (764 393 euros).

Le solde de trésorerie cumulé prévisionnel reste positif en 2017.

EMPRUNTS :

L'aménageur a remboursé l'ensemble des emprunts long et court terme.

Il n'est pas prévu de nouvel emprunt.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation du CRAC au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement Saumaty Séon à Marseille 16^{ème} arrondissement et à la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement Saumaty Séon à Marseille 16^{ème} arrondissement et à la participation de la Métropole à l'équilibre du bilan.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	24

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

URB 020-723/17/CT

■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Aménagement Mardirossian - Marseille

**Information du Conseil de Territoire
DGDU 17/15454/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Dans le cadre du renouvellement urbain impulsé en 2003 par la Ville de Marseille sur la « Façade Maritime Nord », les quartiers de la Cabucelle et de Saint-Louis ont fait l'objet d'études urbaines pour orienter la mutation de cette zone et d'une veille foncière dans le cadre de conventions passées avec l'Établissement Public Foncier PACA.

Sur la base de ces études, le conseil municipal a approuvé la convention de concession d'aménagement « Mardirossian - Madrague Plan » entre la Ville de Marseille et la Soleam par délibération n°10/0978/DEVD du 25 octobre 2010.

Cette opération devait redonner au secteur un caractère attractif visant le développement de l'offre en logements et des activités économiques, permettant de développer environ 90 000 m² de surface de plancher.

La concession d'aménagement recouvre un périmètre de 9 hectares englobant trois secteurs : Mardirossian, Madrague-Plan et le terrain situé 211 chemin de la Madrague-Ville.

L'opération a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la

Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM et se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité.

Cette opération a évolué :

Le terrain situé 211 chemin de la Madrague Ville a été cédé à titre gratuit par Soleam en 2012 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole afin de réaliser un pôle de création d'entreprises et un pôle artisanal.

Sur ce secteur, la Soleam est devenue l'opérateur de MPM et sa mission dans le cadre de la concession est terminée.

Le secteur Mardirossian prévu initialement pour de l'habitat est désormais positionné pour de l'activité économique en raison du marché de l'immobilier du logement qui n'est pas favorable dans cette zone pour l'accession.

L'implantation de services municipaux et d'activités est à l'étude sur les terrains libres de ce secteur, maîtrisés par la Ville, l'EPF et l'aménageur.

Sur le secteur Madrague Plan, le terrain principal nécessaire à l'opération, situé au 287 chemin de la Madrague Ville, n'a finalement pas été maîtrisé.

Pour l'ensemble de ces raisons, l'intervention de l'aménageur va se réduire au secteur de Mardirossian, avec :

- l'acquisition par Soleam des terrains maîtrisés par l'EPF à l'exception de la parcelle K42 qui sera acquise par la Ville, soit une superficie de terrain de 8 356 m²
- la commercialisation de ces terrains pour de l'activité
- le lancement des études et travaux d'élargissement de la traverse Mardirossian pour améliorer son raccordement sur la rue de Lyon, et la réalisation de travaux liés à la gestion des terrains en friche

Le CRAC au 31 décembre 2015, approuvé par délibération du Conseil de Métropole n°URB 024-17/10/16 CM, en date du 17 octobre 2016, prévoyait une participation du concédant à hauteur 7 385 121 Euros comprenant :

- La participation à l'équilibre de l'opération en numéraire, pour un montant de 6 716 321 euros, à la charge de la Métropole,
- Une participation en nature pour 668 800 euros correspondant à un apport foncier effectué par la Ville en 2013.

Afin de tenir compte des acquisitions foncières effectuées par Soleam auprès de l'EPF dont le montant avait été sous estimé, les frais de portage n'ayant pas été pris en compte dans les prévisions, l'opération d'investissement n°2015120900 inscrite au budget pour un montant initial de 5 700 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151064BP du

programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 8 100 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 13 800 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement " Aménagement Mardirossian - Marseille" dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120900 "Aménagement Mardirossian - Marseille" dans l'autorisation de programme 151064BP du programme 06 ».

URB 021-724/17/CT

■ Approbation d'une convention de cofinancement d'étude pour la constitution d'un dispositif de minoration foncière conclue entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DUF 17/15465/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation de la convention de cofinancement d'étude pour la constitution d'un dispositif de minoration foncière conclue entre la Caisse des dépôts et Consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence » satisfait aux conclusions de l'article L. 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La communauté urbaine MPM substituée depuis par la Métropole Aix-Marseille-Provence, afin notamment de soutenir et relancer l'économie productive et logistique sur des secteurs stratégiques à vocation économique en renouvellement urbain, a acté en juillet 2015 le principe de la déclinaison d'une stratégie foncière dans un Plan d'Actions Foncières ainsi que le recours à un dispositif partenarial de minoration foncière.

Le Plan d'Actions Foncières a été approuvé en décembre 2016 par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Le montant du dispositif susvisé a été estimé à 50 millions d'euros dont 10 millions d'euros émanant des dispositifs propres de la Métropole. Il concerne plusieurs secteurs géographiques sur le territoire de Marseille-Provence et cible les activités industrielles, productives, artisanales et logistiques.

En effet, cette filière se caractérise par une consommation de foncier bien spécifique, privilégiant des emprises conséquentes : surfaces supérieures à 500 m² (villages d'entreprise, espaces de stockage, laboratoires) et pouvant avoisiner les 4 hectares (entrepôts, plateformes logistiques).

Or, on constate une déconnexion du prix de sortie des opérations à vocation économique avec ceux admissibles pour des entreprises « cibles ». Il est donc important de rappeler que le dispositif de minoration foncière doit être destiné dans un contexte de renouvellement urbain, à compenser des déficits prévisionnels entre l'achat de fonciers économiques à prix courants et la remise sur le marché de foncier aménagé, de façon à encourager et faciliter le renouveau de sites stratégiques.

Parallèlement, il convient de se mettre en capacité d'anticiper des restructurations d'entreprises industrielles et de réserver une partie du dispositif, ou de lui laisser une certaine souplesse pour pouvoir l'adapter à la conjoncture.

Compte tenu de la spécificité de ce type de dispositif, la Métropole a recours à un marché de service. La solution du dispositif doit permettre d'impliquer des acteurs publics institutionnels, parmi lesquels la Caisse des Dépôts et Consignations qui accompagne la Métropole dès le lancement de la consultation.

Cette dernière menée sur le territoire de Marseille-Provence en articulation avec les travaux en cours du S.O.F.I.E. (schéma de l'offre foncière et immobilière économique) vise à définir les solutions les plus pertinentes pour répondre à la problématique foncière identifiée et élaborer le mécanisme d'un dispositif partenarial, à la lumière de l'analyse de sa faisabilité juridique, économique, administrative, technique et financière, puis garantir sa mise en œuvre.

C'est pourquoi il y a lieu d'approuver la convention conclue entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Caisse des Dépôts et Consignations ayant pour objet de définir les modalités pratiques et financières du partenariat pour la réalisation de la consultation visant à la Constitution d'un Dispositif de Minoration Foncière Partenarial.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 5218-7 ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil de Territoire portant élection de Monsieur Guy TEISSIER en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 056-187/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole ainsi que la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération URB 002-1406/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le Plan d'actions foncière du territoire de Marseille Provence et sa mise en œuvre ;
- La délibération URB 003-1407/16/CM du 15 décembre 2016 approuvant le principe et le lancement du Plan d'Actions Foncières métropolitain
- La convention de cofinancement d'études ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Approbation d'une convention de cofinancement d'étude pour la constitution d'un dispositif de minoration foncière conclue entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- La problématique foncière identifiée en renouvellement urbain sur des secteurs à vocation économique fléchés aux Plans Locaux d'urbanisme vers des filières productives, industrielles, artisanales et logistiques ;
- Le lancement dans le cadre du plan d'action foncière du Conseil de Territoire Marseille Provence d'une étude pour élaborer les mécanismes d'un dispositif partenarial de minoration foncière ad hoc ;
- La participation financière de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 20% dès le lancement de la consultation ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation d'une convention de cofinancement d'étude pour la constitution d'un dispositif de minoration foncière conclue entre la Caisse des Dépôts et Consignations et la Métropole Aix-Marseille-Provence ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 023-725/17/CT

■ Approbation d'une convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest conclue entre l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur, la commune de Plan-de-Cuques et la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DUF 17/15494/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités territoriales prévoit que préalablement à leur examen

par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Bureau de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Bureau de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération Approbation d'une convention d'intervention foncière sur le Plaine Ouest conclue entre la commune de Plan-de-Cuques, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur (EPF PACA), satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Avec la loi Duflo du 18 janvier 2013, les communes de la Métropole Aix-Marseille-Provence sont tenues d'augmenter significativement leur production de logements locatifs sociaux par an.

Dans ce contexte, le PLH de Marseille Provence Métropole (MPM) substituée depuis par la Métropole a préconisé, afin de soutenir la production foncière, le recours à une convention cadre multi-sites Habitat qui a été conclue entre MPM et L'EPF PACA en 2013 et à laquelle les communes sont invitées à adhérer.

Ce dispositif qui a pour objet de faciliter sur des sites d'intervention potentiels identifiés, de moins de 1 hectare, la production de logements à court terme, a été présenté à la commune de Plan-de-Cuques qui fait l'objet d'un constat de carence.

La problématique du logement sur ce territoire en développement est marquée par un marché immobilier tendu et un parc social existant insuffisant.

Face à ce constat, la commune de Plan-de-Cuques a par ailleurs approuvé par délibération du conseil municipal en date du 10 mai 2016 un contrat de mixité sociale conclu avec l'Etat et la Métropole et souhaite dans ce cadre et en cohérence avec les travaux du PLUi en cours de constitution, orienter l'action publique des partenaires sur le site stratégique des Plaines Ouest.

Ce périmètre, composé de friches agricoles et de terrains en partie cultivés est situé le long de la RD4

4F, un des axes structurants de la commune et à proximité immédiate de son centre urbain. Actuellement classé au PLU en zone AU3, il s'étend sur environ 8, ha dont un sous-secteur de 3 ha est concerné par une servitude de mixité sociale et un taux de 40 % de logements sociaux.

Des études préalables devront être diligentées permettant de définir le périmètre opérationnel d'intervention publique ainsi que les conditions de faisabilité de l'opération d'aménagement projetée.

La commune de Plan-de-Cuques a adhéré en décembre 2015 au dispositif de la convention habitat à caractère multi-sites conclue entre la Métropole Aix-Marseille Provence et l'EPF PACA.

Néanmoins, compte tenu de l'étendue du périmètre d'aménagement, il apparaît que la convention susvisée destinée à cibler des sites restreints, n'est pas adaptée en l'espèce.

C'est pourquoi, la commune de Plan-de-Cuques et la Métropole Aix-Marseille Provence ont manifesté leur volonté de s'engager dans une démarche conventionnelle d'intervention publique ad hoc soutenue et sollicitent à cet effet l'EPF PACA pour les accompagner dans une mission d'intervention foncière en phase d'anticipation sur le périmètre d'une superficie totale de 8 ha et en phase d'impulsion sur un sous-secteur de 3 ha sur lequel un programme de 150 logements sera développé pour favoriser l'aménagement du site des Plaines Ouest.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve la conclusion d'une convention d'intervention foncière conclue avec la commune de Plan-de-Cuques et l'EPF PACA par laquelle la Métropole Aix-Marseille Provence et la commune confient à l'EPF PACA une mission d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest.

Le montant de la présente convention est fixé à 6 millions d'euros pour une période de cinq ans renouvelable afin de mener à bien les acquisitions, les études et les frais de portage afférents. La Métropole Aix-Marseille Provence se porte garante au titre d'une garantie de rachat des biens acquis dans le cadre de cette convention et qui ne trouveraient pas preneurs.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 056-187/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L. 134-11 et suivants et les articles L. 153-1 et suivants ;
- La délibération RNOV 001-0093/12/CC du 13 février 2012 approuvant le bilan de la 2^{ème} année de la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat de Marseille Provence Métropole 2012/2018 ;
- La délibération AEC 009-398/12/CC du 29 juin 2012 approuvant le schéma de cohérence territoriale (SCOT) ;
- La délibération RNOV 011-444/13/CC du 28 juin 2013 approuvant la convention Habitat à caractère multi-sites sur le territoire communautaire avec l'Etablissement Public Foncier Provence-Alpes-Côte d'Azur ;
- La délibération AEC 001-1114/15/CC du 3 juillet 2015 approuvant la mise en œuvre de la stratégie foncière de Marseille Provence Métropole ainsi que la création d'une autorisation de programme pour la politique stratégie foncière ;
- La délibération n° DEVT 001-672/16/CM du 30 juin 2016 approuvant le lancement du PLH Métropolitain ;
- La convention d'intervention foncière ;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de la Métropole ;
- Le projet de délibération du Bureau de la Métropole Aix-Marseille Provence - Approbation de la convention d'intervention foncière conclue entre la commune de Plan-de-Cuques, la Métropole d'Aix-Marseille Provence et l'EPF PACA.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite mettre en oeuvre une politique foncière partenariale et volontariste à même de traduire une dynamique de développement durable ;
- Que le Bureau de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'approbation d'une convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest conclue entre la commune de Plan-de-Cuques, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'EPF PACA ;
- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de Métropole – « Approbation d'une convention d'intervention foncière sur le site des Plaines Ouest conclue entre la commune de Plan-de-Cuques, la Métropole Aix-Marseille Provence et l'EPF PACA ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 024-726/17/CT

■ Approbation d'une convention avec la Société Credit Agricole Immobilier Promotion pour le Projet Urbain Partenarial du Plateau de l'Environnement sur la Commune d'Allauch

Avis du Conseil de Territoire

DUF 17/15450/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'une convention avec la société Crédit Agricole immobilier Promotion pour le Projet Urbain Partenarial du Plateau de l'Environnement sur la Commune d'Allauch » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le secteur dit du « Plateau de l'Environnement » se trouve en périphérie Nord des zones urbanisées de la commune d'Allauch. Il est bordé au Sud par de l'habitat individuel et au Nord par de la zone naturelle.

Conformément aux orientations inscrites au PADD, ce secteur prend en compte dans le cadre de son aménagement le paysage environnant tout en contribuant à la diversification et à la mixité de l'habitat.

Le Crédit Agricole immobilier Promotion envisage la réalisation d'un programme immobilier à vocation d'habitat comportant 100 logements dont 31 logements sociaux pour une surface de plancher de 6423m².

Afin d'accompagner l'urbanisation du secteur, la commune d'Allauch, la Métropole Aix-Marseille Provence et le Crédit Agricole immobilier Promotion se sont rapprochés aux fins de conclusion d'un Projet Urbain Partenarial lié à l'opération de construction envisagée par l'opérateur.

L'article L331-11-3 du Code de l'Urbanisme prévoit en effet, que lorsqu'une ou plusieurs opérations nécessitent la réalisation d'équipements publics, le ou les constructeurs peuvent conclure avec la personne publique compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme, une convention de projet urbain partenarial prévoyant la prise en charge financière de tout ou partie de ces équipements.

Il convient de préciser que bien que de compétence métropolitaine, le Projet Urbain Partenarial (PUP) permet le financement d'ouvrages relevant de compétences d'autres collectivités.

Le Programme des Equipements Publics à réaliser au titre du Projet Urbain Partenarial « Plateau de l'Environnement » est fixé par la convention de PUP. Il comprend la mise en oeuvre d'un élargissement de voirie inscrit au PLU, ainsi qu'une partie des réseaux secs et humides y afférents.

La convention de PUP détermine également les conditions et modalités de prise en charge financière des équipements publics devant être réalisés par la Métropole.

La convention sera conclue entre la Métropole Aix-Marseille Provence et le Crédit Agricole immobilier Promotion

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l’article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu’il convient d’accompagner le développement du Plateau de l’Environnement par la mise en œuvre d’un Projet Urbain Partenarial ;

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable à l’approbation d’une convention avec la société Credit Agricole immobilier Promotion pour le Projet Urbain Partenarial du Plateau de l’Environnement sur la Commune d’Allauch.

Adoptée à l’unanimité,
des membres présents et représentés

URB 025-727/17/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant aux consorts Moutet nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15464/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L’article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l’aménagement de l’espace métropolitain et la politique locale de l’habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l’organe délibérant de la Métropole.

A défaut d’avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant à Monsieur et Madame Moutet nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar » satisfait les conditions de l’article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur et Madame Moutet sont propriétaires de la parcelle cadastrée AI 185 de Carry-le-Rouet.

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille Provence doit réaliser des travaux de confortement et de sécurisation dans le but d'élargir des trottoirs.

Pour ce faire la Métropole Aix-Marseille Provence a demandé à Monsieur et Madame Moutet d'acquérir environ 8 m² à détacher de la parcelle AI 185 moyennant une indemnité de 240 euros soit 30 euros le mètre carré.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 214-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriales et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriales de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant à Monsieur et Madame Moutet nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 8 m² permettra l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant à Monsieur et Madame Moutet nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 026-728/17/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant aux Consorts Cayol-Poulenard nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15502/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant aux Consorts Cayol-Poulenard nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

Les Consorts Cayol- Poulenard sont propriétaires de la parcelle cadastrée AH 17 de Carry-le-Rouet

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit réaliser des travaux de confortement et de sécurisation nécessaire à l'élargissement des trottoirs

Pour ce faire la Métropole Aix-Marseille-Provence a demandé à aux consorts Cayol - Poulenard d'acquérir environ 6 m² à détacher de la parcelle AH 17 moyennant une indemnité de 180 euros soit 30 euros le mètre carré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 011-013/16/CM du 17 mars 2016 du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole

de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n° HN 001-001/16/CT du 23 décembre 2016 du Conseil du Territoire Marseille Provence procédant à l'élection du Président du Conseil du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-043V0763 du 26 mars 2015 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant aux Consorts CAYOL-POULENARD nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain d'environ 6 m² permettra l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à carry-le-Rouet appartenant aux Consorts Cayol-Poulenard nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 027-729/17/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant aux consorts Prudhomme - Pruneyre nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar

Avis du conseil de territoire DUFSV 17/15467/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant aux consorts Prudhomme - Pruneyre nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar

Avis du conseil de territoire» satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Les consorts Prudhomme – Pruneyre sont propriétaires de la parcelle cadastrée AH 173 de Carry-le-Rouet.

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar sur la commune de Carry-le-Rouet, la Métropole Aix-Marseille Provence doit réaliser des travaux de confortement et de sécurisation dans le but d'élargir des trottoirs.

Pour ce faire la Métropole Aix-Marseille Provence a demandé aux consorts Prudhomme – Pruneyre

d'acquérir environ 70 m² à détacher de la parcelle AH 173 moyennant une indemnité de 2 100 euros soit 30 euros le mètre carré.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 214-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriales et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 DU 7 AOÛT 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriales de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant aux consorts Prudhomme - Pruneyre nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar
- Avis du conseil de territoire»

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain d'environ 70 m² permettra l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération «Acquisition

à titre onéreux d'une parcelle de terrain à Carry-le-Rouet appartenant aux consorts Prudhomme - Pruneyre nécessaire à l'aménagement de l'avenue Draïo de la Mar.»

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 028-730/17/CT

■ **Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Volpoet Martine, sise impasse de la Source - Commune d'Ensuès la Redonne**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15483/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Volpoet Martine, sise impasse de la Source – Commune d'Ensuès la Redonne » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Au titre du contrat de délégation de Service Public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole,

l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes et les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi elle a entrepris des négociations avec Madame Volpoet Martine, propriétaire de la parcelle cadastrée AH n° 81 et 85, située impasse de la Source – Commune d'Ensuès la Redonne, en vue d'identifier la servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'adduction d'eau potable.

La propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre

gratuit, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Volpoet Martine, sise impasse de la Source – Commune d'Ensuès la Redonne ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Société des Eaux de Marseille Métropole régularise l'ensemble des servitudes de passage en tréfonds des réseaux d'adduction d'eau potable ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Volpoet Martine, sise impasse de la Source – Commune d'Ensuès la Redonne ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 029-731/17/CT

■ **Acquisition de deux bandes de terrain à titre onéreux appartenant aux consorts Demunck nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe**

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 17/15476/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie,

dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur et Madame DEMUNCK nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de deux bandes de terrain de 142 et 2 m² environ à détacher des parcelles cadastrées Section AO 327 et 479, propriété de Monsieur et Madame DEMUNCK.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, Monsieur et Madame DEMUNCK acceptent de céder les bandes de terrain moyennant la somme de 4 608 euros.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 011-013/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la Métropole de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° HN 001-001/16/CT du 23 décembre 2016 du Conseil du Territoire Marseille Provence procédant à l'élection du Président du Conseil du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-043V0763 du 26 mars 2015 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition de deux bandes de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur et Madame DEMUNCK nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe. » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue du Bosquet sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Monsieur et Madame DEMUNCK afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement.
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition d'une bande de terrain à titre onéreux appartenant à Monsieur et Madame DEMUNCK nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 030-732/17/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15499/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'élargissement de l'avenue du Bosquet à Gignac-la-Nerthe, la Métropole d'Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition d'une parcelle cadastrée AO n° 328, propriété de la commune de Gignac-la-Nerthe.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Gignac-la-Nerthe accepte de céder à l'euro symbolique cette parcelle.

Il convient que le Bureau de la Métropole approuve cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 011-013/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de

la Métropole de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n° HN 001-001/16/CT du 23 décembre 2016 du Conseil du Territoire Marseille Provence procédant à l'élection du Président du Conseil du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-043V0763 du 26 mars 2015 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet. » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagement de l'avenue du Bosquet sur la commune de Gignac-la-Nerthe seront réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une parcelle de terrain à la commune de Gignac-la-Nerthe afin de permettre la réalisation des travaux d'aménagement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement de l'avenue du Bosquet ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 031-733/17/CT

■ Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle et d'une bande de terrain appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaires à l'aménagement du chemin des Granettes

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15493/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle et d'une bande de terrain appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement du chemin des Granettes » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de l'aménagement du chemin des Granettes à Gignac-la-Nerthe, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit procéder à l'acquisition de la parcelle cadastrée Section AW n° 120 d'une superficie de 294 m² et la bande de terrain d'une surface de 23 m² à détacher de la parcelle cadastrée Section AW n° 119, propriétés de la commune de Gignac-la-Nerthe.

Aux termes des négociations entreprises par la Métropole Aix-Marseille-Provence, la commune de Gignac-la-Nerthe accepte de céder à l'euro symbolique ces terrains.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle et d'une bande de terrain appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement du chemin des Granettes ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle et d'une bande de terrain appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe est nécessaire à l'aménagement du chemin des Granettes ;

- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle et d'une bande de terrain appartenant à la commune de Gignac-la-Nerthe nécessaire à l'aménagement du chemin des Granettes »

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 032-734/17/CT

■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'Hoirie Gimenez, sise impasse des Dragons - Commune de Ceyreste

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15496/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'Hoirie Gimenez, sise Impasse des Dragons – Commune de Ceyreste » satisfait les conditions de

l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes et les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi elle a entrepris des négociations avec l'Hoirie Gimenez, propriétaire de la parcelle cadastrée BH n° 55, située impasse des Dragons – Commune de Ceyreste, en vue d'identifier la servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'adduction d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité

de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'Hoirie Gimenez, sise Impasse des Dragons – Commune de Ceyreste ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Société des Eaux de Marseille Métropole régularise l'ensemble des servitudes de passage en tréfonds des réseaux d'adduction d'eau potable ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à l'Hoirie Gimenez, sise Impasse des Dragons – Commune de Ceyreste ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 033-735/17/CT

■ Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Martin Suzanne, sise impasse des Dragons - Commune de Ceyreste

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 17/15490/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Martin Suzanne, sise Impasse des Dragons – Commune de Ceyreste » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes et les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi elle a entrepris des négociations avec Madame Martin Suzanne, propriétaire de la parcelle cadastrée BH n° 258, située impasse des Dragons – Commune de Ceyreste, en vue d'identifier la servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'adduction d'eau potable.

La propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Martin Suzanne, sise Impasse des Dragons – Commune de Ceyreste ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Société des Eaux de Marseille Métropole régularise l'ensemble des servitudes de passage en tréfonds des réseaux d'adduction d'eau potable ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à Madame Martin Suzanne, sise Impasse des Dragons - Commune de Ceyreste ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 034-736/17/CT

■ Approbation d'un apport foncier par la SCI Marseille Vivaux au titre du programme d'aménagement d'ensemble de Saint-Loup à Marseille 10ème arrondissement

Avis du Conseil de territoire DUFSV 17/15451/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un apport foncier par la SCI Marseille Vivaux au titre du programme d'aménagement d'ensemble de Saint-Loup à Marseille 10ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement, la Ville de Marseille et la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ont arrêté un programme d'équipements publics à édifier pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers du secteur concerné ainsi que les modalités de financement desdits équipements publics.

Le Programme d'Aménagement d'Ensemble est un outil financier de l'aménagement qui permet de mettre à la charge des constructeurs tout ou partie du coût des équipements publics nécessaires aux constructions qu'ils y édifient. Ces participations peuvent s'effectuer sous forme numéraire et/ou en apport de foncier.

Conformément aux textes instituant les Programmes d'Aménagement d'Ensemble et aux conventions de participation tripartites signées entre la Ville de Marseille, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ou la Métropole Aix-Marseille-Provence et les constructeurs, l'acquisition auprès des constructeurs des terrains d'assiette nécessaires à la réalisation des divers équipements publics constitue une participation desdits constructeurs venant en déduction de leur participation en numéraire.

A ce titre, et dans le cadre de ses compétences en matière de voirie et d'infrastructure, la Métropole Aix-Marseille-Provence, se substituant à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole depuis le 1^{er} janvier 2016 date de sa création, acquiert auprès de la SCI Marseille Vivaux une parcelle de terrain de 1 754 m² cadastrée Section 857 B n°208 provenant de la division de la parcelle cadastrée Section 857 B n° 191 sise boulevard de Pont de Vivaux à Marseille 10^{ème} arrondissement afin de permettre l'élargissement du boulevard de Pont de Vivaux et le Boulevard Urbain Sud.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière sous la forme d'un apport foncier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- L'avis de France Domaine ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Approbation d'un apport foncier par la SCI Marseille Vivaux au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement.»

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « l'approbation d'un apport foncier par la SCI Marseille Vivaux au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement. » ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article Unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Approbation d'un apport foncier par la SCI Marseille Vivaux au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement. »

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

URB 035-737/17/CT

■ Approbation d'un apport foncier par la SCI Marseille Saint Loup au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement

**Avis du Conseil de Territoire
DUFSV 17/15487/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation d'un apport foncier par la SCI Marseille Saint Loup au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'un apport foncier par la SCI Marseille Saint Loup au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition auprès de la SCI Marseille Saint Loup d'une emprise foncière de 1 658 m² cadastrée Section 857 B n° 206 permettra de réaliser la voie nouvelle U424 et l'élargissement du boulevard de Pont de Vivaux dans le cadre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint-Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement ;
- Que cette acquisition foncière se fait sous la forme d'un apport foncier par le constructeur, la valeur du terrain venant en déduction de sa participation globale au programme d'Aménagement d'Ensemble.

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération «Approbation d'un apport foncier par la SCI Marseille Saint Loup au titre du Programme d'Aménagement d'Ensemble de Saint Loup à Marseille 10^{ème} arrondissement ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 036-738/17/CT

■ **Cession d'un délaissé de voirie U430 à Marseille 10ème arrondissement à titre onéreux à Messieurs Cauliez et Dadrier**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15492/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession d'un délaissé de la voie U430 à Marseille 10^{ème} arrondissement, à titre onéreux appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence à Messieurs Cauliez et Dadrier » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Cession d'un délaissé de la voie U430 à Marseille 10^{ème} arrondissement, à titre onéreux appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence à Messieurs Cauliez et Dadrier »

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les travaux d'aménagement de la voie U430 sur la commune de Marseille 10^{ème} arrondissement ont été réalisés par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence conventionne avec Messieurs Cauliez et Dadrier afin de permettre la cession d'un délaissé de voirie ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Cession d'un délaissé de la voie U430 à Marseille 10^{ème} arrondissement à titre onéreux appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence à Messieurs Cauliez et Dadrier »

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 037-739/17/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud tronçon Florian - Paul Claudel, appartenant à la Copropriété La Germaine, sise 124 rue Pierre Doize - Marseille 10^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15500/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Paul Claudel), appartenant à la Copropriété La Germaine, sise 124 rue Pierre Doize - 13010 Marseille » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est le maître d'ouvrage de la réalisation du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) sur la commune de Marseille.

D'une longueur totale de 8,5km entre la mer et l'échangeur Florian, le projet du Boulevard Urbain Sud (B.U.S.) constitue un maillon fort de la politique d'aménagement du territoire de l'agglomération marseillaise et il a pour objectif général d'améliorer le réseau routier de l'agglomération marseillaise, afin de permettre d'améliorer la desserte des quartiers sud de la ville.

Cette opération poursuit également les objectifs suivants :

- contourner le centre-ville,
- désenclaver les quartiers sud en les reliant au réseau structurant de l'agglomération marseillaise,
- développer le réseau et améliorer l'accessibilité aux transports en commun,
- rééquilibrer au profit des modes doux les différents modes de déplacement en mettant fin au monopole de la voiture,
- aider au développement de l'économie de ces quartiers,
- améliorer la qualité de vie des noyaux villageois et les requalifier.

Afin de pouvoir réaliser ce projet, des acquisitions foncières doivent être menées.

Toutefois, au vu de l'ampleur du projet, il a été décidé de scinder cette opération en 4 tronçons :

- 1er tronçon : Florian/Vallon de Toulouse,
- 2e tronçon : Vallon de Toulouse/Ste Marguerite
- 3e tronçon : Ste Marguerite/ Delattre de Tassigny,
- 4e tronçon : Delattre de Tassigny/Tse Parangon.

A ce titre, une procédure d'expropriation a été engagée mais en parallèle, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de poursuivre les négociations afin d'obtenir des accords amiables.

Dans ce cadre, les travaux nécessaires à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ont été déclarés d'utilité publique par Arrêté Préfectoral du 8 septembre 2016, et par la suite, une enquête parcellaire permettant de déterminer les propriétaires et les parcelles impactées par le 1^{er} tronçon s'est déroulée du 1^{er} au 22 décembre 2016.

Les parties ont donc convenu de conclure l'accord par la signature d'un protocole foncier portant sur l'acquisition d'une parcelle de terrain de 115m² à détacher de la parcelle cadastrée 859 A 0014, sise

124 rue Pierre Doize, à Marseille - 13010, pour un montant de 6 863 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian – Paul Claudel), appartenant à la Copropriété La Germaine, sise 124 rue Pierre Doize – Marseille 10^{ème} arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Métropole Aix-Marseille-Provence acquière une emprise de terrain appartenant à la Copropriété La Germaine, sise 124 rue Pierre Doize – Marseille 10^{ème} arrondissement, nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain nécessaire à la réalisation du Boulevard Urbain Sud (tronçon Florian - Paul Claudel), appartenant à la Copropriété La Germaine, sise 124 rue Pierre Doize - Marseille 10^{ème} arrondissement».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 038-740/17/CT

■ **Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située chemin de la Montadette à Marseille 11^{ème} arrondissement appartenant à l'Association Syndicale Libre Le Clos de la Montadette nécessaire à l'élargissement de cette voie**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15452/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et de la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située chemin de la Montadette à Marseille 11^{ème} arrondissement appartenant à

l'Association Syndicale Libre Le Clos de La Montadette nécessaire à l'élargissement de cette voie » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour un avis du projet de délibération précité.

Monsieur Arnaud LOUIS, représentant l'ASL Le Clos de la Montadette, a par courrier du 9 mars 2015 demandé à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole d'acquérir la parcelle 864 C 208 située chemin de la Montadette 13011 Marseille.

Ce terrain est réservé sous le n° 11-008 au Plan Local d'Urbanisme de Marseille pour élargissement de voie.

Au terme des négociations menées entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'ASL Le Clos de la Montadette, cette dernière a accepté de céder cette parcelle de terrain à l'euro symbolique compte tenu du transfert de charge qui en découle pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il convient que le Conseil de la Métropole approuve le protocole foncier déterminant les conditions de cette acquisition foncière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-003/16/CM du 17 mars 2016 relatif à l'élection de Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 011-013/16/CM du 17 mars 2016 du Conseil de la

Métropole de délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération n° HN 001-001/16/CT du 23 décembre 2016 du Conseil du Territoire Marseille Provence procédant à l'élection du Président du Conseil du Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- L'avis de France Domaine n° 2015-043V0763 du 26 mars 2015 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située chemin de la Montadette à Marseille 11^{ème} arrondissement appartenant à l'Association Syndicale Libre Le Clos de La Montadette nécessaire à l'élargissement de cette voie » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette parcelle de terrain permettra l'aménagement du chemin de la Montadette ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Acquisition à l'euro symbolique d'une parcelle de terrain située chemin de la Montadette à Marseille 11^{ème} arrondissement appartenant à l'Association Syndicale Libre Le Clos de La Montadette nécessaire à l'élargissement de cette voie ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 039-741/17/CT

■ **Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la Copropriété Lou Pescaire, sise 1 impasse Lou Pescaire - Marseille 11ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15468/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable, sur une parcelle appartenant à la Copropriété Lou Pescaire, sise 1 impasse Lou Pescaire – 13011 Marseille » satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Au titre du contrat de délégation de Service Public de l'eau entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société des Eaux de Marseille Métropole, il est prévu en son article 17 que la Société des Eaux de Marseille Métropole gère pour le compte de la Métropole, l'ensemble des conventions de constitution de servitudes et les autorisations d'occupation temporaire.

Elle tient à jour la liste des servitudes, des autorisations d'occupation temporaire et autres, dans le cadre de l'inventaire des biens mis à disposition.

Elle recherche les servitudes et les autorisations d'occupation temporaire non répertoriées et les remet à jour si besoin.

C'est pourquoi elle a entrepris des négociations avec la Copropriété Lou Pescaire, représentée par le syndic Cogefim Fouque, domicilié 27 rue Eugène Pierre – 13005 Marseille, propriétaire de la parcelle cadastrée 866 E N° 47, située 1 impasse Lou Pescaire – 13011 Marseille, en vue d'identifier la servitude de passage en tréfonds d'une canalisation d'adduction d'eau potable.

Le propriétaire a donc convenu de conclure l'accord pour la signature d'un procès-verbal de constitution de servitude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit nécessaire à une conduite d'eau potable, sur une parcelle appartenant à la Copropriété Lou Pescaire, sise 1 impasse Lou Pescaire – 13011 Marseille ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il convient que la Société des Eaux de Marseille Métropole régularise l'ensemble des servitudes de passage en tréfonds des réseaux d'adduction d'eau potable ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Constitution d'une servitude de passage en tréfonds à titre gratuit, nécessaire à une conduite d'eau potable sur une parcelle appartenant à la Copropriété Lou Pescaire, sise 1 impasse Lou Pescaire – 13011 Marseille ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 040-742/17/CT

■ **Constitution à titre onéreux d'une servitude de passage en tréfonds sur la propriété des consorts Galigani nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers - La Grave à Marseille 13ème arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15453/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole,

qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Constitution à titre onéreux d'une servitude de passage en tréfonds sur la propriété de Madame CAUX épouse Galigani et Monsieur Philippe Galigani nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers - La Grave à Marseille 13ème arrondissement.» satisfait les conditions de l'article L 5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précitée.

Depuis années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 septembre 2000 et du 1^{er} décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'eau et de l'assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,

- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier ;

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération du 28 juin 2008 n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole.

Par arrêté préfectoral du 8 octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de cinq ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM DU 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

La réalisation de cet ouvrage implique, le long du tracé de la canalisation sanitaire et pluviale, la constitution d'une servitude en tréfonds sur la parcelle sise 77 boulevard Bara à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 201 portant sur une bande d'environ 1,65 m de largeur comptée à partir de la limite de propriété pour permettre le passage d'une canalisation d'eau usée

diamètre DN 300 mm implantée à 2m de profondeur environ ainsi qu'une occupation temporaire d'une bande de terrain d'environ 3,00 m de largeur comptée à partir de la limite de propriété soit 56 m².

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 214-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriales et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriales de la République ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier,
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Constitution à titre onéreux d'une servitude de passage en tréfonds sur la propriété de Madame CAUX épouse Galigani et Monsieur Philippe Galigani nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers - La Grave à Marseille 13ème arrondissement.»

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la constitution d'une servitude de passage en tréfonds sur la parcelle sise 77 boulevard Bara à détacher de la parcelle 879 C0201 permettra le passage d'une canalisation d'eau usée ;
- Que l'occupation temporaire d'environ 221 m² permettra la réalisation des travaux.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur «constitution à titre onéreux d'une servitude de passage en tréfonds sur la propriété de Madame CAUX épouse Galigani et Monsieur Philippe GALIGANI nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale des Xaviers - La Grave à Marseille 13ème arrondissement.»

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 041-743/17/CT

■ Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située chemin de la Grave et des Médecins, appartenant aux conjoints Barrielle nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15461/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située chemin de la Grave et des Médecins, appartenant à Monsieur Clément Barrielle et Madame Henriette Sarrazin épouse Barrielle, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et

pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13ème arrondissement. » satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,
« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux

s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,
- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),

- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Clément Barrielle et Madame Henriette Sarrazin épouse Barrielle ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise de terrain de 1 188 m² environ à détacher de la parcelle 879 E 0092, moyennant la somme de 66 340 euros (soixante six mille trois cent quarante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Par ailleurs, une occupation temporaire a aussi été accordée à la Métropole Aix-Marseille-Provence avec une indemnité additionnelle, calculée sur la surface de 431 m² environ distincte de l'emprise cédée (plan annexé).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située chemin de la Grave et des Médecins, appartenant à Monsieur Clément Barrielle et Madame Henriette Sarrazin épouse Barrielle, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13ème arrondissement. »

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 1 188 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 E 0092 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les

Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;

- Que l'occupation temporaire d'environ 430 m² permettra la réalisation des travaux ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située chemin de la Grave et des Médecins, appartenant à Monsieur Clément Barrielle et Madame Henriette Sarrazin épouse Barrielle, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement. »

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 042-744/17/CT

■ **Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 29 chemin de la Grave, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15477/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 29 chemin de la Grave, appartenant à Monsieur Gérard BILLIA et Madame Joëlle BILLIA épouse BAUBET, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Depuis les années 90, les quartiers de la Grave et des Médecins ont connu une forte urbanisation et vu le fonctionnement du ruissellement pluvial se modifier.

Ces quartiers, situés à flanc de colline, reçoivent les eaux de ruissellement du massif de l'Etoile en contre haut. Lors de fortes pluies l'accès aux Chemin des Xaviers et Chemin de la Grave devient dangereux, en raison du débordement des cours d'eau sur la chaussée. A ce titre, le Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Marseille fait état de l'existence de voies à risque au titre du ruissellement sur chaussée (chemin de la Grave, chemin des Xaviers, boulevard Bara, avenue Paul Dalbret) ainsi que de zones inondables le long des ruisseaux de la Grave et des Xaviers.

Plus particulièrement lors des événements orageux du 19 Septembre 2000 et du 1^{er} Décembre 2003, la faible capacité du réseau pluvial existant a eu des impacts importants. En Septembre 2000, les débordements du vallon de la Grave liés à une quantité exceptionnelle de précipitations (environ 175 mm) ont été fortement aggravés par l'apparition de nombreux embâcles, obstruant les ouvrages hydrauliques situés le long du ruisseau.

Un rapport établi par la Direction Départementale de l'Equipeement des Bouches du Rhône, faisant suite à l'événement de Septembre 2000 rend compte de la situation observée en ces termes :

« Un fort endommagement du lit du cours d'eau, inondant par la même plusieurs habitations de part et d'autre du ruisseau de la Grave et occasionnant des dommages matériels importants. Des murs de clôture ont été arrachés et des hauteurs d'eau de 1m dans les habitations ont été observées »,

« Pour l'avenir, compte tenu du nombre d'embâcles potentiel restant sur le bassin versant amont, des solutions doivent être recherchées pour éliminer le risque de voir se reproduire un nouveau sinistre ».

Dans le but de réduire la fréquence des inondations dans le secteur, dès le début des années 2000, la Ville

de Marseille a fait réaliser une étude de faisabilité de la desserte pluviale de la Grave et des Médecins, afin de réaménager les ruisseaux de la Grave et des Xaviers. La capacité hydraulique actuelle des ruisseaux est portée à une capacité équivalente à une crue de période de retour 20 ans (période de retour estimée de l'événement de Septembre 2000), par élargissement du lit des ruisseaux et rééquilibrage des profils en long. Cette augmentation de capacité des ruisseaux s'accompagne de la réalisation de six bassins de rétentions, répartis d'amont en aval sur les ruisseaux. Ces bassins permettent de contrôler les débordements, notamment vers les zones d'habitation, et d'éviter l'augmentation des débits transitant en aval du secteur d'intervention, en situation exceptionnelle (crue centennale).

Par ailleurs, les travaux hydrauliques projetés sont l'occasion de réaliser concomitamment, la desserte sanitaire des quartiers de la Grave et des Médecins, classés en « zone d'assainissement collectif » au zonage d'assainissement de Marseille depuis 2005. A ce titre, le projet de desserte sanitaire comprend l'installation des canalisations d'eaux usées 'primaires' en parallèle des travaux de recalibrage des ruisseaux de la Grave et des Xaviers. Ces réseaux primaires seront reconnectés au réseau sanitaire collectif existant en aval, via un poste de relèvement des eaux usées reconstruit en 2015, à proximité du bassin de rétention existant au droit du n°77 Boulevard Bara, 13013 Marseille. Cette architecture de réseau sanitaire primaire permettra, à terme, de raccorder au réseau d'assainissement collectif les quartiers de la Grave et des Médecins, par la réalisation d'antennes sanitaires secondaires.

La conduite de l'opération est réalisée par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement de la Métropole Aix-Marseille-Provence, au titre de sa compétence

La réalisation conjointe de la desserte sanitaire et de la desserte pluviale est une opportunité de rationaliser le déroulement et le coût du chantier.

Par ailleurs, la Métropole Aix-Marseille-Provence a souhaité que l'opération s'inscrive dans une démarche d'aménagement durable respectueuse de l'environnement. La phase de conception de l'opération est notamment attachée :

- à définir un projet d'aménagement paysager global intégrant le tissu urbain (bâti, infrastructures, espaces verts et naturels) existant et futur,
- à faire appel aux techniques de « génie végétal » pour le recalibrage des ruisseaux et à préserver autant que possible, voire reconstituer, la ripisylve,
- à garantir la sécurité des digues ainsi que la fiabilité du fonctionnement hydraulique des bassins de rétention,

- à rétablir la continuité des diverses circulations et accès publics ou privés du secteur,
- à mettre en œuvre une démarche de « chantier vert », visant à limiter les nuisances pour les riverains et assurer la sécurité sur et autour du chantier, tout en mettant en œuvre des modes opératoires préservant l'environnement (gestion des déchets, pollution des eaux et des sols...),
- à favoriser les démarches d'acquisitions foncières à l'amiable, en adaptant le phasage de réalisation des travaux à la disponibilité du foncier.

La déclaration de projet sur l'intérêt général au sens de l'article L 126-1 du Code de l'Environnement a été prononcée par délibération n°469/08/CC du Conseil de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole en sa séance du 28 Juin 2008, délibération reçue en Préfecture des Bouches du Rhône le 9 Juillet 2008.

Par arrêté préfectoral du 8 Octobre 2008, les travaux nécessaires à la réalisation de l'opération ont été déclarés d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral du 25 Novembre 2009, l'opération a été autorisée et déclarée d'intérêt général au titre des articles L214-3 et L211-7 du Code de l'Environnement.

Par arrêté Préfectoral du 30 Août 2013, Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône a prorogé de 5 ans les effets de la DUP.

La loi MAPAM du 27 janvier 2014, complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015 a créé la Métropole d'Aix-Marseille-Provence par fusion des intercommunalités de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aix, la Communauté d'Agglomération Agglopolo Provence, la Communauté d'Agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Etoile, du Syndicat d'Agglomération nouvelle d'Ouest Provence et la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues.

Conformément aux dispositions de l'article L5217-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), à compter du 1er janvier 2016 la Métropole d'Aix-Marseille-Provence s'est substituée de plein droit à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'ensemble de ses contrats.

Parallèlement à la procédure d'expropriation, la Métropole Aix-Marseille-Provence a continué à mener des négociations amiables.

C'est pourquoi, dans le cadre de cette opération, la Métropole Aix-Marseille-Provence et Monsieur Gérard BILLIA et Madame Joëlle BILLIA épouse BAUBET ont trouvé un accord amiable sur la cession d'une emprise

de terrain de 221 m² environ à détacher de la parcelle 879 C 0036, moyennant la somme de 12 950 euros (douze mille neuf cent cinquante euros) conformément à l'avis de France Domaine.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille-Provence ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 29 chemin de la Grave, appartenant à Monsieur Gérard BILLIA et Madame Joëlle BILLIA épouse BAUBET, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement.».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'acquisition de cette emprise de terrain de 221 m² environ à détacher de la parcelle cadastrée 879 C 0036 permettra la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers-La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération «Acquisition à titre onéreux d'une parcelle de terrain située 29 chemin de la Grave, appartenant à Monsieur Gérard BILLIA et Madame Joëlle BILLIA épouse BAUBET, nécessaire à la réalisation de la desserte sanitaire et pluviale les Xaviers / La Grave à Marseille 13^{ème} arrondissement..»

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 043-745/17/CT

■ **Cession gratuite d'une parcelle de terrain sise avenue Cap Pinède - Rue de Lyon, à Marseille 15^{ème} - appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL dans la ZAC Littorale**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15534/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Cession gratuite d'une parcelle de terrain sise avenue Cap Pinède – Rue de Lyon – 13015 Marseille, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL, dans la ZAC Littorale » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.
L'EPA Euroméditerranée (EPAEM) a souhaité mettre en place une démarche de partenariat avec un opérateur ou un groupement d'opérateurs afin d'initier l'aménagement d'un Éco-quartier à haut niveau de services répondant aux nouveaux enjeux stratégiques de développement des territoires, tant urbains que métropolitains. Le site d'intervention s'inscrit au cœur de l'extension du périmètre de l'EPAEM, sur un tènement de quatorze hectares au sein de la ZAC Littorale nouvellement créée (l'îlot XXL). La démarche partenariale proposée consiste à étudier les conditions de développement d'une programmation mixte de l'ordre de 280 000m² de SDP (le Projet), porteuse d'une forte ambition en matière de développement durable et de qualité de vie, et d'en engager une première phase opérationnelle significative à l'horizon 2017-2018. Pour ce faire, l'EPAEM a lancé un Appel à Manifestation d'Intérêt (l'AMI) auprès d'opérateurs ou de groupements d'opérateurs intéressés afin de sélectionner un partenaire répondant à ces ambitions.

Un jury composé de personnalités politiques et de personnalités qualifiées s'est réuni le 6 novembre 2015 afin d'auditionner l'ensemble des candidats.

Par courrier en date du 16 novembre 2015, l'EPAEM a informé le groupement Bouygues Immobilier-Cirmad qu'il était désigné lauréat de la procédure.

Le projet actuellement à l'étude et qui devrait aboutir à la signature prochaine d'une convention cadre, devra répondre aux ambitions suivantes :

- Inventer un modèle d'EcoQuartier méditerranéen, sur le Périmètre, reproductible dans la métropole marseillaise ;
- Gérer le foncier et ses implications, notamment en termes de restructuration sur place (par exemple îlot des Puces sans rupture d'activité) et de relogement d'entreprises et d'habitants ;

- Mener, sous validation de l'EPAEM et en cohérence avec la démarche de concertation globale à l'échelle du périmètre de l'extension de l'EPAEM, une démarche conjointe de concertation permettant de créer les conditions d'une appropriation du Projet Urbain par l'ensemble des parties prenantes en associant les quartiers avoisinants ;

- Conforter les partenariats industriels existants et en concrétiser de nouveaux ;

- Promouvoir l'accès des futurs usagers et habitants du quartier aux nouvelles technologies de l'information et de la communication ;

- Fiabiliser et sécuriser la faisabilité du Projet Urbain sur une période de 5 années au cours de laquelle le Groupement devra réaliser un programme de 200 000m² de surface de plancher.

Le foncier devant faire l'objet de la cession fait partie du tènement en passe de remembrement dit îlot phare, à l'angle entre l'avenue Cap Pinède et la rue de Lyon, qui devrait accueillir une programmation de 48 000m² sdp.

C'est pourquoi il est décidé d'approuver le projet d'acte par lequel la Métropole Aix-Marseille-Provence cède à l'Etablissement Public Euroméditerranée, la parcelle cadastrée 901 A 00120 de 2 048m², sise angle Avenue Cap Pinède / Rue de Lyon - Marseille 15^{ème}, qui aura au préalable été déclassée du Domaine Public Métropolitain. Cette cession est faite à titre gratuit, conformément au protocole cadre de partenariat pour l'extension d'Euroméditerranée et protocole opérationnel (phase 2011-2020), signé en 2011.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet d'acte de cession ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'une fois le déclassement du domaine public métropolitain de la parcelle approuvé, la cession de ladite parcelle par la Métropole Aix-Marseille-Provence permettra à l'Etablissement Public Euroméditerranée, d'engager sa première phase opérationnelle sur l'îlot XXL (ZAC Littorale) ;
- Que le Conseil de Territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille-Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération « Cession gratuite d'une parcelle de terrain sise avenue Cap Pinède – Rue de Lyon – 13015 Marseille, appartenant à la Métropole Aix-Marseille-Provence, à Euroméditerranée, nécessaire à la réalisation de l'îlot XXL, dans la ZAC Littorale ».

Adoptée à l'unanimité, des membres présents et représentés

URB 044-746/17/CT

■ Approbation d'un apport foncier au profit de la Soleam au titre de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15537/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération «Approbation d'un apport foncier au profit de la SOLEAM au titre de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15ème arrondissement.» satisfait les conditions de l'article L.5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La convention pluriannuelle de mise en œuvre du projet de rénovation urbaine de la Savine à Marseille 15^{ème} arrondissement a été signée le 30 mars 2009 par l'ANRU, la Ville de Marseille, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et les partenaires locaux.

Par délibération du Conseil municipal du 17 octobre 2011, la Ville de Marseille a confié l'aménagement du site bas de la Savine à la SOLEAM au sens des articles L300-1 et suivants du Code de l'Urbanisme par la concession d'aménagement n°11/1342 d'une durée de 7 ans prorogée de 2 ans , soit jusqu'au 15 décembre 2020.

Suite à la découverte d'amiante dans les logements de la cité de la Savine, la démolition massive des

logements a été décidée en 2012 et un nouveau projet a été élaboré.

La première phase de ce projet vise à assurer le relogement des habitants et à amorcer la transformation urbaine du territoire en créant une centralité au bas du Vallon des Tuves, en améliorant la desserte viaire entre le Vallon et la lisière haute du futur Parc du Canal où vont s'implanter de nouvelles constructions, avec une échéance de réalisation à 2020.

Par ailleurs, en application de l'article L 5215-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, 18 opérations d'aménagement de la Ville de Marseille dont celle de la Savine ont été transférées à la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, avec faculté de substitution au bénéfice de la Métropole Aix-Marseille-Provence au 1^{er} janvier 2016.

Les terrains nécessaires à la réalisation de l'opération d'aménagement de la Savine appartenant initialement à la Ville de Marseille ont fait l'objet d'un transfert de propriété à titre gratuit au profit de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Conformément aux termes de la concession d'aménagement et de son avenant n°3 en date du 3 juin 2016 ayant pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant, le protocole foncier objet des présentes a pour objet la cession sous forme d'apport foncier par la Métropole Aix-Marseille-Provence au profit de la SOLEAM des terrains nécessaires à la réalisation de ladite opération d'aménagement.

Le projet de délibération du Bureau de la Métropole propose d'approuver le protocole foncier déterminant les conditions de cette cession foncière sous la forme d'un apport foncier.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille Provence ;
- Le procès-verbal n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 relatif à l'élection du Président du Conseil de Territoire n°1 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole n° HN 056-187/16 CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire n°1 ;
- Le protocole foncier ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole ;
- Le projet de délibération portant sur « Approbation d'un apport foncier au profit de la SOLEAM au titre de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15^{ème} arrondissement ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à « l'approbation d'un apport foncier au profit de la SOLEAM au titre de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15^{ème} arrondissement » ;
- Que le Conseil de territoire doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Approbation d'un apport foncier au profit de la SOLEAM au titre de la concession d'aménagement de la Savine à Marseille 15^{ème} arrondissement ».

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	104
Voix Contre	21
Abstentions	15

Adoptée

Ont voté contre :

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE -

Samia GHALI - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO - Nouriati DJAMBAE

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

URB 045-747/17/CT

■ Approbation de l'avenant 8 à la convention de transfert de patrimoine avec la Ville de Marseille concernant l'Anse du Prophète 7ème arrondissement

**Information du Conseil de Territoire
DPPLSV 17/15532/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après, pour information au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille Provence a été créée par la LOI n° 2014-58 du 27 janvier 2014 et complétée par la loi NOTRe du 7 août 2015. Elle exerce de plein droit, depuis le 1^{er} janvier 2016, en lieu et place des Communautés d'agglomérations et Communauté Urbaine, les compétences énumérées à l'article L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Conformément aux dispositions de l'article L. 5217-5 du Code général des collectivités territoriales, les immeubles et meubles faisant partie du Domaine Public des Communes et des Communes membres et nécessaires à l'exercice des compétences de la Métropole Aix-Marseille Provence ont été affectés de plein droit à la Métropole, qui exerce ainsi l'ensemble des droits et obligations du propriétaire depuis le 1^{er} janvier 2016.

La Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole s'est vue transférer par délibération du 29 mars 2004 n° 04/0352/EHCV pour la Ville de Marseille et du 31 mars 2004 pour la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole n° FAG 25/132/CC, une liste de biens parmi lesquels figure un bien sur le

domaine public maritime sis Anse du Prophète, Marseille 13 007.

La Direction de Propreté Urbaine de la Métropole Aix-Marseille Provence n'a plus l'utilité de ce local. Il est donc proposé à la Ville de Marseille de le retirer de la liste des biens transférés.

La Ville de Marseille délibère concomitamment pour acter le retour dans son patrimoine dudit local.

En conséquence, il convient d'approuver :
L'avenant n° (8) à la convention n° 04/1261 annexée à la délibération du Conseil de Communauté en date du 31 mars 2004, qui acte le retrait du local sis sur le domaine public maritime, Anse du Prophète, Marseille 13 007, de la liste des biens transférés,

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°04/0352/EHCV du Conseil Municipal de la Ville de Marseille du 29 mars 2004 portant transfert de biens à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération FAG 25/132/CC du Conseil de Communauté du 31 mars 2004 portant transfert de patrimoine immobilier de la Ville de Marseille à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole ;

- La délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2017 portant retour dans le patrimoine municipal du bien sis Anse du Prophète dans le 7ème arrondissement.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il y a lieu de prendre acte de la modification de la convention n° 04/1261 annexée à la délibération en date du 31 mars 2004, par avenant n° 8, constatant le retrait du bien situé sur le domaine public maritime, Anse du Prophète, Marseille 13 007, de la liste des biens transférés.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de rapport relatif à la modification de la convention n° 04/1261 annexée à la délibération en date du 31 mars 2004, par avenant n° 8, constatant le retrait du bien situé sur le domaine public maritime, Anse du Prophète, Marseille 13 007, de la liste des biens transférés.

URB 046-748/17/CT

■ Déclassement du domaine public métropolitain du foncier situé Avenue Clot Bey à Marseille 8ème arrondissement - Principe de la cession

Avis du Conseil de Territoire DUF 17/15505/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Déclassement du domaine public métropolitain du foncier situé Avenue Clot Bey à Marseille 8ème arrondissement – Principe de la cession » satisfait les conditions de l'article L5218-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La Métropole Aix-Marseille Provence et la Ville de Marseille sont respectivement propriétaires de parcelles cadastrées sous le n° 15 de la section R de Sainte-Anne (844) sise 10-12, avenue Clot Bey et sous le n° 16 de la même section, sise 44, avenue Alexandre Dumas, dans le 8ème arrondissement de Marseille. Ces deux fonciers constituaient initialement un tènement global d'une superficie de 26 948 m² environ sur lequel étaient situés divers bâtis dont une partie occupée par le siège de la Régie des Transports Marseillais.

Dans le cadre de la régularisation des biens à transférer à la Métropole Aix-Marseille-Provence nécessaires à l'exercice de sa compétence en matière de Transports Urbains, une emprise d'une superficie de 17 530 m² a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (devenue Métropole Aix-Marseille Provence) par acte administratif en date du 3 mars 2014.

Tous les bâtiments existants anciennement occupés par la Régie des Transports de Marseille sont désormais vacants et le site est entièrement inoccupé et ne fait l'objet d'aucune affectation à ce jour.

Par délibération n° AEC 021-1606/15/CC en date du 21 décembre 2015, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole (devenue Métropole Aix-Marseille-Provence) a approuvé le lancement d'un appel à projet conjoint avec la Ville de Marseille sur le site de Clot Bey – Alexandre Dumas dans le 8ème arrondissement de Marseille en vue de la cession d'une partie des parcelles cadastrées quartier Sainte Anne (844) section R n° 15 et 16 à un opérateur afin de réaliser un programme de logements.

Cet appel à projet a été lancé le 22 décembre 2015 sur la base d'un cahier des charges élaboré par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole et la Ville de Marseille en vue de la réalisation d'un programme de logements qualitatif en accord avec les composantes paysagères et urbaines du secteur.

L'analyse des propositions a été effectuée en fonction de plusieurs critères figurant dans le dossier de consultation :

- 70 % en fonction du projet proposé sur les critères relatifs aux éléments de programme, aux qualités urbaine, architecturale et environnementale ;
- 30 % en fonction de l'offre financière.

A l'issue de cette analyse, l'offre présentée par le groupement composé de PITCH PROMOTION – FINAREAL – CEPAC a été sélectionnée parmi les 10 propositions reçues au vu de la qualité du projet et de son insertion dans le tissu urbain environnant. Il prévoit la réalisation d'un programme immobilier comprenant environ 270 logements composés de logements collectifs et de villas, des locaux d'activités en rez-de-chaussée d'immeubles et potentiellement des équipements à l'étude au regard des contraintes issues du plan de prévention des risques naturels prévisibles d'inondation de l'Huveaune et de ses affluents approuvé par arrêté préfectoral le 24 février 2017. Le programme immobilier dans sa totalité génère une surface de plancher d'environ 20 000 m².

Afin de permettre au groupement PITCH PROMOTION – FINAREAL – CEPAC d'avancer sur les études nécessaires à la mise en œuvre de ce projet, il est proposé de délibérer sur un principe de cession et d'autoriser ledit groupement à déposer les demandes d'autorisations d'urbanisme correspondantes.

En vue de la cession future, il est nécessaire de délibérer au préalable en vue de constater la désaffectation et de procéder au déclassement du tènement foncier du domaine public métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président du conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de constater la désaffectation et le déclassement de la parcelle métropolitaine en vue de la cession future.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération relatif à la désaffectation et au déclassement du bien Avenue Clot Bey à Marseille 8ème arrondissement et sur le principe de la cession.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	110
Voix Contre	30
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

Nadia BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Samia GHALI - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO - Nouriati DJAMBAE - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

**Commission "Habitat, Politique
de la Ville"**

HPV 001-749/17/CT

■ **Approbation du Rapport Politique de la Ville
pour 2016**

**Avis du Conseil de Territoire
DGDU 17/15538/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence sur proposition du Président
délégué de Commission soumet au Conseil de
Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités
Territoriales prévoit que préalablement à leur examen
par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi
pour avis des projets de délibération satisfaisant à
deux conditions cumulatives : leur exécution est
spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les
limites du territoire, et ils concernent les affaires
portant sur le développement économique, social et
culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la
politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors
un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil
de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence, qui ne peut
être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du
Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence
dûment constatée par l'organe délibérant de la
métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la
Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement
délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du rapport Politique de
la Ville pour 2016 » satisfait les conditions de l'article
L.5218-7, I du Code Général des Collectivités
Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc
être saisi pour avis du projet de délibération précité.

La loi N° 2014-173 du 21 février 2014 de
programmation pour la ville et la cohésion urbaine
organise un nouveau cadre d'action pour la politique
de la ville.

Pour formaliser les engagements des partenaires de
cette politique, six contrats de ville ont été signés sur le
territoire de la Métropole au bénéfice des habitants des
quartiers prioritaires.

Le décret n° 2014-1750 du 30 décembre 2014 a fixé la
liste des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.
Concernant Aix-Marseille-Provence, les quartiers
ciblés par la Politique de la Ville sont au nombre de
59 et comptent 300 000 habitants :

- 38 pour le Contrat de Ville Marseille
Provence : 35 à Marseille, 2 à Marignane,
1 à Septèmes-les-Vallons, soit
244 000 habitants. A ceux-ci s'ajoutent
3 quartiers dits « de veille » à La Ciotat.
- 1 pour le Contrat de Ville du Pays d'Aubagne
et de l'Etoile, situé à Aubagne et comptant
2 300 habitants. A ceux-ci s'ajoutent
3 quartiers dits « de veille » également à
Aubagne.
- 4 pour le Contrat de Ville du Pays Salonais : 2
à Berre-l'Etang et 2 à Salon-de-Provence, soit
8 000 habitants. A ceux-ci s'ajoute
1 quartier de veille à Salon-de-Provence.
- 8 pour le Contrat de Ville du Pays d'Aix : 4 à
Aix-en-Provence, 1 à Gardanne, 1 à Pertuis
et 2 à Vitrolles, soit 23 220 habitants.
- 3 pour le Contrat de Ville Istres Ouest
Provence : 1 à Istres et 2 à Miramas, soit
10 400 habitants. A ceux-ci s'ajoutent
7 quartiers dits « en veille active » (4 à Port
Saint Louis du Rhône, 1 à Istres et 2
à Miramas).
- 5 pour le Contrat de Ville du Pays de
Martigues : 3 à Martigues, 2 à Port de Bouc,
soit 11 800 habitants. A ceux-ci s'ajoutent 5
quartiers de veille ou de veille active
(4 à Martigues et 1 à Port de Bouc).

Chaque Contrat de Ville décline les quatre piliers
prévus pour la mise en œuvre de cette politique
publique :

- Le développement des activités économiques
et l'emploi,
- La cohésion sociale,
- Le cadre de vie et renouvellement urbain,
- La citoyenneté et les valeurs de la
république.

La Métropole Aix-Marseille-Provence assure le
pilotage stratégique des contrats de ville sur les
quartiers prioritaires et participe aux programmes
d'actions, avec les moyens financiers qu'elle alloue à
cette politique.

Dans sa rédaction issue de la loi n°2014-173, le
troisième alinéa de l'article L. 1111-2 et l'article
L. 1811-2 du code général des collectivités territoriales
prévoient qu'un « débat sur la politique de la ville est
organisé chaque année au sein de l'assemblée
délibérante de l'établissement public de coopération
intercommunale et des communes ayant conclu un
contrat de ville, à partir d'un rapport sur la situation de
la collectivité au regard de la politique de la ville, les
actions qu'elle mène sur son territoire et les

orientations et programmes de nature à améliorer cette situation ».

Les 6 rapports ci-annexés sont relatifs à la mise en œuvre opérationnelle en 2016 des Contrats de Ville par la Métropole Aix-Marseille-Provence. Ils décrivent notamment les orientations des contrats de ville et des projets de territoire qui en sont les déclinaisons territoriales, la programmation associative, la création et l'organisation des conseils citoyens, l'ingénierie mobilisée.

Ils ont été soumis à l'ensemble des conseils municipaux compétents dont les avis, le cas échéant, sont annexés à ce rapport.

Ils ont été présentés aux conseils citoyens existants sur les territoires concernés dont les avis, le cas échéant, sont joints en annexe.

Au regard du caractère transversal de la politique de la ville, le projet métropolitain en cours d'élaboration déterminera les modalités selon lesquelles les compétences de la Métropole concourent aux objectifs de cohésion sociale et territoriale.

De même, le pacte de gouvernance, financier et fiscal adopté par la Métropole par délibération du 30 juin 2016 participe déjà de la solidarité territoriale dans une logique de redistribution financière mais également de développement d'un projet métropolitain.

Enfin, l'évaluation des Contrats de Ville est en cours d'organisation à l'échelle métropolitaine. Cette évaluation s'appuiera sur des outils d'observation du territoire, des outils d'analyse et d'évaluation des actions mises en œuvre dans le cadre de la programmation financées par les crédits spécifiques de la politique de la ville, ainsi les actions de droit commun des signataires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation du Rapport Politique de la Ville pour 2016 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative à la « Approbation du Rapport Politique de la Ville pour 2016 » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération « Approbation du Rapport Politique de la Ville pour 2016 ».

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	104
Voix Contre	0
Abstentions	36

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Nadia

BOULAINSEUR - Marie-Arlette CARLOTTI - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Catherine CHAZEAU - Vincent COULOMB - Josette FURACE - Samia GHALI - Vincent GOMEZ - Louisa HAMMOUCHE - Garo HOVSEPIAN - Marc LOPEZ - Stéphane MARI - Bernard MARTY - Christophe MASSE - Florence MASSE - Nathalie PIGAMO - Muriel PRISCO - Roger RUZÉ - Éric SCOTTO - Nouriati DJAMBAE

HPV 002-750/17/CT

■ Approbation de la convention avec la Ville de Marseille pour le suivi de l'exécution des opérations subventionnées dans le cadre du contrat de Ville intercommunal 2015-2020

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15551/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

La délibération « Approbation de la convention à conclure avec la Ville de Marseille pour le suivi de l'exécution des opérations subventionnées par la Ville de Marseille dans le cadre du contrat de Ville intercommunal 2015-2020 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°15/0500/UAGP du 29 juin 2015 la Ville de Marseille a adopté le Contrat de Ville Intercommunal pour la période de 2015 à 2020 qui sera le nouveau cadre de la politique contractuelle en direction des quartiers les plus en difficultés et porteurs de caractéristiques et de dynamiques urbaines et sociales très diverses.

Le Contrat de Ville cible la nouvelle géographie de la Politique de la Ville définie par le décret n°2014-1750 du 30 décembre 2014 soit trente-cinq quartiers prioritaires pour Marseille et trente-huit à l'échelle de Marseille Provence Métropole.

Il définit le projet urbain et social qui vise à une meilleure intégration des quartiers prioritaires dans le fonctionnement urbain social et économique de l'agglomération, réduisant ainsi les écarts de développement et les situations d'exclusion.

Dans ce cadre, une première série d'opérations d'investissement a été approuvée par délibération de la Ville de Marseille n° 16/0620/UAGP du 27 juin 2016 représentant 31 projets subventionnés à hauteur de 716 208 euros, une deuxième série d'opérations d'investissement a également été approuvée par délibération n° 16/0891/UAGP du 3 octobre 2016 représentant 15 projets subventionnés à hauteur de 533 119 euros.

Ces différents projets ont fait l'objet de dossiers instruits par les agents du GIP Politique de la Ville dont le transfert à la Communauté Urbaine Marseille Métropole devenue Métropole Aix Marseille Provence au 1^{er} janvier 2016, a été approuvé par délibération n°15/1075/ EFAG du 16 décembre 2015 en vertu de ses compétences renforcées par application notamment des lois n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite loi MAPAM, et n° 21014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la Ville et la cohésion urbaine qui ont modifié l'article L 5215-20 du Code général des Collectivités Territoriales.

Afin d'assurer une continuité cohérente dans le suivi de l'exécution de ces projets par les techniciens qui ont instruit les dossiers avant versement des subventions par la Ville de Marseille, il est proposé de conclure une convention avec la Ville de Marseille, par laquelle la Métropole s'engage à assurer le suivi de ces dossiers sans contrepartie financière.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation de la convention à conclure avec la Ville de Marseille pour le suivi de l'exécution des opérations subventionnées par la Ville de Marseille dans le cadre du contrat de Ville intercommunal 2015-2020 ».

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération pour l'approbation de la convention à conclure avec la Ville de Marseille pour le suivi de l'exécution des opérations subventionnées par la Ville de Marseille dans le cadre du contrat de Ville intercommunal 2015-2020 ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation de la convention à conclure avec la Ville de Marseille pour le suivi de l'exécution des opérations subventionnées par la Ville de Marseille dans le cadre du contrat de Ville intercommunal 2015-2020.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

HPV 003-751/17/CT

■ Approbation de la participation financière 2017 au fonctionnement du Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine

DHCS 17/15480/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le GIP Marseille Rénovation Urbaine a été créé par arrêté préfectoral du 17 avril 2003. Ses instances ont été mises en place le 17 juillet 2003. Les conditions de son fonctionnement ont été définies par la convention constitutive du GIP, approuvée par le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 14 février 2003, complétée par un protocole d'application approuvé par le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole du 27 juin 2003.

Suite à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ce protocole et cette convention constitutive ont été modifiés par avenant le 14 décembre 2016 : les droits et obligations dans le GIP ont été redéfinis à masse constante entre la Ville de Marseille et la Métropole, et les participations financières de ces deux membres du GIP ont été adaptées aux charges du groupement, sans changer l'implication des autres partenaires.

Le programme d'intervention du GIP Marseille Rénovation Urbaine consiste à élaborer et mettre en oeuvre les projets de rénovation urbaine de Marseille cofinancés par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine et les partenaires du GIP.

En ce qui concerne le financement des frais de structure du GIP, le Conseil d'Administration du GIP

Marseille Rénovation Urbaine a adopté dans sa séance du 15 septembre 2016 le projet de budget 2017 et d'Etat Prévisionnel des Recettes et Dépenses pour l'année 2017.

Le budget total des frais de fonctionnement s'élève à 2 264 500 euros.

Le budget de financement des frais de structure du GIP Marseille Rénovation Urbaine a été adopté selon la répartition suivante :

- ANRU	927 500 euros
-Ville de Marseille	154 212 euros
-Métropole Aix-Marseille-Provence	809 614 euros
-Ville de Septèmes-les-Vallons	27 174 euros
- Département	70 000 euros
- Région	86 000 euros
- Caisse des dépôts et consignations	180 000 euros
- AROHLM	10 000 euros

TOTAL
2 264 500 euros

La contribution de la Métropole au budget de fonctionnement 2017 du GIP Marseille Rénovation Urbaine s'établit donc à 809 614 euros.

Mais conformément au protocole d'application de la convention constitutive du GIP Marseille Rénovation Urbaine, la participation réelle de la Métropole Aix-Marseille-Provence est calculée après déduction des participations des autres membres, et des apurements sont donc nécessaires au vu des dépenses réellement effectuées dans l'année considérée.

Ainsi, pour les années 2012, 2013 et 2014, les dépenses du GIP Marseille Rénovation Urbaine ont été inférieures aux prévisions et un titre de recette va être émis par la Métropole pour percevoir

- 66 708, 88 euros au titre de l'exercice 2012, la subvention versée s'élevant à 114 549 euros et la contribution réelle à 47 840,12 euros ;
- 79 268, 35 euros au titre de l'exercice 2013, la subvention versée s'élevant à 114 549 euros et la contribution réelle à 35 280, 65 euros ;
- 79 003, 21 euros au titre de l'exercice 2014, la subvention versée s'élevant à 149 301 euros et la contribution réelle à 70 297, 79 euros.

Le montant total de l'épurement s'élève donc à 224 980, 44 euros et la contribution envisagée pour 2017 est de 809 614 euros.

Le versement de la subvention 2017 interviendra à la première demande du Conseil d'Administration

Marseille Rénovation Urbaine, selon les modalités prévues au protocole d'application approuvé par le Conseil de Communauté du 27 juin 2003 et ses avenants. Les crédits sont inscrits au budget de la Métropole, Nature 6574, Fonction 52, Sous-politique E110.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération HAP/1/060/CC du Conseil de Communauté du 14 février 2003 approuvant l'adhésion de la Communauté urbaine au Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville et les termes de la convention constitutive ;
- La délibération HAP/5/399/CC du Conseil de Communauté du 27 juin 2003 approuvant le protocole d'application et de mise en œuvre 2003 ;
- La délibération HAP 3/578/CC du Conseil de Communauté du 26 juin 2006 approuvant un avenant n°1 à la convention constitutive prolongeant la durée du GIP jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- La délibération HAP 4/936/07/CC du Conseil de Communauté du 8 octobre 2007 approuvant un avenant n°1 au protocole d'application de la convention constitutive pour prendre en compte les modalités d'intervention de l'ANRU ;
- La délibération RNOV 004-1403/09/CC du Conseil de Communauté du 22 juin 2009 approuvant les avenants n°2 à la convention constitutive et à son protocole d'application permettant l'adhésion de l'Association Régionale des Organismes HLM Provence-Alpes-Côte d'Azur-Corse et de la Caisse des dépôts et consignations ;
- La délibération RNOV 003-2112/10/CC du Conseil de Communauté du 28 juin 2010 approuvant l'avenant n°3 à la convention constitutive du GIP pour le Grand Projet de Ville concernant l'élargissement de son territoire d'intervention ;

- La délibération RNOV 004-466/11/CC du Conseil de Communauté du 8 juillet 2011 approuvant l'avenant n°3 au protocole d'application de la convention constitutive du GIP modifiant l'allocation des ressources ;
- La délibération RNOV 007-607/12/CC du Conseil de Communauté du 26 octobre 2012 approuvant l'avenant n°4 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public pour le Grand Projet de Ville concernant sa dénomination en GIP Marseille Rénovation Urbaine et prolongeant la durée du groupement jusqu'au 31 décembre 2015
- La délibération RNOV 003-675/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 approuvant l'avenant n°5 à la convention constitutive du Groupement d'Intérêt Public concernant sa mise en conformité avec les dispositions de la loi du 17 mai 2011 portant sur le statut du personnel (de droit public), les modalités de contrôle, le rôle du Commissaire du Gouvernement et les relations avec le Groupement d'Intérêt Public Politique de la Ville ;
- La délibération HPV 004-1110/15/CC du Conseil de Communauté du 3 juillet 2015 approuvant l'avenant n°6 à la convention constitutive du GIP prolongeant la durée du Groupement d'Intérêt Public jusqu'au 1 janvier 2017 ;
- La délibération DEVT 005-676/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016 approuvant l'avenant n°7 à la convention constitutive prolongeant sa durée jusqu'au 31 décembre 2019 ;
- La délibération HN009/011/16/CM du 17 mars 2016 relative aux délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La délibération DEVT 008/1442/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 approuvant l'avenant n°8 à la convention constitutive du GIP Marseille Rénovation Urbaine et l'avenant n°4 à son protocole d'application modifiant les droits et obligations dans le GIP entre la Ville de Marseille et la Métropole Aix-Marseille-Provence et adaptant leurs participations financières aux charges du groupement.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Qu'il est nécessaire de voter le montant des fonds alloués aux frais de structure du GIP Marseille Rénovation Urbaine pour mettre en œuvre les projets de renouvellement urbain du territoire, déduction faite des apurements

nécessaires au vu des dépenses réellement effectuées les années précédentes.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le versement au Groupement d'Intérêt Public Marseille Rénovation Urbaine, des moyens nécessaires au financement des frais de structure pour l'année 2017, soit 809 614 euros.

Article 2 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'Etat Spécial de Territoire, Nature 6574 – Fonction 52 – Sous-politique E110.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

HPV 004-752/17/CT

■ **Partenariat entre l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône - ADIL 13 - et la Métropole Aix-Marseille-Provence**

Avis du Conseil de Territoire DGDU 17/15599/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les

limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Partenariat entre l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13) et la Métropole Aix-Marseille-Provence » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Dans le cadre de sa politique de l'habitat, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'adjoint les compétences d'experts et partenaires dans les domaines du conseil aux particuliers, de l'étude et de l'observation et des formations.

C'est à ce titre que la Métropole Aix-Marseille-Provence a construit dès sa création en 2016 un partenariat avec l'ADIL qui entretenait déjà des relations privilégiées et contractuelles avec les six intercommunalités aujourd'hui fusionnées.

A compter de 2017, les deux entités, ADIL et Métropole Aix-Marseille-Provence, ont décidé de consolider leur partenariat autour de deux types de missions confiées à l'ADIL :

- Une convention pour les missions dites « socle » entre les deux partenaires pour la période 2017-2021. Ces missions sont :
 - o Le conseil des habitants,
 - o l'information, le conseil et la formation des acteurs de l'habitat de la Métropole
 - o la contribution à l'observation de l'habitat de la Métropole Aix-Marseille-Provence
- Une convention pour les missions spécifiques que l'ADIL conduira pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et les Conseils de Territoire.

Ainsi, ces conventions ont pour objectif de définir les relations notamment de répartition entre les deux entités.

Le montant de la convention socle s'élève à 380 000 euros.

Le montant de la convention spécifique sera à minima de 20 000 euros et fera l'objet de sollicitation de la part des Conseils de Territoire.

Il convient d'abroger la délibération DEVT 014-1128/16/CM du 17 octobre 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération «Partenariat entre l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13) et la Métropole Aix-Marseille-Provence».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération relative au « Partenariat entre l'Agence Départementale d'Information sur le

Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13) et la Métropole Aix-Marseille-Provence » ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération «Partenariat entre l'Agence Départementale d'Information sur le Logement des Bouches-du-Rhône (ADIL 13) et la Métropole Aix-Marseille-Provence».

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

HPV 005-753/17/CT

■ Attribution de subventions pour des baux à réhabilitation et approbation de conventions

DHCS 17/15478/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Issue d'une proposition faite dans le cadre des Etats Généraux du Logement pour la préparation du deuxième Programme Local de l'Habitat 2012-2018, le Conseil de Communauté de Marseille Provence Métropole a approuvé, par délibération du 29 juin 2012, la création d'un dispositif de soutien au bail à réhabilitation.

Ce dispositif permet à un opérateur de réhabiliter un logement ou un immeuble d'habitation, d'en assurer la gestion, et de le restituer à son propriétaire à la fin du bail, en bon état.

Le bail à réhabilitation peut s'adresser :

- à des propriétaires occupants qui n'arrivent plus à faire face aux travaux à réaliser dans leurs logements.
- à des propriétaires bailleurs qui souhaitent faire réhabiliter leur patrimoine sans en assurer la gestion (particuliers, associations, autres établissements...),
- aux communes propriétaires de logements. Le patrimoine communal peut être confié à un opérateur qui fait les travaux nécessaires, les conventionne avec l'Anah et les gère pour la durée du bail à réhabilitation.

Dans tous les cas, il donne lieu à loyer conventionné à l'APL pour des occupants dont les ressources sont plafonnées.

Le bail à réhabilitation peut être conclu par un opérateur agréé par l'Etat pour assurer la maîtrise d'ouvrage de logements. Celui-ci s'engage à prendre le logement à bail pendant une durée minimale de douze ans, à réaliser des travaux, et à le rendre libre d'occupation et en bon état à la fin du bail, une proposition étant faite au locataire trois mois avant l'expiration du bail pour la location d'un logement équivalent (à moins que le propriétaire ne souhaite poursuivre la location).

L'opérateur devient titulaire d'un droit réel immobilier et acquitte donc la taxe foncière pendant la durée du bail.

Le soutien financier apporté par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Marseille Provence à la mise en œuvre de baux à réhabilitation répond à quatre objectifs :

- améliorer les logements vétustes ou insalubres,
- développer l'offre de logements à loyers maîtrisés dans le parc privé et ainsi améliorer l'insertion de ces logements par la réalisation de petites opérations,
- soutenir les communes de Marseille Provence dans l'amélioration de leur patrimoine.

La nature et le montant de l'aide apportée par la Métropole Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Marseille - Provence au bail à réhabilitation s'appuient sur la réglementation de l'Anah, qui précise les conditions de recevabilité des demandes et la qualité des travaux éligibles à ses subventions.

La Métropole Aix-Marseille-Provence verse à l'opérateur par logement pris en bail à réhabilitation une subvention de 20% du coût des travaux subventionnables par l'Anah plafonnée à 10 000 euros.

Chaque subvention allouée à une opération fait l'objet d'une convention de financement et de partenariat, soumise au Conseil de Métropole.

Les aides proposées selon ces critères à l'approbation de ce Conseil sont décrites dans le tableau ci-annexé. Elles correspondent aux opérations ci-dessous :

- La Ville de Marignane confie pour 50 ans à SOLIHA Provence la gestion et la réhabilitation d'un immeuble situé dans le centre ancien : 14 rue Pasteur – un logement à loyer très social
- L'Assistance Publique des Hôpitaux de Marseille confie pour 52 ans à la SA UES PACT Méditerranée un immeuble situé à Marseille 1^{er} arrondissement, 24 rue Colbert – neuf logements à loyer très social
- La Ville de Cassis confie pour 50 ans à SOLIHA Provence la gestion et la réhabilitation d'un immeuble situé dans le centre ancien : 13 rue Frédéric Mistral – trois logements à loyer très social

Marseille Provence Métropole, puis la Métropole Aix-Marseille-Provence, par délégation de l'Agence nationale de l'habitat, ont approuvé lors de leurs commissions locales d'amélioration de l'habitat, l'octroi d'une subvention de l'Anah pour la réhabilitation et le conventionnement très social de ces trois opérations.

Il convient d'approuver ces subventions allouées à SOLIHA Provence et à la SA UES Pact Méditerranée, telles que précisées dans le tableau annexé, et les conventions de financement et de partenariat présentée en annexe.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le projet de délibération portant sur « l'attribution de subventions pour des baux à réhabilitation et approbation de conventions » ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération RNOV 003-095/12/CC du Conseil de Communauté du 12 février 2012 relative à la création d'une autorisation de programme du dispositif de soutien au bail à réhabilitation ;

- La délibération RNOV 002-431/12/CC du Conseil de Communauté du 29 juin 2012 relative à la création d'un dispositif de soutien au bail à réhabilitation.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de ce dispositif qui permet de favoriser la réhabilitation de logements dégradés, de contribuer à la requalification du parc privé et de développer l'offre de logements locatifs conventionnés à loyers très sociaux.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvées les subventions accordées aux baux à réhabilitation pour les opérations décrites dans le tableau ci-annexé. Le montant de ces aides s'élève à 130 000 euros.

Article 2 :

Sont approuvées les trois conventions de financement et de partenariat ci-annexées avec SOLIHA Provence et la SA UES PACT Méditerranée.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à signer ces conventions de financement et de partenariat.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence : - Sous-Politique D110 – Opération 2012101500 – Chapitre 4581121015.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

HPV 006-754/17/CT

■ Attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DHCS 17/15479/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le Conseil de Territoire Marseille Provence est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire Marseille Provence, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du rapport Politique de la Ville pour 2016 » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le 16 décembre 2010 a été signée une convention de partenariat entre la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et l'association Handitoit Provence.

Dans son Programme Local de l'Habitat 2012-2018, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, désormais substituée à la Métropole Aix-Marseille-Provence, entendait répondre aux besoins en logements et en structures d'accueil pour les personnes handicapées en favorisant une politique d'amélioration et de création de logements adaptés dans le secteur public et privé. Le partenariat engagé avec l'association Handitoit Provence a été un des leviers identifiés à cet effet.

L'association Handitoit Provence a pour objet de promouvoir le droit au logement des personnes handicapées, en facilitant le libre choix du logement pour la personne et en favorisant la concertation entre les différents organismes pour la conception, la mise en œuvre et l'attribution de logements adaptés.

La convention prévoit qu'en lien avec les acteurs institutionnels en charge de la politique en faveur des personnes handicapées, et notamment la Maison Départementale des Personnes Handicapées des Bouches du Rhône :

- L'EPCI, délégataire des aides publiques en faveur de l'habitat sur le territoire de Marseille Provence, associe Handitoit Provence au repérage des programmes de logements sociaux neufs et à la concertation avec les bailleurs pour la création d'une offre locative adaptée, ainsi qu'à la sensibilisation des propriétaires bailleurs privés sur les aides disponibles auprès de l'Anah,
- l'association Handitoit Provence, quant à elle, s'engage à repérer la demande en logements émanant de personnes handicapées, la faire connaître et apporter son expérience technique pour la conception et la réalisation de logements adaptés.

En 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence a contribué à hauteur de 10 000 euros à l'action d'Handitoit Provence.

En ce qui concerne le bilan de l'année écoulée, Handitoit est partenaire de 17 bailleurs sociaux présents sur le territoire de Marseille Provence.

Dans le cadre de ces conventions, 54 logements accessibles et adaptés ont été livrés à Carnoux-en-Provence, Gignac-la-Nerthe et Marseille. L'association Handitoit Provence a également été sollicitée pour la relocation de 8 logements adaptés dans le parc existant. Ce sont donc 62 ménages qui ont obtenu un logement adapté sur le territoire de Marseille Provence.

L'association participe à la réalisation de 96 logements accessibles et adaptés actuellement en projet dans différents programmes de logements sociaux qui seront livrés principalement en 2017-2018.

L'identification de la demande se poursuit grâce au réseau que l'association Handitoit a construit et entretient avec différents partenaires tels que les centres de rééducation fonctionnelle, les centres hospitaliers, les Centres Communaux d'Action Sociale, les Maisons Départementales de la Solidarité, la Maison Départementale des Personnes Handicapées, les associations de personnes handicapées et d'aide à la personne....

La demande identifiée fin 2016 sur le territoire de Marseille Provence s'élève à 593 ménages en recherche de logement accessible et adapté (dont 34% de personnes seules et 43% de personnes utilisant un fauteuil roulant).

Au vu de ce bilan et de la demande de l'association pour l'année 2017, il est proposé au Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence d'accorder une subvention de 10 000 euros à l'association Handitoit Provence pour la conduite de son action.

Cette subvention est attribuée après vérification des pièces administratives, financières, comptables et fiscales de l'association.

L'acompte, dont le taux est fixé à 40 % de la subvention, sera versé à l'association dès la notification de la décision du Conseil de la Métropole.

Le mandatement du solde devra intervenir au plus tard le 31 décembre 2018, à la présentation du bilan de l'action. Au-delà, cette subvention sera considérée comme caduque.

Ce partenariat n'est pas la seule action habitat engagée par l'EPCI sur le territoire de Marseille Provence vis-à-vis du public handicapé. Avec la délégation des aides à la pierre, en 2016, 147 logements de propriétaires occupants ont bénéficié d'aides aux travaux d'adaptation au titre du handicap ou du maintien à domicile versées par l'Anah (subventions de 421 655 euros).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole RNOV 006-2331/10/CC du 1^{er} octobre 2010 relative à l'approbation d'une convention de partenariat avec l'association Handitoit Provence signée le 16 décembre 2010 ;
- La demande de subvention faite par l'association Handitoit Provence en date du 1^{er} mars 2017 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'action engagée par l'association Handitoit Provence permet de contribuer aux objectifs de la politique de l'habitat conduite par la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur

l'attribution d'une subvention à l'association Handitoit Provence.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

HPV 007-755/17/CT

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 passée avec Marseille Habitat - Marseille 1er, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements, ainsi que les quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville 2ème arrondissement et les quartiers Blancarde et Cinq Avenues 4ème arrondissement - Approbation de l'avenant 20 à la convention de concession**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15546/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

La délibération « Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 – Compte rendu annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2016 - Convention passée avec Marseille Habitat – Approbation de l'avenant n°20 - Marseille 1^{er}, 5ème, 6ème, 7ème, 8ème, 9ème, 10ème, 11ème, 12ème arrondissements, ainsi que les quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville dans le 2ème arrondissement et les quartiers Blancarde et Cinq avenues dans le 4ème arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHd) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

97 immeubles entraient dans le champ de la concession lot n°1 au 31 décembre 2016.

Conformément aux objectifs redéfinis dans le cadre du CRAC au 31/12/2014, 65 immeubles devaient être réhabilités entièrement ou partiellement ainsi que 24 lots de copropriétés. Le CRAC arrêté au 31/12/2016 met en avant la nécessité de réintégrer dans la liste des immeubles à traiter deux immeubles dont la maîtrise et le recyclage n'étaient pas envisagés au 31/12/2015 portant ainsi le nombre d'immeubles à traiter de 65 à 67. Le déficit opérationnel prévisionnel relatif à ces deux opérations (de l'acquisition jusqu'à la vente avec cahier des charges) est estimé à 400 000 Euros et la rémunération afférente du concessionnaire est estimée à 90 000 Euros. L'ensemble des immeubles entrés dans le champ de la concession demeurent sous surveillance, Marseille Habitat s'assurant de la sécurité des occupants et intervenant auprès des services compétents si cela s'avère nécessaire.

Afin de réaliser ces deux opérations supplémentaires, il est donc proposé d'augmenter la participation du concédant à l'équilibre de l'opération de 500 000 Euros.

La concession présente au 31 décembre 2016 le bilan opérationnel suivant :

42 immeubles ont été entièrement réhabilités par le concessionnaire, par leur propriétaire ou par d'autres acteurs suite à l'action du concessionnaire.

13 immeubles sont en cours de travaux ou en phase de préparation de chantier.

12 autres immeubles n'ont pas encore faits l'objet de travaux mais présentent une situation globale (engagement des procédures notamment de maîtrise foncière) qui permet d'envisager un traitement dans le cadre de la concession.

Pour les 30 immeubles restant, le concessionnaire ne prévoit pas d'engager d'action foncière d'ici la fin de la concession car les procédures ne peuvent être menées à leur terme dans ces délais. Toutefois, il exercera une vigilance pour, au cas par cas, saisir toute opportunité permettant d'aboutir à une réhabilitation. Si elle n'aboutissait pas, la réhabilitation de ces immeubles sera recherchée dans d'autres cadres opérationnels : opération « Grand Centre-Ville », Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat.

Le bilan d'activité de la concession pour l'année 2016 s'établit ainsi :

Acquisitions

5 lots ont été acquis, de manière amiable, dans 2 copropriétés, dans la perspective de leur redressement ;

3 lots ont été acquis dans le cadre d'une procédure de carence en vue de la maîtrise totale de l'immeuble.

Procédure de Carence

Le concessionnaire a poursuivi la mise en œuvre de deux procédures de carence pour l'acquisition des immeubles sis 63 rue d'Aubagne - 13001 (arrêté de DUP- cessibilité en 2015, ordonnance d'expropriation en juin 2016) et sis 8 Halle Delacroix - 13001 (arrêté de DUP- cessibilité en 2015, ordonnances d'expropriation en mai et juin 2016).

Relogements

Le concessionnaire n'a procédé à aucun relogement en 2016.

Cessions

10 cessions ont été réalisées :

- cession de 5 logements en accession : 2 logements au 58 rue Curiol – 13001 et 2 logement au 81 rue Longue des Capucins – 13001 ; 1 logement au 29, rue Baussenque – 13002

- cession avec cahier des charges de 3 immeubles sis 18, rue Guidicelli – 13007 et 9, rue Duguesclin et 17 rue du Musée – 13001 ;

- cession à la Ville de Marseille d'un rez-de-chaussée d'immeuble au 31, rue Francis de Pressensé – 13001 pour réaliser l'opération d'ouverture des Caves à Jazz de la Cité de la Musique à Velten.

- cession à Marseille Habitat société de 2 lots dans l'immeuble sis 18, rue Fontaine des Vents dans l'objectif d'une maîtrise complète de l'immeuble en vue de sa réhabilitation.

Etudes

Aucune étude préliminaire, ni étude urbaine n'a été réalisée au cours de l'année 2016, des diagnostics et études spécifiques « avant travaux » ont été réalisés sur 1 immeuble.

Travaux.

Des travaux de neutralisation, démolition ou confortement ont été réalisés dans 3 immeubles de la concession.

Des travaux de restructuration et réhabilitation partielle ont été effectués dans 1 immeuble (travaux de désamiantage).

Des études de maîtrise d'œuvre ont été réalisées pour 1 immeuble.

Travaux d'office

Des travaux d'office ont été réalisés à l'adresse suivante :

- 3 impasse de Roux (13001) : les travaux d'office, prescrits par un arrêté d'insalubrité remédiable de 2012, se sont poursuivis pour pallier la carence des copropriétaires.

Gestion transitoire

Le concessionnaire assure la gestion transitoire (paiement des charges de copropriété, des taxes foncières et des dépenses d'entretien courant des logements ou immeubles acquis dans le cadre de la concession) de 11 immeubles et de lots dans 5 immeubles en copropriété.

Communication

Depuis 2010, dans le cadre de la campagne de communication sur la lutte contre l'Eradication de l'Habitat Indigne, le concessionnaire assure la production et la diffusion d'une lettre annuelle à l'ensemble des partenaires de l'opération EHI.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° T1600918CO (ex-n°07/1437) en date du 23 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2016 joint en annexe n°1 et l'avenant n°20 à la convention de concession joint en annexe n°2. Le CRAC constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2016, les dépenses réalisées s'établissent à 1 269 230 Euros. Elles sont inférieures aux prévisions du CRAC au 31 décembre 2015 qui les estimait à 2 233 752 Euros.

Le montant global des acquisitions est de 389 093 Euros et est inférieur aux prévisions à hauteur de 755 305 Euros. Cette baisse est due à la longueur des procédures d'expropriation qui n'ont pas permis d'acquérir en 2016 deux immeubles dont le paiement du prix avait été prévu au CRAC de 2015.

Pour le poste « travaux », les dépenses représentent 98 741 Euros, en baisse par rapport aux 491 006 Euros prévus au CRAC au 31/12/2015. Cette baisse provient essentiellement d'un retard dans la maîtrise d'un immeuble sur lequel des travaux importants devaient être engagés en 2016 par le concessionnaire.

Le montant des frais financiers s'établit à 1 048 Euros en légère baisse par rapport aux prévisions (12 000 Euros).

Au 31 décembre 2016, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 18 290 922 Euros soit un taux d'avancement de 85,4% par rapport au prévisionnel final. Les postes les plus avancés sont ceux des acquisitions d'immeubles et de lots de copropriétés (81,3%) et des travaux de réhabilitation (84%).

Les recettes :

Sur l'exercice 2016, les recettes s'élèvent à 1 195 022 Euros hors participation du concédant à l'équilibre du bilan. Ce montant est inférieur au prévisionnel de 2015 (1 889 159 Euros). Cet écart, essentiellement dû à des recettes de cession en deça des prévisions, résulte de la lenteur des procédures d'expropriation nécessaires à la maîtrise de ces biens destinés ensuite à être cédés.

Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des recettes, hors participation du concédant, s'élève à 8 090 495 Euros soit un taux d'avancement de 77,8 % du montant prévisionnel total des recettes. Les postes les plus avancés sont ceux de la cession d'immeubles à réhabiliter (61,9%) et de lots d'immeubles restructurés (92,8%).

Au terme de la concession, en décembre 2018 :

- les dépenses sont estimées à 21 405 526 Euros en hausse de 5,7% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2015 (20 176 967 Euros).
- les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 10 396 433 Euros en hausse de 7% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2014 approuvé (669 990 Euros).

Le déséquilibre entre recettes et dépenses s'est donc confirmé pour les opérations restant à conduire, les déficits d'opérations étant toujours très élevés compte tenu de l'écart entre les montants d'acquisition de biens très dégradés par voie d'expropriation et le montant de cession avec cahier des charges de ces immeubles à des investisseurs privés ou des bailleurs sociaux chargés de les réhabiliter.

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération, correspondant à l'écart entre les dépenses et les recettes qui s'élève à 11 010 000 Euros a augmenté de 500 000 Euros par rapport au CRAC approuvé en 2016 (10 510 000 Euros) et résulte principalement du recyclage, dans le cadre de cette opération de deux immeubles supplémentaires.

L'augmentation de la participation du concédant à l'équilibre du bilan de la concession nécessite l'approbation par le conseil métropolitain d'un avenant n°20 à la convention n°T1600918CO passée avec Marseille Habitat.

Solde de trésorerie

Fin 2016, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 25 793 Euros.

La durée de l'opération

L'échéance de la concession a été fixée au 31 décembre 2018 par avenant n°19 et reste inchangée. Elle pourrait être prorogée à l'occasion de l'approbation du CRAC au 31 décembre 2017 en fonction des opérations dont les procédures contentieuses risquent de dépasser ce délai.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 – Compte rendu annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2016 - Convention passée avec Marseille Habitat – Approbation de l'avenant n°20 - Marseille 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} arrondissements, ainsi que les quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville dans le 2^{ème} arrondissement et les quartiers Blancarde et Cinq avenues dans le 4^{ème} arrondissement».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération « Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 – Compte rendu annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2016 - Convention passée avec Marseille Habitat – Approbation de l'avenant n°20 - Marseille 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} arrondissements, ainsi que les quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville dans le 2^{ème} arrondissement et les quartiers Blancarde et Cinq avenues dans le 4^{ème} arrondissement» ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur « Concession d'Eradication de l'Habitat Indigne lot 1 – Compte rendu annuel à la Collectivité (CRAC) au 31 décembre 2016 - Convention passée avec Marseille Habitat – Approbation de l'avenant n°20 - Marseille 1^{er}, 5^{ème}, 6^{ème}, 7^{ème}, 8^{ème}, 9^{ème}, 10^{ème}, 11^{ème}, 12^{ème} arrondissements, ainsi que les quartiers Grands Carmes et Hôtel de Ville dans le 2^{ème} arrondissement et les quartiers Blancarde et Cinq avenues dans le 4^{ème} arrondissement ».

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	24

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick

MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

HPV 008-756/17/CT

■ Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Eradication Habitat Indigne EHI Lot 1 - Marseille

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15455/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHD) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2).

En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

Cette opération a été transférée à la Communauté Urbaine Marseille Provence à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine et se substitue à cette dernière.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la convention de concession n°T 16 009 18 CO en date du

23 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Il est nécessaire de réintégrer dans la liste des immeubles à traiter deux immeubles dont la maîtrise et le recyclage n'étaient pas envisagés au 31 décembre 2015 portant ainsi le nombre d'immeubles à traiter de 65 à 67.

Le CRAC au 31 décembre 2015, approuvé par la délibération n°DEVT 002-1116/16/CM du Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016, prévoyait une participation à l'équilibre de l'opération d'un montant de 10 510 000 euros dont 10 410 000 euros ont déjà été versés par la Ville de Marseille, et 100 000 € restaient à la charge de la Métropole.

Afin de tenir compte des dépenses liées au recyclage de ces deux immeubles supplémentaires, l'opération d'investissement n°2015120300 inscrite au budget pour un montant initial de 4 100 000 euros et enregistrée dans l'autorisation de programme 151065BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 500 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 4 600 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120300 "Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 1 - Marseille" dans l'autorisation de programme 151065 BP du programme 06.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120300 "Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 1 - Marseille" dans l'autorisation de programme 151065 BP du programme 06 ».

HPV 009-757/17/CT

■ **Approbation du Compte Rendu Annuel au 31 décembre 2016 de la concession de l'Eradication de l'Habitat Indigne lot 2 passée avec Urbanis Aménagement - Marseille 2ème Joliette et Arenc - 3ème, 4ème - Chartreux et Chutes Lavies - 13ème, 14ème, 15ème et 16ème arrondissements - Approbation de l'avenant 19 à la convention de concession**

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15548/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Approbation du Compte-rendu Annuel au 31 décembre 2016 de la concession de l'Eradication de l'Habitat Indigne lot n°2 n°07/1455 passée avec Urbanis Aménagement – Marseille 2^{ème} (Joliette et Arenc), 3^{ème}, 4^{ème} (Chartreux et Chutes Lavies), 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements – Approbation avenant n°19 à la convention d'aménagement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHD) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 18 à la convention de concession d'aménagement N° 07/1455 en date 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,

- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

La concession présente au 31 décembre 2016 le bilan opérationnel suivant :

- 23 immeubles acquis par le concessionnaire dont 11 livrés
- 13 immeubles réhabilités par leur propriétaire
- 51 lots maîtrisés dans des copropriétés et 22 logements livrés

Au total, 238 logements ont été livrés et 56 restent à livrer d'ici la fin de l'opération.

Le bilan d'activité de la concession sur le lot 2 s'établit ainsi pour l'année 2016 :

Acquisitions :

La maîtrise foncière et l'acquisition de biens immobiliers dans le cadre de cette concession ont lieu soit par négociation amiable, soit par préemption soit par expropriation. En 2016, ont été réalisés :

- l'acquisition amiable auprès de la Métropole Aix Marseille Provence d'un immeuble situé 7/9 bd Jean Salducci dans le 16^{ème} arrondissement pour un montant de 213 777 Euros. L'immeuble avait été préempté par la Métropole en vue d'être cédé au concessionnaire.
- le versement de l'indemnité complémentaire de 258 080 Euros à l'exproprié de l'immeuble sis 10 bd des Italiens dans le 15^{ème} arrondissement (soit une acquisition au coût global de 410 000 Euros).

Procédures publiques :

- Des procédures de bien en état manifeste d'abandon avaient été engagées sur 2 immeubles mais ne sont pas allées jusqu'à leur terme pour les raisons suivantes :

- Concernant le 7 traverse du Prieur 13015 : les négociations amiables se sont poursuivies en 2016 avec les héritiers de la propriétaire décédée et notamment le juge des tutelles (enfant mineur). La signature d'un compromis de vente à hauteur de 200 000 Euros devrait intervenir en 2017.
- Concernant le 52 rue Condorcet 13016 : le bien a été vendu à un investisseur qui s'est rapproché du concessionnaire et a entrepris des travaux de réhabilitation de l'immeuble qui se sont terminés en septembre 2016.
- La procédure de carence engagée à l'encontre du syndicat des copropriétaires du 11 boulevard Battala dans le 3^{ème} arrondissement a abouti en septembre

2016 à la prise d'un arrêté de Déclaration d'Utilité Publique et de cessibilité au profit d'Urbanis Aménagement. Les indemnités d'expropriation ont été consignées faute d'accord sur les offres indemnitaires. Le processus de relogement des occupants titrés a été enclenché en 2016.

- Des permis de construire ont été déposés courant 2016 par le maître d'œuvre des immeubles sis 24, 26, 28 et 30 rue du Bon Pasteur. 2 permis ont été accordés et 2 autres vont être redéposés en 2017 suite à un premier refus. Il s'agit de réhabiliter lourdement ces 4 immeubles dans le cadre de l'opération de restauration immobilière (suite à l'arrêté préfectoral de DUP d'août 2015).

- Le contentieux opposant Urbanis Aménagement et l'exproprié du 10 bd des Italiens (15^{ème}) a pris fin en octobre 2016 avec la signature d'un protocole d'accord transactionnel : Urbanis reste propriétaire du bien moyennant le versement d'une indemnité globale d'expropriation de 410 000 Euros. Cet accord met fin à la procédure judiciaire entamée en 2010. Pour rappel, la procédure d'expropriation avait été annulée pour insuffisance de motivation de l'arrêté d'insalubrité initial.

- Des arrêtés de péril et d'insalubrité ont également été levés en 2016 :

- 76/78/80 rue de la Belle de Mai - 13003 : mainlevée de l'insalubrité sur les parties communes et sur les lots 8 et 9 constituant un logement d'Urbanis Aménagement (logement réhabilité par Urbanis).
- Copropriété le Mail G - 13014 : mainlevée de l'arrêté d'insécurité des équipements communs suite à la réalisation des travaux prescrits.
- 30 rue du Bon Pasteur 13002 : arrêté de péril imminent pris en 2016 et mainlevée après la réalisation des travaux.

Relogements

En 2016, une personne issue de l'immeuble situé 36 rue du Bon Pasteur (13002) a été relogée définitivement.

Interventions dans les copropriétés

Les interventions en copropriété prennent différents aspects selon le contexte rencontré.

- En 2016, il n'y a pas eu d'acquisition de lots pour portage. Les 3 derniers lots acquis l'ont été en 2015 portant le total des lots acquis à 66.

- L'intervention spécifique d'Urbanis Aménagement sur la copropriété du Mail G dans le 14^{ème} arrondissement :

La copropriété a fait l'objet en septembre 2013 d'un arrêté d'insécurité des équipements communs. Mandaté à l'origine pour préparer la réalisation de travaux d'office, Urbanis Aménagement a accompagné la copropriété dans la réalisation des travaux prescrits : remise aux normes des ascenseurs, mise aux normes du réseau de chauffage et d'eau chaude sanitaire, mise aux normes électriques et sécurité, etc. Près de 370 000 euros de travaux ont été réalisés. La Ville de Marseille a participé à hauteur de 60 000 Euros et l'ANAH à hauteur de 163 880 Euros soit un total de 223 880 Euros de subventions publiques. Un arrêté de mainlevée de l'arrêté a été pris en juillet 2016. Courant 2016, Urbanis Aménagement a poursuivi son travail d'accompagnement de la copropriété notamment concernant la gestion. Le travail du cabinet d'expertise comptable Copro + s'est poursuivi et a permis d'engager une dynamique encourageante notamment concernant le recouvrement des impayés.

Travaux

En 2016, 7 chantiers ont été engagés :

- 2 chantiers sous maîtrise d'ouvrage privés se sont terminés : l'immeuble sis 52 rue Condorcet (13016) a été réhabilité par son propriétaire encouragé par une procédure de bien en état manifeste d'abandon lancée à son encontre. Deux logements ont été réhabilités et livrés dans la copropriété sis 76/78/80 rue de la Belle de Mai (13003).

- 5 chantiers sont toujours en cours :

- le chantier mené par NLP sur l'îlot Lyon Séraphin (13015) issu de l'opération de résorption de l'habitat insalubre du même nom (30 logements sociaux à livrer),
- les chantiers du 29 rue Danton et du 7 rue Barbini (13003) : immeubles vendus par le concessionnaire à la LOGIREM pour la création de 7 logements sociaux,
- l'immeuble du 4 bis rue Duverger (13002) qui est réhabilité par le concessionnaire (création de 2 plateaux à aménager),
- la construction d'un logement en accession sous maîtrise d'ouvrage privée au 6 traverse Antoine Caria (13015) sur une petite parcelle vendue par le concessionnaire.

Cessions

- 2 terrains ont été vendus en 2016 par le concessionnaire :

- 54 rue Condorcet 13016 : ce terrain issu de la démolition d'un petit immeuble d'angle a été vendu à la Métropole Aix Marseille Provence pour un aménagement public.

- 6 traverse Antoine Caria 13015 : il s'agit d'un petit terrain vendu en l'état à une personne souhaitant y résider.

- 5 lots représentant 4 logements ont été vendus à des particuliers dans le 3^{ème} arrondissement : 1/3 rue du jet d'eau, 80 bd National, 50 rue Félix Pyat et 76 rue de la Belle de la Mai.

Par ailleurs, en 2016, des compromis ont été signés :

- 7/9 bd Jean Salducci 13016 : compromis signé en décembre pour la vente d'un immeuble à réhabiliter entièrement.
- 31 avenue Camille Pelletan 13002 : projet de cession à un propriétaire privé de l'ensemble des lots d'habitation (logements occupés et loués à l'association HAS).
- 80 bd National 13003 : compromis signé pour la vente d'un logement à un particulier.
- 50 rue Félix Pyat 13003 : compromis signé pour la vente du local en rez de chaussée à l'association Médiance 13.

Etudes

- Domaine Duverger - 13002 : il s'agit d'une copropriété horizontale dans laquelle Urbanis Aménagement est propriétaire d'un immeuble situé au 4B et la Ville de Marseille est copropriétaire de lots au 4A et au 2B. Sur l'ensemble de ces lots, un appel à manifestation d'intérêt a été lancé en juillet 2016 en vue de créer des ateliers d'artistes et de créateurs. Une commission d'analyse des offres s'est tenue en novembre 2016 pour établir des propositions d'attribution de locaux à soumettre au jury qui prendra des décisions courant 2017. Le concessionnaire se chargera de la rédaction des cahiers des charges de cession des locaux en 2017.

- Ilot Burel/Plombières/Notre Dame de Bon Secours : Il s'agissait de réfléchir au devenir d'un îlot situé autour d'un immeuble maîtrisé par Urbanis Aménagement suite à une procédure d'expropriation (3 Bvd Burel 13003). La présentation de l'étude aux partenaires a été réalisée en décembre 2016. Il a été convenu d'intégrer cette amorce de réflexion aux études en cours sur la Belle de Mai et quartiers libres.

Travaux d'office

Il n'y a pas eu de travaux d'office en 2016.

Compte tenu des dossiers complexes restant encore à traiter (suivi de la RHI-THIRORI Bon Pasteur, suivi de la commercialisation des lots du Domaine Duverger, assistance auprès de la Copropriété du Mail G et acquisition du 50 rue de la Joliette...) et des procédures juridiques en cours, une prorogation de la durée de la concession d'aménagement d'une année

est nécessaire (jusqu'au 31 décembre 2018). Ce délai supplémentaire devrait permettre également au concessionnaire de céder l'ensemble des biens acquis.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du conseil métropolitain, le compte-rendu annuel à la collectivité (CRAC) établi au 31 décembre 2016 joint en annexe.

Il s'agit également d'approuver l'avenant n°19 à la convention de concession d'aménagement prorogeant l'opération jusqu'au 31 décembre 2018 et joint en annexe.

Le compte-rendu annuel à la Collectivité constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession devant être porté au 31 décembre 2018. Il s'établit comme suit :

Les dépenses :

Sur l'exercice 2016, les dépenses s'élèvent à 1 797 858 Euros. Elles sont donc nettement inférieures aux prévisions qui les estimaient à 2 350 749 Euros. Ceci s'explique principalement par le décalage des travaux de restructuration lourde envisagés en 2016 sur les 34 et 36 rue du Bon Pasteur (2^{ème}) et reportés en 2017 et par le report de l'opération de démolition du 3 bd Burel (3^{ème}).

Au 31 décembre 2016, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 15 785 934 Euros soit un taux d'avancement de 78% par rapport au prévisionnel final. Les postes les plus avancés sont ceux des honoraires sur travaux (88%), des études générales (82.5%) et des acquisitions de terrains et d'immeubles bâtis (81%).

Au terme de la concession en décembre 2018, le montant prévisionnel des dépenses atteint 20 192 800 Euros. Il est en hausse de 3 % par rapport au prévisionnel du CRAC établi au 31/12/2015 ce qui est dû notamment à la poursuite du traitement du 50 rue de la Joliette et aux divers contentieux suite à l'annulation de certaines procédures de déclaration d'utilité publique. Il se répartit entre budget « études générales » (2%), « acquisitions terrains et immeubles bâtis » (33%), « travaux d'aménagement » (6%), « travaux avant recyclage et réhabilitation » (6%), « honoraires sur travaux » (2%), « travaux de reconstruction et de parking » (21%), « frais annexes » (3%), « rémunération Urbanis Aménagement » (25%) et « frais financiers » (0,1%).

Les recettes

Sur l'exercice 2016, les recettes s'élèvent à 1 304 497 Euros. Il n'y a pas eu de participation du concédant à l'équilibre du bilan en 2016. Le CRAC au 31 décembre 2015 prévoyait des recettes à hauteur de 1 608 874 Euros. Cette baisse s'explique essentiellement par

l'échec de la vente en bloc d'un certain nombre de logements réhabilités et par le changement de stratégie (vente à l'adresse) dont les effets seront constatés en 2017. Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des recettes hors participation du concédant s'élève à 6 422 905 Euros soit un taux d'avancement de 64 % du montant prévisionnel total des recettes. Les postes les plus avancés sont les postes autres produits (91%), cession de terrains (84%), subventions (77%) et cession de lots d'immeubles restructurés (73%).

Au terme de l'opération en décembre 2018, les recettes globales de l'opération, hors participation du concédant, s'établissent à 10 027 071 Euros en hausse de 3% par rapport au prévisionnel estimé dans le CRAC au 31 décembre 2015 approuvé (9 715 615 Euros).

La participation du concédant à l'équilibre du bilan

Compte tenu de l'écart entre les dépenses et les recettes, la participation du concédant à l'équilibre de l'opération passe de 10 037 924 Euros à 10 287 924 Euros (hausse de 2.5%). Cela permettra dans le cadre d'une prorogation d'une année supplémentaire de pouvoir traiter et finaliser un certain nombre de dossiers complexes d'immeubles inscrits en concession.

Le concessionnaire, Urbanis Aménagement, a perçu au 31 décembre 2016 une participation du concédant de 10 000 000 d'Euros soit 97 % du total des versements prévus. Le nouvel échéancier de versement du solde s'établit comme suit pour les années restantes :

2017 : 37 924 Euros

2018 : 250 000 Euros

Solde de trésorerie brute

Fin 2016, la trésorerie de l'opération présentait un solde positif de 718 062 Euros, les décaissements ayant été nettement moins importants que prévus.

Avenant 19 à la convention de concession

Il est nécessaire d'approuver un avenant n°19 à la convention de concession pour :

- porter la participation d'équilibre de 10 037 324 Euros à 10 287 924 Euros,
- modifier l'échéancier de versement de la participation du concédant,
- proroger la durée de la convention de concession d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Approbation du Compte-rendu Annuel au 31 décembre 2016 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot n°2 n°07/1455 passée avec Urbanis Aménagement – Marseille 2^{ème} (Joliette et Arenc), 3^{ème}, 4^{ème} (Chartreux et Chutes Lavies), 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements – Approbation de l'avenant n°19 à la convention d'aménagement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération sur l'approbation du Compte-rendu Annuel au 31 décembre 2016 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot n°2 n°07/1455 passée avec Urbanis Aménagement – Marseille 2^{ème}

(Joliette et Arenc), 3^{ème}, 4^{ème} (Chartreux et Chutes Lavies), 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements et l'approbation de l'avenant n°19 à la convention d'aménagement ;

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel au 31 décembre 2016 de la concession de l'Éradication de l'Habitat Indigne lot n°2 n°07/1455 passée avec Urbanis Aménagement – Marseille 2^{ème} (Joliette et Arenc), 3^{ème}, 4^{ème} (Chartreux et Chutes Lavies), 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements et l'approbation de l'avenant n°19 à la convention d'aménagement .

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	24

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

HPV 010-758/17/CT

■ **Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement - Eradication Habitat Indigne Lot 2 - Marseille**

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15457/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

Par délibération n°05/1244/EHCV du Conseil Municipal du 12 décembre 2005, la Ville de Marseille s'est dotée d'un dispositif opérationnel de lutte contre l'habitat indigne comprenant un volet incitatif, l'Opération d'Amélioration de l'Habitat Dégradé (OAHD) et un volet coercitif, une concession d'aménagement, dite concession « EHI ».

Cette concession porte sur l'ensemble du territoire communal. Elle est répartie géographiquement en 2 lots (centre-sud lot n°1 et nord lot n°2). En séance du 10 décembre 2007, le Conseil Municipal a approuvé les conventions avec les opérateurs suivants, Marseille Habitat pour le lot n°1 et Urbanis Aménagement pour le lot n°2.

Il est demandé à chaque concessionnaire :

- de traiter 75 immeubles environ, soit par démolition, restructuration ou réhabilitation durable en vue de la remise sur le marché de logements,
- d'acquérir 25 lots de copropriété afin de redresser des copropriétés en difficulté,
- et enfin, d'effectuer, en substitution des propriétaires, des travaux d'office prescrits dans le cadre de procédures coercitives.

L'opération a été finalement transférée avec d'autres, à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015.

A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences de la Communauté Urbaine MPM et se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite des opérations visées par l'arrêté préfectoral précité du 28 décembre 2015.

Dans ce cadre, un avenant n°18 à la convention de concession d'Éradication d'Habitat Indigne en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Le CRAC établi au 31 décembre 2015 approuvé par délibération n°DEVT 003-1117/16/CM du Conseil Métropolitain du 17 octobre 2016, prévoyait une participation à l'équilibre de l'opération s'élevant à 10 037 924 euros ; dont 10 000 000 euros ont déjà été pris en charge par la Ville de Marseille, et 37 924 euros restaient à la charge de la Métropole.

Afin de tenir compte des dépenses supplémentaires destinées à terminer des dossiers engagés, l'opération étant prorogée d'un an à cette fin, l'opération d'investissement n°2015120400 inscrite au budget pour un montant initial de 1 100 000 euros et

enregistrée dans l'autorisation de programme 151065BP du programme 06, doit être affectée d'une revalorisation de 250 000 euros, portant ainsi le nouveau montant de l'opération à 1 350 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120400 "Eradication Habitat Indigne (EHI) Lot 2 - Marseille" dans l'autorisation de programme 151065BP du programme 06.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur « Approbation de l'affectation de la revalorisation de l'opération d'investissement n°2015120400 "Eradication Habitat

Indigne (EHI) Lot 2 - Marseille" dans l'autorisation de programme 151065BP du programme 06 ».

HPV 011-759/17/CT

■ Approbation du Compte rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la RHI Saint Mauront-Gaillard à Marseille 3ème arrondissement

Avis du Conseil de Territoire DUFVS 17/15550/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la RHI Saint Mauront-Gaillard – 3^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Le périmètre de RHI (2 hectares) est constitué de 32 immeubles (90 logements) et 4 terrains libres. Une soixantaine de familles y a été recensée fin 2006.

Cette opération a pour objectif la résorption des immeubles et logements insalubres ou obsolètes et d'aménager le site pour :

- la reconstruction d'un parc d'habitat de 120 à 130 logements dont au moins 100 à 110 logements sociaux,

- la requalification des voies et réseaux, l'amélioration de la desserte et l'aménagement d'espaces publics, en lien avec les constructions projetées.

Il est rappelé que les missions dévolues à SOLEAM sont notamment :

- les acquisitions amiables ou par voie d'expropriation,

- la gestion transitoire des biens acquis,

- le relogement et l'accompagnement des ménages,

- les études techniques nécessaires à la réalisation du projet,

- la démolition et la mise en état des sols,

- l'aménagement des dessertes des futures constructions,

- l'obtention de financements auprès de l'État (circulaire RHI du 5 mai 2003), de l'ANRU et des collectivités,

- l'ensemble des tâches de conduite et de gestion de l'opération.

• Rappel Historique

- L'opération a été confiée en concession à Marseille Aménagement par la Ville de Marseille après consultation, conformément aux articles L300-4 et suivant du Code de l'Urbanisme. La convention publique d'aménagement a été notifiée le 30 octobre 2006.

- La fusion absorption de la SEM Marseille Aménagement par la SPL SOLEAM a été approuvée par délibération n° 13/0674/FEAM du 17 juin 2013 du conseil municipal et le transfert à la SOLEAM de tous les contrats de concession et de mandat octroyés à Marseille Aménagement a été approuvé par délibération n° 13/1077/FEAM du 7 octobre 2013 du conseil municipal.

- Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015. A compter de sa création, le 1er janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 11 à la convention de concession d'aménagement N° T1600907CO (N° Ville 06/1405) en date du 28 avril 2016 a eu pour

objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

- Historique des précédents Comptes Rendus Annuels à la Collectivité :

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2008 et l'avenant N°3, approuvés par délibération n°09/1274/SOSP du 14 décembre 2009, ont porté le budget prévisionnel global de la concession de 7 380 584 euros TTC à 8 030 608 Euros TTC suite à l'ajustement des dépenses et à une forte augmentation du poste TVA résiduelle. La participation prévisionnelle de l'État a été fortement réduite. En conséquence la participation d'équilibre de la Ville a été portée de 1 522 085 à 3 012 014 Euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2009 et l'avenant N°4, approuvés par délibération n°10/1021/SOSP du 25 octobre 2010, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2014 et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 3 559 149 Euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2010 et l'avenant N°5, approuvés par délibération n°11/0643/SOSP du 27 juin 2011, ont précisé l'extension du périmètre et porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 4 181 537 Euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2012 et l'avenant N°7, approuvés par délibération n°13/0578/SOSP du 17 juin 2013, ont prorogé la concession d'une durée de 3 ans jusqu'au 30 octobre 2017 afin de permettre l'aboutissement d'une DUP d'aménagement nécessaire pour finaliser la maîtrise foncière, porté le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 5 340 713 Euros et validé une avance de trésorerie de 1 000 000 Euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2013 et l'avenant N°9, approuvés par délibération n°14/0618/SOSP du 10 octobre 2014, ont validé l'extension du périmètre pour améliorer les accessibilités Nord et Sud et désenclaver le coeur du secteur ainsi que les nouveaux aménagements à créer (placette et escalier) et acté la prorogation de la concession d'une durée de 2 ans jusqu'au 30 octobre 2019. En conséquence le budget prévisionnel global de la concession a été porté à 11 897 909 Euros TTC et le montant prévisionnel de la participation d'équilibre de la Ville à 6 199 046 euros.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2014 et l'avenant N°10, approuvés par délibération n°14/0488/UAGP du 29 juin 2015, ont acté la prorogation de la concession d'une durée de 1 an jusqu'au 30 octobre 2020.

- Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité établi au 31 décembre 2015 et l'avenant N°12, approuvés par délibération du conseil de la Métropole AMPM n°DEV 004-1118/16/CM du 17 Octobre 2016, ont porté le budget prévisionnel global TTC de la concession à 12 283 920 euros TTC, arrêté le montant de la participation déjà versée par la Ville à 4 914 000 euros et fixé le montant prévisionnel de la participation de la Métropole à 1 602 036 euros totalisant une participation des collectivités à l'équilibre d'un montant de 6 516 036 euros.

L'objet du présent rapport est de soumettre au conseil de Métropole le CRAC arrêté au 31 décembre 2016.

L'échéance de la concession est fixée au 30 octobre 2020.

Avancement de l'opération :

- Maîtrise foncière : suite à l'arrêté de DUP loi Vivien de l'immeuble du 5 rue Guichard obtenu le 29 juillet 2015, Soléam est devenu propriétaire par ordonnance d'expropriation du dernier lot en avril 2016. L'aménageur a finalisé en 2016 l'acquisition amiable d'un lot vacant au 12 rue Guichard et de 3 lots occupés au 32 rue Guichard. La maîtrise foncière complémentaire nécessite la mise en œuvre d'une procédure d'expropriation (DUP aménagement). Le dossier d'enquête préalable a été déposé en préfecture en juillet 2015 et la réunion des personnes associées s'est tenue le 7 juin 2016. L'enquête publique s'est déroulée du 19 octobre 2016 au 19 novembre 2016, les conclusions du commissaire enquêteur indiquent que l'utilité publique de cette opération est avérée. Une procédure de mise en compatibilité du PLU est également intégrée au dossier. Le conseil métropolitain, lors de sa séance du 30 Mars 2017, a approuvé par délibération URB011-1816/17/CM l'intérêt général de l'opération. La déclaration de projet a été transmise à monsieur le Préfet afin de lui permettre de prendre l'arrêté de déclaration d'utilité publique.

- Subventions : des subventions de l'ANRU pour la voirie et les placettes et de la Région pour le déficit foncier ont été perçues en 2016. Pour la voirie et les placettes (PRU St Mauront), un acompte de 119 034,67 a été versé par l'ANRU en octobre 2016. 565 686,67 euros d'acompte ont donc déjà été perçus de 2012 à 2016 (ANRU, MRU, MPM) sur un total de 1 411 606 euros HT, soit 40 %. Pour le déficit foncier, un acompte de 455 139 euros a été versé en 2014 par l'État sur un total attendu de 2 782 209 Euros soit 16 % et un acompte de 42 276,35 Euros a été versé par la Région en mai 2016 sur un total attendu de 87 075 Euros soit 49%.

- Social et relogement : 53 ménages ont été suivis. 50 sont maintenant relogés définitivement dont 25 sur site (14 dans la résidence Gaillard livrée en 2011 et 11 dans la résidence Amidonnerie livrée en 2015),

25 hors site (dont 3 en logement autonome dans le parc social toujours en attente de l'application du droit de priorité au retour sur site). 1 ménage est actuellement logé de façon temporaire en résidence Adoma. 2 ménages occupent leur logement d'origine. Il reste donc 6 ménages en plan de relogement susceptibles d'exercer leur droit de priorité au retour sur le site dans la future résidence Bons Voisins. A l'issue de la procédure de DUP d'aménagement, Soléam deviendra propriétaire des derniers lots non maîtrisés.

8 ménages supplémentaires intégreront alors le plan de relogement. Cela fera donc un total de 14 ménages qui pourront être positionnés sur la résidence Bons Voisins dont la livraison est prévue en 2020.

- Etudes techniques et travaux : l'année 2016 a été marquée par la livraison des aménagements définitifs de la voirie de l'îlot Amidonnerie ainsi que par la démolition des immeubles 5 rue Guichard et 32 rue Auphan.

- Communication/participation des habitants : la gestion par la Maison pour Tous du « passage jardinier » et ses jardins partagés créés en 2014 est très satisfaisante et l'expérience est concluante. Une réflexion est en cours pour permettre de déplacer cet espace temporaire avant le démarrage des travaux de démolition en partie sud. Une fresque temporaire a été réalisée sur l'immeuble 8 Gaillard et inaugurée en décembre 2016. Une mission de pré qualification des besoins sur l'aménagement temporaire des parcelles des 5, 26 et 28 Guichard a mis en évidence une attente particulière des habitants pour des espaces de jeux pour enfants et des espaces d'attentes et de convivialité pour les parents.

- Cession : Il n'y a pas eu de cession en 2016.

• Sur les 2 ans à venir, l'activité prévisible est la suivante :

- Maîtrise foncière : il est prévu un dernier protocole foncier avec la Ville en 2017. L'acquisition du 10 Gaillard reste toujours conditionnée à la relocalisation de la mosquée prévue sur une emprise communale au 27 rue Auphan Dans le cadre de la DUP d'aménagement, 10 propriétaires restent concernés pour 19 lots. Une prise de possession totale de Soléam est prévue au 3^e trimestre 2018.

- Subventions : des versements d'acomptes par l'Anru et les Collectivités locales pour les aménagements et par l'État et la Région pour le déficit foncier sont attendus.

- Social et relogement : accompagnement d'une douzaine de ménages qui intégreront le plan de relogement à l'issue de la maîtrise foncière via la DUP d'aménagement.

- Etudes techniques et travaux : lancement d'études de démolition des 6-8-10-12 Gaillard au 2^e semestre 2017. Les démolitions seront réalisées à partir de mi 2018 à l'issue de la maîtrise foncière via la DUP.

- Espaces publics transitoires : aménagement d'un nouvel espace public temporaire sur les parcelles du 5,26 et 28 rue Guichard aujourd'hui libres de construction en associant les habitants à la réflexion.

L'objet du présent rapport est de soumettre à l'approbation du Conseil Métropolitain le Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 qui s'établit comme suit :

• Dépenses :

• Sur l'exercice 2016, les dépenses s'élèvent à 403 004 euros, soit une baisse de 421 533 Euros (- 51%) par rapport aux prévisions annoncées au CRAC précédent. Cet écart s'explique principalement par :

- une baisse des dépenses foncières (- 65 700 Euros) résultant du décalage à 2017 du dernier protocole foncier avec la Ville,

- une diminution du budget démolition (- 96 372 Euros) essentiellement lié au décalage dans le paiement à solder en 2017 mais aussi à des économies par rapport au prévisionnel,

- une diminution des dépenses de TVA (- 151 193 Euros) liées à un non paiement de TVA non récupérable en 2016 et à un crédit de TVA perçu.

• Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des dépenses s'élève à 8 790 670 Euros soit 67 % des dépenses prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre les postes foncier (4 287 921 euros soit 83% des dépenses prévisionnelles), travaux (2 321 783 soit 52% des dépenses prévisionnelles), dépenses annexes (917 796 Euros soit 73% des dépenses prévisionnelles), frais de relogement (115 919 euros soit 67% des dépenses prévisionnelles), frais financiers (352 739 euros soit 99% des dépenses prévisionnelles), rémunération de l'aménageur (793 146 euros soit 71 % des dépenses prévisionnelles) et TVA non récupérable (1 366 Euros soit 0,2 % des dépenses prévisionnelles)

• Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des dépenses s'élève à 12 241 031 Euros, déduction faite de la TVA résiduelle, soit une diminution de 42 889 Euros (0,35 %) par rapport au bilan prévisionnel au 31 décembre 2015 s'expliquant essentiellement par un léger ajustement à la baisse des postes foncier, travaux et frais de relogement. Il se répartit entre budget foncier (5 176 945 Euros soit 42 %), travaux (4 505 056 Euros soit 36 %), dépenses annexes

(1 204 445 Euros soit 10 %), les frais de relogement (171 851 Euros soit 1 %), frais financiers (357 036 euros soit 3 %) et rémunération de l'aménageur (1 122 999 Euros soit 9%) . Cette répartition est très proche de celle du bilan prévisionnel précédent.

- Recettes :

- Sur l'exercice 2016, les recettes s'élèvent à 877 759 Euros, montant supérieur de 11 % au prévisionnel, notamment car les acomptes et avances perçus de l'ANRU ont été plus importants que prévus.

- Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des recettes (hors participation du concédant à l'équilibre du bilan) s'élève à 2 031 231 euros soit 35 % des recettes prévisionnelles au terme de l'opération. Ce montant se répartit entre recettes de cession (352 067 Euros soit 29 % des recettes prévisionnelles), subventions/ participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics dans le cadre de l'ANRU (479 418 Euros soit 41% des recettes prévisionnelles) , subventions de l'Etat et de la Région au déficit foncier (1 065 795 Euros soit 35 % des recettes prévisionnelles) ainsi que produits financiers et de gestion (47 682 Euros soit 87 % des recettes prévisionnelles).

- Au terme de l'opération, le montant prévisionnel total des recettes s'élève à 5 724 993 Euros (hors participation d'équilibre), soit une baisse de 42 891 Euros (-0,7 %) au regard du bilan approuvé en 2016 s'expliquant par le non paiement à la SOLEAM par la Métropole de la TVA sur les espaces urbains car il s'agit d'une subvention. Les recettes se répartissent principalement entre cessions de charges foncières (1 197 881 Euros soit 21 %), subventions/ participations des collectivités et de l'Etat aux espaces publics dans le cadre de l'ANRU (1 411 606 Euros soit 25 %), subventions de l'Etat et de la Région au déficit foncier (3 060 729 Euros soit 53 %) le reste du chiffre d'affaires (54 777 Euros soit 1 %) provenant de produits financiers et produits divers.

- Participation à l'équilibre du bilan :

La participation d'équilibre correspondant à l'écart entre dépenses et recettes à terme représente 6 516 036 Euros, inchangée par rapport au CRAC au 31 décembre 2015. 4 914 000 Euros ont déjà été payés par la Ville au 31 décembre 2015, avant le transfert de l'opération à la Métropole.

700 000 Euros ont été payés par la Métropole en 2016. Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 902 036 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

260 000 euros en 2017

157 704 euros en 2018

155 055 euros en 2019

329 277 euros en 2020

- Le solde de trésorerie cumulé au 31 décembre 2016 est positif de 220 940 Euros, en augmentation par rapport aux prévisions du bilan précédent à -290 667, essentiellement lié à la diminution des dépenses de 421 533 Euros en 2016 par rapport au prévisionnel. Au 31 décembre 2017, SOLEAM prévoit une trésorerie cumulée positive de 714 333 Euros.

Le remboursement de l'avance de 1 000 000 Euros est toujours prévu en fin d'opération.

- Subvention de la Métropole dans le cadre du PRU Saint Mauront

La Métropole subventionne les voiries primaires et les placettes réalisées par la Soléam dans le cadre du Programme de Rénovation Urbaine de saint Mauront à hauteur de 243 602 euros. A ce jour, 86 269 euros ont déjà été versés. Le versement du solde, d'un montant prévisionnel de 157 333 euros à la charge de la Métropole est prévu selon l'échéancier suivant :

129 403 euros en 2017

0 euros en 2018

13 965 euros en 2019

13 965 euros en 2020

- Avenant à la convention de concession d'aménagement

La participation financière de la Métropole (1 602 036 euros) à l'équilibre de l'opération étant constante et les conditions de son échéancier de versement ainsi que les conditions de la convention étant inchangés, il n'y a pas d'avenant à la convention de concession d'aménagement en 2016.

- Avance de trésorerie

Une avance de trésorerie de 1 million d'Euros a été versée par la Ville en 2014 afin d'éviter un nouvel emprunt.

Un avenant n°1 a acté en 2014 le versement de cette avance à SOLEAM après fusion- absorption de Marseille Aménagement.

Un avenant n°2 a permis de différer le remboursement de l'avance au terme de la concession prorogée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le projet de délibération « Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la RHI Saint Mauront-Gaillard – 3^{ème} arrondissement ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération « Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la RHI Saint Mauront-Gaillard – 3^{ème} arrondissement » ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur le projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération portant sur le « Compte Rendu Annuel à la Collectivité au 31

décembre 2016 de la RHI Saint Mauront-Gaillard – 3^{ème} arrondissement ».

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	24

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

HPV 012-760/17/CT

■ **Approbation du Compte Rendu à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat - Parc Kallisté - Marseille 15^{ème} arrondissement**

Avis du Conseil de Territoire DUFSV 17/15554/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire émet alors un avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la Métropole.

La délibération « Approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat – Parc Kallisté – Marseille 15^{ème} arrondissement » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération n°11/0666/DEVD du 27 juin 2011, la Ville de Marseille a approuvé le projet de rénovation urbaine de l'ensemble immobilier du Parc Kallisté, situé chemin des Bourrely, dans le quartier Notre Dame Limite dans le 15^{ème} arrondissement. L'objectif du projet urbain est de désenclaver ce territoire et de l'intégrer dans un fonctionnement urbain et social amélioré.

Une convention partenariale a ainsi été signée entre l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires publics le 10 octobre 2011.

Pour contribuer à la réalisation de ce projet, la Société Marseille Habitat a été désignée concessionnaire de l'opération d'aménagement suite à une consultation lancée en avril 2011. La convention de concession a été signée par l'opérateur et par la Ville de Marseille le 6 juillet 2012 pour une durée de 7 années.

Suite à la définition de l'intérêt communautaire par délibérations de la Communauté Urbaine MPM des 26 juin 2006 (FAG 5/519/CC) et 23 octobre 2015 (FTCT008-1420/15/CC), cette opération relevant de la compétence de la Communauté Urbaine lui a été transférée avec d'autres à compter du 31 décembre 2015 par arrêté préfectoral du 28 déc. 2015. A compter de sa création, le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix Marseille Provence qui exerce de plein droit les compétences de la Communauté Urbaine se substitue à cette dernière dans ses droits et obligations pour la poursuite de l'opération. Dans ce cadre un avenant n° 3 à la convention de concession

d'aménagement N° 12/00708 (T1600917CO) en date du 17 juin 2016 a eu pour objet de substituer la Métropole à la Ville de Marseille en qualité de concédant.

Pour rappel, le Parc Kallisté est composé de neuf copropriétés distinctes constituant au total 753 logements. La concession porte sur l'ensemble de ces neuf copropriétés avec des interventions différenciées selon les bâtiments en fonction des stratégies définies dans le cadre du projet urbain.

Les missions du concessionnaire sont les suivantes :

- acquisitions par voie amiable, par préemption ou expropriation,
- gestion et entretien des logements acquis dans les immeubles à conserver,
- neutralisation des logements acquis dans les immeubles voués à démolition,
- relogements et accompagnement des ménages,
- démolition des bâtiments B et H et mise en état des sols,
- cession de foncier ou de logements à des partenaires institutionnels ou privés,
- coordination et animation des actions précitées.

Le bilan d'activité de la concession sur l'année 2016 est synthétisé comme suit :

- Acquisitions :

Les acquisitions se sont poursuivies en 2016 et constituent encore l'activité principale de la concession sur l'année.

42 logements et 2 garages ont été acquis en 2016 par Marseille Habitat, essentiellement par voie amiable :

Copropriété	Logements acquis en 2016	Total logements acquis depuis le début de la concession
A	1	11
B	22	96
C	0	4
D	1	11
E	1	4
F	0	8
G	9	30
H	7	76
I	1	14
Total	42	254

Au total, ce sont donc 254 logements qui ont été acquis depuis le début de l'opération par le concessionnaire Marseille Habitat.

Le montant des acquisitions en 2016 s'élève à 3 383 865 Euros.

Cela concerne à la fois l'acquisition des 42 logements et 2 garages mais aussi la consignation des indemnités des lots concernés par la procédure d'expropriation et le solde du prix de la Bastide Valcorme.

Pour rappel, la procédure de carence engagée par la Ville de Marseille en avril 2011 envers le syndicat des copropriétaires du bâtiment B a abouti au prononcé de l'état de carence du syndicat le 24 avril

2015. Le dossier simplifié d'acquisition publique a été approuvé

en Conseil Municipal du 29 juin 2015 et a été mis à disposition du public du 14 septembre au 16 octobre 2015. Le dossier a ensuite été adressé par le concessionnaire à la Préfecture fin décembre 2015.

En 2016, le fait majeur de cette procédure est la signature de l'arrêté préfectoral portant déclaration d'utilité publique et de cessibilité de l'acquisition du bâtiment B le 18 mai.

Le concessionnaire a également transmis en octobre 2016 le dossier permettant la saisine du juge de l'expropriation afin d'obtenir l'ordonnance d'expropriation des lots non encore maîtrisés.

Les mémoires valant offre ont été notifiés à tous les expropriés. 27 demandes de transport du juge ont été sollicitées pour fixation judiciaire de l'indemnité.

L'intégralité des montants des offres a été consignée auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour une prise de possession plus rapide après transport du juge.

- Cessions de logements :

Il s'agit de logements vendus à des propriétaires occupants issus du bâtiment B prévu à la démolition. 5 logements leur ont été ainsi vendus en décembre 2016 pour permettre leur relogement : 1 sur le bâtiment C et 4 sur le bâtiment D.

Les propriétaires bénéficiant de ce dispositif sont ceux ayant été identifiés comme en capacité d'être maintenus dans un statut de copropriétaire.

Le montant de ces 5 cessions s'élève à 203 272 Euros.

- Travaux :

Ce poste concerne essentiellement encore en 2016 la neutralisation des logements acquis sur B et H pour éviter les occupations illicites. Ce poste s'élève à 59 742 Euros en 2016.

Des travaux ont également été faits en 2016 sur la Bastide Valcorme qui doit accueillir une maison de santé d'ici fin 2017 : ce sont des travaux de mise en sécurité de la bastide, de réfection de toiture, de raccordement au réseau électrique et des propriétés extérieures pour un montant de 34 000 Euros.

Par ailleurs, Marseille Habitat a également fait neutraliser une colonne électrique sur le côté droit de l'entrée B4 qui est aujourd'hui entièrement vacant pour un montant de 9 054 Euros.

- Gestion transitoire :

Il s'agit pour l'essentiel des charges de copropriétés et impôts, des remises en état de logements et de l'entretien courant du patrimoine.

Ce poste s'élève à 845 800 Euros en 2016 dont 449 263 Euros de charges de copropriétés, 163 252 Euros d'impôts et 175 681 Euros de frais de remise en état totale de 10 logements sur différents bâtiments.

Le concessionnaire n'a pas reçu un accueil favorable des services fiscaux concernant sa demande d'exonération d'impôts sur les logements neutralisés.

- Relogements :

12 familles du parc de Marseille Habitat ont été relogées en 2016, ce qui représente 18 adultes et 42 enfants. 5 familles sont issues du bâtiment B, 4 du bâtiment H, 2 du G et 1 du bâtiment I. Pour la moitié d'entre elles, le relogement se fait dans le parc de Marseille Habitat sur Kalliste ou ailleurs. Pour le reste, cela se répartit entre le parc d'autre bailleurs ou le parc privé.

Concernant les propriétaires occupants au nombre de 17 ménages :

Sur les 9 ménages en capacité de rester propriétaires (sans dettes de charges ni inscription hypothécaire) : 8 ménages ont accepté d'être copropriétaires dans les petits bâtiments du Parc Kalliste et 1 ménage a refusé.

Concernant les 8 autres ménages, des propositions de relogement dans le parc locatif social sont en cours et les indemnités d'expropriation leur seront réglées.

Le Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 constate l'avancement de l'opération et comporte un volet prévisionnel des

dépenses et recettes, planifié jusqu'au terme de la concession (juillet 2019). Il s'établit comme suit :

Dépenses :

Sur l'exercice 2016, les dépenses réalisées s'élèvent à 5 032 320 euros. Elles sont donc largement inférieures aux prévisions qui s'établissaient à 7 227 364 M d'euros. Tous les postes sont concernés et en premier lieu celui des acquisitions auprès des propriétaires privés et des postes qui en découlent (frais annexes, travaux, charges de copropriété, impôts). Le réalisé concernant les acquisitions de lots en copropriété 3 275 271 euros) est inférieur aux prévisions (3,4M euros). Le rythme des dépenses liées aux acquisitions s'est ralenti et les prix du marché ont également fortement diminués. La consignation des indemnités liées à la procédure d'expropriation du bâtiment B s'est toutefois bien réalisée sur cet exercice pour 1.7M euros. Le poste rémunération du concessionnaire est également nettement inférieur aux prévisions (487 783 euros en 2016 pour une prévision de 805 000 euros) dans la mesure où il est lié pour partie à la réalisation de certaines dépenses prévisionnelles non atteintes (acquisition/cession, relogement, foncier, démolition).

Au 31 décembre 2016, le montant total des dépenses depuis le début de la concession s'élève à 17 392 523 euros, soit un taux d'avancement d'environ 60% par rapport au prévisionnel final. Les deux postes les plus avancés par rapport à ce prévisionnel final sont ceux de l'intervention dans les copropriétés (72%) et rémunération du concessionnaire (55%). Le poste intervention en renouvellement urbain qui comprend les opérations de démolition ne démarrera effectivement qu'avec la maîtrise totale des bâtiments à démolir.

Au terme de la concession en 2019, le montant prévisionnel des dépenses devrait atteindre 29 318 305 Euros. Il se répartit entre budget «intervention dans les copropriétés» (69.5%), budget «rémunération du concessionnaire» (13%), budget «intervention en renouvellement urbain» (10%), budget «TVA» (4%), budget «frais financiers» (2.2%), budget «hors trésorerie» (1%) et budget «frais généraux et annexes» (0,3%).

Ce montant prévisionnel des dépenses baisse de 4 838 619 Euros par rapport au CRAC 2015 soit une baisse de 14%. Cette variation s'explique ainsi :

- le poste intervention en copropriété diminue de 4 951 175 euros : au regard des acquisitions déjà réalisées et de la forte baisse du prix moyen par logement, le poste acquisitions chute fortement ainsi que tous les postes afférents. De même, au regard de la forte proportion de lots acquis à l'amiable, les prévisions de frais liés à la conduite de la procédure d'expropriation ont été revus à la baisse.

- le poste frais généraux et annexes baisse de 75 401 euros,

- le poste TVA perdue baisse de 60 219 euros,

- des hausses sensibles des frais financiers et des créances irrécouvrables (+ 230 869 Euros).

Recettes :

Sur l'exercice 2016, les recettes s'élèvent à 3 589 136 euros hors participation de la Ville à l'équilibre du bilan. Le CRAC 2015 prévoyait des recettes à hauteur de 3 297 034 euros soit une hausse d'environ 8%.

L'essentiel des recettes provient du poste subventions : Marseille Habitat a en effet reçu une avance de 1 210 450 Euros de l'ANRU pour le bâtiment B et un préfinancement du crédit agricole de 1 713 473 Euros relatif à cette subvention ANRU.

Le poste produits de gestion qui correspond aux loyers et charges perçues s'élève à 461 940 Euros en 2016.

Des transactions avec des propriétaires occupants du bâtiment B voué à démolition ayant eu lieu en 2016, il y a donc 203 272 euros de recettes sur la ligne produit de cession, ce qui n'avait pas été prévu dans le dernier CRAC approuvé.

Au 31 décembre 2016, le montant cumulé des recettes hors participation d'équilibre s'élève à 5 112 927 euros, soit un taux d'avancement de 25% du montant prévisionnel total des recettes.

Au terme de l'opération, le montant prévisionnel des recettes (hors participation à l'équilibre du bilan) s'élève à 20 447 103 euros. Il se répartit entre produits de cession (29%), produits de gestion (14%) et subventions (57%). Le montant prévisionnel des recettes est en baisse de 5 143 449 euros. Cette évolution résulte essentiellement du réajustement nécessaire des subventions escomptées de l'ANRU pour les bâtiments B et H compte tenu de la forte baisse des dépenses liées à l'acquisition de ces bâtiments.

Au regard de l'avancement du programme et compte tenu des actions qui restent à mener pour atteindre les objectifs de l'opération, il sera nécessaire d'envisager lors du prochain exercice une prorogation de l'opération d'aménagement ou une modification du programme.

Participation à l'équilibre du bilan :

La participation du concédant à l'équilibre de l'opération reste inchangée et s'élève à 8 875 588 euros.

Le concessionnaire Marseille Habitat a perçu au 31 décembre 2016 une participation de 7 800 000 d'euros du concédant soit 88% du total des versements prévus. Le solde à la charge de la Métropole Aix Marseille Provence s'élève à 1 075 588 euros dont 1 000 000 euros à verser en 2017 et 75 588 euros en 2018.

Solde de trésorerie :

Fin 2016, la trésorerie cumulée de l'opération présentait un solde positif de 1 761 816 euros.

Emprunts :

Le concessionnaire a mobilisé un emprunt de 3,6M d'euros en 2013 remboursable en 2017, 2018 et 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence;

- Le projet de délibération « Approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat – Parc Kallisté – Marseille 15^{ème} arrondissement ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat – Parc Kallisté – Marseille 15^{ème} arrondissement ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur « l'approbation du Compte-rendu Annuel à la Collectivité au 31 décembre 2016 de la concession d'aménagement passée avec Marseille Habitat – Parc Kallisté – Marseille 15^{ème} arrondissement ».

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	116
Voix Contre	0
Abstentions	24

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI - Sophie CELTON - Karim GHENDOUF - Michel ILLAC - Patrick MAGRO - Martine MATTEI - André MOLINO - Christian PELLICANI - Marc POGGIALE - Georges ROSSO

HPV 013-761/17/CT

■ Approbation d'un avenant au protocole d'accord 2013-2017 pour la mise en oeuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Métropole Centre DHCS 17/15482/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine, compétente en matière d'insertion par l'économie, s'est engagée dans le développement d'une stratégie communautaire à l'échelle de son territoire dès sa création.

Cette intervention reposait sur trois PLIE développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le Conseil de Territoire Marseille Provence :

- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Est
- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Centre
- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Ouest

L'objectif étant de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Marseille Provence soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

Le protocole d'accord du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MPM Centre a été conclu le 30 avril 2013 pour une durée de cinq ans dans l'objectif d'accompagner vers l'emploi des personnes qui sont en difficulté sociale et professionnelle du bassin de vie Centre du territoire de Marseille Provence.

Il formalise les engagements de l'ensemble des partenaires, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille, l'association d'animation du PLIE, Emergence(S) et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la mise en œuvre d'un plan d'actions porté par l'association Emergence(S) définissant des objectifs de suivi et d'accès à un emploi ou à une formation qualifiante.

A ce jour, des changements législatifs qui s'imposent au protocole sont intervenus dans les compétences dévolues aux partenaires, et notamment celles de la Région et du Département avec la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale

de la République, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole est devenue Métropole au 1^{er} janvier 2016.

D'autres évolutions ont eu lieu, pour lesquelles il importe d'actualiser le protocole par avenant. Celui-ci porte donc sur les points suivants :

- la proportion de participants au PLIE issus des quartiers politique de la ville de Marseille et Septèmes-les-Vallons : 50% du public

- la destination des fonds propres apportés par l'EPCI, qui couvre tous les types de dépenses que l'association peut engager dans le respect de la réglementation,

- la contribution du Fonds Social Européen au dispositif. En effet, le 10 octobre 2014, la Commission européenne a adopté un nouveau programme opérationnel national du Fonds Social Européen FSE pour la période 2014-2020. La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui est organisme intermédiaire pour le FSE depuis 2010, assure la gestion d'une enveloppe de 7 380 000 euros pour la période 2015 à 2017.

L'avenant permet de préciser les montants FSE alloués aux trois PLIE qui sont répartis de façon indicative selon trois objectifs spécifiques, et les indicateurs concernant le public qui permettront de constater la performance globale du dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999 sur le développement des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi ;
- La délibération RNOV 003-603/12/CC du 26 octobre 2012 approuvant le protocole d'accord 2013-2017 du PLIE MPM Centre ;
- La délibération RNOV 005-677/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant la stratégie d'intervention de MPM dans les programmes européens 2014-2020 ;
- La délibération HPV 007-611/14/CC du 19 décembre 2014 approuvant la candidature de MPM pour être organisme intermédiaire au titre de la programmation du FSE 2014-2020 ;
- Le Programme Opérationnel National 2014-2020 du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole adopté par la Commission européenne le 10 octobre 2014 ;
- Le protocole d'accord du PLIE MPM Centre 2013-2017 signé le 30 avril 2013.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de modifier le protocole initial du PLIE MPM Centre pour l'ajuster aux évolutions de la politique de la ville et du Nouveau Programme Opérationnel National FSE.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé au protocole d'accord du PLIE MPM Centre entre l'Etat, la Région, le Département, la Ville de Marseille, l'association d'animation du PLIE, Emergence(S), et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents relatifs à sa mise en oeuvre.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

HPV 014-762/17/CT

■ Approbation d'un avenant au protocole d'accord 2013-2017 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Métropole Est DHCS 17/15484/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine, compétente en matière d'insertion par l'économique, s'est engagée dans le développement d'une stratégie communautaire à l'échelle de son territoire dès sa création.

Cette intervention reposait sur trois PLIE développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le Conseil de Territoire Marseille Provence :

- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Est
- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Centre
- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Ouest

L'objectif étant de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Marseille Provence soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

Le protocole d'accord du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MPM Est a été conclu le 30 avril 2013 pour une durée de cinq ans dans l'objectif d'accompagner vers l'emploi des personnes qui sont en difficulté sociale et professionnelle du bassin de vie Est du territoire de Marseille Provence.

Il formalise les engagements de l'ensemble des partenaires, l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la mise en œuvre d'un plan d'actions porté par l'association Ciotat Emploi Initiatives définissant des objectifs de suivi et d'accès à un emploi ou à une formation qualifiante.

A ce jour, des changements législatifs qui s'imposent au protocole sont intervenus dans les compétences dévolues aux partenaires, et notamment celles de la Région et du Département avec la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole est devenue Métropole au 1^{er} janvier 2016.

D'autres évolutions ont eu lieu, pour lesquelles il importe d'actualiser le protocole par avenant. Celui-ci porte donc sur les points suivants :

- la proportion de participants au PLIE issus des quartiers politique de la ville dits « de veille » de La Ciotat : 20% du public
- la destination des fonds propres apportés par l'EPCI, qui couvre tous les types de dépenses que l'association peut engager dans le respect de la réglementation,
- la contribution du Fonds Social Européen au dispositif. En effet, le 10 octobre 2014, la Commission européenne a adopté un nouveau programme opérationnel national du Fonds Social Européen FSE pour la période 2014-2020. La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui est organisme intermédiaire pour le FSE depuis 2010, assure la gestion d'une enveloppe de 7 380 000 euros pour la période 2015 à 2017. L'avenant permet de préciser les montants FSE alloués aux trois PLIE qui sont répartis de façon indicative selon trois objectifs spécifiques, et les indicateurs concernant le public qui permettront de constater la performance globale du dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999 sur le développement des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi ;
- La délibération RNOV 003-605/12/CC du 26 octobre 2012 approuvant le protocole d'accord 2013-2017 du PLIE MPM Est ;
- La délibération RNOV 005-677/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant la stratégie d'intervention de MPM dans les programmes européens 2014-2020 ;
- La délibération HPV 007-611/14/CC du 19 décembre 2014 approuvant la candidature de MPM pour être organisme intermédiaire au titre de la programmation du FSE 2014-2020 ;
- Le Programme Opérationnel National 2014-2020 du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole adopté par la Commission européenne le 10 octobre 2014 ;
- Le protocole d'accord du PLIE MPM Est 2013-2017 signé le 30 avril 2013.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de modifier le protocole initial du PLIE MPM Est pour l'ajuster aux évolutions de la politique de la ville et du Nouveau Programme Opérationnel National FSE.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé au protocole d'accord du PLIE MPM Est entre l'Etat, la Région, le Département, la Ville de La Ciotat et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents relatifs à sa mise en oeuvre.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

HPV 015-763/17/CT

■ Approbation d'un avenant au protocole d'accord 2013-2017 pour la mise en œuvre du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi Marseille Provence Métropole Ouest DHCS 17/15485/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine, compétente en matière d'insertion par l'économie, s'est engagée dans le développement d'une stratégie communautaire à l'échelle de son territoire dès sa création.

Cette intervention reposait sur trois PLIE développés selon les spécificités des trois bassins qui composent le Conseil de Territoire Marseille Provence :

- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Est
- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Centre
- ✓ Le PLIE Marseille Provence Métropole Ouest

L'objectif étant de stabiliser en emploi durable des personnes qui en sont écartées par leurs difficultés sociales ou professionnelles.

Les PLIE, en coordonnant les acteurs du développement économique et ceux du développement social d'un même territoire, permettent de mettre en place des parcours individualisés avec un accompagnement personnalisé et différentes étapes pour le retour ou l'accès à des emplois de premier niveau de qualification. Marseille Provence soutient les structures associatives gestionnaires de ces PLIE, conformément aux protocoles d'accord qui définissent leur mise en œuvre et les engagements financiers des différents partenaires.

Le protocole d'accord du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi MPM Ouest a été conclu le 30 avril 2013 pour une durée de cinq ans dans l'objectif d'accompagner vers l'emploi des personnes qui sont en difficulté sociale et professionnelle du bassin de vie Ouest du territoire de Marseille Provence.

Il formalise les engagements de l'ensemble des partenaires, l'Etat, la Région, le Département, l'association du PLIE MPM Ouest et la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour la mise en œuvre d'un plan d'actions porté par l'association du PLIE MPM Ouest définissant des objectifs de suivi et d'accès à un emploi ou à une formation qualifiante.

A ce jour, des changements législatifs qui s'imposent au protocole sont intervenus dans les compétences dévolues aux partenaires, et notamment celles de la Région et du Département avec la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole est devenue Métropole au 1^{er} janvier 2016.

D'autres évolutions ont eu lieu, pour lesquelles il importe d'actualiser le protocole par avenant. Celui-ci porte donc sur les points suivants :

- la proportion de participants au PLIE issus des quartiers politique de la ville de Marignane : 20% du public
- la destination des fonds propres apportés par l'EPCI, qui couvre tous les types de dépenses que l'association peut engager dans le respect de la réglementation,
- la contribution du Fonds Social Européen au dispositif. En effet, le 10 octobre 2014, la Commission européenne a adopté un nouveau programme opérationnel national du Fonds Social Européen FSE pour la période 2014-2020. La Métropole Aix-Marseille-Provence, qui est organisme intermédiaire pour le FSE depuis 2010, assure la gestion d'une enveloppe de 7 380 000 euros pour la période 2015 à 2017. L'avenant permet de préciser les montants FSE alloués aux trois PLIE qui sont répartis de façon indicative selon trois objectifs spécifiques, et les indicateurs concernant le public qui permettront de constater la performance globale du dispositif.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité

de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La circulaire DGEFP 99/40 du 21 décembre 1999 sur le développement des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi ;
- La délibération RNOV 003-604/12/CC du 26 octobre 2012 approuvant le protocole d'accord 2013-2017 du PLIE MPM Ouest ;
- La délibération RNOV 005-677/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant la stratégie d'intervention de MPM dans les programmes européens 2014-2020 ;
- La délibération HPV 007-611/14/CC du 19 décembre 2014 approuvant la candidature de MPM pour être organisme intermédiaire au titre de la programmation du FSE 2014-2020 ;
- Le Programme Opérationnel National 2014-2020 du Fonds Social Européen pour l'emploi et l'inclusion en métropole adopté par la Commission européenne le 10 octobre 2014 ;
- Le protocole d'accord du PLIE MPM Ouest 2013-2017 signé le 30 avril 2013.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'intérêt de modifier le protocole initial du PLIE MPM Ouest pour l'ajuster aux évolutions de la politique de la ville et du Nouveau Programme Opérationnel National FSE.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé l'avenant ci-annexé au protocole d'accord du PLIE MPM Ouest entre l'Etat, la Région, le Département, l'association du PLIE MPM Ouest et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Article 2 :

Monsieur le Président ou son représentant est autorisé à signer cet avenant et tous les documents relatifs à sa mise en oeuvre.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

HPV 016-764/17/CT

■ Attribution d'une subvention à l'Association de Médiation Sociale pour l'emploi de médiateurs sociaux destinés à améliorer l'attractivité des transports en commun de Marseille

Avis du Conseil de Territoire DHCS 17/15481/CT

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que préalablement à leur examen par le Conseil de la Métropole, le Conseil de Territoire est saisi pour avis des projets de délibération satisfaisant à deux conditions cumulatives : leur exécution est spécifiquement prévue, en tout ou partie, dans les limites du territoire, et ils concernent les affaires portant sur le développement économique, social et culturel, l'aménagement de l'espace métropolitain et la politique locale de l'habitat.

Le Conseil de Territoire est saisi pour avis dans le délai fixé par le Président du Conseil de la Métropole, qui ne peut être inférieur à quinze jours à compter de la saisine du Conseil de Territoire, sauf urgence dûment constatée par l'organe délibérant de la métropole.

A défaut d'avis émis dans ce délai, le Conseil de la Métropole pourra valablement délibérer sur les projets de délibération.

La délibération « Attribution d'une subvention à l'Association de Médiation Sociale pour l'emploi de médiateurs sociaux destinés à améliorer l'attractivité des transports en commun de Marseille » satisfait les conditions de l'article L.5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour avis du projet de délibération précité.

Par délibération du 25 octobre 2013, le Conseil de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole a accordé une participation financière annuelle de 489 000 euros sur une période de 3 ans à l'Association de Médiation Sociale (AMS) pour la mise en place d'un dispositif de médiation dans les transports publics de Marseille. Ce dispositif s'est appuyé sur l'emploi de vingt médiateurs en moyenne en emplois d'avenir.

Quatre objectifs étaient assignés à cette action :

- Améliorer l'accueil dans les transports en commun et les sites d'échange (gares, stations, arrêt de bus)
- Améliorer l'information et la communication
- Développer la sérénité du transport et le respect mutuel
- Favoriser le mieux vivre ensemble dans les transports par la médiation sociale.

L'opération s'est déroulée sur des secteurs sensibles :

- les gares d'échange de Bougainville, La Rose, Sainte-Marguerite Dromel, Castellane et le Centre Bourse
- la proximité de 15 établissements scolaires les plus sensibles desservis par la RTM
- les lignes de transport desservant ces sites sur un périmètre défini.

La mission confiée à l'Association de Médiation Sociale a démarré par le recrutement des vingt médiateurs, deux coordonnateurs et un chef de projet et par l'organisation des différentes phases de mise en place de décembre 2013 à mars 2014.

En avril 2014, a eu lieu la formation à la prise de poste et le 28 avril a commencé la mise en place opérationnelle dans le voisinage de 15 collèges et auprès de plusieurs lignes de bus, et gares d'échanges pour :

- gérer les conflits de basse intensité,
- réguler les tensions par une intervention directe,
- prévenir les situations à risque,
- contribuer au respect du règlement d'exploitation
- faire remonter les dysfonctionnements aux professionnels spécialisés,
- contribuer à la mise en lien entre les différents intervenants.

Plus de 58 000 interventions de médiation ont été assurées d'avril 2014 à mars 2017 :

- accueil, information, orientation sur les horaires, les incidents éventuels, les perturbations de service, les tarifs (la majeure partie des interventions : 47 294)
- assistance à la personne : secours, détresse sociale ... et aide aux usagers pour les bagages, poussettes, colis ... (5 864 interventions)
- rappel aux règles : musique, alcool, cigarettes et gestion de conflits (5 068 interventions).

Les médiateurs ont passé la plus grande partie de leur temps de travail dans les pôles et gares d'échange et le temps restant, dans les bus, sur décision des chefs de ligne, dans les lignes desservant les collèges.

377 d'événements notables ont fait l'objet d'une description détaillée et montre tout l'intérêt de cette présence dans l'espace public notamment dans le contexte national anxiogène de 2015 - 2016. Les médiateurs ont aussi contribué à l'information sur les travaux modifiant temporairement le réseau.

Avec les interventions sur les problèmes d'attitude, les médiateurs ont directement agi sur le confort et la tranquillité des usagers et l'apaisement des relations interpersonnelles.

Pour la très grande majorité des médiateurs, ce poste a correspondu à un premier emploi, ce qui a exigé de la part de l'association un suivi très important. Dès leur recrutement une formation à la médiation leur était dispensée, à raison de 420 heures pendant 12 semaines pour obtenir le niveau de Technicien Médiation Service, elle a été suivie d'une formation professionnelle qualifiante propre au parcours personnel du jeune la deuxième année, notamment celle de conducteur de transport routier.

Les objectifs fixés par l'EPCI en articulation avec la RTM ont été atteints : les médiateurs sont désormais des acteurs à part entière du service rendu aux usagers, et leurs interventions concernant les incivilités, participent à l'apaisement des relations entre les usagers, ou entre les usagers et le personnel de la RTM.

Les médiateurs contribuent par leur présence active, positive et visible à créer un climat convivial, à canaliser les tensions et réguler les conflits. En allant au-devant des usagers, en informant, conseillant, en identifiant les situations à risque, les médiateurs participent au maintien de la tranquillité publique et à diminuer le sentiment d'insécurité ressenti.

Ce travail s'est effectué en lien avec l'ensemble du personnel de la RTM.

Et autre objectif atteint : ce sont des jeunes qui, par ce premier emploi, ont poursuivi un parcours d'insertion et de qualification professionnelle.

La convention n° 14/1007 entre AMS et la Communauté urbaine validée par le Bureau de la Communauté du 25 octobre 2013 a fixé les modalités de versement de cette participation financière.

Pour clôturer l'opération prévue sur trois ans et solder la subvention, il convient d'attribuer à l'Association de Médiation Sociale une subvention d'un montant de 122 250 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le projet de délibération portant sur « Attribution d'une subvention à l'Association de Médiation Sociale pour l'emploi de médiateurs sociaux destinés à améliorer l'attractivité des transports en commun de Marseille » ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation sur les transports intérieurs ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Le Plan de Déplacements Urbains de la communauté urbaine Marseille Provence Métropole ;
- La délibération DTUP 019-648/13/CC du Conseil de Communauté du 31 octobre 2013 approuvant le dispositif visant à améliorer l'attractivité des transports en commun à Marseille à l'issue de l'appel à projets portant sur le recrutement de médiateurs sociaux en emploi d'avenir et approuvant la convention ;
- La convention n°14/1007 entre AMS et la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole signée le 20 décembre 2013 ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'Association de Médiation Sociale (AMS) pour l'emploi de médiateurs sociaux destinés à améliorer l'attractivité des transports en commun de Marseille – Bilan des 3 ans.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du Rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole envisage d'adopter une délibération relative à l'Attribution d'une subvention à l'Association de Médiation Sociale pour l'emploi de médiateurs sociaux destinés à améliorer l'attractivité des transports en commun de Marseille ;
- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération ;
- L'intérêt d'améliorer l'attractivité des transports en commun de Marseille.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération portant sur l'attribution d'une subvention à l'Association de Médiation Sociale pour l'emploi de médiateurs sociaux destinés à améliorer l'attractivité des transports en commun de Marseille.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	15
Abstentions	0

Adoptée

Ont voté contre :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

HPV 017-765/17/CT

■ Projet de Renouvellement et Ecoquartier Parc des Calanques La Cayolle Marseille, 9ème arrondissement - Convention de financement Actions d'accompagnement des habitants sur l'EcoQuartier

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15593/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La convention du Projet de Renouvellement Urbain (PRU) Soude – Hauts de Mazargues a été délibérée par la Ville de Marseille le 8 février 2010. Cette convention a arrêté les objectifs, les actions, les rôles des différents partenaires et les financements prévus. Elle a été signée par l'ensemble des partenaires et par l'ANRU en 2011. L'avenant 2 de clôture, a été délibéré au conseil communautaire de Marseille Provence Métropole le 25 septembre 2015, il définit entre autre l'échéance de ce projet au 31 décembre 2020.

Parallèlement, la Ville de Marseille a poursuivi le développement urbain du secteur dans le cadre de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) de la Jarre concédée à la Soléam ainsi que par de l'aménagement en diffus étroitement lié à la ZAC et au PRU.

Ces actions de développement urbain et patrimonial ont été accompagnées par un volet développement social, mené notamment par les GIP Politique de la Ville et Marseille Rénovation Urbaine, la préfecture et les bailleurs. Il rassemble les acteurs du droit commun dans des démarches de gestion urbaine de proximité et d'accompagnement social (MOUS, concertation, permanences, information, soutien aux associations, activités, ...).

Progressivement, ces modes d'intervention ont convergé au sein d'une stratégie plus globale de développement urbain aux ambitions affirmées en matière de développement durable : l'EcoQuartier du « Parc des Calanques » a ainsi été diplômé « Engagé dans la démarche EcoQuartier » par l'Etat le 2 décembre 2015.

La nécessité d'accompagner les habitants aux changements s'est avérée primordiale dès les débuts du PRU, notamment dans le parc social, autour des transformations urbaines très lourdes et rapides du territoire et du volet le plus préoccupant de sa gestion quotidienne : les déchets.

Ce besoin était plus accentué au Baou de Sormiou et sur ses franges. Des premières actions de terrain, les institutionnels intervenants ont tiré la conclusion que, face aux difficultés sociales d'alors, une réponse ambitieuse à ce besoin devait être élaborée.

Une réceptivité et un intérêt particulier sur ces sujets, et plus largement sur le développement durable ont parallèlement été identifiés chez les habitants, les acteurs locaux et les institutionnels.

Depuis 2012, des actions ont été mises en place par MRU, dont un dispositif de concertation sur le projet urbain et sur certaines opérations, décliné en phase chantier avec la Logirem, par l'ouverture d'un lieu physique d'échange et d'action : le café chantier. La coordination du cœur de cette mission a été confiée par les partenaires à Marseille Rénovation Urbaine.

Un comité de pilotage, dressant le bilan de ces actions et rassemblant l'ensemble des parties prenantes le 13 octobre 2015 dernier a traduit la volonté de chacun de :

- voir l'action se prolonger en parallèle des transformations programmées jusqu'à fin 2019 (solde ANRU fin 2020),
- voir s'élargir les thématiques traitées autour de la démarche EcoQuartier,
- poursuivre dans l'objectif d'une action ambitieuse dans une logique de rattrapage, démarche transitoire pour aller vers le retour au droit commun,
- poursuivre la méthodologie de travail de terrain et d'inclusion dans la vie des habitants,
- poursuivre un pilotage technique et partenarial clair avec MRU.

Les enjeux de la période 2016 – 2019

La prise en compte des problématiques sociales, fonctionnelles, économiques, environnementales, font de la démarche d'EcoQuartier, un projet politique et stratégique du territoire, permettant d'allier cohérence urbaine et changements des comportements. Ce projet prolonge le processus de renouvellement urbain et consolide ses résultats déjà tangibles en les pérennisant.

Ce passage à une échelle plus large autour de l'EcoQuartier, réunissant l'ensemble des acteurs, ceux de la rénovation urbaine et ceux présents par ailleurs sur le territoire, doit faciliter la réalisation d'un véritable projet innovant de coopération territoriale. Il renforcera en ce sens la candidature à la troisième étape de la démarche EcoQuartier, le label proprement dit.

En ce sens, l'ensemble des parties souhaite mettre en place un travail global, tissant des liens entre les secteurs Soude-Jarre-Cayolle et permettant de pérenniser une dynamique locale déjà enclenchée. Le dispositif propose d'agir en « relais » autour des transformations mais aussi en « appui » aux initiatives locales afin de faire perdurer ces démarches dans une optique de retour au droit commun.

La présente convention a pour but de définir les modalités de financement et de mise en œuvre de la poursuite de la démarche d'accompagnement des habitants aux changements, dans le cadre de l'EcoQuartier Parc des Calanques.

L'enveloppe prévisionnelle de cette mission est de 150 000 euros sur 2 ans répartie en deux parties de mission. Une première partie de mission, à hauteur de 40 000 euros portée par Marseille Rénovation Urbaine, est d'ores et déjà contractualisée avec l'ANRU et la Ville.

Partie 1 de la mission	Montants	
Marseille Rénovation Urbaine	40 000,00 €	
dont Ville de Marseille	24 000,00 €	60,00%
dont ANRU Agence Nationale de la Rénovation Urbaine	16 000,00 €	40,00%

La seconde partie de la mission, qui est estimée à 110 000 euros et pour laquelle, chaque partenaires s'engage à contribuer à la réalisation de la démarche d'accompagnement des habitants aux changements selon la part des montants suivants :

Partie 2 de la mission	Montants	
Métropole Aix-Marseille-Provence	38 800,00 €	35,27%
Logirem	16 800,00 €	15,27%
Erilia	16 800,00 €	15,27%
Parc National des Calanques	9 200,00 €	8,36%
Mairie d'arrondissement des 9/10	6 800,00 €	6,18%
13 Habitat	5 100,00 €	4,64%
Habitat Marseille Provence	5 100,00 €	4,64%
Unicil	2 600,00 €	2,36%
Grand Delta Habitat	2 600,00 €	2,36%
Centre commercial Leclerc Sormiou	3 600,00 €	3,27%
Progéreal	2 600,00 €	2,36%
Total	110 000,00 €	100,00%

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération « Projet de Renouvellement et Ecoquartier Parc des Calanques La Cayolle Marseille 9^{ème} – Convention de financement Actions d'accompagnement des habitants sur l'EcoQuartier » .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération «Projet de Renouvellement et Ecoquartier Parc des Calanques la Cayolle Marseille, 9^{ème} – Convention de financement Actions d'accompagnement des habitants sur l'Ecoquartier ».

HPV 018-766/17/CT

■ Proposition d'exemption des obligations de production de logements locatifs sociaux sur la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information au Conseil de Territoire DGDU 17/15613/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

La loi Egalité et Citoyenneté promulguée le 27 janvier 2017 et ses décrets d'application du 5 mai 2017 ont modifié les modalités d'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux au titre de l'article 55 modifié de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains, dite loi SRU.

Le dispositif applicable aux communes soumises à la loi SRU prévoit désormais un mécanisme d'exemption à la commune prononcé par décret, sur proposition des établissements publics de coopération intercommunale, et après avis du Préfet puis de la commission nationale SRU.

Ce mécanisme aboutit à une exemption au plus tard le 31 décembre de l'année précédent chaque période triennale, sauf en 2017, où une disposition transitoire prévoit que la procédure d'exemption soit conduite au cours de l'année pour une application en 2018 et 2019, qui sont les deux années suivantes de la période triennale en cours 2017-2019.

Le calendrier transmis par l'Etat prévoit que la Métropole Aix-Marseille-Provence délibère sur sa proposition d'exemption des obligations de production de logements sociaux avant le 8 septembre 2017.

Les communes éligibles à l'exemption SRU doivent répondre à au moins l'une des trois conditions suivantes :

- les communes où la tension sur la demande en logement social est faible. La pression sur la demande de logement social est mesurée à partir du système national d'enregistrement de la demande en logement social. Il s'agit d'un ratio entre le nombre de demandes de logements sociaux par rapport au nombre d'emménagements annuels, hors mutations internes, dans le parc locatif social. Ce critère ne concerne aucune commune de la Métropole,
- les communes situées hors d'une agglomération de plus de 30 000 habitants qui ne sont pas suffisamment reliées aux bassins d'activité et d'emploi par les services de transport en commun. la liste des communes hors agglomération de plus de 30 000 habitants et potentiellement concernées par ce critère de l'insuffisance des transports en commun, telle que communiquée par l'Etat, est la suivante : Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet, Cassis, Coudoux, Cuges-les-Pins, Ensues-la-Redonne, Eyguières, Jouques, la Fare-les-Oliviers, la Roque d'Anthéron, Lambesc, Lançon-Provence, le Puy Sainte Réparate, Le Rove, Mallemort, Meyrargues, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Port-Saint-Louis du Rhône, Rognes, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Cannat, Sausset-les-Pins, Sénas, Ventabren. Deux de ces communes disposent d'un taux de logements sociaux supérieur à 25 % des résidences principales et ne sont pas concernées de fait : la Roque d'Anthéron et Port-Saint-Louis du Rhône. 23 communes restent potentiellement concernées,
- les communes dont plus de la moitié du territoire urbanisé est soumis à une inconstructibilité, du fait de plans de prévention des risques naturels ou technologiques, de plans d'exposition au bruit, que la commune soit ou non située au sein d'une agglomération. Actuellement, la commune de Saint-Victoret est dans cette situation, du fait du plan d'exposition au bruit lié à l'aéroport Marseille Provence.

Les deux derniers critères concernent des communes de la Métropole.

La Métropole Aix-Marseille-Provence, après analyse technique de la situation de chaque commune, propose à l'Etat l'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux pour les communes suivantes :

- au titre de l'insuffisance de transports en commun pour les communes situées hors d'une agglomération de plus de 30 000 habitants : Carnoux-en-Provence,

Carry-le-Rouet, Cassis, Coudoux, Cuges-les-Pins, Ensues-la-Redonne, Eyguières, Jouques, la Fare-les-Oliviers, Lambesc, Lançon-Provence, le Puy Sainte Réparate, Le Rove, Mallemort, Meyrargues, Pertuis, Peyrolles-en-Provence, Rognes, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Cannat, Sausset-les-Pins, Sénas, Ventabren,

soit 23 communes, dont 7 dans le territoire Marseille Provence, 10 dans le Pays d'Aix, 5 dans le Pays Salonais et une dans le Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

- au titre de l'inconstructibilité sur plus de la moitié du territoire urbanisé : Auriol, Mimet, Roquevaire, Saint-Victoret,

soit 4 communes, dont une dans le territoire Marseille Provence, une dans le Pays d'Aix, et 2 dans le Pays d'Aubagne et de l'Etoile.

Ce possible assouplissement dans l'application de la loi SRU peut permettre une meilleure adaptation des objectifs de production de logements locatifs sociaux à la réalité des communes de nos territoires.

Il convient d'approuver la liste des communes et les motifs pour lesquels la Métropole Aix-Marseille-Provence sollicite auprès de l'Etat l'exemption des obligations communales de production de logements locatifs sociaux.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur la proposition d'exemption des obligations de production de logements locatifs sociaux sur la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport portant sur la proposition d'exemption des obligations de production de logements locatifs sociaux sur la Métropole Aix-Marseille-Provence

Commission "Mobilité"

MOB 002-767/17/CT

■ Approbation de l'avenant 9 à la convention de Délégation de Service Public relative à l'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille - Saint Charles / Aéroport de Marseille par autoroute

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15578/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les principales dispositions du projet d'avenant n°9 sont les suivantes :

Le Département des Bouches du Rhône a confié par contrat de délégation de service public du 21 décembre 2011, l'exploitation de la ligne de transport de voyageurs Marseille / Aéroport par autoroute au groupement Trans Provence / Keolis Bouches-du-Rhône, devenu Trans Provence / SAP, pour une durée de 6 ans.

Ce contrat a été transféré à la Métropole Aix-Marseille-Provence à compter du 1^{er} janvier 2017.

En raison de l'augmentation de la fréquentation de la ligne (+ 10 % entre 2016 et 2017 pour les 5 premiers mois de l'année cumulés) et de la surcharge en résultant sur certaines courses, la Collectivité Délégante souhaite renforcer les services.

Il s'avère également nécessaire de prendre en compte les conséquences du déménagement du service de vente de la billetterie au public et de l'instauration de redevances pour la mise à disposition de quais de lignes régulières à l'occasion de la mise en service de la nouvelle gare routière de l'Aéroport.

❖ Renforts de service

La Collectivité Délégante décide de mettre en place des renforts de service pendant les heures de pointes du matin (7h30 – 10h00) et du soir (17h00 – 19h30). Il s'agit, pendant ces plages horaires, d'assurer un cadencement des services aux 15 minutes au lieu de 20 actuellement.

Ces renforts seront constitués de 8 courses supplémentaires par jour d'exploitation du lundi au dimanche (détail du fonctionnement en annexe).

En conséquence, les annexes 1 et 8 de la Convention sont mises à jour par le présent avenant

❖ Déménagement des locaux de vente de la billetterie voyageurs à l'Aéroport

L'Aéroport AMP a construit une nouvelle gare routière qui a été livrée en juin 2017 et qui abrite dorénavant de nouveaux locaux pour cette activité, ce qui a obligé le délégataire à déménager son point de vente précédemment situé dans un bungalow.

Les frais induits par ce déménagement seront remboursés par la collectivité délégante, au vu de justificatifs, pour leur montant réel soit 18 622,79 euros HT.

❖ Paiement des redevances d'utilisation de la gare routière de l'Aéroport

Les redevances d'utilisation de la nouvelle gare routière de l'Aéroport seront réglées directement par la Collectivité Délégante dans le cadre d'une convention cadre avec la société Aéroport-Marseille-Provence.

❖ Projection de l'impact financier de l'avenant et de l'incidence sur l'intéressement versé par le Délégataire à la Collectivité délégante

L'impact financier de cet avenant est défini, pour une période de 6 mois par :

L'impact financier de cet avenant est défini, pour une période de 6 mois par :

- Un coût d'exploitation induit par les compléments d'offre qui comprend, une augmentation des kilomètres commerciaux à hauteur de 39 822 km, valorisés au titre de la convention à un montant de 19 446 euros HT, des heures de conduite de 1 784 h/an pour 74 126 euros HT et une incidence sur les frais généraux de 6 895 euros HT, soit un total de 100 468 €HT (prix valeur décembre 2010).

Ces modifications d'offre ne nécessitent pas de déploiement de véhicules supplémentaires.

- des recettes commerciales dont l'incidence au terme de ces compléments d'offre est, pour une période de 6 mois, de 79 064 euros HT. Pour mémoire, ce montant résulte d'un calcul précis défini dans la convention comme suit : variation de l'offre kilométrique avant avenant 9 x montant recette prévisionnelle x taux d'élasticité de 50 %, soit 2,978 % x 5 309 888 x 0,5.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Quel le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 003-768/17/CT

■ Approbation de la convention d'occupation des locaux de la billetterie de la nouvelle gare routière de l'aéroport Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15581/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

L'aéroport Marseille Provence est desservi par des lignes routières de transport en commun interurbaines dont l'essentiel est géré par la Métropole Aix-Marseille-Provence, notamment celles en provenance d'Aix et de Marseille. Les autres lignes sont de compétence régionale.

Souhaitant améliorer les conditions d'accueil et donc la qualité de cette desserte, la SA Aéroport Marseille Provence a réalisé une nouvelle gare routière réservée aux services réguliers de transport public par autocar.

Dans ce cadre, la SA Aéroport Marseille Provence, en qualité de concessionnaire de l'Aéroport, met à disposition de la Métropole une billetterie en vue de permettre la commercialisation des titres de transports.

L'autorisation accordée est une Autorisation d'Occupation Temporaire du Domaine public qui concerne une zone d'accueil pour les bornes automatiques de ventes de titres de transports et un bâtiment comprenant des guichets de billetterie, des bureaux et locaux de services, recouvrant une surface totale d'environ 60 m². Cette autorisation est accordée jusqu'au 31 décembre 2019 et pourra être renouvelée par avenant.

En contrepartie, la SA Aéroport a fixé le montant de la redevance domaniale à 17 055,35 euros HT par an, auquel il conviendra d'ajouter les charges à ce jour pas estimées puisque dépendantes des différentes consommations (eau, chauffage, électricité, ...).

Il est à noter que la SA Aéroport Marseille Provence autorise, par ailleurs, la Métropole à accorder une sous-occupation de l'ensemble des biens et locaux mis à sa disposition, au groupement Trans Provence. En effet, cette société est elle-même détentrice de la Délégation de Service Public de la ligne 91 (Marseille / Aéroport), attribuée par la Métropole, dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2017.

Dans ce cadre, le groupement Trans Provence assure également la vente des titres de toutes les lignes de services réguliers de transport public routier de personnes ainsi que d'autres moyens de transports (billets SNCF).

Jusqu'à cette date du 31 décembre 2017, et en contrepartie de l'autorisation de sous-occupation, la SA Aéroport Marseille Provence facturera directement le groupement Trans Provence.

Il appartiendra à la Métropole de revenir vers la SA Aéroport Marseille Provence avant l'échéance du 31 décembre 2017, afin de notifier le changement de sous-occupant. Par ailleurs, la SA Aéroport à compter du 1er janvier 2018, facturera les redevances directement à la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 004-769/17/CT

■ Approbation de la convention cadre gare routière aéroport Marseille Provence

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15580/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Souhaitant améliorer la desserte en transports collectifs de l'Aéroport, la SA Aéroport Marseille Provence a réalisé une nouvelle gare routière qui a été conçue en partenariat avec les acteurs de la mobilité.

L'essentiel des lignes de transport public routier desservant l'aéroport est aujourd'hui de compétence métropolitaine, ce qui fait de la Métropole l'utilisateur principal de ce nouvel équipement.

La convention, annexée au présent rapport vise à définir les relations entre les deux parties dans le cadre de l'exploitation de la gare routière.

Les règles d'accès et d'utilisation à la gare routière ont été définies par la SA Aéroport, conformément aux prescriptions de l'Autorité de Régulation des Activités ferroviaires et Routières (ARAFER). Les deux documents sont annexés à la convention.

Les règles d'accès à la gare routière de l'aéroport (Annexe 1) précise, notamment, les tarifs d'utilisation de l'équipement. En effet la gare routière étant située sur le domaine public de l'Etat, conformément aux prescriptions de l'ARAFER, son utilisation fait l'objet du paiement par les utilisateurs d'une redevance d'utilisation.

Le montant de la redevance due au titre de l'utilisation de la routière par des lignes gérées sous compétence métropolitaine sera facturé directement et mensuellement à la Métropole.

Cette redevance due, composée d'une partie déterminée en fonction du nombre de mouvements de cars en gare routière (1,38 euro HT par mouvement), et d'une partie proportionnelle au nombre de passagers en cars au départ (0,38 euro.HT par passager au départ), a été estimée à environ 350 000 euros par an.

Par ailleurs, l'accès des transporteurs à la gare routière, est formalisé par une autorisation délivrée par la SA Aéroport dont le modèle est annexé à la convention (Annexe2).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Quel le Conseil de Territoire Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 005-770/17/CT

■ Approbation de l'avenant n°1 à la convention de partenariat sur le programme et financement des études préalables à l'enquête d'utilité publique de la Ligne Nouvelle Provence-Côte d'Azur

Avis du Conseil de Territoire DPEATSV 17/15553/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L5218-7, I du Code général des Collectivités Territoriales, le Conseil

de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Le projet de Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur, de Marseille à Nice, suit son cours depuis le grand débat public de 2005.

Diverses phases ont eu lieu depuis, marquées d'abord par la décision en 2009 du Ministre Jean-Louis Borloo, retenant un passage par Marseille et l'agglomération toulonnaise pour rejoindre les Alpes Maritimes, suivant la recommandation émise par son conseiller Yves Cousquer. Le projet a ensuite été déclaré prioritaire parmi les grands projets de grandes infrastructures en 2013 par la Commission « Mobilité 21 » dans son rapport au gouvernement, lequel avait décidé d'en retenir une réalisation en deux phases. La première phase consiste à traiter les nœuds de Marseille (Marseille-Aubagne) et Nice (Cannes-Nice), à l'horizon 2030. La deuxième phase (relier les Bouches du Rhône à Toulon, le Muy à Cannes) est prévue à l'horizon 2050. En 2013, une concertation pour présenter l'état du projet a eu lieu dans le département sur la première phase, puis en 2014 sur la deuxième.

Le cap de l'enquête publique est désormais la prochaine étape prévue, à la suite d'une concertation qui s'est déroulée l'année dernière et jusqu'en janvier. Il est nécessaire d'être désormais collectivement très attentif, avec nos partenaires et les milieux économiques, au calendrier et à la réalisation de ce projet d'intérêt national.

L'agenda de la Mobilité métropolitaine qualifie le projet d'« Indispensable Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur ». Le plateau de Saint-Charles, avec sa conformation obsolète en cul-de-sac et un nombre de voies insuffisant, ne peut plus accepter de trains supplémentaires, sauf à envisager des travaux à la fois très lourds et peu rentables. Les accès de part et d'autre à la gare, avec seulement deux voies au Nord et trois à l'Est, bien insuffisant pour une Métropole de cette dimension, constituent de fait un goulet d'étranglement.

Dans notre Métropole, le projet LN PCA ne se traduit évidemment pas par une « ligne à Grande Vitesse ». Il est prévu le couloir des voies existantes, avec des investissements de capacité classiques. L'élément crucial et novateur, qui permet le déblocage de la situation, consiste en la construction d'une gare passante souterraine à Saint-Charles. Ces nouveaux quais souterrains permettront d'assurer le développement des trafics ferroviaires, devenu impossible dans la configuration actuelle. C'est un projet d'infrastructure majeur pour toute la Métropole, pour la Région et pour la France, dont St Charles est une des plus grandes gares.

La gare souterraine de Saint-Charles, l'investissement dans la Vallée de l'Huveaune et l'entrée nord de

Marseille permettront enfin de développer fortement le TER. Pour bénéficier du doublement de la capacité de la gare Saint-Charles, d'autres aménagements ferrés sont nécessaires, en particulier la poursuite du doublement de la voie Aix-Marseille et son électrification, ainsi que l'aménagement de la voie ferrée des Alpes. C'est l'enjeu de la première phase « Priorité 1 » de la Ligne Nouvelle.

Les études préparatoires à l'enquête publique ont été mises en place en 2009, organisées en deux étapes. Suite à la clôture de l'étape 1 des études, en 2013, il reste à financer 16 millions d'euros pour les études de l'étape 2 et l'enquête publique elle-même. L'augmentation de la participation financière de la Région, décidée par son Président Christian Estrosi compte tenu de ses compétences d'autorité organisatrice de transports ferrés, ainsi que l'obtention d'une subvention européenne, ont modifié les clés de répartition entre partenaires. Dans la convention actuelle, elle est de 6, 25 % pour toutes les collectivités et de 25 % pour la SNCF et l'Etat. La Région portant sa clé à 27, 88 %, celle des autres collectivités est ramenée à 1, 43 %. Enfin, l'Etat diminue sa participation à hauteur de 24.39 % pour tenir compte du financement européen et la SNCF l'augmente à hauteur de 26.64 %.

Un avenant à la convention, initialement adoptée en ce qui nous concerne par la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (18 décembre 2009) et par la Communauté du Pays d'Aix (11 décembre 2009), est donc nécessaire. Chacune était engagée sur un montant de 2 222 000 euros en étape 1 des études et de 2 556 000 en étape 2. Avec un réaménagement du programme des études, ces sommes sont portées respectivement à 2 146 875 et 2 630 875 euros.

Après la prise en compte de cet avenant, sur un financement global de 86,76 millions d'euros, la Métropole Aix-Marseille-Provence contribue au final à hauteur de 9 703 500 euros, soit pour 11.18 %. La Région assure un financement de 7 654 000 euros, soit une participation de 8.82 %. Les autres collectivités financent à hauteur de 4 925 750 euros, soit 5.68 %.

Les appels de fond, comme indiqué page 16 dans le projet d'avenant soumis au Conseil métropolitain, sont pour le moment arrivés au niveau du troisième appel de fond de la phase 2 des études.

4 300 425 euros ont été appelés sur nos deux Conseils de Territoire et les intercommunalités qui les précédaient. La suite se ferait de notre participation donc dans le cadre de cet avenant. Les cofinanceurs des études sont désormais L'Etat, la SNCF, le Conseil Régional, les trois Conseils Départementaux concernés et les intercommunalités d'Aix Marseille, Toulon et

Nice. La Métropole s'engage désormais, comme Nice Côte d'Azur et Toulon Provence Méditerranée, sur un montant de 148 000 euros pour la Phase 2 des études et l'enquête publique. La Métropole ne compte plus que pour une part, et cette part est réduite, puisque la Région a augmenté sensiblement son effort.

Le 20 novembre 2015, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole avait aussi adopté une convention portant sur des acquisitions foncières anticipées pour la Ligne Nouvelle, avec les mêmes partenaires, et la Communauté du Pays d'Aix avait fait de même le 17 décembre 2015. L'engagement des deux collectivités portant sur 500 000 euros chacune.

Enfin, lors de l'adoption de la convention spécifique d'application du CPER en octobre 2016, le conseil métropolitain s'est engagé sur une somme de 1 148 000 euros, correspondant au montant de l'avenant n°1 et aux deux conventions sur les acquisitions foncières anticipées.

Compte tenu de tous ces éléments, l'engagement de la Métropole, qui repose sur les Conseils de Territoire Marseille Provence et Pays d'Aix doit être réévalué à la marge. Les AP correspondantes doivent donc être modifiées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM

du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le caractère stratégique de la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur pour la Métropole Aix-Marseille-Provence.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence relatif à l'avenant n°1 à la convention de partenariat sur le programme et financement des études préalables à l'enquête d'utilité publique de la Ligne Nouvelle Provence - Côte d'Azur, ci-annexé.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 006-771/17/CT

■ Approbation de l'avenant n° 11 au contrat d'exploitation de service transport public urbain avec la RTM Régie des Transports Métropolitains

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15409/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est l'Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire depuis le 1^{er} janvier 2016 en substitution des différentes autorités organisatrices de transport préexistantes.

Elle exploite en régies dotées de la seule autonomie financière le réseau de transport Ulysse et le réseau des Bus des Collines desservant les communes d'Allauch, Ensues-la-Redonne et Le Rove.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite confier à la Régie des Transports Métropolitains l'exploitation de ces services à compter du 1^{er} septembre 2017.

La RTM aura recours à une société dédiée dont elle sera l'actionnaire unique pour exploiter le réseau Ulysse.

Le service, repris à coûts constants, donnera lieu à une nouvelle rémunération d'exploitation de 9,8 M€ HT CE 2017 par an et à une compensation financière pour amortissement de 1,8 M€ HT ajustée en transparence chaque année en fonction de la réalisation effective des investissements. Les recettes attendues sont estimées à 350 K€/an.

Les parties ont convenu d'une période transitoire jusqu'au 31 décembre 2017 pour clôturer le budget de la Régie Ulysse. Pendant cette période, l'ensemble des biens immobilisés seront mis à disposition de la Régie à titre gratuit. Des refacturations pourront être réalisées sur la base des mandats acquittés par l'Autorité Organisatrice pour toutes les dépenses qu'elle aura continué à faire pour le Réseau Ulysse (contrats et marchés définis en Annexes 2.26). A la reprise de l'activité au 1^{er} septembre 2017, il sera réalisé un « arrêté » de la Régie Ulysse, qui déterminera les dettes, les créances, les provisions pour Risques et Charges sociales et fiscales, qui feront l'objet de balance des paiements dans le cadre de l'Article 4.21.4 du contrat.

Le service du réseau des Bus des Collines donnera lieu à une nouvelle rémunération de 0,9 M€ HT CE 2017 par an. Les recettes attendues sont estimées à 12 K€ HT.

Les modalités d'évolution de l'offre et de suivi de l'activité sont identiques à celles définies pour le réseau métro-bus-tram. En particulier, toute évolution d'offre fera l'objet d'un ordre de service de l'Autorité Organisatrice sur la base des coûts unitaires définis pour chacun des services.

Ces nouveaux services et leurs modalités d'exploitation sont intégrés dans le présent avenant au contrat d'Obligation de Service Public.

Par ailleurs, l'objectif de recette contractuel est modifié à compter de 2017 pour tenir compte :

- De l'écart négatif constaté pour la seconde année consécutive entre le niveau de recettes d'exploitation encaissées et le niveau d'objectif de recette contractuel fixé.
- De la baisse du tarif jeune boursier à compter du 1^{er} juin 2017.

Ainsi, l'objectif de recette annuel 2017 est ramené de 89,9 M€ à 87,2 M€ HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 008-772/17/CT

■ Approbation de l'avenant n° 1 à la convention de délégation de l'organisation du transport d'élèves et d'étudiants handicapés entre le Département des Bouches-du-Rhône et la Métropole Aix-Marseille-Provence

**Avis du Conseil de Territoire
DPMOD 17/15412/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, prévoient que les métropoles et les départements dans lesquels s'inscrivent les périmètres de celles-ci organisent, par la voie de conventions, la répartition ou les modalités de l'exercice d'une partie des compétences départementales par les métropoles, à peine de s'exposer au transfert de plein droit de certaines attributions.

Le Département est responsable du financement du transport des élèves et étudiants handicapés sur l'ensemble de son territoire.

A ce titre, il organise les services de transport spécialisés.

Par ailleurs, l'article L3111-9 du Code des Transports prévoit la possibilité pour le Département de déléguer l'organisation des transports scolaires à une autre collectivité ou Etablissement de Coopération Intercommunale.

Sur ces fondements, le Département des Bouches-du-Rhône a délégué par convention approuvée par la délibération TRA 017-613/16/CM du 30 juin 2016 l'organisation du service de transport des Personnes à Mobilité Réduites scolarisées sur les établissements d'Aubagne, Aix et Marseille et résidant dans les 6^{ème} et 8^{ème} arrondissements de Marseille à la Métropole pour l'année scolaire 2016/2017.

La Métropole a confié à la Régie des transports Métropolitains (RTM) dans le cadre de son contrat d'Obligation de Service Public la réalisation de ce service.

Conformément aux dispositions de la convention, le Conseil Départemental versera à la Métropole, au titre l'exécution de ces prestations de transport pour l'année scolaire 2016/2017, la somme forfaitaire de 225 000 euros HT.

Compte tenu de la qualité et de la fiabilité du service rendu par l'exploitant de la Métropole et de la satisfaction des usagers et de leur famille, il est proposé, sachant que ladite convention arrive à expiration le 31 août 2017, d'approuver un avenant de prolongation.

Ainsi il est proposé de prolonger cette convention jusqu'au 31 août 2020.

Par ailleurs, Les modalités de financement de cette prestation seront ajustées dans cet avenant afin de rémunérer plus justement le service en prenant en considération le taux d'absentéisme relativement important. Dans ces conditions, le Département remboursera à la Métropole le coût de fonctionnement annuel du service. Celui-ci sera calculée à partir d'une partie fixe, un prix forfaitaire mensuel de 550 euros HT/ par élève inscrit dans le service et une partie variable, un prix kilométrique de 2 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire de Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité
des membres présents et représentés

MOB 009-773/17/CT

■ Opération d'extension Nord-Sud du réseau de tramway de Marseille. Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec Euroméditerranée portant sur les aménagements de l'extension du réseau de tramway jusqu'à Gèze

Avis du Conseil de Territoire DMET 17/15543/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après .

La Métropole Aix-Marseille-Provence a pris la décision de prolonger la ligne T3 du réseau de tramway de Marseille, au Nord jusqu'à Gèze, au Sud jusqu'à La Gaye. Cette première phase d'extension poursuit l'objectif de rééquilibrer l'intermodalité au profit des transports en commun.

Dans le cadre de cette extension projetée, la création d'un centre de remisage de tramway sur le site Dromel / Montfuron est également prévue pour répondre aux besoins de remisage et maintenance des rames de tramway nécessaires à l'exploitation du réseau étendu.

Par délibération DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de la première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard

Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye et création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel/Montfuron.

Sur sa partie Nord, le prolongement du tramway s'étend entre l'actuel terminus d'Arenc (2ème arrondissement) et le pôle multimodal Gèze (15ème arrondissement), sur un linéaire d'environ 1,8 km.

Depuis la rue d'Anthoine, le tracé emprunte la traverse du Bachas et la rue du Marché avant de rejoindre l'avenue Roger Salengro et la rue de Lyon. Au total, 4 stations sont envisagées sur cette partie du tracé.

Ce projet d'extension dans sa globalité Nord et Sud comprend non seulement la réalisation des infrastructures liées au système de tramway mais aussi à la requalification urbaine de l'ensemble des voies empruntées et ce de façade à façade.

L'extension Nord de cette opération se déroule au sein du périmètre d'aménagement d'Euroméditerranée. Sa mise en œuvre nécessite en conséquence une démarche concertée avec l'EPAEM.

La Métropole AMP est compétente pour mettre en œuvre le système de transport tramway et ses accessoires, les réseaux divers, le traitement des espaces concernés par la plate-forme du Tramway mais aussi l'ensemble des aménagements urbains induits par les travaux de réaménagement de façade à façade.

L'EPAEM est compétent pour réaliser les aménagements urbains (réseaux et aménagements de voirie) dans les périmètres des ZAC (Cimed et Littorale) dont il est l'aménageur.

Les travaux d'aménagements urbains envisagés par la Métropole au titre de l'opération tramway et par l'EPAEM en tant qu'aménageur étant étroitement imbriqués, les parties décident de désigner un maître d'ouvrage unique, la Métropole AMP, afin que les travaux d'aménagements urbains soient réalisés de manière cohérente.

Pour ce faire, il y a lieu d'établir une convention dite de maîtrise d'ouvrage unique en application de l'article 2-II de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maîtrise d'ouvrage publique.

Par la présente convention, la maîtrise d'ouvrage de la réalisation des aménagements urbains sur le périmètre de l'EPAEM dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway entre Arenc et l'avenue du Capitane Gèze du projet est confiée à la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Il s'agit d'une convention cadre définissant l'organisation de la maîtrise d'ouvrage sur le périmètre Nord du projet ainsi que les modalités de réalisation des études. Les modalités de réalisation des travaux

ainsi que la répartition financière du coût de l'opération entre la Métropole et l'EPAEM seront détaillées dans le cadre d'un avenant à la présente convention à l'issue de l'approbation des études d'Avant-Projet.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 019-767/15/CC du 19 février 2015 approuvant la création et l'affectation d'une opération relative aux études d'extension du réseau de tramway axe Nord- Sud, Gèze - La Gaye pour un montant de 14 100 000 euros HT ;
- La délibération de ce même Conseil de Communauté DTM 004-1028/15/CC du 22 mai 2015 approuvant le programme de l'opération d'extensions du réseau de tramway au Nord et au Sud, ainsi que la création d'un dépôt de tramway sur le site Dromel-Montfuron.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole a approuvé la réalisation d'une première phase de l'extension du réseau de tramway d'agglomération, au Nord jusqu'au Boulevard Capitaine Gèze et au Sud jusqu'à La Gaye incluant la création d'un dépôt de tramway ;
- Que la Métropole est compétente pour mettre en œuvre le système de transport tramway mais aussi l'ensemble des aménagements urbains induits par les travaux de réaménagement de façade à façade ;
- Que, sur la partie Nord du tracé entre Arenc et Gèze, l'Etablissement Public Euroméditerranée est compétent pour réaliser les aménagements urbains dans les périmètres des ZAC dont il est l'aménageur ;
- Qu'il convient en conséquence d'établir une convention avec Euroméditerranée ayant pour objet de confier la maîtrise d'ouvrage unique à la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les études et les travaux de réalisation des aménagements urbains sur le périmètre de l'EPAEM dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway entre Arenc et l'avenue du Capitane Gèze.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur le projet de délibération du Bureau de la Métropole, relatif à l'approbation d'une convention avec Euroméditerranée dont l'objet est d'organiser la maîtrise d'ouvrage unique exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les études et les travaux de réalisation des aménagements urbains sur le périmètre de l'EPAEM dans le cadre de l'opération de prolongement du réseau de tramway entre Arenc et l'avenue du Capitane Gèze.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 010-774/17/CT

■ **Approbation de la convention de partenariat entre le CEREMA et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation des études préalables à la définition du programme de l'opération MétroExpress de l'Agenda de la Mobilité**

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 17/15556/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des disposition de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

Par délibération du 15 décembre 2016, le Conseil Métropolitain a approuvé l'Agenda de la Mobilité de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Son objectif est de disposer en 2025 d'un système de mobilité complet, répondant aux attentes des habitants et des entreprises pour chacun de leurs déplacements, constituant une véritable alternative à l'usage systématique, voire à la possession généralisée de la voiture.

L'Etat, a reconnu, par la voix du Premier Ministre, que la mobilité dans la deuxième Métropole de France relevait de l'intérêt national et a annoncé le principe de son soutien, dans l'attente de connaître le projet de la Métropole.

Ce projet repose notamment sur la définition d'un réseau de lignes express d'autocars, reliant les principaux pôles urbains et économiques, circulant principalement sur autoroute, en site réservé partout où le trafic le justifie et dotées de pôles d'échanges permettant un rabattement efficace notamment en voiture depuis les zones péri-urbaines : "MétroExpress".

La mise en œuvre de ce réseau nécessite d'intervenir sur les autoroutes métropolitaines pour y aménager 100 km de sites réservés à la circulation des autocars ainsi que des stations permettant d'organiser des échanges optimisés avec le pôle attenant accueillant parc relais et transports en commun en correspondance.

La définition de ce projet nécessite de réunir à la fois des compétences dans la conception des réseaux de transport en commun et dans l'aménagement des autoroutes. Elle présente, en outre, un aspect novateur dans sa conception car les expériences en la matière sont très peu nombreuses en France.

Cette double compétence n'existe aujourd'hui ni à la Métropole ni dans les services déconcentrés de l'Etat.

La mise en place d'un partenariat entre la Métropole et le CEREMA permet de répondre à cette exigence.

En effet, le CEREMA est un établissement public administratif (EPA) sous la tutelle conjointe des ministères en charge du développement durable et des transports, et du ministère en charge de l'urbanisme.

Il regroupe les compétences des huit centres techniques de l'équipement (CETE), du centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions techniques (CERTU) ainsi que du service d'études sur les transports, les routes et leurs aménagements (SETRA). Il constitue un centre de ressources et d'expertises techniques et scientifiques au service de l'Etat (DREAL, DIRMED, ...) et des collectivités locales. Il est l'auteur des guides d'aménagement des autoroutes (ICTAAL et VSA) ainsi que du guide (à paraître en 2017) d'aménagement des sites réservés aux transports en commun sur autoroutes. La mise en œuvre de ces guides s'impose aux concepteurs et aménageurs en France.

Le CEREMA, de plus, a développé une première expérience d'aménagement de sites réservés sur les autoroutes A7 et A51, entre Aix-en-Provence et Marseille pour le compte de la DREAL qui a jugé son bilan très satisfaisant. Il est également missionné par la DREAL pour les études d'aménagement ou d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage de sites réservés sur les autoroutes A50 entre Aubagne et Marseille, et A7 entre Vitrolles et Marseille. Ces projets, dont la définition est antérieure à l'Agenda de la Mobilité, participent au réseau MétroExpress ; ils doivent être largement étendus pour répondre aux critères de temps de parcours et de régularité définis à l'Agenda.

Enfin, le CEREMA dispose d'une expertise unique en matière de conception des autoroutes et des sites réservés sur autoroutes, et de leurs guides d'aménagement. De ce fait il est à même de concevoir et d'établir les règles d'insertion d'arrêts de cars sur autoroute, et de les faire partager aux autorités ministérielles en charge de l'aménagement et de la sécurité sur les autoroutes.

Le conseil et l'expertise du CEREMA sont un atout essentiel dans la définition et la réussite du projet. Ils se traduisent sous la forme d'une assistance à la maîtrise d'ouvrage (AMO) de la Métropole.

La Métropole, pour sa part, dispose des compétences requises pour définir le réseau de transport en commun MétroExpress, de ses pôles d'échanges et de leur intégration dans le système de mobilité du territoire. En sa qualité de maître d'ouvrage, elle finance et pilote les études, organise et anime les réunions de travail et de coordination, passe les contrats d'études nécessaires et fait appel à des missions externes d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) dans des domaines spécifiques pour couvrir l'ensemble des champs de compétence requis.

La coopération entre le CEREMA et la Métropole a pour objet la réalisation des études préalables pour le développement des transports en commun en sites réservés sur autoroutes.

Elle est essentielle car elle permet à la Métropole de porter son projet de mobilité globalement sur son territoire et de définir les aménagements du domaine

autoroutier - qui ne relève pas de sa compétence – en adéquation et en cohérence.

Elle est essentielle pour l'Etat, et son établissement public administratif le CEREMA, qui soutient le projet de la Métropole et souhaite le voir aboutir dans les meilleures conditions, notamment dans ses aspects novateurs.

Cette coopération d'intérêt général se traduit par la co-production suivante des missions :

Volet 1 : Définition et examen d'opportunité sur les pôles d'échanges et les voies réservées du projet MetroExpress

Volet 2 : Définition d'une typologie de pôles d'échanges et analyse de la faisabilité par rapport aux règles nationales de conception autoroutière

Volet 3 : Pilotage des études de faisabilité sur les pôles d'échanges et les voies réservées du projet MetroExpress

Volet 4 : Partage et évolution de la doctrine « voies réservées » afin de l'adapter au contexte MetroExpress

Son montant global est de 660 000 euros HT, partagé entre le CEREMA et la Métropole. Son bilan se traduit par un déséquilibre des dépenses en faveur du CEREMA. La somme versée au CEREMA s'élève à 80 000 euros HT.

C'est dans cette perspective que le Conseil de la Métropole est invité, par la présente délibération, à adopter la convention de partenariat entre le CEREMA et la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 011-775/17/CT

■ Précisions concernant la consistance de la compétence - parcs et aires de stationnement - transférée à la Métropole Aix-Marseille-Provence

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15609/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après.

La métropole Aix-Marseille-Provence exercera pleinement la compétence « parcs et aires de stationnement » sur l'intégralité de son territoire à partir du 1^{er} janvier 2018.

Afin de garantir la lisibilité de l'action publique et permettre une meilleure compréhension des obligations réciproques des communes et de la Métropole au regard notamment du transfert de cette compétence, il apparaît nécessaire de préciser la consistance de celle-ci.

En effet, il convient de mieux définir ce que sont les parcs et les aires de stationnement.

Parc de stationnement :

Un parc de stationnement est défini comme « un emplacement qui permet le remisage des véhicules automobiles et de leurs remorques en dehors de la voie publique, à l'exclusion de toute autre activité. Il peut se trouver dans un immeuble bâti en superstructure (partie en élévation à l'air libre) ou en infrastructure (partie enterrée ou en dessous du sol artificiel, dalle par exemple), sur une aire aménagée ou non pour le stationnement, sur une terrasse d'un immeuble, sous un immeuble bâti ».

Il convient à ce stade de rappeler que seuls les parcs publics sont concernés.

Aires de stationnement:

Les aires de stationnement sont définies comme les espaces affectés exclusivement au stationnement des véhicules, aménagés à cette fin, et à l'intérieur desquels la circulation routière est limitée, qu'ils soient gratuits ou payants.

Ces espaces doivent être situés en dehors de la voirie et trois critères cumulatifs doivent être réunis :

- domanialité publique du bien ;
- identification d'une entrée et d'une sortie ;
- zone non dédiée à un équipement public ou un usage spécifique.

Donc ne sont pas considérées comme aires de stationnement :

- les espaces de stationnement qui forment une unité fonctionnelle avec un équipement public municipal (parking d'un stade...), et qui sont principalement utilisés par les usagers de ces derniers ou des agents contribuant à leur exploitation ;
- les espaces de stationnement situés sur la voirie ou sur ses dépendances, ou qui en constituent l'accessoire.

Il est précisé que les aires de stationnement actuellement gratuites, le resteront dans la majorité des cas à l'issue du transfert.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

MOB 012-776/17/CT

■ Commission Intercommunale pour l'Accessibilité Métropolitaine

Information du Conseil de Territoire DGMOB 17/15583/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

L'article L.2143-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) impose la création d'une commission intercommunale pour l'accessibilité aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) compétents en matière de transports ou d'aménagement de l'espace, dès lors qu'ils regroupent 5 000 habitants et plus.

Compte tenu de ces conditions, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit créer une telle commission.

Cette commission consultative, présidée par le Président du Conseil de la Métropole, est composée notamment :

- des membres du Conseil de la Métropole ;
- des représentants d'associations ou organismes représentant les personnes handicapées pour tous les types de handicap (notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique), d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers.

I - Elle a pour missions de :

- dresser le constat de l'état d'accessibilité du cadre bâti existant, de la voirie, des espaces publics et des transports ;
- établir un rapport annuel présenté en conseil métropolitain ;
- faire toutes les propositions utiles de nature à améliorer la mise en accessibilité de l'existant ;
- tenir à jour, par voie électronique, la listes des établissements recevant du public (ERP) situés sur le territoire intercommunal qui ont élaboré un agenda d'accessibilité programmée et la liste des établissements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées ;
- organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées et aux personnes âgées.

Par ailleurs, la commission est destinataire :

- des projets d'agendas d'accessibilité programmée concernant les ERP situés sur le territoire intercommunal ;
- des documents de suivi définis par le décret prévu à l'article L.111-7-9 du Code de la construction et de l'habitation et de l'attestation d'achèvement des travaux prévus dans l'agenda d'accessibilité programmée,

quand l'agenda d'accessibilité programmée concerne un ERP recevant du public sur le territoire intercommunal ;

- pour les services de transport ferroviaire, des schémas directeurs d'accessibilité – agendas d'accessibilité programmée prévus à l'article L.1112-2-1 du Code des transports quand ils comportent un ou plusieurs ERP situés sur le territoire intercommunal ainsi que des bilans des travaux correspondant à ces schémas directeurs d'accessibilité – agendas d'accessibilité programmée prévus à l'article L.1112-2-4, I du même code.

Enfin, la Commission métropolitaine pour l'accessibilité et les commissions communales pour l'accessibilité, lorsqu'elles existent veillent à la cohérence des constats qu'elles dressent.

Au vu de ces éléments, il est proposé au Conseil de se prononcer sur les principes de composition et de fonctionnement de cette commission.

II-1/ La commission métropolitaine pour l'accessibilité se compose de 3 collèges, fonctionne avec des groupes de travail et chaque membre dispose d'un suppléant. En cas de vote, le Président de la commission dispose d'une voix prépondérante.

II-1-1 Un collège de 14 vices présidents ou de leurs représentants, retenus pour les liens de leurs délégations avec les problématiques d'accessibilité.

- ☐ Mobilité, Déplacements, Transports
- ☐ Habitat, logement, Politique de la ville
- ☐ Espace Public et Voirie
- ☐ Territoire numérique, innovation technologique
- ☐ Promotion et développement du Tourisme
- ☐ Patrimoine, Logistique, Moyens Généraux
- ☐ Développement des entreprises, Zones d'Activités, Commerce, Artisanat, Aménagement des Zones Activités
- ☐ Sports et Equipements sportifs
- ☐ Equipements d'intérêt Métropolitain
- ☐ Culture et Equipement culturels
- ☐ Ports et équipements portuaires
- ☐ Enseignement Supérieur, Recherche, Santé, Formation

⑩ Emploi, insertion, Economie sociale et solidaire

⑩ Grands événements métropolitains

Tout autre vice - président dont la délégation viendrait à être concerné par l'accessibilité, pourrait être sollicité ultérieurement.

Il 1-2 un collège de 18 élus, maires ou conseillers municipaux, membres des Conseils de territoire, représentants les communes et garants de la proximité avec les personnes handicapées

3 élus proposés par chaque conseil de territoire.

Chaque groupe d'élus du territoire pourra inviter la commission ou ses groupes de travail à partager avec ses partenaires des problématiques locales d'accessibilité. Ainsi, la coordination entre commissions communales et commission métropolitaine, prévue par la loi, sera rendue possible.

Il 1-3 Un collège associatif de 18 associations en trois sous collèges pour respecter les termes de la loi

- un collège représentant les personnes handicapées

10 associations proposées par le mouvement inter-parcours handicap 13

Du fait du très grand nombre d'associations du handicap, ce mode de désignation permet une grande transparence et l'objectivité de la métropole. Le mouvement Parcours devra respecter les termes de la loi en proposant une association représentative du handicap physique, une du handicap visuel, une du handicap auditif, une du handicap cognitif, mental ou psychique.

Pour répondre à la composition en groupes de travail (voir plus loin les modalités de fonctionnement de la CIA) elle désignera également une association spécialisée dans la problématique transport, une dans l'habitat, une dans les questions culturelles, une dans les activités sportives, une dans l'emploi protégé et une dans l'emploi ordinaire.

Cela représente un total de 10 associations représentatives des personnes en situation de handicap.

- un collège représentant les personnes âgées

3 associations dont 2 regroupant des associations représentatives des retraités et l'une intervenant dans les activités de proximité auprès des personnes âgées.

- un collège représentant les acteurs économiques et les usagers

5 représentants dont trois représentants des chambres consulaires ou comités départementaux, un

représentant des familles et un représentant du conseil de développement.

Toute association, tout collectif d'associations ou tout autre organisme intervenant dans le champ de l'accessibilité pourra, à tout moment, demander son intégration dans la commission en faisant acte de candidature auprès du Président de celle-ci.

Monsieur le Président du Conseil de la Métropole arrêtera la liste des membres du Conseil de la Métropole et des personnalités associatives siégeant au sein de la commission. Il pourra également nommer, par arrêté, un conseiller métropolitain de son choix afin de le représenter à la présidence de la commission

Il 2 Afin de remplir ses missions, il est proposé que la commission fonctionne sur la base des principes suivants :

- la coordination générale et le pilotage de la commission sont assurés par le Président de la commission ou l'élu qu'il désigne à cet effet, avec le support d'un service dédié à l'accessibilité et dans les directions générales adjointes ,un réseau de correspondants identifiés pour lesquels la fonction accessibilité figure sur la fiche de poste .

- la constitution de groupes de travail par thématiques traitées dans le cadre de la commission afin de faciliter les échanges et d'approfondir les enjeux relatifs à un domaine de compétence. Il est proposé que ces groupes de travail soient composés d'au moins un membre de chaque collège de la commission, des correspondants des directions et de personnes qualifiées ne siégeant pas au sein de la commission mais dont la participation pourrait être jugée utile.

Les thématiques retenues sont les suivantes :

Transport - mobilité - Espaces publics : transports ordinaires et transport adaptés, chaîne du déplacement

□ERP : base de données et suivi de l'accessibilité des ERP existants ou à venir

Habitat - logement : logements adaptés et accessibles

Emploi : emploi protégé et emploi ordinaire, emploi public et emploi privé

Vivre ensemble : activités sportives et culturelles, tourisme, nouvelles technologies , sensibilisations, manifestations diverses

soit 5 groupes de travail.

Ces groupes pourront évoluer en fonction du programme de travail que se fixera annuellement la commission. Ainsi, d'autres groupes de travail pourront être créés au sein de cette commission, en particulier autour de thèmes qui nécessitent plus de transversalité.

Chaque groupe fonctionnera selon la fréquence et le mode de fonctionnement nécessaires à sa thématique : par projet, par réseau, par territoire, par sous groupe, etc.

Pour autant, la cohérence globale du dispositif sera assurée par le président et une commission plénière qui se réunira à minima une fois par an. La cohérence des outils de planification (SDAT, PAVE, Ad'AP, PDU, PLH , PLU/PLUi, SIG) devra être aussi une préoccupation permanente .

La rédaction du rapport annuel de la CIA fera état des divers thèmes et sujets abordés et sera soumis à l'approbation de la commission en séance plénière puis en Conseil Métropolitain.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

MOB 013-777/17/CT

■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence au Club des Villes et Territoires Cyclables

Information du Conseil de Territoire DPMOD 17/15592/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Au regard des enjeux de mobilité sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence, et des intentions affichées par l'agenda de la mobilité métropolitaine qui ambitionne de développer massivement l'usage du vélo, l'adhésion à un réseau d'acteur permet d'initier une dynamique forte.

En effet, les politiques cyclables peuvent être de nature très différente et de nombreuses bonnes idées pourraient être adaptées à notre territoire.

Le Club des villes et territoires Cyclables
Créée en 1989, l'association rassemble aujourd'hui plus de 1500 collectivités territoriales : communes, intercommunalités, départements, régions représentant plus de 40 millions d'habitants.

Force de propositions, le Club est un acteur majeur en matière de promotion de l'usage du vélo au quotidien - mode de transport à part entière - des modes actifs et des politiques de mobilité et d'aménagement urbain durables. Il participe à tous les grands débats, en France et à l'étranger, pour un meilleur partage de la rue, pour l'aménagement de zones apaisées, pour la sécurité des cyclistes et des piétons et pour encourager les mobilités durables.

Les objectifs du club :

- Pouvoir échanger entre collectivités territoriales et établissements publics sur des problématiques communes ou dans des contextes comparables,
- Bénéficier de retours d'expériences sur des réalisations et des initiatives,
- Accéder à un centre de ressources avec accès réservé aux adhérents sur le site Internet,
- Participer aux travaux du Club dans le cadre de démarches nationales comme le "Code de la rue", la sécurité des cyclistes, la promotion de l'usage du vélo, la mise en œuvre d'un Plan national vélo...

Le 21ème congrès du Club des villes et territoires cyclables aura lieu à Marseille du 10 au 12 octobre 2017 dans le cadre des 26èmes Rencontres nationales du transport public.

A cette occasion seront organisées :

- des plénières ouvertes sur l'actualité du vélo dans les villes du monde, le point de vue des réseaux de collectivités, l'innovation,
- des ateliers et séances de travail connectés aux préoccupations des aménageurs et des décideurs,
- une exposition des meilleurs produits, services et conseils.

Montant de l'adhésion

L'adhésion au Club est soumise à une cotisation annuelle fixée pour les métropoles à 16 500 € TTC.

Cependant s'agissant d'une adhésion pour une 1/2 année, le montant à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence serait ainsi de 8 250 euros TTC pour 2017.

L'adhésion est annuelle et se renouvelle par tacite reconduction, néanmoins, le Bureau métropolitain sera saisi chaque année sur le versement du montant de l'adhésion.

Pour rappel, Monsieur Christophe AMALRIC a été désigné par le Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016 représentant de la Métropole Aix-Marseille-Provence au sein de cet organisme.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le projet de délibération relatif à l'adhésion au Club des Villes et Territoires Cyclables

DELIBERE

Article Unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération relatif à l'adhésion au Club de Villes et Territoires Cyclables.

MOB 014-778/17/CT

■ Approbation du programme d'actions 2017 et attribution d'une subvention à la Maison De l'Emploi de Marseille MDEM pour sa mission Centrale de Mobilité durable
DEE 17/15515/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de son Plan Climat-Energie Territorial, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, et, depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) souhaite soutenir le développement des actions en faveur de la mobilité durable par des associations et entreprises présentes sur son territoire.

Dans le cadre de l'action 24-3 de son Plan Climat-Energie Territorial, « soutenir des projets de développement de la mobilité alternative », La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, et, depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage à soutenir les actions de Centrales de mobilité, dont celle animée par MDEM.

Créée en 2008, la Maison de l'Emploi de Marseille (MDEM), association loi 1901, compte parmi ses membres constitutifs l'Etat, la Ville de Marseille, le Pôle Emploi, la Région PACA, le Territoire Marseille Provence ainsi que de nombreux partenaires associés.

Il est constaté que la mobilité quotidienne est une préoccupation majeure au niveau de l'accès et du maintien dans l'emploi des demandeurs d'emploi et des salariés précaires ainsi qu'au niveau du développement économique du territoire. Cette question qui prend sur notre territoire, et en particulier dans les arrondissements les plus enclavés, un caractère de plus en plus aigu, a justifié la mise en œuvre de synergies dans le cadre d'un travail partenarial. Sensibilisation des professionnels de l'emploi, émergence d'une culture commune, harmonisation des pratiques, déploiement de l'Entretien Approfondi en Mobilité pour les demandeurs d'emploi, location de véhicules, etc.

Afin d'aider les usagers, la Centrale de mobilité durable, mission développée au sein de la MDEM depuis septembre 2010, propose de développer, à court et moyen termes, des solutions de mobilités durables, adaptées aux problématiques des acteurs économiques et des salariés ou futurs salariés.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaite continuer à apporter son soutien à l'association MDEM en lui attribuant une subvention de 20 000 euros en 2017, troisième et dernière année conventionnée. Les modalités de versement de cette subvention ont donc été définies dans le cadre de la convention n°15/1543, délibérée le 03/07/15.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération n° DTM 005-1066/15/BC du 3 juillet 2015 portant approbation de la convention n°15/1543.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement du Plan Climat-Energie Territorial dans ses actions en faveur de la promotion et du développement des mobilités durables et alternatives, notamment ;
- Le plan d'actions du Plan de Déplacements Urbains, notamment sur la multimodalité des déplacements, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques, la promotion et le développement de l'usage des modes alternatifs à l'autosolisme ;
- Que le plan d'actions de la MDEM vise plusieurs objectifs à caractère économiques et innovants, environnementaux et sociaux en lien avec les enjeux portés par le PCET ;
- Les pistes d'actions préconisées dans le Bilan environnemental des déplacements ;
- L'enjeu global pour le Conseil de Territoire Marseille Provence de fédérer ses partenaires autour de leurs projets, dès lors qu'ils

participent activement par des actions concrètes, à l'atteinte des objectifs de ses politiques.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions, ci-annexé, au titre de l'action 24-3 du Plan Climat-Energie Territorial, « soutenir des projets de développement de la mobilité alternative » de l'association MDEM pour l'année 2017

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 20 000 euros au titre de l'action 24-3 du Plan Climat-Energie Territorial, « soutenir des projets de développement de la mobilité alternative » à l'association MDEM pour sa mission Centrale de Mobilité durable

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-Politique G610, Opération n°2013104600, nature 4581131046, fonction 71.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

MOB 015-779/17/CT

**■ Approbation du programme d'actions 2017 et attribution d'une subvention à l'association Athélia Entreprendre
DEE 17/15504/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, et, depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) s'engage en faveur des mobilités durables et alternatives, à travers la mise en œuvre de son Plan Climat-Energie Territorial (PCET). Plusieurs actions répondent aux enjeux de réduction des émissions du PCET et d'optimisation des déplacements du projet de Plan de déplacements urbains (PDU). Elles visent la mutualisation de moyens entre acteurs partenaires de la vie économique du territoire au travers des Plans de Déplacements Inter-Entreprises (PDIE) du développement des modes de déplacements alternatifs et de la promotion des modes actifs (marche à pied et vélo).

Dans le cadre de l'action 9.5 de son PCET "soutenir les Plans de déplacements inter-entreprises (PDIE)", le Conseil de Territoire Marseille Provence a souhaité favoriser le regroupement des entreprises qui s'associent pour réaliser un PDIE, par la mise en place d'un soutien financier.

Ce soutien, qui s'adresse aux associations œuvrant à la réalisation et à l'animation de PDIE, permet à la Métropole de compléter ses missions obligatoires de «conseil en mobilité» en favorisant les actions qui développent ou promeuvent les mobilités durables.

Le Conseil de Territoire entend ainsi notamment :

- contribuer à la promotion des démarches de plans de mobilité, engagées par les entreprises,
- promouvoir la mutualisation des moyens et des solutions, le regroupement des acteurs et les actions innovantes et ambitieuses,
- mieux connaître les acteurs économiques du territoire et le besoin en mobilité des salariés, dans le temps,
- proposer une valeur ajoutée à l'offre d'implantation des entreprises sur les zones d'activités aménagées par le Conseil de Territoire Marseille Provence, en assurant une offre en mobilité durable pour les déplacements des salariés,
- communiquer, informer et sensibiliser sur l'offre de déplacement alternative à l'autosolisme et sur l'usage des transports en commun.

Créée en 2002, Athélia Entreprendre est une association loi 1901 qui a pour objectif la promotion et

l'animation des zones d'activité Athélia à La Ciotat. Elle représente aujourd'hui plus de la moitié des entreprises des cinq zones Athélia et environ 70% des 4000 salariés. L'objectif principal d'Athélia Entreprendre est d'être un acteur économique incontournable, qui affirme que le développement durable est une opportunité d'amélioration de l'attractivité des entreprises et de leur territoire ; elle mène des actions mutualisées en faveur du développement durable.

Depuis 2008, elle a lancé «Via Athélia» son Plan de déplacements inter entreprises - PDIE, et elle suit à ce jour plusieurs actions phares en faveur des déplacements des salariés: covoiturage, étude d'analyse des risques routiers notamment. Le Conseil de Territoire participe régulièrement aux travaux du PDIE d'Athélia Entreprendre, à travers ses compétences voirie, transports et mobilité, environnement, déchets, climat-énergie, aménagement et développement économique.

L'association Athélia Entreprendre conduit un programme d'actions en de nombreux points en adéquation avec les actions du PCET et du PDU, notamment les actions contribuant à la politique de mobilité durable du Conseil de Territoire.

Cette association répond à la fois aux problématiques générales des entreprises de la zone Athélia de La Ciotat, en termes d'amélioration des équipements et des infrastructures, de services et d'information, de réseau professionnel, d'emploi mais aussi en terme de développement des mobilités durables par la sensibilisation et la promotion de solutions alternatives aux voitures thermiques, par la promotion des transports en commun et de la multi/intermodalité des déplacements.

Le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaite continuer à apporter son soutien à l'association Athélia Entreprendre en lui attribuant une subvention de 10 000 euros en 2017, troisième et dernière année conventionnée. Les modalités de versement de cette subvention ont donc été définies dans le cadre de la convention n°15/1710, délibérée le 25/09/2015.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération n°DTM 006-1207/15/BC du 25/09/15 portant approbation de la convention n°15/1710.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement du Plan Climat-Energie Territorial dans ses actions en faveur de la promotion et du développement des mobilités durables et alternatives ;
- Les pistes d'actions préconisées par le Bilan environnemental des déplacements ;
- L'engagement du Conseil de Territoire Marseille Provence, par ses missions de conseil en mobilité et de préventions des risques routiers pour les salariés ;
- Les actions du Conseil de Territoire Marseille Provence en faveur du développement économique de son territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions, ci-annexé, de l'association Athélia Entreprendre au titre de l'action 9.5 du PCET "soutenir les Plans de déplacements inter-entreprises (PDIE)".

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association Athélia Entreprendre au titre de l'action 9.5 du PCET «soutenir les plans de déplacements inter-entreprises» pour l'année 2017.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-Politique G610, Opération n°2013104600, Nature 4581131046, Fonction 71.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

MOB 016-780/17/CT

**■ Approbation du programme d'actions 2017 et attribution d'une subvention à l'association Transport Mobilité Solidarité TMS
DEE 17/15533/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de son Plan Climat-Energie Territorial, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, et, depuis le 1^{er} janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP) souhaite soutenir le développement des actions en faveur de la mobilité durable par des associations et entreprises présentes sur son territoire.

Dans le cadre de l'action 24-3 de son PCET "soutenir au développement de projets locaux et innovants de mobilité alternative", le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaite soutenir les actions des Centrales de Mobilité, dont celle animée par l'association TMS.

L'association TMS a été créée à l'initiative de collectivités, d'institutions et d'associations du Pays salonais pour développer l'accès aux transports et à la mobilité nécessaire à l'insertion sociale et professionnelle des publics jeunes et adultes, ainsi que pour promouvoir et initier le développement de nouvelles pratiques de mobilité durable.

Depuis 2009, elle est chargée de la mise en œuvre de la plateforme de mobilité du Conseil de Territoire Marseille Provence – Ouest, dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de Marignane. L'association mène diverses actions en lien avec les objectifs du Plan Climat-Energie Territorial, notamment ceux du volet des déplacements et de la mobilité durable.

Afin d'aider les usagers, l'association propose de développer, à court et moyen termes, des solutions de mobilités durables, adaptées aux problématiques des acteurs économiques et des salariés ou futurs salariés, des habitants. Pour ce faire, elle mène un programme d'actions complémentaires autour de trois axes, sur son secteur géographique d'intervention :

- Développement de l'Accueil-Kiosque Mobilité : lieu de ressources sur les mobilités, ouvert à tous
- Développement des développements doux
- Développement économique et continuité des missions de la Centrale de mobilité dans le cadre de la Politique de la Ville, avec l'intégration des réflexions sur les mobilités durables et alternatives en lien avec le PCET.

Le Conseil de Territoire souhaite continuer à apporter son soutien à l'association TMS en lui attribuant une subvention de 20 000 euros en 2017, troisième et dernière année conventionnée. Les modalités de versement de cette subvention ont donc été définies dans le cadre de la convention n°15/1637, délibérée le 25/09/15.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération n°DTM 008-1209/15/BC du 25/09/15, portant approbation de la convention n°15/1637.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement du Plan Climat-Energie Territorial dans ses actions en faveur de la promotion et du développement des mobilités durables et alternatives ;
- Les pistes d'actions préconisées par le Bilan environnemental des déplacements ;
- L'engagement du Conseil de Territoire, par ses missions de conseil en mobilité et de préventions des risques routiers pour les salariés ;

- Les actions du Conseil de Territoire en faveur du développement économique de son territoire.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le programme d'actions, ci-annexé, de l'association TMS au titre de l'action 24-3 du PCET "soutenir au développement de projets locaux et innovants de mobilité alternative", pour l'année 2017.

Article 2 :

Est attribuée à l'association TMS une subvention de 20 000 euros pour son programme d'actions, au titre de l'action 24-3 du PCET "soutenir au développement de projets locaux et innovants de mobilité alternative", et de ses activités liées à la Politique de la Ville, pour l'année 2017.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Sous-Politique G610, Opération n°2013104600, Nature 4581131046, Fonction 71.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

MOB 017-781/17/CT

■ **Modernisation de la ligne 935000 section Martigues à l'Estaque, dite ligne de la Côte bleue : études de Projet et réalisation de travaux préparatoires - Approbation d'une convention de financement**

Avis du Conseil de Territoire DPMOD 17/15617/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La modernisation de la ligne de la Côte bleue, est un enjeu majeur pour le développement de la mobilité au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Or cette ligne, au patrimoine d'infrastructure hors normes au sein du réseau ferré national (plus de 480 ouvrages dont quelques viaducs emblématiques, de nombreux tunnels et de nombreuses tranchées rocheuses) souffre de ralentissements dus à une dégradation prononcée et une vétusté de son infrastructure. Elle ne permet plus aujourd'hui d'offrir un service de qualité.

Un diagnostic réalisé en fin d'année 2014, a démontré la nécessité d'intervenir massivement sur cette ligne, et cela en premier lieu pour éviter la mise en œuvre d'un ralentissement généralisé à 40 km/h (soit un temps de parcours accru de l'ordre de 20 minutes), et en second lieu pour lever les ralentissements existants.

Les zones d'interventions ont été définies en fonction de la criticité vis-à-vis des risques ferroviaires et des ralentissements existants ou futurs. Deux zones de priorité ont ainsi été définies :

- Priorité 1, située entre la gare de l'Estaque et la gare de Carry-le Rouet,
- Priorité 2, située entre la gare de Carry-le Rouet et la gare de Martigues.

A cet effet, une enveloppe de 40 millions d'euros courants est inscrite au CPER 2015-2020. Dans sa convention spécifique d'application la part de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élève à 2 millions d'euros.

Cette inscription traduit la volonté des parties prenantes d'investir sur la résorption des points critiques de la ligne, sur la priorité 1 entre Carry le Rouet et l'Estaque en proposant des travaux de modernisation de la voie et de sauvegarde des ouvrages. Les travaux de modernisation de la priorité 2 devront être réalisés dans le prochain CPER.

Le Comité technique du 5 mai 2015 a proposé le lancement des études techniques d'avant-projet sur la base d'un programme et d'un coût d'opération estimé à partir de ratios à 33,75 millions d'euros aux

conditions économiques de janvier 2015. La convention de financement tripartite associée (Etat, région et SNCF Réseau) a été signée le 23 décembre 2015.

Les résultats des études ont été présentés en Comité Technique le 4 avril 2017. Le montant des travaux s'établit à 41,3 millions d'euros aux conditions économiques de janvier 2016 (soit 45,6 millions d'euros aux conditions économiques de réalisation sur la base d'une inflation de 2% l'an), pour une réalisation sous fermeture complète de la ligne durant 6 mois. Les travaux de renouvellement de voie entre l'Estaque et Carry-le-Rouet permettront de conserver l'infrastructure et de limiter les ralentissements. Si le gain en temps de parcours reste limité (3 minutes), les travaux permettront de pérenniser l'exploitation conservée une infrastructure au patrimoine exceptionnel.

L'état général de l'infrastructure ne permet plus d'offrir un service de qualité : ralentissements, limitation de vitesse de circulation des TER, interruption de trafic suite à des éboulements, etc. sans travaux de renouvellement à court terme, la section située entre Martigues et l'Estaque serait fermée à la circulation des trains voyageurs.

Les parties prenantes ont pris acte du dépassement de l'enveloppe budgétaire et elles ont validé la proposition de SNCF Réseau de mener les études de niveau

«projet» sur la totalité du programme, avec pour mission de conduire toutes les études nécessaires à la réduction du coût d'opération et d'adapter au mieux le programme afin de rester dans l'enveloppe budgétaire disponible.

Il convient désormais de contractualiser le financement couvrant les études de niveau «projet» qui débiteront à compter d'octobre 2017, et les dépenses nécessaires aux premiers travaux préparatoires et achats de fournitures ferroviaires. Cette anticipation de la phase de réalisation permet la fiabilisation du planning de l'opération.

Estimation des études de projet et de réalisation de travaux préparatoires

Le besoin de financement des études et travaux préparatoires objet de la présente convention est de 2,5 millions d'euros courants réparti de la façon suivante :

- études de niveau «Projet» : 1,4 millions d'euros courants ;
- travaux préparatoires, acquisition de données et achat de fournitures ferroviaires : 1,1 millions d'euros courants.

Le plan de financement est le suivant :

Phase PRO-TP	Clé de répartition en %	Besoin de financement Montant en Euros courants
Etat	28,125	703 125,00
Région Provence-Alpes-Côte d'Azur.	59,375	1 484 375,00
Département des Bouches du Rhône	6,250	156 250,00
Métropole Aix-Marseille-Provence	6,250	156 250,00
TOTAL	100,000	2 500 000,00

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La lettre de saisine du Président de la Métropole.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire de Marseille Provence doit émettre un avis sur ce projet de délibération.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable sur ce projet de délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

***Commission "Développement
Durable, Agriculture"***

DDA 001-782/17/CT

■ Approbation d'une convention entre Air PACA et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour la réalisation d'une expertise sur les scénarios de schéma urbain menés dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain Frais Vallon / La Rose / Petit Séminaire, du Territoire Marseille Provence DEE 17/15521/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, reconnaît à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé et implique des obligations légales en matière de qualité d'air et notamment de surveillance.

En application de la loi du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, et de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000, la communauté urbaine Marseille Provence

Métropole exerce, depuis le 31 décembre 2000, la compétence de « lutte contre la pollution de l'air ».

Au 1^{er} janvier 2016, cette compétence est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP). Par la suite, la décision n°HN 056-187/16/CM du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 stipule que la Métropole AMP délègue au Conseil de Territoire Marseille Provence, sur son périmètre, ses compétences en matière de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie et plus particulièrement la lutte contre la pollution de l'air conformément aux orientations cadres définies par le Conseil de la Métropole.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2012 dans chaque région, l'Etat confie la mise en œuvre de la surveillance prévue à l'article L. 221-2 du Code de l'Environnement à un organisme agréé pour un ou des paramètres donnés de la qualité de l'air.

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Air PACA, association agréée par le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, assure depuis 2012 la surveillance de la qualité de l'air sur ce périmètre géographique.

L'Association, agréée au titre de l'article L.221-3 du Code de l'Environnement a pour mission de participer à la politique de surveillance, de préservation de la qualité de l'air et de lutte contre les pollutions atmosphériques du sud-est.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est adhérente à l'Association Air PACA qui, en tant qu'Association Agréée pour la Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA), est notamment chargée de piloter un programme spécifique de suivi de la pollution atmosphérique sur le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par ailleurs, sur le territoire Marseille Provence, la Métropole AMP a missionné le GIP Marseille Rénovation Urbaine (MRU) dans le cadre du Protocole de Préfiguration, pour piloter une étude urbaine sur le secteur Frais Vallon/La Rose/ Petit Séminaire à Marseille (13013).

Cette étude vise à aboutir à un plan d'aménagement d'ensemble cohérent du secteur concerné et à une programmation des opérations. Ce plan d'aménagement qui prendra la forme d'un schéma directeur, s'appuiera sur les potentialités du territoire pour définir une stratégie d'ensemble tant urbaine que sociale.

Le projet urbain devra en tout état de cause adapter ses ambitions architecturales, paysagères, environnementales ou de diversification immobilière aux capacités économiques du territoire et de ses acteurs.

L'étude en cours, qui vise à élaborer le schéma directeur, comporte les étapes suivantes :

- **Etape 1 : Elaboration d'un diagnostic partagé de territoire** qui consiste, notamment, à réaliser un diagnostic urbain à l'aide de l'ensemble des données disponibles, à analyser les potentialités du site d'un point de vue global (foncier, morphologie, fonctionnement urbain, organisation spatiale, qualités du site, zones limitrophes et éléments structurants existants tels que axes autoroutiers et routiers, noyaux villageois, ZFU, équipements et services existants) et à identifier les acteurs du territoire, pouvant constituer des leviers pour un renouvellement urbain du secteur.
- **Etape 2 : Rédaction de scénarios et d'un projet stratégique** qui vise à proposer, sur la base du diagnostic partagé, des éléments essentiels pour un développement urbain, diversifié et attractif, à l'échelle du périmètre d'intervention, qui organise le renouvellement urbain du secteur.

Dans le cadre de l'élaboration du schéma urbain, Air PACA propose à la métropole AMP d'apporter son expertise en termes d'impact sur l'environnement atmosphérique, en amont du projet, pour que les enjeux de qualité de l'air puissent être intégrés au mieux à la rénovation urbaine de ce secteur (Frais Vallon/la Rose/ Petit Séminaire).

La convention annexée à la présente délibération permet de définir les contours techniques de cette expertise ainsi que le coût de l'opération (11 000€ HT), entièrement autofinancée par Air PACA.

En effet, cette opération est intégrée aux missions réalisées pour la Métropole AMP dans le cadre de sa cotisation annuelle d'adhésion.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n° 96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE).

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- L'engagement du Plan Climat-Energie Territorial dans ses actions en faveur du développement durable ;
- L'article L. 121-1 du Code de l'Urbanisme, qui dispose que les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales doivent respecter les objectifs du développement durable ;
- L'engagement du Conseil de Territoire Marseille Provence en faveur de la lutte contre la pollution de l'air ;
- L'attente croissante des populations pour un air qui ne nuise pas à leur santé ;
- L'expertise d'Air PACA, Association Agréée par la Surveillance de la Qualité de l'Air, acteur incontournable face aux enjeux de la qualité de l'air.

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvée la convention avec l'Association Air PACA pour la réalisation d'une expertise sur les scénarios de schéma urbain menés dans le cadre du

Projet de Renouveau Urbain Frais Vallon / La Rose/ Petit Séminaire, à Marseille.

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer cette convention et à prendre toutes dispositions concourant à l'exécution de la présente délibération.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

DDA 002-784/17/CT

■ Attribution d'une subvention et approbation d'une convention avec l'association Heko pour la sensibilisation, la formation et l'expérimentation du concept de permaculture à Frais Vallon Marseille - 13ème arrondissement DEE 17/15486/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

1) Le quartier de Frais Vallon : lieu d'expérimentation

Quartier du 13e arrondissement de Marseille, Frais-Vallon (5 000 habitants) est construit à proximité immédiate du noyau villageois de La Rose, lieu de transit et carrefour entre le Nord et l'Est de l'agglomération.

La trame foncière du quartier est caractérisée par une juxtaposition de grands ensembles (locatifs ou en copropriété), d'habitat pavillonnaire, d'équipements publics et d'espaces verts.

Ce quartier présente un potentiel de mutation fort et de réels atouts relevés par l'ensemble des diagnostics urbains réalisés dans le cadre de la politique de la ville et du renouvellement urbain à savoir :

- Une colline de 8 hectares et des espaces verts peu valorisés mais valorisables,
- Des équipements publics en nombre qui peuvent être rénovés ou reconstruits (exemple : piscine),
- Un secteur très connecté avec deux stations de métro et prochainement l'ouverture de la Rocade L2,
- Un tissu associatif dynamique,
- La proximité immédiate de la technopole de Château-Gombert.

C'est en tirant avantage de ses atouts que Frais Vallon peut et doit innover pour changer son image et «se renouveler». Enfin, Frais Vallon connaît de nombreuses problématiques qui se posent sur les PRU Marseillais, de sorte que les actions qui y

seraient expérimentées pourraient ensuite être étendues et transposées.

2) La proposition d'Heko

L'association HEKO basée à Marseille a été créée en juin 2016.

Ces axes stratégiques d'intervention sont :

- Développer des «micro-fermes» productives en milieu urbain et périurbain,
- Créer des espaces ressources dédiés à l'agriculture urbaine,
- Transformer les espaces verts collectifs,
- Développer des outils pédagogiques destinés au milieu urbain.

La colline de Frais Vallon d'une superficie de 8 hectares, derrière le quartier, a été par le passé, un espace agricole qui, aujourd'hui, renferme une nature préservée d'une biodiversité remarquable.

Valoriser ce patrimoine via des activités agroécologiques comme l'arboriculture ou l'apiculture permettrait un retour vers la nature pour les différentes catégories d'habitants qui seraient impliqués dans des projets (élèves, jeunes adultes, aînés).

L'association, propose ainsi de développer des activités d'initiation à l'agriculture urbaine en concertation avec les parties prenantes sur place dans le quartier pour créer les conditions d'un projet ambitieux, créateur de lien social, d'amélioration de la santé et générateur de revenus issus de la production.

Le projet de Heko permettra une première étape indispensable à l'implantation d'un projet de «micro-ferme» en permaculture sur le quartier, à savoir susciter l'adhésion et mobiliser les habitants autour de ces questions.

Ainsi, le programme d'action sur un délai de 18 mois comprend :

- Une étape de sensibilisation des habitants et acteurs locaux au potentiel de l'agriculture urbaine (projection de film, visites de sites d'exploitations en milieu urbain marseillais, ateliers participatifs etc.)
- Des opérations d'expérimentations agricoles sur site à définir avec l'ensemble des acteurs,
- Des animations pédagogiques pour les publics scolaires,
- Une formation qualifiante à la pratique de la permaculture et de l'agroécologie,
- Une étude de faisabilité pour évaluer justement le potentiel d'implantation d'une ferme urbaine en permaculture sur le quartier de Frais Vallon.

Ce programme d'action est financé comme suit :

Financeurs	Montants (€)
Politique de la Ville	11 000
Métropole - CT 1 (Droit Commun)	10 000
CD 13 (Droit Commun)	3 000
13 Habitat (TFPB)	5 000
Aide à l'emploi (CUI-CAE)	9 000
Mécénat	18 500
Autofinancement	3 000
Coût total (€)	59 500

3) Cohérence de la proposition avec les dynamiques existantes sur le Conseil de territoire Marseille Provence

Le Plan Climat-Energie Territorial adopté par la Communauté urbaine MPM devenue Conseil de territoire Marseille Provence au 1^{er} janvier 2016 a pour ambition de développer l'agriculture de proximité autour de modes de production et de consommation responsables répondant aux enjeux de préservation des milieux et des ressources (biodiversité, sols, eau), d'épanouissement de tous (sécurité alimentaire, santé publique...) et concourant à une alimentation de qualité avec des produits locaux .

En 2016, la Métropole a été retenue dans le cadre d'un AMI appelé «Ville et Territoire Durable» porté par l'ANRU pour un projet à Frais Vallon appelé «SIRIUS». «SIRIUS» est un projet d'innovation visant à augmenter le reste pour vivre «mieux» des habitants en diminuant les dépenses contraintes des habitants et en facilitant l'accès à des services de proximité plus qualitatifs.

Enfin, l'amélioration du cadre de vie et l'implantation d'activités économiques nouvelles sont des enjeux également relevés dans le cadre du Contrat de ville 2017 porté par la Politique de la ville et la Métropole.

Enfin, l'ensemble de ces initiatives est en cohérence avec les orientations du PLUI qui souhaite conserver le bénéfice environnemental de cet îlot de verdure.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d'octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération HN 049-092/16/CT du 24 juin 2016, du conseil de Territoire : Avis sur le rapport du Conseil de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence : Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour l'AMI du quartier de Frais-Vallon à Marseille dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables ;
- La délibération ENV 016-425/16/BM du 30 juin 2016, du Bureau d'Aix Marseille Provence Métropole, Appel à Manifestation d'Intérêt Frais-Vallon - Approbation d'une convention cadre avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) pour l'AMI du quartier de Frais-Vallon à Marseille dans le cadre du Programme d'Investissements d'Avenir (PIA) - Villes et Territoires Durables.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que l'action s'inscrit pleinement dans le cadre du Plan Climat-Energie Territorial (PCET) portée par le Conseil de Territoire Marseille Provence (et avant par MPM) depuis 2012 ;
- Que l'action permettra une véritable sensibilisation des habitants à l'importance d'une alimentation locale et de qualité par le contact avec le végétal comestible ;
- Que l'action permettra d'étudier la faisabilité d'un système alimentaire territorialisé durable dans les quartiers nord de Marseille.

DELIBERE

Article 1:

Est approuvé le programme d'actions de l'association « Heko » pour l'année 2017, ci-annexé.

Article 2:

Est attribuée une subvention de 10 000 euros à l'association « Heko » au titre de l'opération 25-3 du Plan Climat Energie Territorial « *Soutenir et développer une agriculture responsable de proximité* » pour l'année 2017.

Article 3:

Est approuvée la convention ci-annexée entre l'association Heko et le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire ou son représentant est autorisé à signer ladite convention et à prendre toutes dispositions concourant à l'exécution de la présente délibération

Article 5 :

Les crédits nécessaires sont inscrits dans l'état prévisionnel annexé au Budget Principal 2017 de la Métropole.
Sous-politique G610 – Nature 6574 – Fonction 71

Article 6 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

DDA 003-785/17/CT

■ Approbation du programme d'actions 2017 et attribution d'une subvention à l'association Agence Locale de l'Energie et du Climat DEE 17/15498/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Avec une population dépassant le million d'habitants et une densité 10 fois supérieure à la moyenne régionale, le territoire de l'actuel Conseil de Territoire Marseille Provence dispose d'un parc résidentiel important aux typologies techniques, économiques, énergétiques et sociales très complexes.

Véritable gisement d'économies, d'activités et d'amélioration du cadre de vie, ce parc requiert une intervention massive et adaptée profitable à l'ensemble des acteurs privés, publics, particuliers et professionnels.

Dans cet objectif, la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) ainsi que ses partenaires, membres fondateurs, que sont la ville de Marseille, la Région, le CG13 et l'ADEME ont créé une Agence Locale de l'Energie et du Climat (ALEC) le 6 octobre 2012.

La création de cette ALEC a été une des premières actions du Plan Climat-Energie Territorial (PCET) adopté le 26 octobre 2012.

Il s'agissait de la première ALEC de la région PACA : il en existe désormais 35 dans toute la France.

L'ALEC, association à but non lucratif de type loi 1901, apporte une aide objective à la décision sur les aspects techniques, financiers, organisationnels et réglementaires permettant d'améliorer la performance énergétique et la qualité environnementale des logements et du patrimoine public.

Les ALEC sont inscrites dans le Code de l'Energie (article L211-5-1) depuis l'entrée en vigueur de la loi Royal relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (article 192). Elles sont désormais reconnues en qualité d'organismes d'animation territoriale, créés à l'initiative des collectivités territoriales et ayant pour objet de conduire en commun une mission de service public de la transition énergétique auprès des :

- Particuliers,
- Copropriétés,
- Collectivités locales,
- Entreprises.

Considérant que les actions menées par l'ALEC concourent aux objectifs du PCET, MPM et l'ALEC ont, d'un commun accord, défini les axes de collaboration et les engagements réciproques de chacun dans une «convention cadre» n°15/1777 adoptée par délibération n° PEDD 001-1425/15/BC du 20 novembre 2015.

Cette convention a permis de définir les objectifs de l'association sur 3 ans qui doit soumettre, chaque année, un programme d'actions pour y répondre.

Pour l'année 2017, il est proposé de subventionner les actions suivantes :

En fonctionnement :

Action n°1 : Accompagnement des collectivités dans le développement de politiques énergétiques communales

Afin de répondre à leurs attentes, l'ALEC met à disposition des communes du territoire de Marseille Provence, les compétences mutualisées d'une conseillère en énergie spécialisée.

Son rôle est double.

D'une part, accompagner les collectivités au suivi des consommations et à la réalisation d'économies d'énergies et d'eau sur leur patrimoine bâti. D'autre part, sensibiliser les élus et former les agents des services ainsi que les usagers des équipements publics.

Action n° 2 : Massification de la rénovation énergétique des logements

2.a) Informations et conseils aux particuliers

A travers le «Point Rénovation Info Service» (PRIS), l'ALEC assure une mission de service public qui permet aux particuliers de bénéficier d'un *accompagnement impartial et gratuit* dans les projets de rénovation de leur logement. Cette mission est assurée par 4 «conseillers info-énergie» spécifiquement formés. Les conseillers sont joignables tous les jours par téléphone et par email et lors de permanences installées à Marseille ou dans les autres communes de Marseille Provence qui le souhaitent.

Les questions posées concernent en majorité : le crédit d'impôt, l'éco-prêt à taux zéro, l'isolation des vitrages, la prime rénovation énergétique, l'isolation des toitures.

Enfin, l'aide à la lecture des devis et factures est systématiquement proposée par les conseillers.

En 2016, 745 logements individuels ont bénéficié de l'appui de l'ALEC : 550 pour du «conseil simple», 195 pour du «conseil long terme».

2.b) Conseils aux copropriétés

L'ALEC accompagne actuellement 52 copropriétés, soit plus de 5 500 ménages concernés, incluant des ménages éligibles aux aides de l'ANAH.

C'est à ce titre que l'ALEC travaille en parfaite collaboration avec la direction de l'Habitat et de la Cohésion Sociale (DHCS) du Conseil de Territoire Marseille Provence et notamment avec les opérateurs du Programme d'Intérêt Général (PIG) du PLH afin de rediriger les publics susceptibles d'être éligibles aux aides de l'ANAH vers ces services mais aussi vers l'ADIL, SCHS, etc.

La mission de l'ALEC d'accompagnement des copropriétés connaît une montée en puissance du fait d'une sollicitation de plus en plus importante de "leaders énergétiques" mais également de conseils syndicaux et syndics, voire des opérateurs logements de l'Anah qui ont eu connaissance des actions déjà réalisées par l'association.

La rénovation énergétique de ces copropriétés allant de quelques lots à plusieurs centaines va avoir des conséquences en termes de dépôt de dossiers de financement de travaux auprès de l'Anah par les copropriétaires éligibles aux aides, faisant de l'ALEC un acteur local incontournable dans la préparation et l'élaboration du futur Plan Local de l'Habitat (PLH).

L'arrivée d'un second équivalent temps plein sur cette thématique fin 2016 permet de doubler le nombre de copropriétés accompagnées.

Action n°3 : Communication et évènementiel

Volet connexe essentiel aux missions de conseil, suivi et orientations décrites précédemment, la communication et l'animation territoriale en direction du grand public, des Collectivités et des acteurs économiques constituent des activités clés de l'ALEC.

Cette action peut être menée à des fins multiples (sensibilisation large, montée en compétences d'acteurs ciblés, valorisation de bonnes pratiques etc.) et sur des formats variés (des plus ludiques au plus professionnels).

L'ALEC est l'organisatrice d'au moins deux grands événements par an appelés «Rendez-vous de la rénovation». Ces rendez-vous rassemblent plusieurs centaines de personnes (250 personnes pour l'évènement de novembre 2016) venues de toute la France.

Elle permet, in fine, de consolider l'ancrage territorial de l'association et de renforcer ses liens partenariaux.

En Investissement :

Action n°4 : Mise en place de la Plateforme Territoriale de la Rénovation Energétique de l'Habitat (PTRE)

La loi transition énergétique du 17 août 2015 a également consacré le réseau des Plateformes Territoriales de la Rénovation Energétique de l'Habitat (PTRE) comme service public de la performance énergétique de l'habitat (cf. article 22 de la loi et article L. 232-1 et suivant du Code de l'Energie).
L'objectif est de multiplier par trois le nombre des rénovations énergétiques en France.

Sur le territoire de Marseille Provence, c'est l'ALEC qui développe et porte cette PTRE depuis 2014.
Cette plateforme doit permettre de dynamiser durablement le marché local de la rénovation avec :

- L'émergence, la structuration et l'accompagnement de la demande,

- La mobilisation, le référencement, l'implication et l'articulation de l'offre, (dans une optique B2B et B2C)
- La co-animation et l'intermédiation Offre/Demande dans une optique de massification de la rénovation,
- La mobilisation et l'orientation des politiques locales, (fléchages des deniers publics).

Les autres financeurs de ces actions sont :

ACTIONS	Coût total de l'action(€)	Part AMP / CT MP	Part ADEME	Part Région PACA	Part CD 13	Part Ville de Marseille	Part FEDER	Autofinancement ALEC
Action n°1 : Collectivités et Territoires dont projet ATRE	90 100	6 500	31500					52 100
Action n°2 : Massification de la rénovation de l'habitat	222 600	40 000	106 000	18 000	28 000			30 600
Action n°3 : Plateforme Territoriale de Rénovation énergétique de l'Habitat de Marseille Provence (PTRE)	212 100	13000	144 000	18000				37 100
Action n°4 : Communication et évènementiel	59 700	13 500						46 200
TOTAUX	584500 100 %	73000 12 %	281500 48 %	36000 6 %	28000 5%			166000 29%

Sur la base de la convention n°15/1777, AMP souhaite continuer à soutenir l'association Agence Locale de l'Energie et du Climat en lui attribuant une subvention de 73 000 euros au titre de l'année 2017.

Les modalités de versement de cette subvention ont été définies dans la convention du 20 novembre 2015.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole d’Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole d’Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence
- La délibération DDIP 001-644/12/CC du 26 octobre 2012, du Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation du Plan Climat Energie Territorial de MPM ;
- La délibération FAG 002-30/06/16 du Conseil Métropolitain du 30 juin 2016, définissant les conditions d’octroi des subventions de fonctionnement par les conseils de territoire et le conseil de la Métropole ;
- La délibération PEDD 001-1425/15/BC du 20 novembre 2015, du Bureau Communautaire de Marseille Provence Métropole, portant approbation d’une convention cadre avec l’Agence locale de l’Energie et du Climat (ALEC).

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que ces différents éléments illustrent la contribution de l’ALEC au renforcement du service public métropolitain de la performance énergétique
- La continuité que permet ce partenariat dans les actions subventionnées depuis plusieurs années par Marseille Provence Métropole en matière de maîtrise de l’énergie et de développement des énergies renouvelables ;

DELIBERE

Article 1 :

Est approuvé le programme d’actions, ci-annexé, de l’association Agence Locale de l’Energie et du Climat au titre de l’action 24 du Plan Climat Energie Territorial « *Mettre en place une agence locale de l’Energie pour agir, informer et conseiller* » pour l’année 2017.

Article 2 :

Est attribuée une subvention de 73 000 euros à l’association Agence Locale de l’Energie et du Climat au titre de l’action 24 du Plan Climat Energie Territorial « *Mettre en place une agence locale de l’Energie pour agir, informer et conseiller* » pour l’année 2017.

Article 3 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2017 de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
Fonctionnement : 60 000 euros - sous-politique G610 – Nature 6748 – Fonction 76
Investissement : 13 000 euros - sous-politique G610 – Opération n°2015114100 –Chapitre 4581151141

Article 4 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence est autorisé à prendre toutes dispositions concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

Adoptée à l’unanimité des membres présents et représentés

DDA 004-786/17/CT

■ Adhésion à l'association Energie Partagée et de la Charte Energie Partagée et du versement de la cotisation pour l'année 2017

Information du Conseil de Territoire DEE 17/15528/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire

Énergie Partagée Association a pour vocation de promouvoir et d'accompagner le développement de projets de production d'énergie renouvelable dans les territoires et le modèle d'appropriation citoyenne de l'énergie en vue de multiplier le nombre de ces projets. Pour cela, elle met en œuvre des actions de sensibilisation et de formation tant des porteurs de projet que des collectivités locales afin de promouvoir des politiques publiques favorables aux énergies citoyennes. Elle propose également à ses adhérents un ensemble de services de partage d'expérience, de mise à disposition d'outils méthodologiques et d'accompagnement.

Energie Partagée Association se compose de personnes morales (associations, collectivités, coopératives, bureaux d'étude) acteurs de l'énergie citoyenne (association loi 1901). Association nationale reconnue pour son expertise et son sérieux, elle coordonne sa mission d'animation et d'accompagnement des projets sur toute la France par l'intermédiaire de ses adhérents, de ses animateurs régionaux et de ses réseaux partenaires. Les bénévoles-relais, répartis sur le territoire, apportent un soutien dans les actions de sensibilisation. Elle est financée notamment par l'ADEME, par des fondations d'entreprise et par certains Conseils régionaux.

La Métropole a la volonté de favoriser le développement des énergies renouvelables sur son territoire et souhaite, notamment, favoriser l'émergence de projets d'envergure. Les démarches citoyennes peuvent effectivement constituer un relais de développement intéressant et, plus généralement, la participation des collectivités locales, entreprises et habitants à la production d'énergie renouvelable s'inscrit pleinement dans la stratégie énergétique que la Métropole souhaite porter pour favoriser la maîtrise et les retombées économiques de l'énergie sur notre

territoire. Cependant, la question énergétique étant en cours de construction au sein de la Métropole, cette dernière manque encore de moyens humains et d'expertise pour réaliser cette ambition.

Par une adhésion à Energie Partagée Association, la Métropole souhaite donc :

- favoriser la présence, sur son territoire, d'acteurs capables de faire émerger et accompagner les projets participatifs de production d'énergie renouvelable ;
- accéder à une expertise et des outils qui l'aideront à définir et mettre en œuvre sa stratégie énergétique dans le domaine des énergies renouvelables. Enfin, la Charte Energie Partagée, ci-annexée, dont l'acceptation conditionne l'adhésion à l'association, porte des valeurs dans lesquelles la Métropole s'inscrit. Elle pose un ensemble d'engagements non seulement environnementaux mais également économiques, sociaux et démocratiques, traduisant la volonté de permettre aux citoyens et aux acteurs des territoires de choisir, de se réapproprier et de gérer les modes de production et de consommation de leur énergie.

Aussi, il est proposé au Conseil de la Métropole d'approuver l'adhésion à Energie Partagée Association et, en cela, d'accepter la Charte de l'association, ainsi que le paiement de la cotisation d'un montant de 1000 euros pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitain « Approbation de l'adhésion à l'association Energie Partagée et de la Charte Energie Partagée et du versement de la cotisation pour l'année 2017 ».

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain « Approbation de l'adhésion à l'association Energie Partagée et de la Charte Energie Partagée et du versement de la cotisation pour l'année 2017 ».

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Approbation de l'adhésion à l'association Energie Partagée et de la Charte Energie Partagée et du versement de la cotisation pour l'année 2017 ».

DDA 005-787/17/CT

■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'environnement et paiement de leurs cotisations 2017

Information du Conseil de Territoire DEE 17/15526/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire

Par délibération du Bureau du 15 décembre 2016, la Métropole a décidé d'adhérer à plusieurs associations en matière d'Environnement présentant un intérêt soit en termes d'information, d'analyse, d'expertise, de dialogue et d'échanges avec les acteurs locaux (représentants d'entreprises, de syndicats, d'associations) ou avec d'autres collectivités sur le plan national ou international.

Une analyse a été réalisée afin d'identifier les associations présentant un intérêt à l'échelle de la métropole et celles ayant un périmètre d'actions sur un ou plusieurs territoires de la Métropole. Un partage est ainsi proposé entre un renouvellement d'adhésion à l'initiative des Conseils des territoires et financé par le budget qu'ils pilotent (État Spécial du Territoire) et un renouvellement d'adhésion au titre de la délégation Stratégie Environnementale, Plan Climat et Prévention des Risques porté par la centralité de la Métropole.

Par ailleurs, un travail a été engagé afin d'examiner les montants de cotisation demandés vis-à-vis des avantages procurés par cette adhésion et de redéfinir, si nécessaire, avec les représentants de l'association, leur périmètre d'intervention et les services dont bénéficie la Métropole, la place que prendra la Métropole au sein de la gouvernance de l'association. Cette négociation est en cours et peut nécessiter des modifications structurelles des associations : modifications des statuts et éventuellement de la représentation, adaptation du règlement intérieur... Un ajustement en 2017 est ainsi proposé pour certaines d'entre elles vis-à-vis de la cotisation 2016.

En conséquence, et au regard des partenariats engagés depuis plusieurs années avec certains de ces organismes, il est proposé de procéder aux adhésions 2017 suivantes :

- AIR PACA dont l'objet est de gérer un observatoire relatif à l'air et à la pollution atmosphérique au sens de l'article L220-2 du Code de l'Environnement sur le territoire correspondant à la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Elle communique publiquement sur les informations issues de ses différents travaux et elle assure toutes prestations de conseil et/ou de recommandations auprès de tout public pour un montant de cotisation de 472.398 € pour 2017.

Montant de la participation du Conseil de Territoire Marseille Provence : 239 500€.

- L'association « Bâtiments Durables Méditerranéens » dont l'objet est la prise en compte des exigences du développement durable dans l'acte de construire, de réhabiliter et d'aménager, principalement en région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un montant de cotisation de 20.000 € pour 2017.

Montant de la participation du Conseil de
Territoire Marseille Provence : 8 000€.

- Le Réseau PACA 21 dont l'objet est de promouvoir les Chartes de l'Environnement et les Agendas 21 en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur pour un montant de cotisation de 13.904€ pour 2017.

Montant de la participation du Conseil de
Territoire Marseille Provence : néant

- Le Secrétariat Permanent pour la Prévention de Pollutions Industrielles (S3PI) PACA dont l'objet est d'être un outil de gestion au service des membres du S3PI (État, Collectivités, industriels, associations, experts), permettant la mise en œuvre des actions définies par le Conseil d'Orientation du S3PI (dans les domaines de la qualité de l'air, du bruit et les questions sanitaires, les risques technologiques, les effluents industriels...) pour un montant de cotisation de 15.000 € pour 2017.

Montant de la participation du Conseil de
Territoire Marseille Provence : néant

- L'Observatoire Régional de l'Énergie Climat Air (ORECA) dont l'objet est de récolter les données sur l'Énergie, le Climat et l'Air à l'échelle régionale, les mettre en forme et diffuser ces informations et de lancer des études pour un montant de cotisation de 1.000 € pour 2017.

Montant de la participation du Conseil de
Territoire Marseille Provence : néant

- Le CYPRES (Centre d'Information pour la Prévention des Risques Majeurs) dont l'objet est de promouvoir des actions d'information et de sensibilisation aux risques majeurs et aider les industriels et les collectivités locales et territoriales à mettre en place une politique de prévention des risques. Leur activité concerne quatre domaines : l'information préventive, la concertation, la communication et la formation pour un montant de cotisation de 30.000 € pour 2017.

Montant de la participation du Conseil de
Territoire Marseille Provence : 7 488 euros.

- Le Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB) dont l'objet est d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore pour un montant de cotisation de 2.120 € pour 2017.

Montant de la participation du Conseil de
Territoire Marseille Provence : 2 000€.

Un tableau récapitulatif précise le montant pris en charge en 2016 à titre comparatif et la contribution du Conseil de Territoire pour l'année 2017.

ORGANISME (nom de la structure)	Objet	Modalités de calcul de la cotisation ou de la participation	Montant de cotisation 2016 pour l'ensemble de la Métropole AMP	cotisation prév. 2017	Cotisation CT Marseille Provence
AIR PACA	"... Notamment elle gère un observatoire relatif à l'air et à la pollution atmosphérique au sens de l'article L220-2 du code de l'environnement sur le territoire correspondant à la région Provence-Alpes -Côte d'Azur, elle communique publiquement sur les inf	Calcul au nombre d'habitant avec des seuils en fonction de la population totale.	472 398,00 €	472 398,00 €	239 500 €
Association bâtiments durables méditerranéens (Envirobat-BDM)	"L'association a pour but de participer à la généralisation de la prise en compte des exigences du développement durable dans l'acte de construire, de réhabiliter et d'aménager principalement en région Provence Alpes Côte d'Azur"	Au nombre d'habitants par tranche de population	8.000€	20.000 €	8.000€
Réseau PACA 21	promouvoir les chartes de l'Environnement et les Agendas 21 en Provence Alpes Côte d'Azur	part fixe : 100 € et part variable 0,01 € par habitant avec un plafond en cours détermination	13.904 €	13.904 €	0 €
SPPPI - Secrétariat Permanent pour les Problèmes de Pollutions Industrielles - Conseil d'orientation élargi	Cette association est un outil de gestion au service de S3PI. Elle assure la gestion, l'organisation, le fonctionnement du S3PI sur la base des orientations et décisions du Conseil d'orientation et du bureau du S3PI PACA Association support juridique de	Fixée par décision du Bureau permanent du S3PI	10.300 €	15.000€	0 €
CYPRES	Promouvoir des actions d'information et de sensibilisation aux risques majeurs et aider les industriels et les collectivités locales et territoriales à mettre en place une politique de prévention des risques. Notre activité concerne quatre domaines : l'in	Au prorata de la population des communes adhérentes au sein de l'intercommunalité	36.375€	30.000€	7 488 €
Centre d'Information et de Documentation sur le Bruit (CIDB)	Ses missions sont d'informer, de sensibiliser, de documenter et de former sur le thème de la protection de l'environnement sonore.	forfaitaire	4 120,00 €	2 120,00 €	2 000 €
Observatoire Régional de l'Energie, Climat, Air	Charger de récolter les données sur l'Energie, Climat, Air à l'échelle régionale, les mettre en forme et diffuser ces informations. Peut lancer des études. Dispositif dépendant de Conseil Régional PACA pas de personnalité juridique	forfaitaire	1 000,00 €	1 000,00 €	0 €

Le travail engagé par l'élu de la Métropole délégué à la Stratégie Environnementale, Plan Climat et Prévention des Risques et les services métropolitains, se prolongera sur l'année 2017 en lien avec les élus désignés pour siéger au sein de ces associations afin d'évaluer les services rendus par celles-ci et vérifier l'intérêt de continuer à adhérer à ces organismes au titre de la Métropole pour les prochaines années.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération métropolitain « Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'Environnement et paiement de leurs cotisations 2017 ».

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de Territoire Marseille Provence doit être informé du projet de délibération métropolitain « Adhésions de la

Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'Environnement et paiement de leurs cotisations 2017 »

DELIBERE

Article unique:

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération métropolitain « Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence aux associations du secteur de l'Environnement et paiement de leurs cotisations 2017 ».

DDA 006-783/17/CT

■ Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement - Qualité de l'air - Programme Sirius à Frais Vallon

Information du Conseil de Territoire DGDU 17/15463/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, reconnaît à chacun le droit de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé et implique des obligations légales en matière de qualité d'air et notamment de surveillance.

En application de la loi du 12 juillet 1999, relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale, et de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2000, la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole exerce, depuis le 31 décembre 2000, la compétence de « lutte contre la pollution de l'air ».

Au 1^{er} janvier 2016, cette compétence est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence (AMP).

Par la suite, la décision n°HN 056-187/16/CM du Conseil Métropolitain du 28 avril 2016 stipule que la Métropole AMP délègue au Conseil de Territoire Marseille-Provence, sur son périmètre, ses compétences en matière de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie et plus particulièrement la lutte contre la pollution de l'air conformément aux orientations cadres définies par le Conseil de la Métropole.

Par ailleurs, depuis le 1^{er} janvier 2012 dans chaque région, l'Etat confie la mise en œuvre de la surveillance

prévue à l'article L. 221-2 à un organisme agréé pour un ou des paramètres donnés de la qualité de l'air.

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur AIR PACA, association agréée par le Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement, assure depuis 2012 la surveillance de la qualité de l'air sur ce périmètre géographique.

L'Association, agréée au titre de l'article L.221-3 du Code de l'Environnement a pour mission de participer à la politique de surveillance, de préservation de la qualité de l'air et de lutte contre les pollutions atmosphériques du sud-est.

La Métropole Aix-Marseille-Provence est adhérente à l'Association AIR PACA qui, en tant qu'Association Agréée pour la Surveillance de la Qualité de l'Air (AASQA), est notamment chargée de piloter un programme spécifique de suivi de la pollution atmosphérique sur le Conseil de Territoire Marseille Provence.

Par ailleurs, l'ANRU a lancé le 16 avril 2015 un appel à manifestations d'intérêt (AMI) qui vise à sélectionner une vingtaine de projets qui seraient mis en œuvre dans des quartiers dits « prioritaires » au titre de la géographie de la politique de la ville.

Les projets retenus devaient répondre à deux objectifs principaux :

- L'augmentation du « reste pour vivre » des habitants par la diminution des dépenses contraintes,
- Le renforcement de l'attractivité des quartiers en renouvellement urbain.

Dans ce cadre, la communauté urbaine Marseille Provence Métropole (MPM) devenue Métropole Aix-Marseille Provence depuis le 1^{er} janvier 2016, la ville de Marseille, en collaboration étroite avec Marseille Rénovation Urbaine (MRU) et les bailleurs sociaux ont souhaité proposer un projet innovant appelé « **SIRIUS** », au service et avec les habitants du quartier de **Frais-Vallon** situé dans le 13^e arrondissement de Marseille.

L'ANRU a sélectionné parmi 63 candidatures les 20 dossiers qui répondaient le mieux aux deux objectifs principaux et le projet de Frais Vallon a été officiellement retenu le 15 décembre 2015 par le Premier Ministre.

« Sirius » est un programme d'actions innovantes dans le domaine de l'environnement.
Ses principaux objectifs sont :

- 1) L'élaboration d'une stratégie énergétique globale et innovante pour l'ensemble du quartier de Frais Vallon,
- 2) L'accompagnement au changement et aux nouveaux gestes écologiques par la démarche des Nudges,
- 3) L'émergence de Nouveaux Services Urbains aux habitants pour optimiser le bien-être et réduire l'empreinte carbone

Le volet 1 de ce projet va comprendre :

- 1) une rénovation énergétique des logements à très haut niveau de performance réalisée actuellement par le bailleur social HMP,

Le programme de travaux établi par le bailleur pour son patrimoine devra permettre d'atteindre :

- une division par 5 de la consommation de chauffage des ménages,
 - une réduction de 90 % des émissions de CO₂ dues au chauffage,
 - une consommation électrique produite localement à hauteur de 25 % et ce, grâce à l'énergie solaire (photovoltaïque),
 - une évaluation en continu des performances via une démarche de « commissionning ».
- 2) une expérimentation du concept en émergence « d'autoproduction-autoconsommation » à l'échelle d'un quartier urbain abritant des populations à faibles revenus.

C'est dans le cadre de ce volet précis qu'un partenariat avec Air PACA est sollicité.

En effet, ce partenariat vient alimenter la stratégie du Conseil de Territoire Marseille Provence en matière de développement durable notamment ses préconisations en matière de construction, rénovation, d'énergie dans l'optique de développer une stratégie environnementale optimale. Elle participe ainsi pleinement à la création d'une expertise spécifique sur le thème de la qualité de l'air intérieur et extérieur et de l'aménagement durable en méditerranée.

Ce partenariat comprend :

- une évaluation de la qualité de l'air ambiant de la zone,
- un accompagnement des acteurs de la réhabilitation et des gestionnaires des bâtiments sur la mise en œuvre des bonnes pratiques pour une bonne qualité de l'air,
- l'évaluation de la qualité de l'air intérieur de 8 bâtiments (logements et équipements publics) avant et après réhabilitation,

- un programme de sensibilisation des acteurs (gestionnaires, occupants...) sur plusieurs années.

L'opération d'investissement n° DEEU 17/02 « Qualité de l'air - " Programme Sirius à Frais Vallon", d'un montant de 300 000 euros, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 24, doit être affectée afin de permettre la réalisation de l'ensemble de cette expertise.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le projet de délibération portant sur l'approbation de l'affectation de l'opération d'investissement DEEU 17/02 "Qualité de l'air - PRU Frais Vallon - La Rose - Petit Séminaire" dans l'autorisation de programme 171240BP du programme 24.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du rapport « Approbation de l'affectation de l'opération d'investissement DEEU 17/02 "Qualité de l'air – « Programme Sirius à Frais Vallon » dans l'autorisation de programme 171240BP du programme 24 ».

Commission "Eau, Assainissement"

EAU 001-788/17/CT

**■ Dégrèvements sur des factures d'eau 2016 suite à une fuite sur les installations privées - Commune de Gémenos Village
DVDPAG 17/15605/CT**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les demandes de dégrèvements des abonnés de la commune de Gémenos sont effectuées auprès de la régie de Gémenos. La régie remet un formulaire à compléter par les requérants et précise la date limite de retour des dossiers pour qu'ils soient conformes à la loi Warsmann et recevables par la commission dégrèvement.

Au cours de l'année 2016, les critères de la loi Warsmann permettant la recevabilité des dossiers de demande de dégrèvement ont été rappelés dans un fascicule distribué à chaque abonné de la régie par courrier en fin d'année.

Les neuf dossiers, objet de l'article 1 de la délibération, ont tous reçu un avis favorable de la commission dégrèvement réunie le 27 octobre 2016 en Mairie de Gémenos.

Suite à une erreur matérielle, les délais imposés concernant le traitement des dossiers de demandes de dégrèvements n'ont pas pu être respectés.

A cet effet, il est proposé au Conseil de Territoire Marseille Provence d'approuver les demandes de dégrèvements à titre exceptionnel de 9 abonnés demeurant sur la commune de Gémenos village, sur 9 factures d'eau 2016 suite à une fuite sur les installations privées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi Warsmann du 17 mai 2011 et son décret d’application du 24 septembre 2012 relatif à la facturation ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération DEA 018-1471/16/CM portant sur la modification du calcul des dégrèvements consécutifs à une fuite d'eau à Gémenos village ;
- Le règlement de service de l'eau de la commune de Gémenos Village.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que les dégrèvements doivent être approuvés par le Conseil de Territoire Marseille Provence.

DELIBERE

Article 1 :

Sont approuvés à titre exceptionnel, les dégrèvements suivants sur les factures d'eau à Gémenos :

- 1) Est approuvé sur la facture d'eau de Monsieur PINEDA Vincent, le dégrèvement d'un montant total de 690,99 € HT soit 743,51 euros TTC (368,37 euros HT, soit 388,64 euros TTC sur le

budget de annexe EAU et 322,61 euros HT soit 354,87 euros TTC sur le budget annexe ASSAINISSEMENT) sur une facture 2016-1-1986 faisant apparaître un montant total de 1269,98 euros HT soit 1363,86 euros TTC.

- 2) Est approuvé sur la facture d'eau de Monsieur FRANSIOLI Laurent, le dégrèvement d'un montant total de 375,01 euros HT soit 412,51 euros TTC (0 euros sur le budget annexe EAU et 375,01 euros HT soit 412,51 euros TTC sur le budget annexe ASSAINISSEMENT) sur une facture 2016-01-1021 faisant apparaître un montant total de 3258,86 euros HT soit 3479,79 euros TTC.
- 3) Est approuvé sur la facture d'eau de Monsieur MANCUSO Florent, le dégrèvement d'un montant total de 647,79 euros HT soit 698,50 euros TTC (312,55 euros HT soit 329,74 euros TTC sur le budget annexe EAU et 335,24 euros HT soit 368,76 euros TTC sur le budget annexe ASSAINISSEMENT) sur une facture 2016-1-1574 faisant apparaître un montant total de 795,86 euros HT soit 857,19 euros TTC.
- 4) Est approuvé sur la facture d'eau de Monsieur BORGNETTA Marc , le dégrèvement d'un montant total de 1318,33 euros HT soit 1390,84 euros TTC (1318,33 euros HT soit 1390,84 euros TTC sur le budget annexe EAU et 0 euros sur le budget annexe ASSAINISSEMENT) sur une facture 2016-1-348 faisant apparaître un montant total de 1750,21 euros HT soit 1846,47 euros TTC.
- 5) Est approuvé sur la facture d'eau de Monsieur GARNIER CADEAU Patrice, le dégrèvement d'un montant total de 916,22 euros HT soit 966,61 euros TTC (916,22 euros HT soit 966,61 euros TTC sur le budget annexe EAU et 0 euros sur le budget annexe ASSAINISSEMENT sur une facture 2016—3-4043 faisant apparaître un montant total de 1377,53 euros HT soit 1453,29 euros TTC.
- 6) Est approuvé sur la facture d'eau de Monsieur GLEY Audrey/ RHIE JEAN, le dégrèvement d'un montant total de 810,62 euros HT soit 855,21 euros TTC (810,62 euros HT soit 855,21 euros sur le budget annexe EAU et 0 euros sur le budget annexe ASSAINISSEMENT sur une facture 2016-1-1160 faisant apparaître un montant total de 1255,49 euros HT soit 1324,54 euros TTC.
- 7) Est approuvé sur la facture d'eau de Monsieur PINEDA Vincent, le dégrèvement d'un montant

total de 206,13 euros HT soit 226,74 euros TTC (0 euros sur le budget annexe EAU et 206,13 euros HT soit 226,74 euros TTC sur le budget annexe ASSAINISSEMENT sur une facture 2016-1-1987 faisant apparaître un montant total de 1293,86 euros HT soit 1389,37 euros TTC.

- 8) Est approuvé sur la facture d'eau de Monsieur MCDOWELL Georges, le dégrèvement d'un montant total de 675,43 euros HT soit 727,52 euros TTC (343,35 euros HT soit 362,23 euros TTC sur le budget annexe EAU et 332,08 euros HT soit 365,29 euros TTC sur le budget annexe ASSAINISSEMENT sur une facture 2016-1-1678 faisant apparaître un montant total de 1072,09 euros HT soit 1152,60 euros TTC.
- 9) Est approuvé sur la facture d'eau de Monsieur TESTA François, le dégrèvement d'un montant total de 844,02 euros HT soit 905,76 euros TTC (503,73 euros HT soit 531,44 euros TTC sur le budget annexe EAU et 340,29 euros HT soit 374,32 euros TTC sur le budget annexe ASSAINISSEMENT sur une facture 2016-1-2509 faisant apparaître un montant total de 1590,27 euros HT soit 1705,01 euros TTC.

Article 2 :

Les crédits nécessaires seront inscrits :

- au budget annexe de l'eau 2017 – Nature 678 – Sous Politique F170 - Code 3DEAEG
- au budget annexe de l'assainissement 2017 – Nature 678 – Sous Politique F110 Code 3DEAAG.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

EAU 002-789/17/CT

■ Approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de baie de Marseille : schéma directeur des eaux pluviales intercommunales

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15516/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Lors de sa séance du 10 avril 2015, le Conseil Communautaire de Marseille Provence Métropole a approuvé par délibération PEDD 014-927/15/CC le contrat de baie de la métropole marseillaise avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse en vue de conduire un programme d'études et de travaux permettant l'amélioration de la qualité des eaux du littoral métropolitain marseillais.

Le Contrat de Baie consiste à aider, sur une période de six ans, à la réalisation d'opérations en vue d'atteindre trois objectifs principaux :

- L'amélioration de la qualité des eaux de la baie et des cours d'eau côtiers du bassin versant ;
- La préservation et la valorisation des écosystèmes littoraux et marins ;
- La construction d'une gestion collective et équilibrée de l'eau et du littoral.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a élaboré un ensemble structuré d'actions comprenant de nombreux projets et études afin d'améliorer l'espace littoral de la collectivité tant au niveau portuaire qu'au niveau de l'assainissement.

Le montant global prévisionnel de ce programme de travaux s'élève à 265 millions d'euros HT dont 185.6 millions d'euros inclus dans le contrat d'agglomération.

Des conventions de partenariat entre l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et la Métropole Aix-Marseille-Provence pour chacun des dossiers subventionnés doivent être établies au vu de l'avancement des études et/ou travaux.

Le Plan de financement prévisionnel de cette opération, dont le coût estimatif est de 1 155 590 euros HT, est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
Agence de l'Eau RMC	50 %	577 795 euros
Métropole Aix-Marseille-Provence	20 %	231 118 euros
Conseil Départemental 13	30 %	346 677 euros

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2016 ;
- La délibération PEDD014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de Marseille – Schéma Directeur des eaux pluviales intercommunales.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de Marseille - Schéma Directeur des eaux pluviales intercommunales.

EAU 003-790/17/CT

■ Approbation et affectation de la revalorisation de l'autorisation de programme pour le réservoir de Sausset Village - Commune de Sausset les Pins - Réduction de l'autorisation de programme pour la réhabilitation du réservoir Perier - Commune de Marseille

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15518/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2016 ;
- La délibération PEDD014-927/153/CC portant sur l'approbation du dossier définitif du Contrat de Baie de la métropole marseillaise ;
- La délibération du 17 mars 2016 n° HN 009-17/03/16 CM portant délégations Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de Marseille – Schéma Directeur des eaux pluviales intercommunales.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation d'une convention avec l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse dans le cadre du financement et de la réalisation de l'opération relative au Contrat de Baie de Marseille - Schéma Directeur des eaux pluviales intercommunales.

EAU 003-790/17/CT

■ Approbation et affectation de la revalorisation de l'autorisation de programme pour le réservoir de Sausset Village - Commune de Sausset les Pins - Réduction de l'autorisation de programme pour la réhabilitation du réservoir Perier - Commune de Marseille

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15518/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

Le système de distribution d'eau potable de la commune de Sausset les Pins présente une autonomie insuffisante, qui ne permet pas de garantir la continuité du service en cas de dysfonctionnement de la canalisation d'adduction issue de l'usine de production des Giraudets.

Les réserves dont dispose actuellement l'étage bas de distribution correspondent à une autonomie de 17 heures. L'objectif est de porter à terme cette autonomie à 24 heures.

Par ailleurs, les deux cuves de 500 m³ qui constituent le réservoir de « Sausset-Village » sont en très mauvais état et elles sont implantées à une cote altimétrique insuffisante pour garantir une pression correcte aux habitations situées à proximité.

Il est donc prévu d'abandonner à moyen terme les deux anciennes cuves et de construire un nouveau réservoir à une cote voisine de 65 m NGF.

Le futur ouvrage sera implanté sur la parcelle cadastrée AS 58 où une réservation a été inscrite au PLU sous le numéro 64 pour la construction d'un réservoir d'eau potable.

Par délibération PEDD 060-744/15/CC du 19 février 2015 une autorisation de programme a été créée en vue d'acquérir l'assiette foncière nécessaire au projet. Cette autorisation de programme a permis d'acquérir la parcelle AS 58 mais l'accès au futur chantier nécessite de procéder à l'acquisition de 549 m² à détacher de la parcelle AS 39.

Le propriétaire de cette parcelle demande par ailleurs la suppression de la vidange du réservoir existant qui s'effectue actuellement dans son terrain.

Afin de financer cette acquisition et l'étude de déplacement de la vidange, il est nécessaire d'augmenter l'autorisation de programme 2015101200 de 120 000 euros HT et de la porter à 420 000 euros HT, soit 504 000 euros TTC.

Cette augmentation est compensée par la diminution de l'autorisation de programme 2013105400 pour la réhabilitation du réservoir Perier d'un montant équivalent. Cette autorisation de programme dont le montant était fixé à 1 553 344 euros HT est réduite à un montant de 1 433 344 euros HT.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La Loi n°2014-58 du 27 janvier 2015 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) ;
- La Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;
- La délibération PEDD 060-744/15/CC du 19 février 2015 de Marseille Provence

Métropole portant sur l'acquisition de parcelle pour le réservoir de Sausset-Village ;

- La délibération AGER 011-176/13/CC du 22 mars 2013 portant sur l'affectation d'autorisation de programme de l'opération pour la réhabilitation du réservoir Périer ;
- La délibération PEDD 043-726/15/CC du 19 février 2015 portant sur l'augmentation de l'autorisation de programme pour la réhabilitation du réservoir Périer.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur la revalorisation de l'autorisation de programme pour le réservoir de Sausset Village et la réduction de l'autorisation de programme pour la réhabilitation du réservoir Périer.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant la revalorisation de l'autorisation de programme pour le réservoir de Sausset Village et la réduction de l'autorisation de programme pour la réhabilitation du réservoir Perier.

EAU 004-791/17/CT

■ Adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Médiation de l'Eau et paiement de la cotisation 2017

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15329/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

Dans le but de favoriser le règlement amiable des litiges entre les Collectivités et les usagers des services publics de l'eau et de l'assainissement, la loi du 17 mars 2014 relative à la consommation a précisé (article L133-4 du Code de la Consommation) que tout consommateur est informé par le professionnel de la possibilité qui lui est offerte de recourir à une médiation conventionnelle ou à tout autre mode alternatif de règlement des différends.

La Médiation de l'Eau a pour but de favoriser le règlement amiable des litiges qui peuvent survenir

entre les consommateurs et les services publics d'eau et d'assainissement. Elle intervient sur les différends portant sur la bonne exécution du service, et lorsqu'aucune solution n'a pu être trouvée entre les parties prenantes.

Le Médiateur de l'Eau est à l'écoute des consommateurs, il est chargé de rapprocher les points de vue pour ouvrir la voie à une solution amiable. La Médiation permet ainsi d'éviter de recourir à un tribunal.

Au-delà du traitement des litiges individuels, le Médiateur de l'Eau établit un rapport annuel de son activité qui permet de dégager les axes d'amélioration des services rendus aux consommateurs, mais aussi les actions envisageables pour éviter les litiges futurs.

Le Conseil de Métropole propose donc l'adhésion de la Métropole à la Médiation de l'Eau et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2017 pour les communes gérées en régies sur son territoire (Plan-de-Cuques et Gémenos sur le Territoire de Marseille Provence et Martigues, Port-de-Bouc et Saint-Mitre-les-Remparts sur le Territoire du Pays de Martigues) ; les usagers des communes du territoire métropolitain délégué bénéficiant du recours à la Médiation de l'Eau par l'intermédiaire de l'adhésion des délégataires..

Le nombre total d'abonnés en eau et en assainissement collectif du territoire de Marseille Provence (régies de Gémenos et Plan-de-Cuques) est de 11 035 pour un montant de l'abonnement annuel de 500 euros HT.

Par ailleurs, Le nombre total d'abonnés en eau et en assainissement collectif et non collectif du territoire du Pays de Martigues est de 34 289 pour un montant de l'abonnement annuel de 611,47 euros HT.

Le Conseil de Territoire doit donc être saisi pour information du projet de délibération précité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n° DEA 004-1261/16/BM du 15 décembre 2016 relative à l'approbation de deux conventions de partenariat entre l'association de la Médiation de l'Eau et la Métropole Aix-Marseille-Provence (Régie des Eaux et Assainissement du Pays de Martigues et les Régies de l'eau de Plan-de-Cuques et Gémenos).

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur l'adhésion de la Métropole à la Médiation de l'Eau et le paiement de la cotisation 2017.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'adhésion de la Métropole à la Médiation de l'Eau et le paiement de la cotisation 2017.

EAU 005-792/17/CT

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies FNCCR - Formule Cycle de l'Eau et paiement de la cotisation 2017

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15519/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

Dans le cadre de ses compétences relatives à la gestion des services de l'eau et de l'assainissement, il est nécessaire que la Métropole Aix-Marseille-Provence soit représentée au sein d'associations regroupant les collectivités publiques dans ce domaine sensible et vital pour le développement de ses territoires.

La Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR) agit en faveur de l'évolution du cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les services publics de l'eau et de l'assainissement.

Ses représentants siègent, à ce titre, dans diverses instances de concertation, de décision ou d'échange qui constituent autant d'occasions pour les adhérents de mettre en commun leurs idées et leurs expériences.

Par ailleurs, la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies édite également des ouvrages de référence ou des lettres d'informations périodiques à l'intention de ses adhérents, et réalise des enquêtes sur le prix de l'eau.

C'est la raison pour laquelle il est souhaitable que la Métropole Aix-Marseille-Provence adhère, pour l'ensemble de son territoire, à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

Face à la complexité de la gestion des services de l'eau potable et de l'assainissement et l'évolution du droit sur l'eau, la Métropole Aix-Marseille-Provence doit en effet répondre au mieux aux besoins permanents d'information en la matière en s'appuyant sur une base documentaire partagée et enrichie par d'autres collectivités.

La Métropole a adhéré à cette association par délibération n°DEA 011-894/16/CM du 19 septembre 2016, modifiée par la délibération n°DEA 002-1865/17/CM du 30/03/2017 suite à une erreur sur le montant de la cotisation.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2017 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 6 935 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;

- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et de payer la cotisation 2017 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 6 935 euros.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies et de payer la cotisation 2017 pour la formule « Cycle de l'Eau » d'un montant de 6 935 euros.

EAU 006-793/17/CT

■ Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et paiement de la cotisation 2017

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15510/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Bureau de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

« Territoires Solidaires » est une association de loi 1901, créée le 11 juillet 2011 regroupant les acteurs de la coopération internationale de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Cette association a pour objectif le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Ses missions et ses moyens d'actions sont :

- le développement et l'amélioration qualitative des actions de coopération décentralisée et de solidarité internationale conduites par l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire de la région Provence-Alpes-Côte-D'azur, au premier rang desquels les collectivités territoriales,

- le conseil et l'accompagnement des institutions, organismes et associations dans leurs actions de coopération et de solidarité internationale : ingénierie de projets, recherches de financements, partenariats techniques...,

- la mise en place d'interconnexions entre l'ensemble de ces acteurs et l'appui aux initiatives locales, régionales, nationales et internationales,

- la mutualisation et la capitalisation des informations et des ressources dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale conduites au niveau local et à l'international, la conception et la mise en place des dispositifs d'appui visant au renforcement des capacités de l'ensemble de ces acteurs : formation, professionnalisation, veille sur les dispositifs institutionnels...,

- la mise en oeuvre d'initiatives communes entre ces acteurs et leurs homologues étrangers,

- la valorisation des compétences et des savoir-faire de l'ensemble des acteurs publics et privés situés sur le territoire dans le domaine de la coopération internationale, la représentation des acteurs de la coopération auprès des institutions nationales, européennes et internationales ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds,

- la fonction de plate-forme locale et régionale permettant aux acteurs concernés de se concerter, de s'associer et de mettre en cohérence les actions menées.

Grâce à sa politique internationale fondée notamment sur la loi Oudin, sur des relations étroites avec les organisations internationales, et sur la participation à de nombreux projets européens, la Métropole Aix-Marseille Provence est un des acteurs locaux majeurs de la coopération, qui aurait toute sa place dans une

entité telle que « Territoires Solidaires » et pourrait bénéficier des synergies qui s'y développent.

Les statuts de l'association permettent aux personnes morales : Collectivités Territoriales, associations, hôpitaux ... de devenir membres de cette association, offrant ainsi une opportunité pour renforcer les compétences, créer des passerelles entre les projets respectifs, rencontrer les différents publics acteurs ou bénéficiaires des projets, et s'inscrire dans une dynamique d'échanges, de concertation, de mutualisation avec les autres acteurs de la coopération internationales.

La Métropole Aix-Marseille-Provence a adhéré à cette association par délibération n°DEA 010-893/16/CM du 19 septembre 2016.

Il convient donc de renouveler cette adhésion et de payer la cotisation 2017 d'un montant de 5 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n°2005-95 du 9 février 2005 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement, dite loi Oudin ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération n°DEA 010-893/16/CM du 19 septembre 2016 portant sur l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Que le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence envisage d'adopter une délibération portant sur le renouvellement de son adhésion à l'association Territoires Solidaires et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2017 d'un montant de 5 000 euros.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération portant sur le renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Territoires Solidaires et le paiement de la cotisation au titre de l'année 2017 d'un montant de 5 000 euros.

EAU 007-794/17/CT

■ **Approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre relatif au projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues de Marseille**

Information du Conseil de Territoire DEASV 17/15567/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le contrat de délégation du service de l'assainissement zone Centre, effectif au 1^{er} janvier 2014, prévoit que le délégataire établit des études d'optimisation énergétique et des mesures pour réduire la consommation énergétique, ainsi que des propositions pour utiliser davantage d'énergies renouvelables.

L'usine de traitement des boues d'épuration de Marseille produit du biogaz. Il est aujourd'hui utilisé en local pour satisfaire aux besoins en énergie de l'usine, avec des périodes d'excédent, cet excédent étant détruit par l'intermédiaire d'une torchère.

Les nouvelles technologies et la nouvelle réglementation font apparaître l'opportunité de valoriser ce même biogaz en biométhane, après épuration. Ce dernier peut être alors injecté dans le réseau public de gaz naturel.

L'avenant n°3 au contrat de délégation, effectif au 7 octobre 2015 demande précisément au délégataire un

avant-projet visant à optimiser la production de biogaz de l'usine des boues de Marseille et à la valoriser.

Au terme des études réalisées par le délégataire, sous contrôle des services et du groupement de bureaux d'étude mandaté par la Métropole, les caractéristiques du projet et son économie sont les suivantes :

- Le projet implique la réalisation d'un investissement concessif d'un montant total de 9 162 k€ hors taxe par SERAMM qui consiste en :
 - o La pose de quatre échangeurs thermiques (deux files de deux échangeurs en série) boues épaissies / boues digérées de capacité 85 m3/h afin d'améliorer l'efficacité énergétique du traitement des boues
 - o Le remplacement de la désulfuration existante par un poste de capacité 2 500 Nm3/h
 - o Des travaux d'adaptation et de sécurisation des trois digesteurs
 - o La construction d'une unité de transformation du biogaz en biométhane d'une capacité de 290 Nm3/h extensible à 440 Nm3/h
 - o Le raccordement de cette unité au réseau de gaz existant via un poste d'injection.

Le plan de financement n'entraîne aucune augmentation du tarif pour l'utilisateur du service.

Il est établi sur l'hypothèse d'un amortissement des biens sur la durée restant à courir du contrat de délégation de service public. A l'expiration de la durée de la délégation de service public, les installations réalisées reviendront en totalité à la Métropole, en tant que biens de retour.

Le financement du projet est assuré par :

- SERAMM : 2 389 k€, soit 30 % du montant des travaux correspondant à :
 - o La pose des quatre échangeurs thermiques
 - o Le remplacement de la désulfuration existante
 - o La construction de l'unité de transformation du biogaz en biométhane
 - o Le raccordement de cette unité au réseau de gaz existant via un poste d'injection.

Le montant de ces travaux est estimé à 7 962 k€. En cas de dépassement de ce montant, SERAMM supportera le surcoût.

- Les organismes d'aide (AGENCE DE L'EAU, ADEME, REGION) : 4 123 k€, soit 45% du montant total d'investissement.
- La Métropole AMP : 2 650 k€.

Le montant global de subventions, et en conséquence celui de la subvention d'équipement octroyée par la Métropole, seront confirmés après décision des organismes d'aide d'ici au 31 octobre 2017.

A charge du délégataire, le coût de fonctionnement est estimé à 873 000 euros par an, auxquels s'ajoutent les frais généraux prévus au contrat principal, l'amortissement des nouvelles installations, la redevance à la Métropole, ainsi que l'impôt sur les bénéfices.

Le montant annuel des recettes est estimé à 1 600 k€ constituée par la vente du biométhane à un fournisseur de gaz selon le tarif réglementaire connu au jour de la signature du présent avenant. Ces recettes seront perçues par SERAMM qui reversera à la Métropole une redevance annuelle dont le montant est de :

- 265 000 euros (valeur 2019) à partir de l'année de mise en service des installations (2019), sècheurs de l'usine des boues à l'arrêt.
- 220 000 euros (valeur 2019) à partir du redémarrage des sècheurs et sur la durée restante de la délégation.

Le montage financier de l'opération prévoit un avenant concessif au contrat de délégation de service public n°13/219.

Cet avenant a pour objet de :

- définir les conditions de mise en place, au sein de l'usine de traitement des boues d'épuration de Marseille, des installations techniques projetées,
- prévoir que l'exploitation et la maintenance de ces installations s'effectuera dans le cadre du contrat de délégation de service public.
- déterminer les conditions de financement de ces travaux.

Afin de permettre la mise en œuvre du projet, il est nécessaire d'approuver l'avenant n°4 au contrat de délégation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de

compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques du 30 décembre 2006 ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° AGER 002-608/13/CC du 31 octobre 2013 approuvant le choix du délégataire du service de l'assainissement collectif zone Centre, le contrat de délégation et ses annexes ;
- Les délibérations n° PEDD 001-419/141 CCPEDD 009-25/09/15 CC du 9 octobre 2014, la délibération n° PEDD 013-569 CC du 19 décembre 2014, et la délibération n°PEDD 009-1296/15/CC du 25 septembre 2015 approuvant les avenants n°1, 2 et 3 au dit contrat ;
- La délibération n° MET 17/3503/CM du 18 mai 2017 donnant accord au Président de la Métropole Aix-Marseille Provence pour autoriser le délégataire à solliciter et percevoir les aides financières au projet et l'information en date du 17 mai 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Le contrat n°13/219 de Délégation de Service Public pour l'exploitation du service public de l'assainissement zone Centre et ses avenants;
- Le projet d'avenant n°4 au contrat de délégation service de l'assainissement collectif zone Centre et ses annexes .

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

CONSIDERANT

- Le projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues présenté par le délégataire du service de l'assainissement zone Centre ;
- que le montage financier de l'opération prévoit un avenant concessif au contrat de délégation de service public n°13/219.

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de délibération concernant l'approbation de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service de l'assainissement collectif de la zone Centre relatif au projet de valorisation du biogaz produit à l'usine des boues de Marseille.

**Commission "Propreté, Gestion
des Déchets"**

PGD 001-795/17/CT

■ Présentation du rapport annuel 2016 sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets du territoire Marseille Provence DGPROP 17/15587/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément aux dispositions de l'article L 2224-17.1 du Code général des collectivités territoriales, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets doit être présenté à l'assemblée délibérante afin d'être mis à disposition des usagers. Ce rapport était établi conformément aux dispositions du décret n°2000-404 du 11 mai 2000 qui en fixait le contenu pour les collectivités ou EPCI.

Abrogeant le décret précité, le décret n°2015-1827 du 30 décembre 2015 apporte diverses modifications aux dispositions réglementaires relatives à la prévention et à la gestion des déchets. Il prévoit notamment de nouveaux indicateurs techniques et financiers tels que l'indice de réduction des quantités de déchets ménagers et assimilés ou l'indice de réduction des quantités de déchets non dangereux, non inertes admis en installation de stockage.

Ce rapport doit être présenté au Conseil de la Métropole dans les six mois de la clôture de l'exercice.

Pour chaque commune membre, le rapport est adressé au Maire qui doit le présenter au Conseil municipal dans les douze mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Est pris acte de la présentation du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets du territoire Marseille Provence.

PGD 002-796/17/CT

■ Appel à projet 2017 Prévention et gestion des déchets verts en région Provence-Alpes-Côte d'Azur lancé par la Région et l'ADEME - Candidature de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DGPROP 17/15570/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information du Conseil de Territoire.

La mise en œuvre de l'économie circulaire à l'échelle régionale est promue par le lancement d'Appels à Projets pilotés notamment par la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur et l'Ademe en association avec la

Direction Régionale de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt (DRAAF PACA) et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL PACA).

À ce titre, l'appel à projets Prévention et gestion des déchets verts lancé en mars 2017, concerne :

- Les déchets verts municipaux et assimilés, c'est-à-dire les déchets verts des particuliers, des collectivités locales, ainsi que les déchets verts des activités économiques assimilés aux déchets des ménages, y compris les résidus végétaux issus des obligations légales de débroussaillage (OLD),
- Eventuellement d'autres déchets organiques, exclusivement dans le cadre de projets territoriaux où la synergie permet d'augmenter la performance de la gestion des déchets verts municipaux et assimilés.

Il vise notamment à soutenir et promouvoir les solutions territoriales et partenariales de prévention et de valorisation des déchets verts (compostage, paillage, retour au sol...). Ces solutions devront permettre de mieux limiter les impacts liés au brûlage à l'air libre de ces déchets végétaux (émission de particules PM10 et PM2,5 et d'odeurs, de gaz à effet de serre, de substances irritantes, cancérogènes, etc...) tout en développant des filières d'économie circulaire pérennes à l'échelle d'un territoire.

Ces filières sont à privilégier dans un contexte réglementaire renforcé. En effet la Loi n°2015-992 du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte, contient notamment des prescriptions relatives à la promotion de l'économie circulaire (dont le recyclage et la valorisation de la matière) et à la qualité de l'air.

Les objectifs de cet appel à projets sont de :

- Faire émerger et soutenir des projets exemplaires ou innovants de prévention et de gestion des déchets verts, répondant à des stratégies territoriales globales et partenariales,
- Contribuer à la diffusion de bonnes pratiques par la valorisation des résultats issus des projets lauréats.

Les projets présentés auront pour finalité de :

- Mettre en œuvre des organisations nouvelles ou développer des pratiques permettant de faciliter le non-recours au brûlage des déchets verts, en privilégiant la valorisation in-situ ou à proximité des ressources végétales,
- Communiquer, sensibiliser, former les acteurs afin d'assurer la réussite et la pérennisation des actions réalisées.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite prévenir et améliorer la gestion des déchets verts produits sur ses différents Territoires.

Le Territoire Marseille Provence, dans le cadre de sa démarche Territoire « Zéro Déchet Zéro Gaspillage »,

souhaite continuer à travailler à la réduction des déchets verts produits sur son territoire notamment en :

- Poursuivant l'expérimentation menée en partenariat avec le GERES, l'Union Nationale des Entrepreneurs du Paysage méditerranéen (UNEP) et la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône pour la mise en œuvre d'actions pilotes de prévention et de valorisation des déchets verts à l'échelle du territoire,
- Participer à la sensibilisation des habitants aux bons gestes de prévention des déchets verts.

Du fait de l'existence de 2 projets identifiés (CT1 et CT2) à minima, la Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite se porter candidat à cet appel à projets.

Toutefois, cette délibération permet également aux autres Territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence de candidater à cet appel à projets.

Ainsi, la procédure de dépôt des candidatures s'effectue selon deux étapes :

- Dans un premier temps le dépôt d'une note technique présentant le projet avec le budget prévisionnel. Cette note est à transmettre aux partenaires avant le lundi 4 septembre 2017.
- Puis les lauréats devront envoyer à chaque financeur les éléments administratifs constituant les dossiers de demande de subvention dans un délai maximum d'1 mois à partir de la réponse du jury.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME ;
- Le règlement de l'Appel à Projet Prévention et gestion des déchets verts piloté par l'Ademe et la Région.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de délibération portant sur l'autorisation pour la Métropole Aix-Marseille-Provence et pour tous les Territoires qui la composent de répondre à l'appel à projets « Prévention et gestion des déchets verts ».

PGD 003-797/17/CT

■ Approbation d'une convention pour l'attribution d'une subvention à l'Association Oléo-déclic

DGPROP 17/15572/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a délibéré le 7 février 2017 (PGD 001-447/17/CT) sur un « *Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire* » (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Ce CODEC, doté d'une subvention pour les trois années de 450 000 euros, est la concrétisation de l'appel à projet « *Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage* » pour lequel Marseille Provence est lauréat.

Les objectifs du CODEC seront atteints grâce à la mise en place d'un plan d'actions ambitieux visant à développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire selon 3 axes :

- Axe 1 : animer le projet, mobiliser les acteurs et promouvoir l'éco-exemplarité ;

- Axe 2 : développer l'économie circulaire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource ;
- Axe 3 : connaître et suivre les impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Le CODEC prévoit dans son axe 2 le développement de l'économie circulaire sur le territoire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource.

L'Association Oléo-déclic développe une solution originale pour collecter un biodéchets – les Huiles Alimentaires Usagées (HAU) – et le transformer en ressource énergétique, en s'efforçant de limiter au maximum l'impact environnemental de son activité. Pour cela, elle fonctionne en circuit court pour limiter les transports, et utilise un procédé de valorisation des HAU très sobre en énergie et en produits chimiques. Au-delà de l'activité de collecte et valorisation proprement dite, Oléo-Déclic travaille aussi au développement de la filière dans son ensemble, au travers d'expérimentations pour de nouveaux débouchés, de campagnes de plaidoyer pour améliorer le cadre réglementaire et fiscal de l'activité, ou de la participation à un réseau national.

Par ces actions, l'association participe à l'objectif du territoire de réduction des déchets et d'économie de la ressource et ainsi à l'atteinte des objectifs du CODEC.

Par conséquent, une convention est proposée avec l'Association Oléo-déclic pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant

élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;

- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 9 000 euros à l'Association Oléo-déclic

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association Oléo-déclic.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 67 - Nature 6748 – Sous-Politique G130 – Fonction 7212.

Adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés

PGD 004-798/17/CT

■ Attribution d'une subvention à l'Association Treize Evenements et approbation d'une convention DGPROP 17/15585/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence a délibéré le 7 février 2017 (PGD 001-447/17/CT) sur un « Contrat d'Objectifs Déchets et Economie Circulaire » (CODEC) avec l'ADEME pour la période 2017-2019. Ce CODEC, doté d'une subvention pour les trois années de 450 000 euros est la concrétisation de l'appel à projet « Territoire Zéro Déchet Zéro Gaspillage » pour lequel Marseille Provence est lauréat.

Les objectifs du CODEC seront atteints grâce à la mise en place d'un plan d'actions ambitieux visant à développer une démarche participative de réduction et de valorisation des déchets dans une dynamique d'économie circulaire selon 3 axes :

- Axe 1 : animer le projet, mobiliser les acteurs et promouvoir l'éco-exemplarité ;
- Axe 2 : développer l'économie circulaire par la mise en œuvre d'actions de réduction des déchets et d'économie de la ressource ;
- Axe 3 : connaître et suivre les impacts environnementaux, économiques et sociaux.

Le CODEC prévoit dans son axe 2 le développement de l'économie circulaire sur le territoire par la mise en d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire.

L'Association Treize Evènements a pour objectif de promouvoir la lutte contre le gaspillage alimentaire à destination du grand public. Dans le cadre de la Journée Nationale de Lutte contre le Gaspillage Alimentaire elle organise un grand repas gratuit ouvert au public et exclusivement réalisé à partir de produits destinés à être jetés.

Cette manifestation programmée le samedi 14 octobre permettra à travers des ateliers pratiques et ludiques (l'art d'accommoder les restes, jus de fruits avec des fruits présentant un défaut physique.....) animés par des associations, d'attirer l'attention du consommateur sur le gaspillage alimentaire et les bons gestes pour le réduire.

Plusieurs chefs cuisiniers locaux seront associés à cette manifestation pour la réalisation du brunch, réalisé à partir de fruits et légumes présentant un défaut physique, qui sera distribué au public en échange du don d'un vêtement, en partenariat avec le Relais.

Les manifestations organisées depuis 2013 ont permis de sensibiliser en moyenne plus de 4 000 personnes sur une journée. Pour l'édition 2016, ce sont plus de 4 500 personnes qui sont passées sur les différents stands d'information et de dégustation. Les chefs de Gourméditerranée ont préparé de petites assiettes confectionnées à partir de fruits et légumes difformes. La Banque alimentaire, la Compagnie des Bocaux, l'école de Design de Marseille étaient présents et ont accueillis un public très nombreux et curieux.

Par ces actions l'association participe à l'objectif du territoire de réduction des déchets et d'économie de la ressource et ainsi à l'atteinte des objectifs du CODEC.

Par conséquent une convention est proposée avec l'Association Treize Evènements pour l'année 2017.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Est attribuée une subvention de 6 000 euros à l'Association Treize Evènements.

Article 2 :

Est approuvée la convention de partenariat, ci-annexée, conclue avec l'Association Treize Evènements.

Article 3 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ou son représentant est autorisé à signer cette convention ainsi que tout document nécessaire à son application.

Article 4 :

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget annexe Collecte et Traitement des Déchets 2017 du Conseil de Territoire Marseille Provence – Chapitre 67 - Nature 6748 – Sous-Politique G130 – Fonction 7212.

Présents	112
Représentés	28
Voix Pour	125
Voix Contre	0
Abstentions	15

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Loïc BARAT - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Bernard MARANDAT - Jeanne MARTI - Marcel MAUNIER - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI

PGD 005-799/17/CT

■ **Approbation d'une convention de partenariat avec Unis Cité Méditerranée pour le recrutement et le suivi de jeunes volontaires en service civique pour le Territoire Marseille Provence**

Information du Conseil de Territoire DGPROP 17/15576/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après au Conseil de Territoire.

Depuis 2015, le Territoire Marseille Provence accueille chaque année des jeunes volontaires en service civique en qualité d'Ambassadeur de la propreté afin de porter des messages sur les bons gestes auprès de publics variés.

Ce dispositif permet de contribuer à donner une image positive et dynamique de la collectivité. En 2015, le

Territoire Marseille Provence a accueilli 36 jeunes sur des missions d'information auprès des administrés, des commerçants, des touristes, des forains sur les marchés. En 2016, les 12 jeunes recrutés ont ciblé les messages de prévention sur les habitants au sujet des déjections canines.

En 2017, le Territoire Marseille Provence souhaite renouveler le dispositif avec l'accueil de 15 volontaires. Cependant, s'agissant d'une démarche complexe et lourde, le Territoire Marseille Provence souhaite s'appuyer sur l'association Unis Cité Méditerranée pour différentes missions comme l'appui à la définition des missions, le soutien au recrutement des jeunes, la formation des tuteurs et référents, l'organisation de formation citoyenne des jeunes...

Cette association, référence en matière d'accueil de jeunes volontaires, qui a déjà accompagné plus de 10 000 jeunes auprès de cinquante collectivités, apportera une expertise utile pour l'efficacité du dispositif.

Les modalités de ce partenariat sont définies dans la convention ci-annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de Territoire Marseille Provence n° PGD 001-447/17/CT du 7 février 2017 approuvant le Contrat

Objectifs Déchets et Economie Circulaire avec l'ADEME ;

- Le règlement de l'Appel à Projet Prévention et gestion des déchets verts piloté par l'Ademe et la Région.

OÙ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de partenariat avec Unis Cités Méditerranée pour le recrutement et le suivi de jeunes volontaires en service civique pour le CT1.

PGD 006-800/17/CT

■ Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la société Polyurbaine 13

Information du Conseil de Territoire DID 17/15573/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 21 mars 2017 au 3 avril 2017, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur en régie du centre-ville de Marseille (1^{er} / 4^{ème} / 5^{ème} / 6^{ème} et 7^{ème} arrondissements), ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société Polyurbaine 13 de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

Il convient de régler par un protocole transactionnel les prestations exécutées par la société POLYURBAINE 13 s'élevant à un montant de 58 708,80 euros TTC, résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 11,60 % sur le prix de la prestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de transaction envisagée avec l'entreprise Polyurbaine 13 afin de régler les sommes restant dues au titre des prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

PGD 007-801/17/CT

■ Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et la Société Urbaser Environnement SAS

Information du Conseil de Territoire

DID 17/15574/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président

délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapports présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 21 mars 2017 au 3 avril 2017, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régié du centre-ville de Marseille (1^{er}/4^{ième}, 5^{ième}/6^{ième} et 7^{ième} arrondissements), ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société Urbaser Environnement de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

Il convient de régler par un protocole transactionnel les prestations exécutées par la société Urbaser Environnement SAS s'élevant à un montant de 28 490,00 euros TTC, résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 18,55 % sur le prix de la prestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du

Conseil de la Métropole au Conseil de
Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de transaction envisagée avec l'entreprise Urbaser Environnement SAS afin de régler les sommes restant dues au titre des prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

PGD 008-802/17/CT

■ Approbation d'un protocole transactionnel entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la Société Veolia Propreté Marseille

Information du Conseil de Territoire DID 17/15575/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les perturbations qui ont affecté du 21 mars 2017 au 3 avril 2017, la collecte des déchets ménagers sur une partie du territoire de Marseille Provence et en particulier sur le secteur régi du centre-ville de Marseille (1^{er}/4^{ième}, 5^{ième}/6^{ième} et 7^{ième} arrondissements), ont nécessité des mesures exceptionnelles afin d'éviter un risque sanitaire.

De ce fait, pour résorber le plus rapidement possible l'accumulation des déchets sur la voie publique, des moyens importants provenant d'entreprises privées, ont été mobilisés et ce dans les meilleurs délais.

A cet effet, il a été demandé à la société Veolia Propreté Marseille de procéder à des opérations ponctuelles de collecte de déchets ménagers.

Ces prestations ont été réalisées hors marché et exécutées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

Il convient de régler par un protocole transactionnel les prestations exécutées par la société Veolia Propreté Marseille s'élevant à un montant de 24 783,00 euros TTC, résultat d'un abattement consenti par l'entreprise de 18,26 % sur le prix de la prestation.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence prend acte du projet de transaction envisagée avec l'entreprise Polyurbaine 13 afin de régler les sommes restant dues au titre des prestations exceptionnelles de collecte de déchets ménagers réalisées du 29 mars 2017 au 3 avril 2017.

PGD 009-803/17/CT

■ Réforme d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Information du Conseil de Territoire DMT 17/15584/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence sera prochainement saisi du rapport présenté ci-après pour information au Conseil de Territoire.

La Métropole Aix-Marseille-Provence dispose d'un parc diversifié d'engins, de poids lourds, de véhicules légers et d'équipements lui permettant d'exercer ses compétences dans les domaines variés de la propreté urbaine, de la voirie, de la circulation...

Compte tenu de l'ancienneté et du kilométrage important de certains de ces véhicules et de certains de ces équipements, il est nécessaire de les retirer de l'inventaire du patrimoine de la Métropole Aix-Marseille Provence.

La liste de ces équipements est ci-après annexée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille- Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- La délibération n° HN 01-001/16/CT du 23 mars 2016 du Conseil du Territoire portant élection de Monsieur Guy Teissier en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

OUÏ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire prend acte du projet de rapport relatif à la réforme des d'engins, de poids lourds, de véhicules et équipements de la Métropole Aix-Marseille-Provence – Conseil de Territoire Marseille Provence.

Les Délibérations
Conseil du 13 juillet 2017

REPUBLIQUE FRANÇAISE

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

CONSEIL DE TERRITOIRE

MARSEILLE PROVENCE

COMMUNES

ALLAUCH, CARNOUX-EN-PROVENCE, CARRY-LE-ROUET, CASSIS, CEYRESTE,
CHATEAUNEUF-LES-MARTIGUES, ENSUES-LA-REDONNE, GEMENOS,
GIGNAC-LA-NERTHE, LA CIOTAT, LE ROVE, MARIGNANE, MARSEILLE,
PLAN-DE-CUQUES, ROQUEFORT-LA-BEDOULE, SAINT-VICTOIRET,
SAUSSET-LES-PINS, SEPTEMES-LES-VALLONS.

FCT 001-013/07/17 CT

PROCÈS-VERBAL

DE L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT

- Nombre de Conseillers de Territoire : 175
- Nombre de Conseillers de Territoire en exercice : 175

L'an deux mille dix sept , le treize du mois de juillet, à 14 heures 30 minutes, en application des articles L 5211-1, L5211-2, L. 2121-7 et L. 2122-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), sur convocation de Monsieur Jean-Pierre GIORGI, premier Vice-Président du Conseil de Territoire MARSEILLE- PROVENCE s'est réuni le Conseil de Territoire, au siège, le Pharo, 58 boulevard Charles Livon ,13007 Marseille.

Étaient présents les conseillers de territoire suivants :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Patrick BORE -

Nadia BOULAINSEUR - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Marie-Christine CALATAYUD - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Anne CLAUDIUS-PETIT - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Monique DAUBET-GRUNDLER - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriat DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Régine GOURDIN - Marcel GRELY - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Daniel HERMANN - Michel ILLAC - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Marie-Louise LOTA - Antoine MAGGIO - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Florence MASSE - Guy MATTEONI - Xavier MERY - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAIN - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Véronique PRADEL - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Sandra SALOUM-DALBIN - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Martine VASSAL - Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Kheïra ZENAFI.

Etaient absents et représentés les conseillers de territoire suivants :

Mireille BALLETTI représentée par Valérie BOYER - Jean-Pierre BAUMANN représenté par Jacques BESNAÏNOU - Mireille BENEDETTI représentée par Lionel VALERI - Roland BLUM représenté par Patrick PAPPALARDO - Jean-Louis BONAN représenté par Andrée GROS - Laure-Agnès CARADEC représentée par Jean MONTAGNAC - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Sophie CELTON représentée par Karim GHENDOUF - Catherine CHAZEAU représentée par Vincent COULOMB - Frédéric COLLART représenté par René BACCINO - Laurent COMAS représenté par Marie MUSTACHIA - Michel DARY représenté par Michel

AZOULAI - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Sandra DUGUET représentée par Jeanne MARTI - Nathalie FEDI représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Josiane FOINKINOS représentée par Alain CHOPIN - Georges GOMEZ représenté par Yves MORAIN - Louisa HAMMOUCHE représentée par Josette FURACE - Garo HOVSEPIAN représenté par Stéphane MARI - Nathalie LAINE représentée par Annie GRIGORIAN - Albert LAPEYRE représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Eric LE DISSES représenté par Georges ROSSO - Marc LOPEZ représenté par Vincent GOMEZ - Laurence LUCCIONI représentée par Michèle EMERY - Patrick MAGRO représenté par André MOLINO - Bernard MARTY représenté par Florence MASSE - Christophe MASSE représenté par Eugène CASELLI - Martine MATTEI représentée par Michel ILLAC - Virginie MONNET-CORTI représentée par Frédéric DOURNAYAN - Lisette NARDUCCI représentée par Gérard CHENOZ - Didier PARAKIAN représenté par Richard FINDYKIAN - Stéphane PICHON représenté par Maxime TOMMASINI - Martine RENAUD représentée par Marie-France DROPY OURET - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Pierre DJIANE - Roger RUZE représenté par Nadia BOULAINSEUR - Isabelle SAVON représentée par Richard MIRON - Jean-Louis TIXIER représenté par André GLINKA-HECQUET - Jocelyne TRANI représentée par Dany LAMY - Claude VALLETTE représenté par Carine ROGER - Josette VENTRE représentée par Marie-Louise LOTA - Patrick VILORIA représenté par Véronique PRADEL.

Etaient absents et excusés les conseillers de territoire suivants :

Hélène ABERT - Loïc BARAT - Nicole BOUILLOT - Michel CATANEO - Paule JOUVE - Laurent LAVIE - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Bernard MARANDAT - Janine MARY - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Nathalie PIGAMO - Gérard POLIZZI - Roland POVINELLI - Maryvonne RIBIERE - Eric SCOTTO - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

La séance a été ouverte sous la présidence de Monsieur Georges ROSSO, doyen d'âge, en application des dispositions de l'article L 2122-8 du CGCT.

Madame Emmanuelle SINOPOLI, benjamine de l'assemblée, a été désignée en qualité de secrétaire par le Conseil de Territoire (article L. 2121-15 du CGCT).

Le secrétaire de séance a procédé à l'appel nominal des membres du Conseil.

Le Président, dénombrant 113 (cent treize) conseillers présents a constaté que la condition de quorum posée à l'article L. 2121-17 du CGCT était remplie.

Monsieur Georges ROSSO a ensuite invité les conseillers territoriaux à procéder à l'élection du Président, en application des dispositions de l'article L 5218-6 du CGCT, conformément à l'ordre du jour.

Il a rappelé les dispositions des articles L 2122-4 et L. 2122-7 du CGCT, suivant lesquelles :

- le Président est élu au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages exprimés parmi les membres du Conseil de Territoire.
- si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.
- en cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Monsieur ROSSO précise que le scrutin aura lieu par vote électronique, en utilisant un clavier numérique.

Monsieur ROSSO rappelle que tout conseiller peut présenter un candidat ou se porter candidat. Après avoir indiqué que la seule candidature dont il avait connaissance était celle de Monsieur Jean MONTAGNAC, Monsieur ROSSO appelle les autres candidats à se faire connaître.

Une seule candidature est déclarée : celle de Monsieur Jean MONTAGNAC.

Le scrutin est ouvert.

.Résultats du premier tour de scrutin

. Nombre de votants:	153
. Abstention :	1
. Nombre de bulletins blancs:	26
. Nombre de suffrages exprimés:	127
. Majorité absolue:	64

Suffrages obtenus :

Monsieur Jean MONTAGNAC :	127
---------------------------	-----

Proclamation de l'élection du Président

Monsieur Jean MONTAGNAC ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés à l'issue du premier tour de scrutin a été proclamé Président du Conseil de Territoire et a été immédiatement installé dans ses fonctions.

Fait en triple exemplaire à Marseille le **13 JUIL. 2017**

Le Président de séance

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'G. Rosso', written over a horizontal line.

Georges ROSSO

Le secrétaire

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'E. Sinopoli', written over a horizontal line.

Emmanuelle SINOPOLI

METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire Marseille Provence

13 JUILLET 2017

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le Procès-verbal de la Séance a été affiché aux portes du Siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence et aux portes des Hôtels de Ville des Communes Membres à partir du 19 juillet 2017 et ce, pour une durée d'un mois.



ETAIENT PRESENTS :

Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Marie-Josée BATTISTA - Yves BEAUVAL - Sabine BERNASCONI - Jean-Pierre BERTRAND - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Patrick BORE - Nadia BOULAINSEUR - Frédéric BOUSQUET - Valérie BOYER - Marie-Christine CALATAYUD - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Anne CLAUDIUS-PETIT - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandrine D'ANGIO - Monique DAUBET-GRUNDLER - Anne DAURES - Christophe DE PIETRO - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Nouriati DJAMBAE - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Jean-Claude GAUDIN - Samia GHALI - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Bruno GILLES - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Vincent GOMEZ - José GONZALEZ - Régine GOURDIN - Marcel GRELY - Annie GRIGORIAN - Andrée GROS - Albert GUIGUI - Daniel HERMANN - Michel ILLAC - Noro ISSANHAMADY - Bernard JACQUIER - Christian JAILLE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Marie-Louise LOTA - Antoine MAGGIO - Hélène MARCHETTI - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Florence MASSE - Guy MATTEONI - Xavier MERY - Danielle MILON - Richard MIRON - André MOLINO - Claudette MOMPRIVE - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Marie MUSTACHIA - Jérôme ORGEAS - Patrick PADOVANI - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Véronique PRADEL - Marlène PREVOST - Muriel PRISCO - Marine PUSTORINO-DURAND - Julien RAVIER - Stéphane RAVIER - Jean ROATTA - Carine ROGER - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Sandra SALOUM-DALBIN - Marie-Xavière SCOTTO DI UCCIO - Emmanuelle SINOPOLI - Nathalie SUCCAMIELE - Guy TEISSIER - Dominique TIAN - Maxime TOMMASINI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Martine VASSAL - Brigitte VIRZI-GONZALEZ - Kheira ZENAFI.

ETAIENT ABSENTS ET REPRESENTES :

Mesdames et Messieurs :

Mireille BALLETTI représentée par Valérie BOYER - Jean-Pierre BAUMANN représenté par Jacques BESNAÏNOU - Mireille BENEDETTI représentée par Lionel VALERI - Roland BLUM représenté par Patrick PAPPALARDO - Jean-Louis BONAN représenté par Andrée GROS - Laure-Agnès CARADEC représentée par Jean MONTAGNAC - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Muriel PRISCO - Sophie CELTON représentée par Karim GHENDOUF - Catherine CHAZEAU représentée par Vincent COULOMB - Frédéric COLLART représenté par René BACCINO - Laurent COMAS représenté par Marie MUSTACHIA - Michel DARY représenté par Michel AZOULAI - Eric DIARD représenté par Roland MOUREN - Sandra DUGUET représentée par Jeanne MARTI - Nathalie FEDI représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Josiane FOINKINOS représentée par Alain CHOPIN - Georges GOMEZ représenté par Yves MORAINÉ - Louisa HAMMOUCHE représentée par Josette FURACE - Garo HOVSEPIAN représenté par Stéphane MARI - Nathalie LAINE représentée par Annie GRIGORIAN - Albert LAPEYRE représenté par Monique DAUBET-GRUNDLER - Eric LE DISSES représenté par Georges ROSSO - Marc LOPEZ représenté par Georges GOMEZ - Laurence LUCCIONI représentée par Michèle EMERY - Patrick MAGRO représenté par André MOLINO - Bernard MARTY représenté par Florence MASSE - Christophe MASSE représenté par Eugène CASELLI - Martine MATTEI représentée par Michel ILLAC - Virginie MONNET-CORTI représentée par Frédéric DOURNAYAN - Lisette NARDUCCI représentée par Gérard CHENOZ - Didier PARAKIAN représenté par Richard FINDYKIAN - Stéphane PICHON représenté par Maxime TOMMASINI - Martine RENAUD représentée par Marie-France DROPY OURET - Marie-Laure ROCCA-SERRA représentée par Pierre DJIANE - Roger RUZE représenté par Nadia BOULAINSEUR - Isabelle SAVON représentée par Richard MIRON - Jean-Louis TIXIER représenté par André GLINKA-HECQUET - Jocelyne TRANI représentée par Dany LAMY - Claude VALLETTE représenté par Carine ROGER - Josette VENTRE représentée par Marie-Louise LOTA - Patrick VILORIA représenté par Véronique PRADEL.

ETAIENT ABSENTS ET EXCUSES :

Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Loïc BARAT - Nicole BOUILLLOT - Michel CATANEO - Paule JOUVE - Laurent LAVIE - Annie LEVY-MOZZICONACCI - Bernard MARANDAT - Janine MARY - Marcel MAUNIER - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Nathalie PIGAMO - Gérard POLIZZI - Roland POVINELLI - Maryvonne RIBIERE - Eric SCOTTO - Didier ZANINI - Karim ZERIBI.

Commission Fonctionnement

FCT 001-804/17/CT

■ Délégation du Conseil de Territoire Marseille
Provence au Président du Conseil de Territoire
FCT 001-13/07/17 CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence soumet au Conseil de Territoire
le rapport suivant :

En application des dispositions de l'article L 5218-7
du Code Général des Collectivités Territoriales, le
Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence par
délibération n°HN 056-187/16/CM en date du
28 avril 2016, a délégué au Conseil de Territoire de
Allauch, Carnoux-en-Provence, Carry-le-Rouet,
Cassis, Ceyreste, Châteauneuf-les-Martigues,
Ensuès-la-Redonne, Gémenos, Gignac-la-Nerthe, La
Ciotat, Le Rove, Marignane, Marseille, Plan-de-
Cuques, Roquefort-la-Bédoule, Saint-Victoret,
Sausset-les-Pins, Septèmes-les-Vallons, l'exercice
de compétences avec pour objectif que soient
garanties la continuité et la proximité de l'action
publique intercommunale, en conformité avec les
missions et compétences exercées à l'échelon
métropolitain.

Pour la mise en œuvre des délégations qui lui ont
été consenties, le Conseil de Territoire a été autorisé
à subdéléguer à son Président une partie des
attributions qui lui ont été déléguées, à l'exception :

- du vote de l'état spécial de territoire,
- de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances

Il appartient donc au Conseil de Territoire
d'organiser la délégation d'attributions au Président.
Celui-ci peut également être autorisé à subdéléguer,
par arrêté, aux Vice-présidents les attributions qui lui
sont confiées. Il peut également donner sous sa
surveillance et sa responsabilité, par arrêté,
délégation de signature aux responsables de
services placés sous son autorité.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer
au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-
après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de
Modernisation de l'Action Publique
Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant
Nouvelle Organisation Territoriale de la
République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015
portant création de la Métropole Aix-
Marseille- Provence ;

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre
2015 portant fixation des limites des
territoires de la Métropole Aix-Marseille-
Provence ;
- Le Code Général des Collectivités
Territoriales et notamment l'article L. 5218-
7 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole
Aix-Marseille-Provence n° HN 056-
187/16/CM du 28 avril 2016 portant
délégation de compétences du Conseil de la
Métropole au Conseil de Territoire Marseille
Provence ;
- L'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC
le 13 juillet 2017 en qualité de Président du
Conseil de Territoire Marseille Provence.

VOÛ LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article 1 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence reçoit délégation du Conseil de
Territoire pour l'exercice des compétences déléguées
au Conseil de Territoire dans le cadre de la
délibération n° HN 056-187/16/CM en date du 28
avril 2016, à l'effet de :

- préparer, passer, exécuter et régler les
marchés, accords-cadres et marchés
subséquents ainsi que leurs avenants, de
travaux, fournitures et services, qui peuvent
être passés sans formalités préalables en
raison de leur montant lorsque les crédits sont
inscrits au budget de la Métropole, dans les
cas et conditions suivants :
- Pour les marchés, accords-cadres, marchés
subséquents et avenants en matière de
fournitures et services, lorsqu'ils sont
inférieurs au seuil de 209 000 euros HT ;
- Pour les marchés, accords – cadres,
marchés subséquents et avenants, en
matière de travaux, lorsqu'ils sont inférieurs
au seuil de 1 000 000 euros HT ;
- délivrer les autorisations de déversement
d'eaux usées non domestiques dans les
réseaux d'assainissement ;
- délivrer les autorisations de branchement aux
réseaux d'eau potable ;
- délivrer les autorisations de raccordement aux
réseaux d'assainissement ;
- prononcer la délivrance et la reprise des
concessions dans les cimetières
métropolitains ;

Article 2 :

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à subdéléguer par arrêté aux Vice-présidents les attributions qui lui sont confiées par le Conseil de Territoire. Il peut également donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature aux responsables des services placés sous son autorité.

Article 3 :

Lors de chaque réunion du Conseil de Territoire, le Président rendra compte des attributions exercées dans le cadre de la présente subdélégation.

Présents	113
Représentés	41
Voix Pour	142
Voix Contre	0
Abstentions	12

Adoptée

Se sont abstenus :

René AMODRU - Jean-Pierre BAUMANN - Yves BEAUVAL - Jacques BESNAÏNOU - Sandrine D'ANGIO - Sandra DUGUET - José GONZALEZ - Dany LAMY - Gisèle LELOUIS - Jeanne MARTI - Stéphane RAVIER - Jocelyne TRANI